

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°451

OCTOBRE 2022

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAN : LE MOUVEMENT DE PROTESTATION NE FAIBLIT PAS ; RÉPRESSION SANGLANTE AU KURDISTAN**
- **L'IRAK A ENFIN UN PRÉSIDENT ET UN GOUVERNEMENT ; LES KURDES TOUJOURS DISCRIMINÉS DANS LES TERRITOIRES DISPUTÉS**
- **ROJAVA : CHAOS À AFRIN LIVRÉE LA FRANCHISE SYRIENNE D'AL-QAÏDA, HAYYAT TAHRIR AL-SHAM**
- **TURQUIE : LA PRÉSIDENTE DE L'UNION DES MÉDECINS INculpÉE POUR AVOIR DEMANDÉ UNE ENQUÊTE SUR L'EMPLOI D'ARMES CHIMIQUES AU KURDISTAN**

IRAN LE MOUVEMENT DE PROTESTATION NE FAIBLIT PAS ; RÉPRESSION SANGLANTE AU KURDISTAN

Les manifestations déclenchées par la mort le 16 septembre de Jina Mahsa Amini se sont poursuivies sans discontinuer tout au long du mois d'octobre. Pour de plus en plus d'Iraniens, malgré les dénégations du pouvoir, il est clair que la jeune Kurde, arrêtée le 13 dans les rues de Téhéran par la «police des mœurs» (*Gasht-e Ershad*, ou «patrouille d'orientation») pour le «port incorrect» de son voile islamique, a été tuée par les officiers. Selon les témoignages

d'autres femmes arrêtées en même temps qu'elle, violemment battue et frappée à la tête dans le fourgon de la police, elle s'est évanouie à son arrivée au centre de détention. Tardivement transférée à l'hôpital, elle y est décédée après trois jours de coma sans avoir repris connaissance. Démarrées dès son enterrement précipité dans sa ville natale de Saqqez, au Kurdistan d'Iran, les manifestations de protestation contre sa mort se sont rapidement étendues à tout l'Iran. Créée très tôt après la Révolution

islamique, la «police des mœurs» s'était faite relativement discrète durant le mandat présidentiel du modéré Hassan Rouhani. Mais dès son arrivée au pouvoir, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi a lancé une féroce campagne de répression contre les femmes, durcissant la loi sur le voile islamique (*hijab*) et encourageant le *Gasht-e Ershad* à sévir sans pitié. L'unité est alors rapidement revenue sur le devant de la scène, se distinguant par sa brutalité. Durant les mois précédant le meurtre de Mahsa Amini,

les incidents se sont multipliés dans les grandes villes: fait relativement nouveau, les femmes interpellées dans les rues refusaient en effet fréquemment d'obtempérer, pouvant souvent compter sur le soutien de passants excédés (AFP).

La mort de Jîna Mahsa Amini a joué le rôle d'un déclencheur fédérant plusieurs mécontentements qui s'étaient accumulés depuis des mois, voire des années, en particulier parmi la jeunesse. Ce meurtre est venu s'ajouter à tout un ensemble de causes de colère parmi lesquelles la corruption généralisée, la mauvaise gestion de l'économie, la gestion catastrophique du Covid et une répression politique toujours plus impitoyable. Cette colère s'est encore trouvée amplifiée par la manière dont Raïssi est parvenu au pouvoir à l'issue d'une «élection» totalement verrouillée par les soins du Guide Suprême et de son entourage, tous les candidats réformistes ayant été empêchés de se présenter...

La dynamique protestataire, s'apparentant de plus en plus à un soulèvement général, a réussi à unifier des groupes sociaux et des générations qui jusqu'à présent n'avaient jamais manifesté ensemble. Le mouvement de 2009 avait été marqué par des revendications politiques portées par la classe moyenne. Celui de 2019 était essentiellement parti de la souffrance économique des classes les plus défavorisées. Mais les manifestations pour Jîna Mahsa Amini semblent avoir rassemblé bien au-delà. On a ainsi vu des familles entières descendre dans la rue. Les femmes, premières victimes dans cette affaire, ont été les premières à manifester, mais elles ont obtenu immédiatement le soutien des hommes. Le 11, les travailleurs des raffineries de pétrole d'Abadan et de Kangan ainsi que ceux de l'usine pétrochimique de Bouchehr se sont joints aux manifestations. Des vidéos partagées par des médias en persan basés à l'extérieur du pays montrent également

des ouvriers brûlant des pneus devant l'usine pétrochimique d'Assalouyeh, dans le Sud-Est (EuroNews).

Le régime ne s'attendait certainement pas que la mort en détention d'une jeune provinciale provoque une telle révolte nationale. La question de l'habillement féminin, où plutôt son usage par le pouvoir comme moyen de contrôle social, est brusquement devenu le point-clé de l'idéologie du régime sur lequel on peut faire porter la contestation systémique contre lui... Plus important encore, la peur semblait céder du terrain; le 20 septembre, une étudiante qui avait retiré son voile dans la rue déclarait à l'AFP: *«Nous regardions les policiers les yeux dans les yeux. C'était comme si ma peur s'était évaporée en voyant le courage des autres».*

Enfin, géographiquement, le mouvement rassemble de manière inédite le centre et les régions périphériques du pays, mettant aussi en évidence la manière dont la répression quotidienne prend pour cible depuis longtemps les femmes appartenant aux minorités. Ainsi début septembre, deux semaines avant la mort de Jîna Mahsa Amini, des manifestations avaient déjà secoué la ville de Marivan, au Kurdistan d'Iran, après qu'une jeune femme, Şilêr Resul, était décédée en se jetant par une fenêtre pour échapper au viol par un homme pro-régime. On retrouve une situation étonnamment proche à l'autre bout du pays, au Baloutchistan, autre minorité sunnite discriminée par le pouvoir: en début de mois, après le viol par le chef de la police d'une jeune fille de 15 ans originaire du port de Chabahar, la ville de Zahedan, capitale de la province du Sistan-et-Baloutchistan, a littéralement explosé de colère au visage des forces de répression. La police a ouvert le feu sur la foule, faisant au moins 58 victimes.

Confronté à une contestation globale, le pouvoir a tenté par plu-

sieurs manœuvres de désarmer celle-ci. Pour rompre l'unité du mouvement, il a averti les manifestants des régions persanes du pays qu'ils faisaient le jeu des séparatistes kurdes. En vain. Pour donner corps à ces déclarations, il a cherché à attirer les partis kurdes d'opposition en exil dans une confrontation militaire en lançant sur leurs implantations du Kurdistan d'Irak des bombardements sanglants. Là encore il a échoué. Les manifestations se sont poursuivies, au son du slogan *«Femme, vie, liberté»*, originellement kurde (*«Jin, jîyan, azadi»*), mais à présent traduit en persan (*«Zan, zendegi, azadi»*).

Devant la persistance des manifestations, le pouvoir a concentré sa violence la plus extrême sur les minorités et les régions kurde et baloutche. À l'image de sa brutalité à Zahedan, il a rapidement renforcé ses unités répressives au Kurdistan, pourtant déjà largement militarisé depuis des décennies: *«Des dizaines de vidéos des forces de sécurité du régime tirant sans discernement sur des manifestations ont émergé ces derniers jours, principalement dans les régions kurdes»*, écrit l'activiste kurde Hawzhin Azeez. *«Les manifestants n'ont que des pierres, leurs slogans et l'idéologie de la liberté en retour. C'est un soulèvement populaire de masse. Pour beaucoup d'Iraniens, c'est une protestation. Pour les Kurdes, c'est un massacre [...]»* (Kurdistan au Féminin).

Le 10, Reuters a fait état de vidéos partagées sur Twitter montrant des tirs à l'arme lourde et des explosions aveuglantes dans un quartier de Sanandaj, la capitale de la province du Kurdistan. D'après l'organisation de défense des droits humains Hengaw, un avion militaire est arrivé à l'aéroport de la ville dans la nuit du 10 au 11, tandis que des forces spéciales étaient acheminées vers la ville par la route dans des cars (L'Express). Le lendemain, Hengaw a indiqué qu'au cours des 3 jours précédents, plus de 400 personnes avaient été blessées au Kurdistan par des tirs

de mitrailleuses et d'autres violences des forces de répression, avec au moins 5 civils tués et 2 détenus torturés et assassinés. L'Internet a été coupé plusieurs heures, sans nul doute pour tenter de dissimuler ces violences. *Amnesty International* s'est dite «alarmée par la répression des manifestations à Sanandaj, alors que des informations font état de l'utilisation par les forces de sécurité d'armes à feu et de tirs de gaz lacrymogènes sans distinction, y compris dans des maisons». Un témoin a indiqué au journal *Le Monde* avoir vu le 8, «[...] un homme, touché par balle à la tête, mourir au volant de sa voiture. Comme bien d'autres, il était en train de klaxonner, en signe de protestation. Ils tiraient à balles réelles sur nous. Comme si nous et eux, on n'appartenait pas au même pays». Les blessés hésitent à se rendre dans les hôpitaux, où il y a plus d'agents du Renseignement que de médecins. Ceux-ci, quand ils le peuvent, effectuent des soins à domicile pour protéger leurs patients.

La nuit du 12 au 13, *Hengaw* a indiqué que 3 manifestants et 4 membres des forces de sécurité avaient été tués à Sanandaj, Kermanshah et Mahabad lors de nouvelles manifestations et d'affrontements opposant protestataires et miliciens islamistes *bassiji* largement transférés d'autres provinces vers les régions kurdes. Selon un témoin, «Il y a quelques jours, des *Bassidji* de Sanandaj et Baneh ont refusé d'obéir aux ordres et de tirer sur les gens», mais ce n'est pas le cas à Saqqez, ville d'origine de Jîna Mahsa Amini, où «[les] *Bassidji* tirent sur les gens, les maisons, même si ce ne sont pas des manifestants». Il ajoute que les corps des personnes tuées dans la rue étaient parfois traînés pour être cachés dans les maisons. À cette date, les organisations de défense des droits humains esti-

maient à 200 le nombre de victimes tuées dans la répression (*Reuters*).

Malgré la violence de la répression – et peut-être à cause de celle-ci – les manifestations ne montrent aucun signe d'apaisement. La mort de plusieurs adolescentes tuées dans la rue est au contraire devenue un cri de ralliement pour de nouvelles protestations. À Marivan, selon un autre témoin, les nuits sont devenues des moments d'affrontements quotidiens, les résidents kurdes mettant le feu dans les rues pour empêcher les *bassiji* d'accéder à leur quartier, ceux-ci faisant feu au hasard.

Le 15 a été marqué à Téhéran par un incendie et de violents affrontements dans la prison d'Evin, selon certains organisés par le pouvoir pour décourager les manifestants, et qui ont fait 8 morts avec un bilan ne cessant de s'alourdir. Au Kurdistan, les manifestations se sont poursuivies. Le 17, *Hengaw* a annoncé que 2 manifestants blessés le 12 à Mahabad dans leur véhicule se trouvaient dans le coma à l'hôpital Khomeiny d'Ourmia. Par ailleurs, une activiste de Sanandaj interrogée en détention durant 2 semaines a témoigné pour la chaîne kurde d'Irak *Rûdaw* d'une intensité de répression inédite depuis la Révolution islamique. Selon le *KHRN* (*Kurdish Human Rights Network*), dans leur centre de détention de Sanandaj, les *pasdaran* (Gardiens de la révolution) n'hésitent pas à menacer les jeunes manifestantes arrêtées de sévices sexuels, et les font chanter au moyen de photos trouvées sur leurs propres téléphones: lorsqu'ils trouvent une photo de la jeune femme avec un homme, ils menacent celle-ci d'appels anonymes à sa famille pour l'accuser de relations sexuelles illicites... S'il y a peu de violence physique en

détention, la torture psychologique est très intense, et les arrestations elles-mêmes peuvent être très violentes, résultant en des membres brisés... Une autre femme a témoigné de l'inquiétude de ses interrogateurs face aux manifestations ayant eu lieu à Qorveh et Bijar, des villes kurdes mais chiites qui entrent pour la première fois dans un tel mouvement: ce début d'unité effraie les autorités, a-t-elle déclaré (*Rûdaw*).

Le 28, de nouveaux incidents ont été rapportés de Zahedan, au Balouchistan. Les forces de sécurité ont de nouveau ouvert le feu sur la foule rassemblée après la prière du vendredi, faisant 1 mort et 14 blessés. Selon *Iran Human Rights* (*IHR*), les violences ont fait au moins 93 morts dans cette ville. Le lendemain, les *pasdaran* ont annoncé la mort d'un second de leurs officiers, un colonel décédé des suites de blessures reçues dans «les affrontements avec les terroristes». Le même jour, plusieurs vidéos vérifiées par l'AFP ont circulé sur les réseaux sociaux, montrant des rassemblements dans des universités, notamment à Téhéran et dans la ville sainte de Machhad, la deuxième du pays. Elles montrent les manifestants scandant des slogans comme «La ville est noyée dans le sang, mais nos professeurs gardent le silence!»...

Selon un bilan officiel, à cette date, plus de 1.200 manifestants avaient été arrêtés, tandis qu'IHR faisait état le 30 d'au moins 92 morts, le nombre de victimes des derniers affrontements de Zahedan étant séparément évalué à 41 morts... Par ailleurs, *Hengaw* a indiqué que depuis le début du mouvement, 23 Kurdes avaient été tués par les *pasdaran* et 1.138 blessés. Il est vraisemblable qu'en fait le total des morts et des blessés soit bien plus élevé.

L'IRAK A ENFIN UN PRÉSIDENT ET UN GOUVERNEMENT ; LES KURDES TOUJOURS DISCRIMINÉS DANS LES TERRITOIRES DISPUTÉS

En Irak, octobre a commencé sous de bien mauvais auspices avec à Bagdad le 1^{er} du mois une manifestation monstrueuse commémorant le 3^e anniversaire du soulèvement anti-pouvoir d'octobre 2019. Celle-ci a donné lieu à de violents affrontements avec les forces de l'ordre, gaz lacrymogènes et fumigènes s'opposant à des jets de pierre, avec pour résultat 28 blessés chez les manifestants, principalement des cas de suffocation, et 18 parmi les forces anti-émeute. Des manifestations ont également touché la ville de Nasiriya, au Sud du pays. Ces tensions reflètent l'impuissance de la classe politique irakienne, trop corrompue et immergée dans ses disputes internes pour s'occuper d'une situation économique catastrophique, avec 4 jeunes sur 10 au chômage, et d'un changement climatique provoquant sécheresses et pénuries d'eau (AFP).

C'est pourtant ce mois-ci que le parlement est enfin parvenu à élire un nouveau Président pour le pays. Après un appel de la mission de l'ONU en Irak le 10 pour un «dialogue sans conditions préalables», et une rencontre à Erbil entre le Président du parlement, le sunnite Mohammed Al-Halbousi, les membres de la nouvelle pro-iranienne «Coalition pour l'administration de l'État», et le chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, Al-Halbousi a annoncé que le parlement se réunirait le 13 pour choisir le Président.

La session annoncée a bien pu se tenir au jour dit, le quorum ayant été atteint avec 269 députés présents sur 329, même si elle a démarré avec deux heures de retard tandis que, image des graves tensions fracturant toujours le pays, 9 roquettes s'abattaient sur la «Zone Verte» non loin du

Parlement. Ces tirs, qui n'ont pas été revendiqués, ont fait 10 blessés, dont 6 membres des forces de sécurité et 4 civils d'un quartier proche.

Depuis la chute du régime ba'athiste, le Président irakien est par accord tacite choisi dans la communauté kurde. Les 2 principaux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) s'opposaient depuis des mois à ce propos. Autre accord tacite, ce poste revenait traditionnellement à l'UPK, le PDK dominant en échange la Région du Kurdistan... Cet arrangement avait tenu jusqu'à l'an dernier, lorsque le PDK l'a contesté en opposant son propre candidat au sortant Barham Salih. Dans une situation par ailleurs exacerbée par la rivalité intrachiite entre sadristes et Cadre de coordination pro-iranien, le Parlement, incapable d'atteindre le quorum des deux tiers, avait déjà échoué 3 fois à choisir un président. Cependant, à la dernière minute, un 3^e candidat kurde s'est présenté de son propre chef: l'ancien ministre des Ressources hydriques Abdel Latif Rachid, 78 ans, leader historique de l'UPK. Dans un esprit de compromis, le PDK a alors retiré son propre candidat, Rebar Ahmed, annonçant qu'il voterait pour Rachid. Celui-ci l'a emporté au second tour face à Barham Salih par 160 voix (*grosso modo* celles du PDK plus du Cadre de coordination) contre 99.

Cette élection mettait fin à un an de blocage politique. Dès sa prise de fonction, en une décision d'une rapidité inhabituelle en Irak, le nouveau Président a confié la formation du gouvernement à l'homme politique chiite Mohamed Chia Al-Soudani, le candidat du Cadre de coordination. Le nouveau Premier ministre a dans son discours de prise de fonction promis «des réformes économiques»

pour revitaliser l'industrie, l'agriculture et soutenir le secteur privé, et s'est engagé à fournir à la jeunesse «des opportunités d'emplois et des logements». Ce n'est qu'un premier pas vers une sortie de crise, et l'avenir dépendra de la capacité de Soudani à tenir ses engagements. Moqtada Al-Sadr, grand adversaire du Cadre de coordination, a annoncé qu'il ne participerait pas au gouvernement, peut-être pour laisser sa chance à Soudani...

Une session parlementaire destinée à voter la confiance au gouvernement proposé par M. Soudani avait été prévue le 21, mais elle a dû être reportée au dernier moment, le nouveau Premier ministre «n'ayant pas réussi à se mettre d'accord avec les blocs politiques sur la nomination des ministres» (AFP). Ce n'est finalement que le 27 que les désaccords internes ont été surmontés (le portefeuille de Ministre des hydrocarbures notamment a été âprement disputé). En soirée, le Parlement a voté à main levée la confiance à un gouvernement de 21 ministres. 12 portefeuilles reviennent à des chiites soutenus par le Cadre de coordination, six à des sunnites (dont la Défense), deux à des Kurdes (dont les Affaires étrangères) et un dernier à une chrétienne. Trois ministères seront occupés par des femmes. Dans son programme, également approuvé par les députés, M. Soudani s'est engagé à organiser «des élections anticipées dans un délai d'un an», répondant, sur le papier, à l'une des demandes de Sadr. Il faut relever que le budget 2022 n'a quant à lui toujours pas été adopté...

Le 28, une manifestation contre le gouvernement a rassemblé plusieurs centaines de personnes à Nasiriya.

À noter que les éternels rivaux du PDK et de l'UPK se sont une fois de

plus opposés, cette fois sur la répartition des 4 portefeuilles ministériels attribués aux Kurdes: se fondant sur ses derniers résultats électoraux, le PDK réclamait 2 ministères, l'UPK ayant une revendication identique... Parmi les 4 étaient concernés 2 ministères régaliens, celui des Affaires étrangères et celui des Finances. Finalement le premier est allé au Kurde Fouad Hussein (PDK), titulaire du même poste dans le cabinet précédent et le second, ministre de la Justice à l'ex-juge Taif Sami Mohammed, connue pour sa lutte contre la corruption qui lui avait valu la médaille américaine du courage féminin (*International Women of Courage (IWOC) Award*).

Cette avancée politique a pris place dans un contexte d'autant plus tendu que l'Iran, secoué depuis 2 semaines par les manifestations dues à la mort de Jîna Mahsa Amini, a lancé dès le 1^{er} du mois de nouvelles frappes contre son opposition kurde exilée au Kurdistan d'Irak. Des drones et des tirs d'artillerie ont visé une implantation du parti *Komala* à Halgurd (Erbil), non loin de la frontière iranienne, sans faire de victimes. Les frappes précédentes, le 28 septembre, avaient fait 17 morts et plus de 50 blessés. La semaine suivante, les *pasdaran* ont de nouveau visé les partis kurdes d'Iran au Kurdistan d'Irak, provoquant le déplacement de 4.500 civils et l'évacuation de 7 villages de la région de Bradost. Le 9 cependant, ils ont annoncé la suspension de leurs frappes, tout en maintenant la pression: ce cessez-le-feu se poursuivra, ont-ils indiqué, si les activités des «*partis séparatistes*» contre la République islamique sont empêchées (*Rûdaw*).

Le rôle central des Kurdes dans les discussions préalables à la constitution du nouveau gouvernement puis leur participation à celui-ci ne signifient pas pour autant que les tensions sur le terrain entre Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) et Gouvernement fédéral ont disparu comme d'un

coup de baguette magique. Elles se sont clairement manifestées dans la province de Diyala, où le 8, le commandant militaire irakien a averti les peshmergas de quitter Khanaqin «*sous une semaine*», alors qu'un fort contingent de miliciens pro-iraniens entrait dans la ville. Le Premier ministre en exercice, Mustafa Al-Kadhimi, a alors suspendu la décision et ordonné une enquête. Celle-ci a révélé que l'origine des frictions résidait dans un rapport de Renseignement rédigé par un officier turkmène prétendant faussement que le GRK avait amené en ville 300 peshmergas, 700 *asayish* (Sécurité kurde) et 250 autres membres des services de sécurité kurde. L'officier responsable a été arrêté, mais les miliciens pro-Iran n'ont pas pour autant quitté la ville... Le 12, une nouvelle attaque de roquettes tirées par les milices pro-iraniennes a frappé le champ gazier de Khor Mor, près de Qadir Karam (Suleimaniyeh), sans causer de dommages. Il s'agit de la 5^e attaque de ce type depuis juin dernier.

Dans le reste des territoires disputés entre Bagdad et GRK, les Kurdes demeurent confrontés à des discriminations systémiques. Citons comme exemple la décision récente du ministère de l'Éducation de ne pas prendre en compte les notes en dessous de la moyenne en langue kurde des étudiants: «*Le ministère de l'éducation ne considère pas que l'élève échoue dans la classe de langue kurde si la note de passage n'est pas obtenue*», se lit le mémorandum. Cette décision s'applique dans toutes les provinces du pays, à l'exception de la Région du Kurdistan. Parallèlement, le Département de l'éducation de Khanaqin (Diyala) a annoncé que 25 écoles de langue kurde avaient fermé en 2020-2021 en raison de la baisse du nombre d'élèves. Enfin, à Kirkouk, l'armée irakienne s'est déployée le 3 dans les rues des quartiers kurdes sans en indiquer les raisons, provoquant la colère des résidents que cette militarisation de leurs rues

pousse à rester chez eux. Le commandant irakien du secteur a déclaré le 12 qu'il s'agissait d'assurer la sécurité des marchés pour qu'ils demeurent ouverts le soir... Le 28, après 3 semaines de déploiement, les militaires irakiens ont lancé des fouilles de domiciles dans trois quartiers kurdes: Kurdistan, Imam Qasim et Shoreja. Les problèmes de sécurité se situent pourtant principalement bien loin de là, dans les parties Ouest et Sud de la province...

Le 23, l'université de Kirkouk, dont le doyen est un membre de l'organisation pro-iranienne *Badr*, a décerné en présence de plusieurs leaders religieux des prix aux jeunes filles portant l'uniforme religieux chiite à l'université. Cette cérémonie, organisée alors que l'Iran est secoué par les protestations contre les normes vestimentaires oppressives du pouvoir, a suscité de vives protestations.

Concernant la province de Kirkouk, une nouvelle pourrait heureusement permettre un optimisme prudent: selon des informations non encore confirmées circulant dans les médias sociaux, le PDK et l'UPK seraient parvenus à surmonter leurs différends concernant la nomination d'un candidat au poste de gouverneur de la province. Un peu de la manière dont s'est résolue la question du choix du candidat à la Présidence, le PDK pourrait soutenir un candidat proposé par l'UPK sans être membre de ce parti. Un tel accord, qui s'est fait longtemps attendre, permettrait de mettre fin à la gouvernance très contestée par les Kurdes du gouverneur intérimaire imposé par Bagdad après la reprise de contrôle du 16 octobre 2017 (*WKI*). Visé par plusieurs enquêtes pour corruption, Rakan Al-Jabouri est connu pour avoir repris la politique d'arabisation pratiquée en son temps par Saddam Hussein.

Si les attentats de Daech se poursuivent dans les territoires disputés, Bagdad ne semble toujours pas

prêt à mettre en œuvre concrètement l'accord permettant le déploiement d'un contingent commun entre peshmergas et militaires irakiens, seule solution à ce problème grave de sécurité. L'unité conjointe a bien été constituée, mais elle n'a toujours pas reçu son autorisation de déploiement, et même le budget devant permettre de payer les soldes des peshmergas qui y ont été transférés n'a pas été attribué! En début de mois, ceux-ci ont manifesté devant le ministère de la Défense pour réclamer leurs soldes, dont le paiement devait commencer en janvier, mais ne s'est jamais matérialisé, leur laissant maintenant 11 mois d'arriérés...

Autre facteur d'instabilité, la Turquie a poursuivi ce mois-ci ses opérations militaires et ses frappes dans tout le Nord de l'Irak. L'organisation *Reporters sans Frontières* a dénoncé le 5 l'assassinat par balles de la journaliste et écrivaine féministe kurde Nagihan Akarsel, survenu la veille au matin devant sa maison à Suleimaniyeh. Venant du Kurdistan de Turquie, Akarsel résidait au Kurdistan d'Irak depuis 3 ans, et assurait la co-direction du magazine *Jineolî*. De nombreuses composantes des réseaux féministes kurdes ont condamné ce meurtre, accusant le MIT (service secret turc) de l'avoir orchestré. Ce qui suscite la suspicion à ce propos, c'est qu'Akarsel

est depuis un an la 4^e victime d'un meurtre visant des dissidents kurdes de Turquie au Kurdistan d'Irak.

Enfin, le 9, le Parlement kurde a voté la prolongation d'un an de son mandat, reportant ainsi les élections législatives régionales qui devaient originellement se tenir en début de mois. Le report a été décidé par 80 voix sur 111, les blocs d'opposition s'étant abstenus. Outre les tensions affectant l'ensemble du pays et la Région (une bombe avait fait une victime à Erbil le 6), une des raisons de cette prorogation est le désaccord entre PDK et UPK sur le découpage des circonscriptions électorales.

ROJAVA : CHAOS À AFRIN LIVRÉE A LA FRANCHISE SYRIENNE D'AL-QAÏDA, HAYYAT TAHRIR AL-SHAM

Après son échec à obtenir un feu vert russe ou américain pour lancer une 4^e invasion turque du Rojava, le président Erdoğan s'est vengé de sa frustration en ordonnant l'accroissement du harcèlement militaire qu'exercent l'armée turque et ses supplétifs islamistes ou djihadistes sur les territoires contrôlés par l'AANES (Administration Autonome du Nord-Est Syrien) et ses Forces Démocratiques Syriennes (FDS). L'AANES n'a cessé de renouveler en vain ses appels aux États-Unis et à la Russie à faire respecter le cessez-le-feu dont ils s'étaient portés garants en novembre 2019 et à mettre ainsi fin aux attaques turques. De son côté, Ankara justifie ses attaques en rappelant à ces deux pays qu'ils s'étaient engagés à l'époque à empêcher la présence des FDS près de sa frontière...

Comme le rappelle l'Institut kurde de Washington (WKI), l'objectif de M. Erdoğan demeure inchangé: il cherche toujours à réduire les territoires de l'AANES à leur partie la plus orientale, ou au moins à «*morceler son territoire en enclaves non*

contiguës», empêchant ainsi le développement d'une entité kurde permanente sur son flanc sud. Conséquence immédiate: il pourrait enfin créer tout au long de la frontière sa soi-disant «*zone de sécurité*» de 30 km de profondeur où il espère renvoyer les réfugiés syriens qui plombent sa popularité en Turquie.

Alors que Daech relève la tête, l'Administration autonome dominée par les Kurdes est plus que jamais prise en tenaille entre les djihadistes et leur allié objectif – ou peut-être leur allié tout court – M. Erdoğan.

Le maintien des menaces et du harcèlement turcs ne peut que nuire à la lutte que mènent toujours les FDS contre Daech en divertissant de celle-ci des ressources indispensables au profit de la protection contre une éventuelle attaque turque. Comme durant les mois précédents, frappes et tirs d'artillerie turcs quotidiens ont visé l'ensemble des zones proches de la ligne séparant FDS et forces turques ou pro-turques, de la province d'Alep à l'Ouest jusqu'à la

Djézireh à l'extrême Est et à la frontière irakienne. L'arme favorite d'Ankara demeure par excellence le drone armé. Depuis le début de l'année, la Turquie a mené plus de 80 attaques de ce type. Ainsi le 24, un drone turc a frappé un site de construction en plein centre de la ville de Qamishli, provoquant un incendie. Le 12, une autre attaque près d'Aïn-Issa avait déjà provoqué la mort de 5 membres des FDS.

Cependant, l'ampleur des opérations turques dans le Nord syrien demeure limitée, outre les présences militaires russe et américaine, par la poursuite de ses opérations dans l'Irak voisin, qui mobilise d'importantes ressources militaires. De plus, Ankara pourrait bien avoir rencontré ce mois-ci un problème imprévu dans sa zone d'occupation d'Afrin: le développement d'affrontements violents entre la milice djihadiste du *Hayat Tahrir al-Sham* (HTS) et les groupes syriens lui servant de supplétifs. Suite à ces violences, le groupe HTS a fini par emporter le contrôle de tout le secteur.

Le bilan de l'occupation d'Afrin

était déjà particulièrement effrayant, caractérisé par une multitude de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et contre l'environnement. Le chercheur et journaliste Alexander McKeever a pu documenter leur aspect cartographique en utilisant les données publiquement disponibles sur *Google Earth*. Son travail permet de se rendre compte de l'étendue de la déforestation et de l'ampleur du pillage des sites archéologiques de la région par les gangs soutenus par Ankara entre 2019 et 2021. Le rapport (en anglais) de son travail peut être consulté ici: <https://akmckeeper.substack.com/p/google-earth-finally-updates-its?sd=pf>.

Le mois a commencé par des combats féroces entre différentes factions des milices pro-turques dans le secteur d'Afrin, notamment à l'intérieur de la *Division Al-Hamza*. Il semble que ces combats aient dégénéré en affrontements entre la *Division Al-Hamza* et *Al-Jabha Al-Shamiyyah*. Puis le 12, l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) a rapporté des affrontements opposant *Hayyat Tahrir Al-Sham (HTS)* et plusieurs autres groupes pro-turcs, notamment *Al-Jabha Al-Shamiyyah*, dans plusieurs régions rurales d'Afrin, près de Jendires et à Ain-Dara... Les combats ont également concerné la ville de Al-Bab, dont la *Division Al-Hamza* a cherché à reprendre le contrôle après en avoir été expulsée par *Al-Jabha Al-Shamiyyah*.

Le 12, toujours selon l'OSDH, *HTS* et la faction islamiste à dominante turkmène *Suleiman Shah* sont entrés sans combats dans la ville d'Afrin et ont pris le contrôle du quartier d'Al-Mahmudiyah, profitant du retrait de *Al-Jabha Al-Shamiyyah* vers Azaz. Les autres factions sont restées neutres. Le *HTS*, qui contrôle déjà la plus grande partie du secteur d'Idlib, de son ancien nom *Al-Jabha al-Nusra*, a été publiquement affilié à Al-Qaïda jusqu'en 2018. Depuis, à La

demande de ses protecteurs turcs et par soucis d'image, il a changé de nom et ne revendique plus publiquement son affiliation à Al-Qaïda mais son idéologie et ses pratiques sanglantes n'ont pas changé et de ce fait il est toujours classifié par les États-Unis comme une organisation terroriste. Après une courte période de cessez-le-feu les 15 et 16, le groupe a assuré son contrôle sur l'ensemble de la ville, avant que les hostilités ne reprennent le 17. L'Organisation des droits de l'homme *Afrin Human Rights* a déclaré qu'après sa prise de contrôle, le *HTS* avait immédiatement imposé des restrictions islamistes strictes à la population locale, notamment un code vestimentaire islamique aux femmes.

La situation chaotique s'est poursuivie dans la région d'Afrin jusqu'à la fin du mois avec la prise de contrôle de plusieurs districts par les djihadistes du *HTS*. Selon l'OSDH, l'organisation et la soi-disant «Armée nationale syrienne» ont à eux deux enlevé près de quinze civils, principalement des Kurdes, en une semaine. *Afrin Human Rights* a rapporté que les militaires turcs avaient installé des murs en béton entre les différentes factions pour éviter de nouveaux affrontements. Le *HTS* et l'«Armée nationale syrienne» ont également confisqué de nombreuses récoltes d'olives appartenant à des agriculteurs kurdes au titre de la *Zakat* (aumône islamique). Selon le porte-parole du Conseil militaire de Manbij dirigé par les Kurdes, Sharvan Darwesh, le *HTS* soutenu par la Turquie s'est également déployé dans six villages au nord de Manbij, remplaçant le *Jabhat al-Shamiya*. Darwesh a accusé la Turquie d'un «nouveau projet» visant à se servir de l'expansion du *HTS* pour renforcer son contrôle dans toute la région... (OSDH) ...

Parallèlement, les opérations de la coalition internationale contre Daech se sont poursuivies. Le 2, les FDS ont annoncé l'arrestation à Al-Sabkah et Raqqa de 2 membres de

Daech responsables du soutien logistique des combattants, notamment la distribution d'armes (WKI). Le 7, Washington a annoncé que ses forces avaient pu éliminer plusieurs responsables du groupe jihadiste en Syrie dans une opération hélicoptérée au cours des 24 heures précédentes. Il est intéressant de noter que, pour la première fois depuis le début de la guerre en 2011, cette opération a pris place dans une enclave tenue par des forces supplétives du régime syrien, dans un village près de la ville de Qamichli, elle-même contrôlée par les FDS. Le commandement américain a ensuite indiqué dans un second communiqué avoir tué deux responsables du groupe jihadiste dans une frappe aérienne dans le nord de la Syrie, sans préciser où exactement. Cette deuxième attaque a, selon le *Centcom*, permis de tuer «à la fois *Abou Hashum al-Umawi* [...] et un autre haut responsable de l'EI», sans toucher de civils. Selon un villageois témoin de l'opération, des échanges de tirs ont opposé durant celle-ci les militaires américains et des milices pro-régime. Le 10, l'OSDH a rapporté qu'une nouvelle attaque, cette fois menée par drone, avait permis de tuer un responsable de Daech qui circulait à moto près de la ville de Tal Abyad, contrôlée par les forces turques et leurs supplétifs syriens (AFP).

Le 13, une ONG syrienne basée à Washington a publié de nouvelles informations sur ce groupe de djihadistes d'origine britannique spécialisés dans la capture, la torture et l'exécution d'otages occidentaux en Syrie, que leur accent avait fait surnommer les «Beatles». Le Centre syrien de justice et de responsabilité (SJAC) a en effet indiqué avoir identifié en Syrie 7 centres de détention de Daech où au moins 18 otages occidentaux avaient été détenus, ainsi que 3 autres sites où les otages assassinés pourraient avoir été enterrés. Deux de ces sites se trouvent au Nord de Raqqa, à l'époque «capitale» du «Califat» proclamé par l'organisa-

tion. Ces informations pourraient permettre de retrouver les restes des victimes, parmi lesquelles figurent le journaliste britannique John Cantlie, enlevé en 2012 et dont le sort reste inconnu, et le journaliste américain James Foley, décapité en 2014.

Concernant les camps de détention de Roj et Al-Hol, gérés par l'AANES, où sont toujours détenus des dizaines de milliers de proches de combattants djihadistes ainsi que des combattants eux-mêmes, les annonces concernant des rapatriements de ressortissants étrangers se sont succédées ce mois-ci. Le 3, le ministère de l'Intérieur du gouvernement (travailliste) australien a déclaré que sa «*priorité absolue*» était la «*protection des Australiens*». Cette déclaration faisait suite à la publication par le *Guardian* notamment d'une information selon laquelle le gouvernement prévoyait de rapatrier environ 20 femmes et 40 enfants australiens des camps syriens, ce que le porte-parole n'a pas confirmé... Un tel rapatriement marquerait un revirement par rapport à la ligne du précédent gou-

vernement (conservateur), qui s'y était refusé pour des raisons de «*sécurité*» (AFP).

Le 5, l'Allemagne a annoncé le rapatriement depuis la Syrie de sept enfants et quatre femmes supplémentaires, considérant avoir réglé «*presque tous les cas connus*» de familles allemandes dans les camps de prisonniers djihadistes de ce pays. Les personnes rapatriées ont été placées en détention dès leur arrivée. Selon le ministère allemand, jusqu'ici, 76 mineurs ainsi que 26 femmes au total ont déjà été rapatriés. Le 20, les autorités de l'AANES ont remis 38 enfants pour la plupart orphelins à une délégation russe. Transférés des camps d'Al Hol et de Roj vers l'aéroport de Qamichli, sous contrôle du régime, les enfants ont embarqué à bord d'un avion sous haute surveillance sécuritaire russe. Le même jour, la France a annoncé avoir procédé au rapatriement de 15 femmes et 40 enfants détenus dans le camp de Roj (AFP), dont 3 ont été immédiatement incarcérées. Le 24, l'AFP a annoncé que 10 de ces femmes, qui faisaient l'objet d'un mandat de recherche,

après avoir été placées en garde à vue à leur arrivée, venaient d'être mises en détention provisoire. L'une d'entre elles a aussi été mise en examen pour crimes contre l'humanité et génocide, probablement en raison de sa participation à la mise en esclavage de femmes yézidiennes enlevées par l'organisation djihadiste. L'état de santé d'une autre rapatriée, victime d'un AVC, a été jugé incompatible avec la présentation à un juge d'instruction. Enfin, une jeune femme de 19 ans, emmenée enfant dans la zone irako-syrienne, n'a fait l'objet d'aucune inculpation, mais a été prise en charge au plan éducatif. Les avocats ont cependant exprimé leurs regrets et leur colère de ce qu'une jeune fille de 18 ans, emmenée en Syrie à l'âge de 10 ans, n'ait pas été incluse dans la liste des rapatriés, alors qu'elle survit seule en détention depuis trois ans et demi, étant orpheline de ses deux parents, dont sa mère, qu'elle a vue mourir à Baghouz.

Enfin, le 26, c'est le Canada qui a finalement procédé au rapatriement de Syrie de 2 femmes et de 2 enfants.

TURQUIE:

LA PRÉSIDENTE DE L'UNION DES MÉDECINS INCULPÉE POUR AVOIR DEMANDÉ UNE ENQUÊTE SUR L'EMPLOI D'ARMES CHIMIQUES AU KURDISTAN

Le 3 octobre, l'institut statistique turc a annoncé une inflation galopante, dépassant les 83% annuels. Ce chiffre catastrophique n'a pas troublé le Président turc, qui persiste et signe quant à sa politique monétaire: il a demandé à la banque centrale de réduire son taux directeur en-dessous des 10% d'ici la fin de l'année. Cet organisme venait pourtant de stupéfier les marchés fin septembre avec une deuxième baisse de taux en deux mois, ramenant son taux directeur à 12%. Il est maintenant censé opérer une nouvelle baisse, en vertu des théories économiques professées par le Président selon lesquelles ce sont les taux

d'intérêts qui provoquent l'inflation. Juste derrière cette théorie peu orthodoxe, se cache probablement l'opposition du président islamiste au prêt à intérêt en lui-même...

Les prix à la production, parallèlement, ont grimpé de 4,78% en septembre, soit 151,5% annuellement. C'est en partie l'impact des hausses des prix de l'énergie, électricité 20% et gaz 21% en septembre. Ceci pointe vers une hausse des prix moyenne approchant les 100% en fin d'année, ce qui devrait conduire le pouvoir à relever les revenus dans l'espoir de regagner les votes des citoyens à temps pour les élections de juin, dans 8 mois

maintenant... (Al-Monitor)

C'est que les décisions du Président turc sont plus que jamais guidées par la question de ces élections de 2023 qu'il aborde en situation de plus en plus défavorable. En une autre tentative pour regagner de la popularité, M. Erdoğan a lancé en 2022 une grande campagne de déportation de réfugiés syriens dont 3,6 millions se trouvaient sur le sol turc, certains depuis 2011. L'ONG *Human Rights Watch* (HRW) a publié le 24 un rapport à ce propos. Selon HRW, en violation du droit international, alors que le Président turc a annoncé en mai dernier son intention de réinstaller 1 million de réfu-

giés syriens dans le Nord du pays, les autorités turques ont entre février et juillet 2022 arrêté, détenu et arbitrairement expulsé vers la Syrie des centaines de réfugiés, dans leur majorité des hommes et des garçons. Comme l'expliquait à *Al-Monitor* une responsable de l'ONG, «il semble maintenant que [la Turquie] tente de faire du nord de la Syrie un dépotoir pour réfugiés». Ce retournement de politique est concomitant avec plusieurs signes et déclarations explicites indiquant que, autre retournement, le pouvoir turc prépare un rapprochement avec le régime de Bachar Al-Assad.

À l'intérieur, le mois a été dominé par l'adoption le 13 par le parlement turc d'une nouvelle loi soi-disant «contre la désinformation», qui permet au pouvoir de punir de jusqu'à trois ans de prison toute personne accusée de répandre des «informations fausses ou trompeuses».

Il faut comprendre par là, bien sûr, que seules les informations fausses et trompeuses diffusées par le pouvoir lui-même, où qui lui agréent, pourront passer au travers des mailles du filet de la censure... L'article 29 de la nouvelle loi, notamment, donne une définition large à souhait de ces informations qu'il faudra interdire: il prévoit des peines de prison de un à trois ans pour la «propagation d'informations fausses ou trompeuses, contraires à la sécurité intérieure et extérieure du pays et susceptibles de porter atteinte à la santé publique, de troubler l'ordre public, de répandre la peur ou la panique au sein de la population»... Seront également punis ceux qui publient des informations «divulguant des secrets d'État». Au-delà des journalistes, évidemment les premiers concernés, puisqu'ils peuvent se voir privés de leur carte de presse en vertu de l'article 15 de la nouvelle loi (*Le Monde*), c'est l'ensemble des citoyens turcs qui doit s'inquiéter de ce nouveau tour de vis donné au peu qui restait encore de la liberté de l'information en Turquie. De plus, la loi ne

visait pas seulement les médias traditionnels, journaux, radios ou télévisions, mais aussi les réseaux sociaux et les sites internet, qui devront communiquer à la justice sur demande les informations personnelles de leurs usagers accusés de propagation de fausses nouvelles... La députée HDP Meral Danis Bektas, a déclaré que «cette loi est une déclaration de guerre à la vérité». Avant le vote, le Conseil de l'Europe avait de son côté dénoncé une «entrave» à la liberté d'expression garantie par la Convention européenne des droits de l'homme (*AFP*).

Dans un développement également relatif à la liberté de la presse, le procès du représentant de *Reporters sans Frontières (RSF)* Erol Onderoğlu a été de nouveau renvoyé à la demande de la défense. Celle-ci a en effet demandé l'exclusion d'un juré en raison de son appartenance à l'AKP, le parti du président Erdoğan, arguant que sa présence sapait toute perspective de procès juste. Le 19, la cour a suspendu le procès le temps qu'un tribunal statue sur le sort du juré en question. Poursuivi avec 2 co-accusés pour «propagande terroriste», Onderoğlu risque plus de 14 ans de prison. En mai 2016, il avait participé en signe de soutien symbolique à la rédaction en chef du quotidien kurde *Özgür Gundem* avec une cinquantaine d'autres personnalités (parmi lesquelles l'actuelle présidente de l'Union des médecins, Mme Korur Fincanci). Toutes ont été poursuivies sur la base des articles publiés à ce moment, et le journal a été fermé.

Le 25, soit une dizaine de jours après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, la police a lancé à l'aube dans les 6 provinces d'Istanbul, Ankara, Urfa, Diyarbakır, Van et Mardin, des raids simultanés au domicile de 11 journalistes travaillant pour les agences de presse «prokurdes» *Mezopotamya* et *JinNews* (agence dont toutes les journalistes sont des femmes). Les locaux de *Mezopotamya* à Ankara

ont également été visés. Dans les domiciles comme dans les bureaux, les policiers ont saisi des ordinateurs, des disques durs, d'autres équipements de travail et des magazines (*Duvar*). Selon la police d'Ankara, les 11 journalistes ont été interpellés pour leurs liens présumés avec des militants kurdes et la «diffusion d'informations incitant à la haine et à l'hostilité» (*AFP*). L'Union des journalistes de Turquie (TGS), le syndicat DISK ainsi que le HDP ont tous condamné ces arrestations et demandé la libération immédiate des personnes arrêtées. Le coprésident du HDP, Mithat Sancar, dénonçant un «plan visant à réduire au silence la presse et la société d'opposition», est également revenu sur la brutalité avec laquelle ont opéré les policiers, qui ont «pointé des armes à feu sur les journalistes et les ont menottés par derrière».

Dans le classement 2022 de la liberté de la presse publié par RSF, la Turquie, qui se trouve à la 149^e place sur 180, est décrite comme un pays dans lequel «tous les moyens possibles sont utilisés pour empêcher les critiques». En septembre dernier, le ministre turc de la Justice avait déjà refusé de répondre à une question écrite sur le nombre de journalistes emprisonnés dans le pays, déclarant dans sa réponse que cette information se trouve «hors du cadre du droit à l'information» car elle «ne concerne pas le public» (*Duvar*).

La question de l'éventuel usage d'armes chimiques par l'armée turque contre le PKK dans le Kurdistan irakien est rapidement venue confirmer à quel point la liberté de l'information est en lambeaux dans le pays – en l'occurrence, la liberté de demander ou de rechercher de l'information.

Le 18, l'agence de presse proche du PKK *Firat (ANF)* a publié des vidéos démontrant, selon elle, l'utilisation de telles armes chimiques, avec deux membres du PKK apparemment sous l'in-

fluence d'un agent chimique (SCF Stockholm). Le ministère turc de la Défense a fermement rejeté ces accusations le 20 comme «*totale-ment sans fondement et fausses*» et relevant de la «*désinformation*» par «*l'organisation terroriste et ses alliés*». Pourtant, l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), une organisation représentant des milliers de médecins et faisant campagne pour prévenir la violence armée, a déclaré dans un rapport avoir trouvé lors d'une mission effectuée sur place en septembre des preuves indirectes de possibles violations de la Convention sur les armes chimiques de 1997.

L'IPPNW a notamment trouvé dans un secteur quitté par l'armée turque des conteneurs d'acide chlorhydrique et d'eau de Javel, des composants pouvant servir à produire du chlore, ainsi que des conteneurs de masques à gaz que les militaires auraient pu utiliser pour se protéger. Si aucun de ses éléments ne constitue une preuve définitive, leur présence justifie une enquête indépendante plus approfondie. Autre preuve indirecte, l'IPPNW rappelle que le ministre turc de la Défense Hulusi Akar a ouvertement reconnu devant le parlement turc, l'année

dernière, l'utilisation de gaz lacrymogènes lors d'une opération contre le PKK dans le nord de l'Irak. Qualifiant cet usage de «*violation flagrante de la Convention sur les armes chimiques*», le texte estime que «*la communauté internationale devrait engager des poursuites judiciaires*» (Reuters). Il semble difficile de considérer l'IPPNW comme «*alliée de l'organisation terroriste*»... Dans un *tweet* envoyé depuis sa cellule, l'ancien coprésident du HDP Selahattin Demirtaş a réagi en demandant lui aussi une enquête indépendante «*afin d'éclaircir la situation*». «*Le Parlement et l'opposition ne peuvent pas rester silencieux face à ces images. Garder le silence revient à cautionner le crime*», a ajouté Demirtaş, qui a par ailleurs rappelé que «*l'utilisation d'armes chimiques est un crime contre l'humanité*» et donc «*imprescriptible*».

Le même jour à Istanbul, des milliers de policiers ont tenté d'empêcher une conférence de presse du HDP sur ce sujet. Des dizaines de membres de ce parti, dont son coprésident pour Istanbul, Ferhat Encü, ont été arrêtés. Parallèlement, le bureau du procureur d'Ankara a ouvert une enquête contre la présidente de l'Union des médecins de Turquie (TTB), Şebnem Korur Fincancı,

pour «*propagande pour une organisation terroriste*» et «*insulte à la nation turque, l'État de la République de Turquie, les institutions et les organes de l'État*». Ayant examiné les vidéos concernées, Mme Fincancı avait déclaré dans la presse à l'occasion d'une conférence donnée en Allemagne le 19: «*De toute évidence, un gaz chimique toxique affectant directement le système nerveux a été utilisé*», et avait appelé à son tour à une enquête indépendante, ce qui avait provoqué la colère du Président turc.

Mme Fincancı a été arrêtée le 26 après son retour en Turquie, et transférée le lendemain vers une prison de la banlieue d'Ankara. Contactée par l'AFP, elle avait souligné avoir simplement appelé à une «*enquête véritable*»: «*À la place, ils ont ouvert une enquête à mon encontre. Ce n'est pas étonnant. À travers moi, ils intimident la société*» a-t-elle simplement commenté. Son arrestation a provoqué de nouvelles manifestations de protestation, qui se sont jointes à celles dénonçant les récentes arrestations de journalistes kurdes. Des arrestations ont eu lieu à Istanbul mais aussi à Diyarbakir. La FIDH et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) ont dénoncé une «*détention arbitraire*».

En Iran, la répression touche aussi des célébrités

La contestation se poursuit dans le pays. A Zahedan, plusieurs personnes ont été tuées

En Iran, la contestation provoquée par la mort de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs et morte à l'issue de sa garde à vue, ne s'essouffle pas. Vendredi 30 septembre, les forces militaires ont ouvert le feu sur les habitants de la ville de Zahedan (la capitale de la province du Sistan-et-Baloutchistan, située dans le sud-est du pays), avant la fin de la prière du vendredi. Au moins 58 habitants auraient été tués, rapporte la Campagne des activistes baloutches (BAC), une organisation de défense des droits humains basée au Royaume-Uni. Le gouverneur de Zahedan confirme la mort de 19 personnes.

La province du Sistan-et-Baloutchistan, majoritairement habitée par les Baloutches sunnites, une minorité ethnique et religieuse, discriminée et marginalisée par le pouvoir chiite, est ces jours-ci traversée par une vague d'indignation après qu'une fille de 15 ans, vivant dans le port de Chabahar, a été arrêtée et violée par le chef de la police. Malgré la coupure d'Internet dans cette province, les images et les vidéos qui sont sorties de Zahedan vendredi montrent des hommes blessés par balles, les habits et le corps ensanglantés.

Lire les témoignages : Article réservé à nos abonnés [En Iran, la répression à huis clos :](#)

« [Le corps et le visage de ma cousine sont couverts de bleus, mais elle refuse de raconter](#) »

Ailleurs dans le pays, les identités des personnes tuées pendant les manifestations, commencées le 16 septembre surgissent les unes après les autres. Vendredi après-midi, c'est la mort de Nika Shakarami, âgée de 17 ans, qui a été confirmée. La lycéenne était sortie dans la rue avec ses camarades d'école à Téhéran, le 20 septembre, pour protester contre la mort de Mahsa Amini. Depuis ce jour-là, sa famille n'avait plus de nouvelles de la jeune fille aux yeux et aux cheveux noirs. Huit jours plus tard, ses proches ont reçu un appel téléphonique leur demandant de venir identifier son corps. Ses proches n'ont eu le droit de voir qu'une partie de son visage. L'explication donnée par les autorités pour sa mort est que la jeune fille est tombée par terre d'une hauteur, ce que la famille n'arrive pas à accepter.

Interpellations

En Iran, depuis le décès de Mahsa Amini, à en croire l'organisation d'opposition Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, au moins 83 personnes ont été tuées pendant les manifestations, qui touchent presque tout le pays.

Les arrestations se poursuivent partout. Pendant ce

soulèvement, la nouveauté est la rapidité et la férocité avec lesquelles le régime répond aux célébrités qui osent soutenir les manifestants. Les gens ordinaires ne sont pas non plus à l'abri, à partir du moment où leurs initiatives prennent une grande ampleur. Ainsi, le joueur de football Hossein Mahini, ancien membre de l'équipe nationale, a été arrêté chez lui le 29 septembre. Il avait posté des tweets avec le mot-dièse Mahsa Amini. Selon l'agence de presse officielle IRNA, le sportif est accusé d'« avoir tenté de provoquer la révolte et le désordre dans le pays ».

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Iran : l'équipe nationale de football soutient les manifestants et s'élève contre le pouvoir](#)

Contrairement aux années passées, la République islamique d'Iran n'hésite guère à interpellier les sportifs pour leurs gestes de défiance envers le système. En 2009, par exemple, lorsque le pays était traversé par un mouvement de contestation à la suite de la réélection controversée de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), certains joueurs de l'équipe nationale de foot ont osé apparaître avec un ruban vert, la couleur du candidat malheureux Mir Hossein Moussavi, autour du poignet, en signe de solidarité avec les manifestants. A l'époque,

aucun de ces joueurs n'avait été arrêté pour ce geste. La brutalité de l'actuelle répression témoigne des craintes de Téhéran face à l'ampleur du soulèvement.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Dans les rues d'Iran, la liberté et la rage de la jeunesse : « Je me bats, je meurs, je récupère l'Iran »](#)

Le milieu de l'art subit également les coups de la machine répressive. La poétesse Mona Borzoui a été arrêtée, mercredi 28 septembre, pour avoir composé et publié un poème sur la mort de Mahsa Amini. « Nous allons récupérer notre patrie de tes griffes », avait-elle écrit. Idem pour le chanteur Shervin Hajipour. Le jeune artiste s'était inspiré d'une campagne sur les réseaux sociaux intitulée « *Barayé* » (« pour », en persan), dans laquelle les Iraniens racontent pourquoi ils détestent ce régime et pourquoi ils souhaitent s'en débarrasser.

Shervin Hajipour s'est filmé assis dans une simple chambre, devant un microphone. « *Pour danser dans la rue. Pour ma sœur, la tienne, les nôtres. Pour une vie normale. Pour femme, vie, liberté* [le slogan principal de l'actuel soulèvement] », chante-t-il sur une simple mélodie. En seulement quelques heures, sa vidéo a été visionnée 40 millions de fois, rien que sur Instagram. Un record.

GRAND ENTRETIEN. Manifestations en Iran : «Nous sommes face à une situation avec un énorme potentiel révolutionnaire»

Pour mieux comprendre le mouvement qui secoue actuellement l'Iran, franceinfo a interrogé l'anthropologue Chowra Makaremi, spécialiste du pays. Selon elle, «nous sommes en train d'assister à la fin d'un système d'inégalités envers les femmes».

Assiste-t-on à une révolution féministe en Iran ? Les manifestations se poursuivent malgré la répression [depuis le décès de Mahsa Amini](#). Cette Iranienne de 22 ans est morte le 16 septembre après avoir été arrêtée par la police des mœurs à Téhéran, pour non respect du code vestimentaire de la République islamique d'Iran. Depuis, une vague de protestations secoue le pays. [Si des dizaines de personnes sont mortes](#), tuées par la police, [et des milliers d'autres ont été arrêtées](#), le mouvement ne semble pas s'essouffler.

A Téhéran, la capitale, et dans des dizaines d'autres villes, des milliers de jeunes femmes et hommes manifestent chaque jour leur colère, contre les restrictions de liberté, notamment pour les femmes, [réclamant un changement total de régime](#). Malgré [les coupures d'internet](#), de plus en plus longues et fréquentes, de nouvelles formes de mobilisations émergent.

Essorés par [des années de sanctions économiques](#), les Iraniens et Iraniennes vont-ils déclencher une révolution ? Pour mieux comprendre le mouvement qui secoue l'Iran, franceinfo s'est entretenu avec Chowra Makaremi, chercheuse en anthropologie à l'Institut de recherche interdis-



Des manifestations contre le régime secouent l'Iran, depuis la mort de Mahsa Amini le 16 septembre 2022 à Téhéran après son arrestation par la police des mœurs. (ASTRID AMADIEU / FRANCEINFO)

ciplinaire sur les enjeux sociaux du CNRS et spécialiste de l'Iran. L'Iran a déjà été secoué par des manifestations d'ampleur, notamment en 2019 contre la vie chère. En quoi ce mouvement est-il différent ?

Chowra Makaremi : La première dimension qu'il faut relever, c'est la radicalité du mouvement. On le voit par ce slogan qui est repris unanimement : «A bas la dictature.» On s'en prend vraiment à la personne du guide suprême, qui personnalise le régime. Il n'y a pas vraiment de revendications précises. Il n'y a pas une demande de droit spécifique, le seul message est : [«On ne veut plus de ce pouvoir.»](#) Les choses n'étaient pas dites de façon aussi claire et massive auparavant. Ce slogan est quelque chose d'extrêmement subversif, qui n'était pas du tout repris et scandé en foule dans les précédents mouvements.

La deuxième chose à souligner, c'est que par rapport [aux insurrections de 2019](#), il y a une beaucoup plus grande diversité sociale et sociologique des personnes qui sont dans la rue. Parmi les manifestants, il

y a à la fois des gens des quartiers nord de Téhéran, des classes moyennes, mais aussi des quartiers populaires et d'espaces géographiques très subalternes, comme le Baloutchistan qui s'est embrasé après le viol d'une jeune manifestante par un policier.

Les insurrections de 2019 étaient plutôt cantonnées aux classes populaires et n'étaient pas très bien comprises par le reste de la population et par la diaspora.

La jeunesse des manifestants n'est-elle pas un élément notable ?

C'est vrai que l'on a affaire à des manifestants extrêmement jeunes, qui font souvent leur baptême de la rue. Ils étaient trop jeunes pour aller manifester en 2019, et bien trop jeunes pour manifester en 2009.

C'est tout à fait notable, il y a une forte dimension générationnelle dans ce mouvement.

«Cette génération Z étonne tout le monde par sa radicalité, son courage et son effronterie.»

Qu'est-ce que ce mouvement dit de la jeunesse iranienne ?

Cela dit plusieurs choses de son état et de son rapport au pouvoir. De toute évidence, cette génération Z n'a pas été socialisée dans la même peur du pouvoir que les précédentes. Cette génération n'a aucune mémoire traumatique de la guerre. Elle a grandi dans un autre monde où la paix et la relative «prospérité» de l'après-guerre étaient garanties. Elle a eu une enfance différente, avec une socialisation différente, elle a une peur différente du pouvoir. Résultat, elle est habituée à la subversion. L'éducation idéologique, qui est un des fondements de l'éducation nationale en Iran, n'a pas eu de prise sur elle.

On lit beaucoup qu'elle n'a rien à perdre...

Sur la question des perspectives d'avenir, il faut bien comprendre que cette jeunesse a grandi dans un pays sous le régime des sanctions occidentales qui ont principalement touché la population générale.

«Désormais, l'Iran a une classe supérieure complètement déconnectée qui est devenue ultra riche et la classe moyenne iranienne a pratiquement disparu à cause des sanctions.»

Si on dresse un parallèle avec [la révolution de 1979](#), à l'époque, ce qui a énormément fragilisé l'ancien régime du Shah, c'était le fait que la corruption économique ait bouché des perspectives d'avenir à toute une catégorie de jeunes

qui avaient eu accès aux études supérieures et qui ne pouvaient pas accéder au marché du travail. Nous sommes actuellement dans la même situation.

On a toute une catégorie de la population qui a une absence de perspectives du fait de la disparition progressive des classes moyennes et de l'impact de la pandémie de Covid-19, dans une société sans filet social. Cette crise économique et sociale a créé une crise de légitimité du pouvoir. Et cette question est très importante parce que c'est autour de la légitimité du régime que se jouent ces émeutes.

Ces manifestations ont débuté après la mort de [Mahsa Amini](#), arrêtée par la police des mœurs parce qu'elle portait mal son voile. Depuis, les jeunes manifestantes enlèvent et brûlent leur voile. Cela vous surprend ?

Absolument pas. C'est un mouvement qui a commencé depuis plusieurs années. Le fait de s'en prendre au voile est tout à fait cohérent avec les demandes des manifestants d'un changement de régime, puisque le hidjab, le voile obligatoire, est un des piliers du régime théocratique iranien. Il ne s'agit pas seulement de couvrir le corps des femmes. Les milieux féministes iraniens ont théorisé la mise en place dans le pays d'un apartheid de genre, c'est-à-dire un système d'inégalité politique, sociale et de discrimination juridique envers les femmes. Et nous sommes en train d'assister à la fin de ce système.

«Enlever son voile ou le brûler, ce n'est pas uniquement dire : <Je fais ce que je veux avec mon corps.> C'est un geste très radical.»

Il s'agit d'un acte presque blasphématoire, qui peut être considéré comme une ignominie contre Dieu. Ce qui est

passible de la peine de mort en Iran.

Peut-on dire qu'il y a une dimension féministe forte dans ce soulèvement ?

La dimension féministe est essentielle. Mais cette révolte n'est pas seulement féministe. Mahsa Amini était une jeune femme kurde. C'est très important, car la façon dont elle était habillée n'était pas plus provocante que celle de la majorité des jeunes Téhéranaises du nord de la ville. Sauf que les jeunes Téhéranaises de la classe moyenne connaissent les codes et ont une façon de se tenir qui fait que la police des mœurs n'ira pas les arrêter.

«Son arrestation est liée au fait que, non seulement, elle était issue de la classe populaire, mais en plus, elle était kurde.»

Chowra Makaremi, anthropologue à franceinfo

J'ai souvent entendu des amis kurdes témoigner de la violence de la police une fois qu'elle comprenait que la personne à qui elle avait affaire était kurde. Il y a donc bien une dimension intersectionnelle, où l'ethnie, la classe sociale et le genre sont totalement liés. Ce n'est pas pour rien que c'est elle, et pas une autre, qui est morte des coups de la police.

Nous ne sommes pas dans une lecture «le voile, c'est mal», qui est celui d'un féminisme qui va uniquement cibler l'islam comme la source de toutes les plaies. Ce n'est pas uniquement le problème. Ici, nous sommes face à un régime théocratique de domination sociale et économique.

Peut-on parler de révolution comme certains le font sur les réseaux sociaux ?

Il est beaucoup trop tôt pour le dire. Mais nous sommes face à

une situation avec un énorme potentiel révolutionnaire, notamment parce qu'il y a une très grande diversité sociale et une unité des manifestants. D'autre part, il y a une revendication qui est relativement claire et qui touche la légitimité du pouvoir. Le mouvement est en train de basculer dans la deuxième phase de l'insurrection : la grève. Les professeurs sont en grève depuis lundi. Il faudra voir à quel point cette grève sera suivie par d'autres secteurs.

D'ailleurs, si on regarde la révolution iranienne de 1979, les premières insurrections ont commencé en septembre 1978. C'est un mouvement qui s'étend sur plusieurs mois et qui a connu un tournant essentiel, radical, au moment où les employés de la Compagnie nationale du pétrole ont décidé de se mettre en grève. Ça a cassé le régime du Shah. Par ailleurs, il y avait un contexte international qui a fait basculer les choses en 1979, quand les Etats-Unis ont décidé de prendre leurs distances avec leur allié.

Dans le cas de l'Iran contemporain, on a quand même une situation internationale floue, instable et tendue. Ce qui m'étonne, c'est qu'aucun analyste ou journaliste ne cherche à comprendre les effets de l'affaiblissement très manifeste de la Russie, qui est un allié du régime iranien, sur la situation insurrectionnelle, voire révolutionnaire, qui est en train de s'installer en Iran.

Que penser de la réponse de l'Etat iranien, qui ne se montre pas aussi violente, pour l'instant, qu'en 2019 lorsqu'au moins 1 500 personnes étaient mortes ?

En 2019, en quelques jours, il y avait eu une coupure d'internet et une répression très forte. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, même s'il y a des dizaines de morts.

«Ce qui est surprenant, c'est que les manifestations puissent quand même avoir lieu. Il y a quelque chose qui s'est brisé dans la population, mais j'ai du mal à voir comment l'Etat pourrait ne pas répondre.»

Par ailleurs, le pouvoir ne s'est pas vraiment prononcé sur les manifestations, [à part le président Raïssi depuis New York](#). L'Iran se trouve dans un silence, doublé aux coupures d'accès à internet, qui fait monter la tension. Cela installe une forme d'angoisse.

Justement, les coupures d'accès à internet pourraient-elles essouffler ce mouvement ?

C'est difficile à dire. Le problème du blocage d'internet, c'est la façon dont cela influence le moral des gens et créé de la peur, parce qu'il est extrêmement inquiétant de ne pas avoir de nouvelles de ses proches. Ce sont des conditions qui sont propices aussi bien au massacre, à la répression ou à l'extrême violence. C'est une façon d'intimider la population.

«J'ai l'impression que le gouvernement, de par son silence et le blocage d'internet, cherche à riposter aux émotions révolutionnaires très puissantes. Il cherche à désactiver la joie et l'exaltation des gens qui se découvrent courageux et nombreux. Une révolution, c'est une affaire d'émotions collectives.»

Cela dit, si l'on regarde les manifestations de rue et l'allumage des feux qui permettent à tout le monde de voir où les manifestations ont lieu, on voit bien que l'on peut aussi créer des méthodes pour inventer des formes d'action sans internet. L'absence d'internet, c'est aussi à double tranchant puisque la population devient moins surveillable.

Wind of Change: Iran's Kurdish Women Have Had Enough

A wind of change is blowing through Iran. This wind picked up after the murder of [Jina Mahsa Amini](#), the young Kurdish woman who was arrested by the Iranian morality police because a few strands of her hair were visible under the compulsory hijab. She was only twenty-two years old.

When her body was taken back to her hometown of Saqez in the Kurdistan province in northwest Iran, the regime ordered her funeral to be carried out in secret. However, it quickly turned into a protest. Brave Kurdish women removed their headscarves, and the crowd cried out anti-government utterances, chanting for Kurdistan and the well-cited Kurdish slogan «Women, life, freedom,» which was coined by the Kurdistan Workers Party (PKK) and cemented by the Women's Protection Units (YPJ) when fighting ISIS in Rojava.

The protest at Jina's burial spread like wildfire throughout the Kurdish cities, with people taking to the streets shouting anti-regime slogans. A general strike throughout Kurdistan was carried out.

It didn't take long until the protests also spread to Tehran and the rest of the country. Jina's flame may have been extinguished, but it has lit a revolutionary spark among the people of Iran.

On September 24, the small Kurdish city of Shino managed to oust regime forces, who withdrew when they lost control of the city. The protesters on the streets were chanting

for the return of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI), a political party that was forced to leave the country in the 1980s after Ayatollah Khomeini brutally crushed the Kurdish freedom movement, a declaration of war against Iranian Kurdistan and one of the bloodiest chapters in the regime's history. However, the

tacking the Iranian Kurdish opposition parties based in Iraqi Kurdistan. Drones and artillery strikes hit a school, a hospital, homes, and party bases, with several casualties reported, including a pregnant woman who leaves a newborn behind.

Despite its spread across the nation, the Iranian regime

regime is sending a warning not to engage in the country's affairs.

The protests, however, are lingering. Women and men bravely stand side-by-side and face ruthless police brutality. They demand the overthrow of a regime that has seized their rights to dignified lives in lib-



human rights organization Hengaw reports that security forces have now taken back control and completely militarized the town of Shino. The city has gone on strike while security forces violently arrest protesters, sometimes outside of pharmacies where anyone purchasing first aid is detained and forced to identify the injured individuals. The internet is down, and at least five have been reported dead at the time of writing.

It took Iran only days to retaliate against the protests by at-

knows that the final outcome of the protests is linked with the outcome in this province. The country's protests were ignited in the cities of Iranian Kurdistan, and the country's protests can also die out if the regime stifles Kurdistan and crushes the protests there. The regime realizes the important role the Kurds have in the protests and is now using this particular tactic to end the countrywide uprising. Its aim is to morally weaken the Kurds in Iran. Furthermore, by bombing Iranian Kurdish opposition parties and their civilians, the

erty. Hijabs are burned, flagpoles are overturned, and pictures of Ayatollah Khamenei are torn down while chanting «Death to the Islamic Republic» and «Kurdistan Kurdistan, Iran's eyes and light».

This has ignited a glimmer of cautious hope among the Kurdish population that the rest of Iran finally appears to be in solidarity with the Kurdish people's ceaseless struggle against oppression and injustice. For the Kurds, this symbolizes a political recognition that is long overdue. This is the

time that the Iranian people collectively can acknowledge the country's dark history as well as the present systematic policies against Kurds and their struggle against a dictatorship.

It appears that the people of Iran have had enough. The [brutal tyranny](#) of the Islamic Republic of Iran extends to everyone with a foundation that is built upon discrimination, censorship, and restrictions. Tens of thousands of people jailed in Iran are advocating for democracy and the rights of women and ethnic minorities. Women in Iran are second-class citizens who are banned from singing, prohibited from traveling without the consent of a male relative, and forced to hide their hair and bodies under a compulsory hijab and other clothing.

When the compulsory hijab requirement was set in place in 1979, Kurdish women resisted for as long as they could, taking the regime more than a year to enforce it in Kurdistan.

Kurds in Iran are and have been subjected to ethnic, cultural, and religious oppression ever since the West carved up countries and borders after the fall of the Ottoman Empire. Assimilation, forced displacements, and mass executions are part of Kurdish history in Iran. According to a 2019 United Nations report, Kurds make up almost half of Iran's political prisoners and the number of Kurds sentenced to death is disproportionately high. The Kurdish language is still banned in schools and government institutions; there is a permanent state of emergency in place in Kurdish areas. Kurdish cities have been systematically starved of resources and opportunities which has led to sky-high



levels of unemployment, poverty, and illiteracy, forcing many Kurds to become *kolbar*, a name for those who carry goods over the mountainous borders to [Iraqi Kurdistan](#). This is a dangerous trade that carries the risk of either being shot by regime forces or freezing to death.

Additionally, Iranian Kurdistan is one of the most neglected areas in the world when it comes to international media coverage. The Kurdish resistance movement in Iran has always been carried out without proper acknowledgment from the outside world; 10 million people remain unseen and without political status.

The regime has shut down the internet in Tehran and Kurdistan for several days. Past experiences tell us that this means covering up bloodshed. The crackdowns on the protesters are brutal as arbitrary arrests and the number of

dead keep rising. The regime uses live ammunition and Jina's hometown is among the worst affected.

Hence, leaving ethnicity out of the context is a betrayal. It is not a contradiction to support the struggle of the Kurdish and Iranian peoples at the same time—it is solidarity. It must be acknowledged that this revolution, which was started by the death of a young Kurdish woman, is being remembered with a name that was not hers but that had been sanctioned by the regime. Mahsa was her Iranian name but Jina was her forbidden Kurdish name, meaning "life." Jina was the name that her mother cried out by her daughter's grave.

In this context the Kurdish woman in Iran is not only the second sex, she is also a third-class citizen. She is oppressed by the patriarchal structures in her home and in society as well as by the regime. The fact that she is Kurdish adds another

layer to her already heavy burden.

The world can no longer turn a blind eye to the fact that the Kurds constitute their own identity. The injustice of Jina's death caused Kurdistan a roaring pain so deep that it echoes throughout Iran and has now brought its people closer in their common yearning to rectify years of grief, frustration, and totalitarianism.

A wind of change is blowing over Iran and Kurdistan. A wind that sweeps away women's compulsory hijab. A wind that frees prisoners of conscience. A wind that caresses the memory of all executed victims. A wind that heals us all. A wind that chokes the breath of the Islamic Republic.

Let it whip up a storm where the words echo across the world. Women, Life, Freedom! Jin, Jîyan, Azadî!

Turkish inflation passes 83% as Erdogan eyes further rate cuts

Turkish consumer prices rose 3.08% in September as annual inflation hit 83.45%, the country's statistical institute announced Oct. 3, days after the central bank stunned markets with a second rate cut in two months that brought its policy rate to 12%.

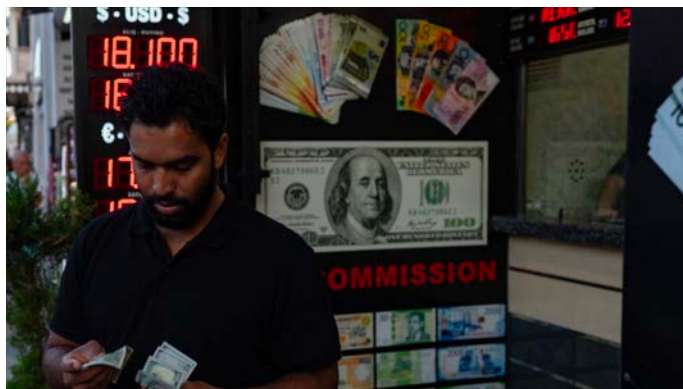
The unprecedented 71.5-percentage-point gap between inflation and the bank's policy rate is the result of President Recep Tayyip Erdogan's belief that reducing interest rates helps curb inflation, which is the opposite of what mainstream economic theory says. Going against a global monetary tightening cycle to tame prices, Turkey's central bank has been cutting rates at Erdogan's behest since last year, fueling the fall of the Turkish lira. Nevertheless, Erdogan could still come up with ways to argue that his policy is bearing fruit as he seeks to patch up his dropping popular support ahead of elections due in June 2023 at the latest.

Start your PRO membership today.

Join the Middle East's top business and policy professionals to access exclusive PRO insights today.

Inflation in September was driven by electricity and gas hikes of 20% and 21%, respectively, as well as price increases of up to 2% on food and up to 7% in the education group. Housing costs alone rose nearly 10% on a monthly basis.

Producer prices, meanwhile, soared 4.78% in September from the previous month,



A customer holds US dollar banknotes outside a currency changer as Turkey's economy is suffering its biggest economic crisis in decades, Istanbul, Turkey, Sept. 6, 2022. - Yasin Akgul/AFP via Getty Images

bringing the annual increase to 151.5%. The 12-month average of producer inflation constitutes the basis for hikes on public sector goods and services as well as taxes, fees and fines. That average is likely to top 100% at the turn of the year, meaning that hefty hikes are already looming from the public sector alone.

Turkey today has the highest inflation among major economies, overtaking crisis-ridden Argentina, whose rate stood at 78.5% in August. Even more strikingly, while its annual inflation soared to 83.45% from less than 20% a year ago, Turkey did away with a key inflation-fighting tool as the central bank brought its policy rate down to 12% from 19% in the same period. None of Turkey's emerging market peers have a comparable gap between their inflation and benchmark interest rates.

In the world's leading economies, including the United States, Britain and the Euro Zone, central banks have been raising rates as well to stem the money supply and rein in inflation at the expense of for-

feiting growth.

Erdogan, for his part, has prioritized growth at any cost instead of fighting inflation, hoping that such a course would minimize the political cost of Turkey's economic turmoil in the lead-up to the polls.

In a bid to rationalize this election-focused approach, Ankara argues that it is following "heterodox policies" designed to avoid recession. In a speech Sept. 29, Treasury and Finance Minister Nureddin Nebati said, "Many developing countries that have been using orthodox monetary policies to tackle the supply-driven inflation have entered recession or experience recession fears. In contrast, Turkey's economy ... grew 7.5% in the first quarter and 7.6% in the second one."

In 2018, when Turkey transitioned to an executive presidency system that bestowed sweeping powers to Erdogan, inflation jumped sharply to over 20% as the lira tumbled, while the economy grew 3%. The following year, inflation was brought down to about 12%, with the growth rate dropping

to less than 1%. In the pandemic-hit 2020, inflation was close to 15% and the economy grew about 2%. As the impact of the coronavirus pandemic eased, Turkey's economy grew 11.4% last year, with inflation surging to a menacing 36%.

But instead of tackling the surge, Erdogan continued to promote growth by pushing for rate cuts and thus cheaper loans issued mostly by public banks. The central bank began to lower its policy rate in the fall of 2021, delivering four cuts in as many months. Following two fresh reductions of 100 basis points each in August and September, Erdogan urged the central bank to further lower the rate so that it reaches single digits by the end of the year. Expectation is now building that the bank will cut the 12% benchmark to 9% by the year-end, stoking growth.

Meanwhile, the annual inflation rate is expected to peak to 84% in November before dropping to about 65% in December, about 55% in January and about 50% in February as high base effects from the previous year kick in. Eager to win back disgruntled voters, Erdogan is likely to make use of this largely arithmetic downtick to argue that his low-rate policy has begun to bear fruit.

Despite the deceleration, however, the prices would continue to increase and consumers would feel little relief unless they receive meaningful pay increases. Hence, the government is also expected to be open-handed on raising incomes at the end of the year, bent on pleasing voters ahead of the polls.

Meral Şimşek : “Je me battraï pour porter la voix du peuple kurde”

ActuaLitté : Pouvez-vous présenter aux lecteurs et lectrices français votre œuvre et vous-même ?

Meral Şimşek : Je m'appelle Meral Şimşek. Je suis née à Amed, au Kurdistan [ville située dans le sud-est de l'Anatolie, NdR] en 1980 et je suis la mère de deux fils. J'ai écrit un roman intitulé *Tache de grenade (Nar Lekesi)*, un recueil de nouvelles, *Arzela*, et trois recueils de poèmes, *Figue noire (İncir Karası)*, *Feu Nuage Pluie (Ateşe Bulut Yağdırın)* et *Rêves de réfugiés (Mülteci Düşler)*. Je travaille généralement sur des thèmes ayant trait aux femmes et aux vies des gens au Kurdistan. J'exerce toujours une activité d'éditrice, en parallèle.

Les autorités turques vous harcèlent depuis 2019, au moins. Comment la pression turque s'exerce-t-elle sur les Kurdes ?

Meral Şimşek : Malheureusement, la politique de destruction et d'oppression des Kurdes du pouvoir turc remonte à plusieurs siècles, parce que c'est ainsi que les états coloniaux maintiennent leur emprise sur les peuples et les territoires. L'histoire de la République de Turquie recèle de douzaines de génocides, dont les massacres de Dersim, Zilan, Roboski, Hendek. Comme tous les génocides, ils sont entiers et ne portent pas seulement sur la vie humaine, mais aussi sur des composantes culturelles et sociales.

Le fait que je ne sois pas autorisée à écrire dans ma langue natale fait partie de ce génocide. Pire encore, quelle que soit la manière dont vous ten-



tez de vivre avec, le gouvernement barbare réagit immédiatement, et votre simple identité kurde devient une raison suffisante pour vous détruire. La torture, le viol, l'assassinat, l'exil ou la prison sont autant d'outils dans cette politique d'oppression et d'intimidation.

Qu'avez-vous ressenti au moment de la confirmation de votre condamnation en appel ?

Meral Şimşek : Cela ne m'a pas surpris. Je ne suis pas la seule autrice à être persécutée pour avoir critiqué l'État turc. Aujourd'hui encore, des centaines d'artistes se trouvent dans leurs geôles. Par ailleurs, je m'attendais à cette sévérité en raison de mes écrits. En tant qu'artiste originaire du Kurdistan, je dois assumer mes responsabilités vis-à-vis de ce qu'il s'y passe, ce dont est faite la réalité, le quotidien. Ignorer les atrocités vécues ne permet pas d'évoluer, en tant qu'être humain.

Quand avez-vous quitté la Turquie ? Quel était le comportement des autorités à votre égard ?

Meral Şimşek : Ma première

tentative pour quitter la Turquie remonte à juin 2021. Je suis passé par la Grèce, mais je me suis heurtée à des réactions fascistes, inhumaines, je suis littéralement revenue d'entre les morts [Meral Şimşek a échappé de peu à la noyade après avoir été battue par des policiers grecs]. Malheureusement, de nombreux mécanismes gouvernementaux s'appuient sur cette logique de destruction de l'individu.

Je réside actuellement à Berlin, j'ai quitté mon pays quelques jours avant le verdict d'un des tribunaux où j'étais jugée, avec l'aide de l'organisation PEN Berlin, le 16 juillet 2022. J'étais bien sûr surveillée par les autorités, mais je ne les crains pas. Depuis l'enfance, je subis la persécution systématique de l'État. Mais j'ai décidé que je devais être libre, pour faire entendre les voix des Kurdes, nos voix, dans le monde entier. [Ma condamnation a été confirmée en appel](#) alors que j'étais à Berlin.

Quelle est la situation de votre famille, de vos amis ? Craignez-vous pour leur sécurité ?

Meral Şimşek : Lorsque l'on quitte son pays natal, on laisse beaucoup trop de choses derrière soi. Les souvenirs, l'enfance, la jeunesse, les sourires des êtres chers, les sépultures des morts, les rues qui nous ont vu grandir, les rues qui nous ont vu nous battre, les villes, tout se retrouve derrière. C'est extrêmement douloureux. Je ne m'inquiète pas seulement pour ma famille et mes proches. Je m'inquiète pour tous mes semblables parce que chaque jour révèle de nouvelles atrocités, et personne n'est à l'abri.

En tant qu'autrice et éditrice, estimez-vous que les voix kurdes peuvent encore se faire entendre en Turquie ? Vous sera-t-il possible de poursuivre vos activités depuis l'étranger ?

Meral Şimşek : L'État turc a tenté de réduire les Kurdes au silence à travers l'histoire. Le régime d'Erdogan poursuit cette longue entreprise de destruction. Comme toujours, les Kurdes résisteront, quel qu'en soit le prix, j'en suis intimement convaincue.

Je continuerai de créer, partout. Ce ne sera pas facile : à 41 ans, je me retrouve dans un pays dont je ne parle pas la langue. Mais je ne baisserai pas les bras, je me battraï pour porter la voix du peuple kurde. Parce que je suis persuadée que le monde devient meilleur grâce à l'art. L'humanité a besoin d'un nouveau paradigme esthétique, qui ne peut être défini que par l'art.

Espérez-vous un soutien plus franc de l'Union européenne au peuple kurde ?

Meral Şimşek : Si l'Union européenne ou d'autres puissances mondiales le voulaient vraiment, la paix serait possible au Kurdistan et dans d'autres pays du monde où les guerres font rage. Je ne crois pas que cela soit le cas. Parce que les morts et les guerres nourrissent le capitalisme. Seuls les peuples du monde peuvent apporter la paix et faire cesser cette destruction organisée de la planète. Car les logiques gouvernementales n'iront malheureusement pas

dans le sens de mesures capables de mettre fin à toute cette violence.

Pourrez-vous, en tant qu'auteurice, écrire sur votre condition ?

Meral Şimşek : Je trouverai la force, comme d'autres Kurdes. Nous n'attendons aucune pitié pour nos souffrances, mais seulement ce qui nous revient de droit. Oui, nous subissons toujours une injustice terrible, mais nous avons les moyens

de résister. Et la victoire sera nôtre à la fin, j'en suis convaincue. Je ne suis d'ailleurs pas la seule : quiconque souhaite le Kurdistan libre, le monde meilleur, peut trouver la force en lui ou elle pour ce combat. Savoir que la cause est juste permet de maintenir le cap, peu importe les obstacles.

Nous, les Kurdes, en appelons aux peuples du monde, car ceux qui nous persécutent aujourd'hui en persécuteront d'autres demain. Qui plus est,

nous ne pleurons pas seulement nos morts. Nos terres sont une partie d'un monde, menacé dans sa globalité par une extinction écologique. Les guerres ne détruisent pas seulement des habitations, elles ravagent aussi des écosystèmes entiers.

Je ne me bats pas seulement pour la liberté du Kurdistan, mais surtout pour éviter la destruction totale. Cette conviction guide ma résistance à travers tous les écueils.



October 3, 2022

Hengaw's report number 8 regarding the death of 23 and injury of 1138 citizens

In the protests during the past few days in Iranian Kurdistan, one protestor was killed, the identity of 3 other victims persons has been clarified, and the number of arrests has increased to more than 2000 people.

According to the reports received by the Hengaw Human Rights Organization, during the past week, at least one citizen in Marivan named Mukhtar Ahmadi was killed by direct fire from the Iranian security forces, and the identification of 3 other people who died in the recent protests in Kurdistan, including Amir Hossein Basati, a 15-year-old teenager from Kermanshah, the death toll of recent protests in Iranian Kurdistan reached 23.

Separation of 23 killed Kurdish citizens by city:

Oshnavieyh:

1- Amin Marafet, 16 years old
2- Milan Haghighi 3- Sadruddin Litani 4- Abdul Salam Qadir Galwan

Urmia:

1- Farjad Darvishi 2- Abdullah Mohammadpour, 16 years old
3- Danesh Rahnama

Islamabad-e-Gharb:

1- Saeed Mohammadi, 2- Amir Fuladi, 16 years old, 3- Iman Mohammadi

Kermanshah:

1- Minu Majidi 2- Reza Sephnia 3- Amir Hossein Basati, 15 years old

Diwandarreh:

1- Fuad Ghadimi 2- Mohsen Mohammadi

Piranshahr: 1- Zakaria Khayal, 16 years old, 2- Samad Berginia

Saqqez: 1- Fereydoun Mahmoudi

Ilam: 1- Mohsen Gheysari

Dehgolan: 1- Reza Lotfi

Quchan: 1- Ali Mozafari Salanqoch, 17 years old

Songhar ; 1- Alireza Fathi

Marivan: 1- Mukhtar Ahmadi

Separation of killed and wounded citizens in different cities across Iranian Kurdistan and Iran:

Kurdistan Province (Sanandaj): 9 cities

Diwandarreh: 2 killed and 40 wounded, Saqqez: 1 killed and 100 wounded,

Baneh: 47 wounded,

Sanandaj: 170 wounded,

Marivan: 1 killed and 43 wounded,

Dehgolan: 1 killed and 37 wounded,

Bijar; 17 wounded,

Qorveh: 40 wounded,

Kamiyaran: 11 wounded

Total: 5 killed and 505 wounded

West Azarbaijan province (Urmia): 9 cities

Oshnavieyh; 4 killed and 67 wounded, Urmia: 3 killed and 80 wounded,

Piranshahr: 2 killed and 96 wounded, Mahabad; 45 wounded,

Bukan; 70 wounded,

Tekab: 7 wounded,

Maku: 6 wounded, Naqdeh: 27 wounded, Sardasht; 36 wounded

Total: 9 killed and 434 wounded

Kermanshah Province (Kermanshah): 3 cities

Kermanshah; 3 killed and 55 wounded, Islamabad-e-Gharb: 3 killed and 40 wounded, Paveh: 20 injured

Total: 6 killed and 115 wounded

Ilam Province; 3 cities

Ilam: 1 killed and 40 wounded,

Eyvanharb: 11 wounded,

Abdanan: 6 wounded

Total: 1 dead and 57 wounded

Other cities in Iran

2 killed

Total: 23 killed and 1138 wounded

More than 2000 Kurdish protestors have been arrested in the last two weeks

Based on the statistics registered in the Statistics and Documents Center of the Hengaw Human Rights Organization, over the two weeks, more than 2,000 Kurdish citizens have been arrested by the Iranian security agencies, and the identities of more than 400 of them have been confirmed for Hengaw. Out of a total of 400 people whose identities have been verified, 64 are female activists and 25 are teenagers under the age of 18.

Hengaw believes that the number of injured, arrested, and even killed citizens in different cities of Iranian Kurdistan is likely to be more and they will be all clarified as soon as the information is provided.

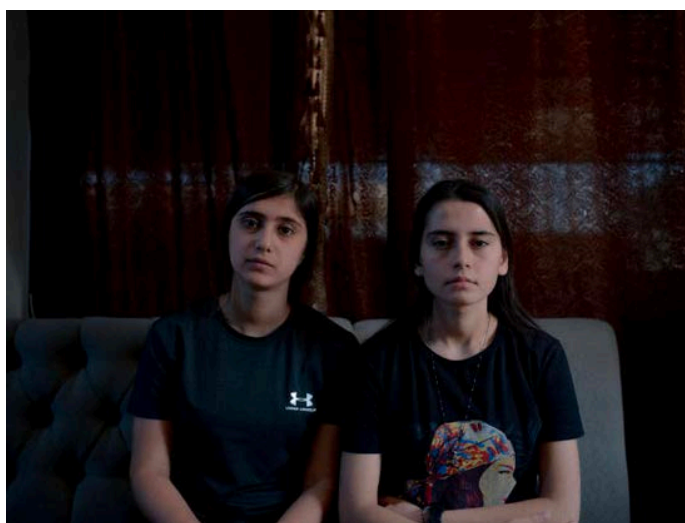
Au Kurdistan syrien, la guerre des drones turcs

Ankara mène une campagne d'assassinats contre l'appareil militaire et administratif kurde syrien.

A 18 ans à peine, Randa Baker affiche une détermination que rien ne semble entamer. « *Les Turcs nous ont attaqués, car ils savent que l'on se prépare à être les futurs leaders de notre communauté. Cela leur fait peur* », clame la jeune femme aux longs cheveux bruns, vêtue d'un bas de treillis et d'un tee-shirt, depuis une base des YPJ (Unités de protection de la femme, une milice kurde au sein des Forces démocratiques syriennes, FDS) à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie. Sans ciller, elle raconte comment elle a échappé, le 18 août, à une attaque de drone turc qui a visé son école à Chamouka, à 45 kilomètres de la frontière avec la Turquie. A ses côtés, plus discrète, Novine Azad, 17 ans, est encore traumatisée.

Cinq de leurs camarades ont été tuées alors qu'elles jouaient au volley-ball dans la cour, et huit autres sont toujours hospitalisées. Toutes sont d'anciens enfants-soldats sélectionnés pour participer à un programme de démobilisation soutenu par l'Unicef et le ministère de l'éducation de l'administration autonome du Nord-Est syrien. Randa a été recrutée par les YPJ à l'âge de 12 ans. Novine les a rejoints à l'âge de 15 ans. Toutes deux disent avoir rejoint la milice par conviction. « *Je ne veux pas faire partie d'une société qui oppresse les femmes* », explique Randa Baker.

L'attaque contre l'école de Chamouka a marqué une nouvelle escalade dans la cam-



Novine Azad, 17 ans (à gauche) et Randa Baker, 18 ans, survivantes de l'attaque de drone sur leur école, le 11 septembre 2022 à Hassaké (Syrie). WILLIAM KEO/MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

pagne d'assassinats que mène la Turquie contre l'appareil militaire et administratif kurde syrien, affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation turque classée comme terroriste par Ankara. A l'été 2022, cette campagne s'est intensifiée après l'échec du président Recep Tayyip Erdogan à obtenir le feu vert des Américains et des Russes pour mener une offensive terrestre visant à asseoir le contrôle turc sur une bande de trente kilomètres dans le Nord syrien. En intensifiant sa campagne de tirs dans cette zone, Ankara rappelle aux deux puissances leur échec à y empêcher la présence des FDS, conformément à l'engagement qu'elles avaient pris dans le cadre du cessez-le-feu passé à la suite de l'occupation par la Turquie fin 2019 de Ras Al-Aïn et Tall Abyad. Elle place aussi Wash-

ington et Moscou en porte-à-

faux vis-à-vis de leurs alliés respectifs, les FDS et le régime syrien.

« **Frapper des cibles dans des espaces publics** »

« *Après 2019, les Russes et les Américains ont ouvert le ciel aux attaques turques. Ils disent qu'ils ne peuvent pas stopper ces attaques, car la Turquie n'a pas à leur demander la permission, et que ce sont de petits avions ou drones que les radars ne peuvent pas repérer* », explique Newroz Ahmed, une membre du comité de direction des FDS. La relation entre les forces kurdes et Washington est mise à l'épreuve par ces attaques. La coalition internationale emmenée par les Américains, engagée dans la lutte anti-djihadiste aux côtés des FDS, n'a condamné qu'à deux reprises ces attaques, notamment celle de l'école de Cha-

mouka qui a eu lieu à quelques kilomètres d'une de leurs bases. « *Les Etats garants doivent clarifier leur position et mettre un terme à cela* », a de nouveau appelé le chef des FDS, le commandant Mazloum Abdi, le 28 septembre, en précisant qu'il y a eu cinquante-neuf attaques turques en 2022.

« *Les médias turcs les présentent comme une stratégie préventive contre des attaques que nous préparons contre eux. C'est un mensonge. Ils ne visent pas que des militaires, mais aussi des civils, dans le but de terroriser la population et de déstabiliser la région* », accuse Newroz Ahmed. Le décompte tenu par l'ONG locale Hevdesti confirme la présence de nombreux civils parmi les victimes. En août, au pic de cette campagne, dix-neuf militaires et dix civils ont été tués, ainsi que seize civils et quatre soldats blessés, dans quatorze attaques. « *Il y a de plus en plus de victimes collatérales, car leur stratégie est désormais de frapper leurs cibles dans des espaces publics* », analyse Jwan Khalef, de l'ONG Hevdesti.

Parmi elles figurent Ahing et Ehmed, deux cousins âgés de 15 et 17 ans, et Semdin Ismaïl, un commerçant de 34 ans. Ils ont été tués le 6 août dans la zone industrielle de Kamechliyé dans une attaque de drone qui visait Yusuf Mahmoud Rabani, un responsable du Parti pour une vie libre au Kurdistan (kurde iranien), venu faire des achats dans la boutique d'Ali Erd, le père d'Ahing, grièvement blessé. « *On ne se sent*

plus en sécurité ici, mais on n'a pas les moyens de partir », regrette Masood Hisen, le frère aîné d'Ahing, venu se recueillir sur sa tombe dans le carré militaire du cimetière de Kamechliyé.

Infiltration d'espions turcs

« L'objectif de la Turquie est de créer une distance entre nous et les civils mais aussi de les déplacer », accuse Newroz Ahmed. Les frappes de drones turcs sont déstabilisatrices à plus d'un titre pour le commandement FDS et son administration. Elles limitent leur capacité de mouvement et instaillent un sentiment de paranoïa, sur fond de chasse aux agents de renseignement. « Le recrutement d'espions par la Turquie affecte le tissu social, notre

structure politique et militaire, car l'on commence à soupçonner chaque combattant. C'est plus dangereux qu'une offensive terrestre », reconnaît Aram Hanna, un porte-parole des FDS.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [La Syrie, clé des divergences entre la Turquie et ses alliés occidentaux](#)

Une opération de démantèlement des cellules d'espionnage, menée par les FDS, a révélé l'étendue de l'infiltration d'espions par la Turquie. Les recrues ne sont pas seulement des opposants, mais également des membres des FDS recrutés par des proches réfugiés en Turquie ou dans les zones syriennes sous contrôle turc. Dans un programme en

cinq épisodes diffusé à la fin de l'été sur la chaîne locale Ronahi TV, *Ruyen Vesarti* (« se cacher et faire face », en kurde), certains témoignent avoir été motivés par « l'argent, la drogue et le sexe ». Ils ont transféré au MIT, les services de renseignement turcs, les positions militaires et coordonnées de combattants, et même placé des explosifs et des dispositifs GPS sur les cibles.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [La guerre d'usure de la Turquie dans le nord de la Syrie](#)

De nombreux cadres des FDS ont été tués. « On connaît les risques, nos uniformes sont nos linceaux, ça ne nous arrêtera pas pour autant », assure Aram Hanna. L'assassinat par

drone, le 19 juillet, de la commandante Jihane Cheikh Ahmed dans son véhicule, à la sortie d'une célébration pour les femmes de la révolution à Kamechliyé, a constitué un coup dur pour les forces kurdes. Elle avait participé à la création des YPJ en 2011, et combattu sur tous les fronts contre l'organisation Etat islamique. Membre du comité de direction des FDS, elle collaborait étroitement avec la coalition internationale et dirigeait depuis 2021 les nouvelles forces spéciales YAT. « Une telle expérience et un tel parcours, c'est presque irremplaçable. Ça a un impact sur toutes nos forces, reconnaît Newroz Ahmed. Ils ont voulu briser un symbole, car la révolution au Rojava est une révolution de femmes. »

The New York Times

October 5, 2022
By Amanda Taub

Unveiled and Furious: How Iran's Women-Led Protests Cut to the Heart of National Identity

Long before protests started spreading across Iran last month, the hijab — the Islamic head scarf that Iranian law requires women to wear in public, along with loose-fitting modest clothing — had been at the center of conflicts over national identity, religious authority and political power for decades.

Worn by mandate, the veil has long served as a reminder of the Islamic Republic's power. But now, stripped off and waved in furious protest by young women, it has come to symbolize the gulf between the population's demands and what the government is willing, or even able, to provide. Enforcement of the modesty laws was the apparent reason the country's morality police ar-

rested [Mahsa Amini](#), a 22-year-old Kurdish woman, several weeks ago. The police claimed that Ms. Amini had collapsed suddenly from a heart attack during mandatory training on the hijab rules while in custody. But when a video and photo of her in the hospital in a coma, bruises on her face and blood dripping from her ear, were shared online, they quickly went viral — and provoked fury. After she died a few days later, the protests exploded into the largest mass demonstrations Iran has seen for years.

But this was much more than anger over a tragic, scandalous death. The protests, led by women, have galvanized a broad swath of Iranian society to rise up in one of the most si-

gnificant political movements that the Islamic Republic has seen since its founding in 1979.

Ms. Amini's death was the spark for the protests. But the tinder that turned them into a conflagration was a series of changes that has been playing out for decades in Iran, leaving the hard-line government increasingly out of step with the demands of the population.

Ideological battles, women's bodies

The politicization of the veil began not with the Islamic Republic's law mandating it, but with a far earlier law prohibiting women from wearing it in public.

In 1936, Reza Shah Pahlavi — the father of the shah deposed in the 1979 revolution — barred women from wearing the veil, or hijab, in public, in an effort to Westernize Iran. Women who wore the veil in public could have it forcibly yanked off their heads, which effectively confined many religious women, and those from conservative families, to their homes, said Mona Tajali, a professor of international relations at Agnes Scott College in Georgia and the author of "[Women's Political Representation in Iran and Turkey: Demanding a Seat at the Table.](#)"

That law was so unpopular that it lasted only a few years. But it was enough to cement the hijab as a symbol not just of religious identity, but also of batt-

les over national identity.

After the revolution, the hijab once again took center stage in Iranian politics, now as a symbol of the new government's Islamic identity.

"These ideologies, they play themselves out on women's bodies," Dr. Tajali told me. Unveiled women had symbolized the secular, Western character of the shah's regime. Now, veiled women would symbolize the Islamic national identity of the new, post-revolution Islamic Republic.

Forced veiling, it's important to note, was unpopular with many Iranian women from the beginning. One of the first major post-revolution protests occurred when women demonstrated against a mandatory hijab law. It was not until years later, after the Iran-Iraq war had allowed the government in Tehran to consolidate internal power in the face of an external enemy, that new modesty rules were put fully into place.

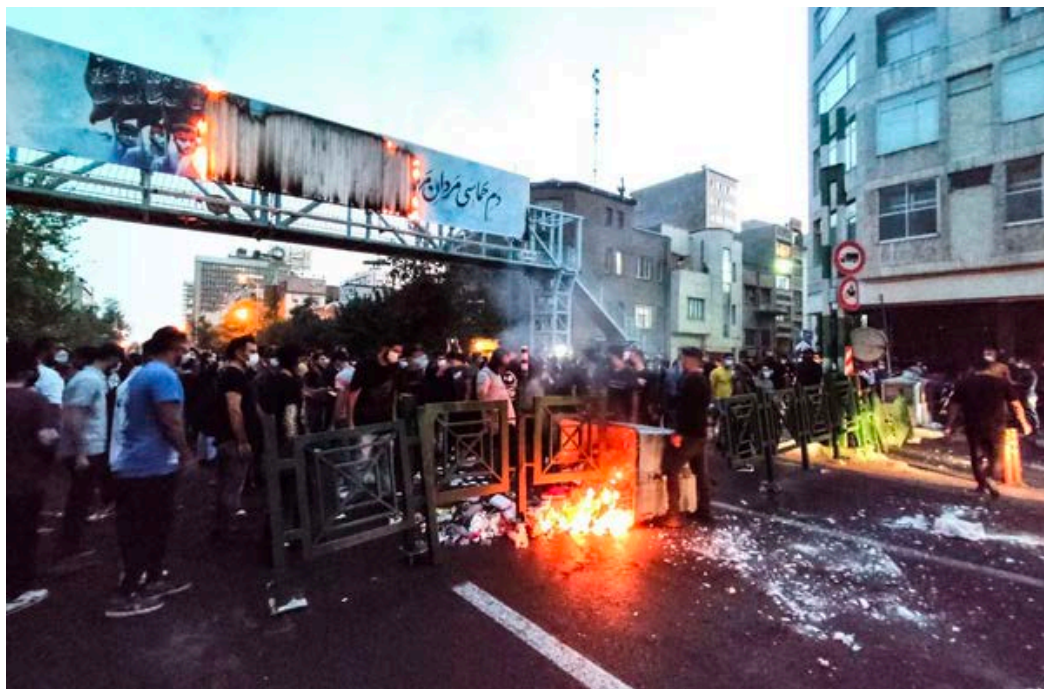
"Compulsory veiling becomes law, but it also becomes a part of the central identity of the Islamic Republic," said Narges Bajoghli, a professor of Middle East Studies at Johns Hopkins University and the author of ["Iran Reframed: Anxieties of Power in the Islamic Republic."](#)

Veiled women became a visible symbol of the government's level of control over society — black-clad personifications of state power.

A changing Iran

But the veil requirements may have helped to set Iran on the path to the current protests in an unexpected way: by making conservative families more comfortable allowing their daughters to go to university.

"All of a sudden, in their minds, society had become Islamic, and therefore it was safe for their daughters to leave home and go away for college," Dr.



Protesters in Tehran in September, after the death of Mahsa Amini. Credit... Agence France-Presse — Getty Images

Bajoghli said. Today, women make up more than half of university graduates.

Education opened new opportunities for women to enter public life. And that, in turn, led many to become dissatisfied with the limitations that they found there, such as rules that barred women from holding senior judgeships. "In the mid-1990s and 2000s, there's a lot of folks from within the religious components of society beginning to say, 'We need to rethink these laws because it's beginning to impact our peers,'" Dr. Bajoghli said.

At the same time, the country was going through important political changes. In the early days of the revolution, Ayatollah Ruhollah Khomeini was very popular, and his hard-line faction easily found a wide base of support among the population, Dr. Bajoghli said. But his successor, Ayatollah Ali Khamenei, who took office in 1989 and is Iran's current supreme leader, was less popular and less respected as a cleric.

To shore up his power, Ayatollah Khamenei worked to build

a base of support among the country's ultrareligious conservatives. But over time, as Iran has become a younger and more urban country, that base has grown smaller and shattered into competing factions, Dr. Bajoghli said.

Today, the ayatollah is 83 years old and reportedly [in poor health](#), raising the prospect of a succession struggle in the near future. And while he is still believed to have the support of Iran's powerful and heavily armed Revolutionary Guard Corps, as well as many of its paramilitary militias, the reaction to Ms. Amini's death has highlighted the growing dissatisfaction that even elite supporters of the Islamic Republic may have with his hard-line approach.

"Religious folks who are supportive of the Islamic Republic are coming out and saying: 'Why are we doing this to our children? This doesn't make sense anymore for this religion, for this generation,'" Dr. Bajoghli said, noting that Hassan Khomeini, a grandson of Ayatollah Khomeini, had issued a public statement supporting Ms. Amini and calling for the

government to engage in dialogue.

That has left Iran's hard-line faction in a political bind: It faces not just a shrinking political base, but also one that is increasingly out of step with society. The authorities have responded with intensifying violence in an effort to crush the dissent, apparently unwilling to allow any alternate vision of Iranian identity.

Mahsa Amini was Kurdish, and the slogan adopted by protesters, "Women, Life, Freedom," originated with Kurdish militants. Voiced by the youth of Iran, it conjures a vision of a society that is more equal not just along gender lines, but ethnic ones, as well, Dr. Bajoghli said. The danger of imbuing restrictions on women's bodies with such potent political symbolism, it turns out, is that women will seize that symbolic power for themselves. For decades, women's veiled heads have embodied the state's pervasive authority. But now, the young women of Iran are calling the regime's authority into question with every uncovered braid.

Au Kurdistan irakien, les réfugiés iraniens sous la menace des drones iraniens

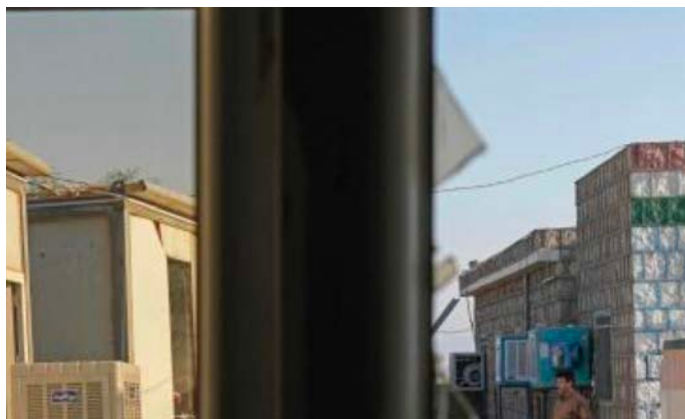
Téhéran est accusé de pousser les autorités locales, sous la menace de nouvelles frappes, à expulser les Kurdes d'Iran du territoire irakien.

Téhéran est accusé de pousser les autorités locales, sous la menace de nouvelles frappes, à expulser les Kurdes d'Iran du territoire irakien.

Dans le ciel de Koy Sanjaq, une localité de 50 000 habitants à 70 kilomètres à l'est d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, les drones iraniens tournoient sans interruption. Une semaine après les frappes de drones et de missiles balistiques menées par Téhéran contre des positions de partis d'opposition kurdes iraniens installés en Irak, le 28 septembre, qui ont fait au moins 14 morts et 58 blessés, les familles de réfugiés vivent dans la peur de nouveaux bombardements. Lui aussi visé, le camp Azadi, administré par le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (KDPI), a été vidé. Plus de six cents familles sont réfugiées chez des habitants, tandis que les hommes, combattants kurdes peshmergas du KDPI, se cachent.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En bombardant ses opposants kurdes, l'Iran a mené la plus importante opération en Irak depuis dix ans](#)

« On est à bout de souffle. On a fait tout notre possible pour reloger les femmes et les enfants. La plupart ont fui sans rien sur eux. Les locaux leur ont ouvert leurs portes mais ça n'est pas une solution à long terme. Certains ont accueilli une ou deux familles pour les éloigner de la zone de bombardement », déplore



Un homme kurde regarde les dégâts dans un bâtiment scolaire à la suite des attaques transfrontalières iraniennes dans la ville de Koy Sanjaq, à 100Km à l'est d'Erbil, la capitale de la région autonome kurde du nord de l'Irak, le 1er octobre 2022. SAFIN HAMED / AFP

Younès Karimzadeh, un Français d'origine kurde iranienne joint par téléphone au Kurdistan irakien, où il rend visite à sa famille installée au camp Azadi. « On est à peine à une heure d'Erbil et on n'a pas reçu d'aide des organisations internationales. La plupart des réfugiés n'ont pas de carte d'identité du gouvernement régional du Kurdistan [GRK], ils ne peuvent pas louer un logement », déplore le commerçant de 43 ans.

Mercredi 28 septembre, « plus de soixante-dix » bombardements, menés par des « missiles balistiques » et par des « drones armés » ont visé des locaux et des bases de partis d'opposition kurdes iraniens installés en Irak – celles du KDPI et du parti Komala, ainsi qu'une base du Parti pour la liberté du Kurdistan (PAK) dans les gouvernorats d'Erbil et de Souleimaniyé –, selon les services antiterroristes du Kurdistan d'Irak. Ces attaques ont

été menées par l'Iran en représailles au soutien affiché par ces partis au mouvement de contestation né après la mort de Mahsa Amini, une jeune femme d'origine kurde de 22 ans décédée le 16 septembre après son interpellation par la police des mœurs iranienne.

Lire le récit : Article réservé à nos abonnés [En Iran, la colère grandit après la mort de Mahsa Amini, devenue le symbole de la brutalité du régime](#)

Un « terrorisme d'Etat »

Plusieurs frappes se sont abattues sur le camp d'Azadi, dont certaines dans l'école primaire. Selon M. Karimzadeh, deux femmes – dont l'une était enceinte de huit mois – y ont été tuées. « Mon cousin a été tué dans les frappes. Il est peshmerga depuis cinq ans et venait de se fiancer », ajoutait-il. Les familles ne veulent pas retourner au camp, par peur

de nouvelles attaques. En dépit des condamnations du GRK et du gouvernement fédéral à Bagdad, l'Iran a averti qu'il poursuivrait ses attaques. Il continue de bombarder les zones montagneuses frontalières. « Les drones continuent de tourner. Les familles ont peur d'enterrer les victimes. Les maris, tous peshmergas, se cachent. Ils ont coupé toute communication pour ne pas être ciblés par les drones iraniens », raconte encore Younès Karimzadeh.

Installé à l'entrée de la ville de Koy Sanjaq depuis vingt-cinq ans, le camp Azadi est l'un des quatre camps administrés par le KDPI – un parti engagé dans la lutte armée contre l'Iran – au Kurdistan irakien, avec le soutien du gouvernement kurde. « La grande majorité des enfants sont nés ici, dans le camp, ils n'ont pas d'avenir. L'Iran crée de facto de futurs adversaires en faisant cela », avertit M. Karimzadeh. Lui-même fils d'un membre du KDPI, tué par l'Iran, il accuse Téhéran de pratiquer un « terrorisme d'Etat » : « L'Iran déplace son problème intérieur vers l'Irak car ils sont à deux doigts de l'implosion. Ils veulent mettre une pression continue sur le gouvernement autonome du Kurdistan irakien pour qu'il évacue les Kurdes d'Iran. Cela fait quarante-quatre ans que ce petit bout de peuple se bat pour sa liberté, pour l'égalité entre hommes et femmes, et pour la possibilité de simplement vivre comme des humains. »

Iran : à la suite de la mort d'une adolescente, les autorités ouvrent une enquête, mais nient toute responsabilité

Les autorités judiciaires iraniennes assurent que la mort de la lycéenne Nika Shahkarami « n'a rien à voir avec les récents troubles » dans le pays. Elle a toutefois été retrouvée morte après être sortie dans la rue avec ses camarades d'école à Téhéran, le 20 septembre, pour protester contre la mort de Mahsa Amini.

Les autorités judiciaires iraniennes ont ouvert une enquête sur la mort de la lycéenne Nika Shahkarami, décédée fin septembre en marge d'une manifestation pour protester après la mort de Mahsa Amini, ont fait savoir des agences de presse iraniennes mercredi 5 octobre. Alors que la mort de l'adolescente de 17 ans lors d'une mobilisation de civils dans la rue, très relayée sur les réseaux sociaux, est imputée aux forces de sécurité iraniennes, les autorités judiciaires réfutent toute responsabilité du régime.

« Le tribunal correctionnel de Téhéran a ouvert une

enquête pour déterminer la cause de la mort de Nika Shakrami », a déclaré le procureur de la capitale, Ali Salehi, cité mardi soir par l'agence de presse officielle du pouvoir, Irna, précisant qu'« un ordre d'enquêter sur l'affaire a été émis et les mesures nécessaires sont prises à cet égard ». L'agence de presse Tasnim a ajouté que huit personnes qui travaillaient dans un bâtiment près de l'endroit où le corps de la jeune femme a été découvert avaient été arrêtées.

« Lors de l'autopsie (...), des traces de multiples fractures ont été observées au niveau du bassin, de la tête, des membres supérieurs et inférieurs », a argué mercredi le responsable judiciaire de Téhéran, Mohammad Shahriari. Il a ajouté : « Aucune trace de balle n'a été trouvée » et la nature des blessures montre que la jeune fille « a été projetée d'un endroit situé en hauteur », estimant ainsi que sa mort « n'a rien à voir avec les récents troubles ».

Mobilisations de masse et répression

La mort de Nika Shakerami a été confirmée vendredi 30 septembre. La lycéenne était sortie dans la rue avec ses camarades d'école à Téhéran, le 20 septembre, pour protester contre la mort de Mahsa Amini. Depuis ce jour-là, sa famille n'avait plus de nouvelles de la jeune fille. Huit jours plus tard, ses proches ont reçu un appel téléphonique leur demandant de venir identifier son corps. Ses proches n'ont eu le droit de voir qu'une partie de son visage.

La République islamique est le théâtre de manifestations de masse depuis que Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne de 22 ans, est morte le 16 septembre après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire obligeant notamment les femmes à porter le voile.

Depuis, des dizaines de personnes, principalement des

manifestants, mais aussi des membres des forces de sécurité, ont été tués lors des rassemblements à travers le pays, qualifiés d'« émeutes » par les autorités, et des centaines d'autres ont été interpellées. Un responsable de l'autorité judiciaire, Kazem Gharib Abadi, a déclaré mercredi que plus de 620 manifestants avaient été libérés dans la seule province de Téhéran.

Le régime est sorti du silence ces derniers jours pour soutenir la répression par les forces armées. Le ministre de l'intérieur iranien, Ahmad Vahidi, a ainsi attaqué mercredi les auteurs du principal slogan du mouvement de contestation : « Femme, vie, liberté ! »

« Ceux qui ont créé de tels slogans pour soi-disant défendre les femmes sont à l'origine de scènes odieuses. Pour eux, la liberté chez les femmes se résume à ne pas respecter le voile » islamique, a-t-il dénoncé. Le procureur a de son côté souligné que ceux qui avaient agi « contre la sécurité nationale » seraient traités « sans indulgence ».

NATO talks clouded by latest Turkey-Sweden friction

The talks between Turkey and Sweden over Stockholm's bid to join NATO appear to have yielded little signs of progress as Ankara summoned the Swedish ambassador in Ankara over "disgraceful" comments about the Turkish president on Swedish state TV.

The Turkish Foreign Ministry summoned Swedish Ambassador Staffan Herrstrom today to convey Ankara's "strong denunciation" of comments about Turkish President Recep Tayyip Erdogan aired in a satire program, state-run Anadolu News Agency reported, citing diplomatic sources.

The ambassador was told that "insolent and disgraceful comments and images" aired on Swedish SVT television were "unacceptable."

The rebuke coincided with a Swedish delegation visit to Turkey today to discuss the demands Ankara tabled in return for supporting the Nordic country's accession to NATO.

The Turkish Justice Ministry, which hosted the talks, said it has requested the extradition of people whom [Ankara](#) wants over their alleged links to "terrorist groups." The extraditions that were



Turkish President Recep Tayyip Erdogan addresses the parliament to mark the opening of the new legislative year, at the Grand National Assembly of Turkey in Ankara, on Oct. 1, 2022. Erdogan on Oct. 1, 2022, warned Turkey would not ratify the NATO membership bids of Sweden and Finland until the two Nordic countries "kept" promises they had made to Ankara. - ADEM ALTAN/AFP via Getty Images

previously rejected by the Swedish authorities have also been renewed, the ministry added in a statement.

The ministry has stopped short of releasing the total number of requests but cited the names of seven people who are wanted over their links with Fethullah Gulen, a US-based Sunni preacher whom Ankara accuses of masterminding the 2016 coup attempt.

Sweden and Finland have abandoned their historical neutrality policy and officially applied to join NATO on the heels of the Russian invasion of Ukraine.

Turkey and Hungary are the sole remaining countries

among the 30 members that have yet to ratify the enlargement of the transatlantic alliance.

Ankara has asked both Nordic countries to address its national security concerns in return for Turkey's support for their accessions. But as [Al-Monitor reported](#) in May, Ankara's real beef is with Sweden, home to many Turkish dissidents.

Turkey's demands include the lifting of de-facto arms embargoes and several extraditions. Speaking at a NATO summit in July, Erdogan said his country wants as many as 73 people from both countries.

[Stockholm lifted the arms embargo](#) last week. But it's

acquiescence to the extradition demands seems like a dim prospect, as Sweden, one of the flagships of democracy, defines "terrorism" strikingly narrower than Turkey does.

Nevertheless, Ankara has notably dialed down its rhetoric on the matter recently. Erdogan, who several times threatened to delay the enlargement unless both countries meet his country's demands, has maintained his silence over the past weeks.

Turkish parliament returned from summer recess on Oct. 1, and parliament is expected to be in session for only a few months before going on another recess for campaigning ahead of elections, which are expected to be held in June 2023.

A Turkish ratification before the recess might accelerate Ankara's bid to [acquire new F-16s](#) and modernization kits from the United States at a time when Turkey's territorial conflicts with Greece and Cyprus have further strained ties between Ankara and Washington. US President Joe Biden previously pledged his support to secure congressional approval for the sale, but the process seems to be progressing at a rather slow pace.

Iran : la jeunesse dans la rue, le régime dans l'impasse

Les manifestants devaient être plongés dans le noir, coupés du reste du monde. Mais, malgré les coupures de réseau et des applis de communication, des images incroyables continuent de nous parvenir d'Iran et de [sa folle révolte contre le régime](#). Des lycéennes qui, les cheveux au vent, [s'en prennent à leur directeur et le font fuir](#). Des étudiantes à l'université qui se rassemblent [pour jeter et brûler leurs voiles](#). Des adolescents qui parodent [en chantant «mort au dictateur»](#). La génération Z se soulève à son tour, et le gouvernement iranien se retrouve face à un mur de contestations.

Par crainte d'une contagion, le gouvernement de Téhéran avait repoussé la rentrée universitaire d'une semaine. Mais sa mesure n'a rien changé, donnant à l'inverse du temps aux étudiants pour s'organiser : dès la rentrée de lundi, une trentaine d'universités se transformaient en lieux de rassemblements contre le pouvoir et une grève des étudiants touche aujourd'hui des dizaines d'établissements. «Toutes les régions de l'Iran, tous les groupes ethniques, toutes les catégories sociales protestent désormais, indique Sanam Vakil, directrice du programme Moyen Orient à la Chatham House de Londres. La mort de Mahsa Amini, puis celles de toutes ces jeunes femmes tuées par la répression, ont engendré une colère populaire sans précédent.»

L'ayatollah Khamenei accuse les Américains et Israël

Face au soulèvement, [le ré-](#)



A Paris, une manifestation pour Mahsa Amini a réuni plusieurs milliers de personnes place de la République, le 2 octobre.

[gime iranien](#) fait ce qu'il connaît le mieux : réprimer et nier toute revendication. Pour la première fois, lundi, l'ayatollah Khamenei a évoqué les manifestations devant l'Académie des forces armées : «ces émeutes et l'insécurité ont été causées par les États-Unis, le régime sioniste [NDLR : Israël], leurs mercenaires et des traîtres iraniens à l'étranger.»

Le Guide de la Révolution écarte ainsi toute possibilité de dialogue et laisse entendre que seule la répression ramènera le calme en Iran. «Les dirigeants iraniens savent qu'ils ont perdu toute légitimité, mais cela ne leur pose pas de problème particulier, estime Saeid Golkar, spécialiste de l'Iran à l'Université de Tennessee. Ils savent que seule la répression leur permet de se maintenir au pouvoir, alors ils répriment, mais ils ne contrôlent plus le pays. La République islamique est dans une crise profonde.»

Avec une inflation à 60%, l'explosion du prix du pain, de l'huile ou des oeufs depuis six mois, le gouvernement iranien voit se cristalliser les colères.

D'après les données du ministère du Travail, en août 2021, un Iranien sur trois vivait sous le seuil de pauvreté, soit trente millions d'habitants. «Ce drame, la mort de Mahsa Amini, s'est produit dans une période de très grande frustration économique et politique pour les Iraniens, mais aussi d'isolement international, souligne Sanam Vakil. C'est une tempête parfaite.» Le gouvernement a bien tenté de mobiliser ses soutiens, le 23 septembre, mais ces «contre-manifestations» n'ont attiré que quelques milliers de personnes dans les rues, bien loin de la démonstration de force que le régime espérait.

Ne reste alors, dans le logiciel des dirigeants, que la répression. Des milliers de manifestants ont déjà été arrêtés, dans la rue ou chez eux, tout comme des artistes et des personnalités qui soutiennent le mouvement. Mais la violence des bassidjis, ces milices pro-régime qui ont déjà fait une centaine de morts, a seulement amplifié la colère des manifestants. «En Roumanie, quelques jours avant la chute

de Ceausescu [au pouvoir de 1965 à 1989], personne ne croyait à la fin de son régime, soutient Saeid Golkar. A chaque fois, un événement imprévisible provoque ces moments charnières. N'oublions pas que, si le régime peut réussir à réprimer les manifestants à chaque révolte, les manifestants, eux, n'ont besoin que d'une révolte victorieuse pour mettre fin au régime.»

En 2009, 2017 ou 2019, les manifestations avaient pris de l'ampleur avant d'être arrêtées par une répression implacable. A chaque fois, le même constat : sans armes, les protestations populaires sont vouées à l'échec face à ce régime militarisé et sans pitié. Cette année, si les manifestations dans les grandes villes s'effectuent non armées, des soulèvements interrogent dans plusieurs provinces iraniennes. Dans le Sud-Est notamment, la province du Sistan-Balouchistan connaît de fortes tensions depuis vendredi, avec des échanges de tirs entre les autorités et des groupes armés. Dans le Kurdistan irakien, à la frontière Ouest de l'Iran, l'armée de Téhéran bombarde depuis plusieurs jours des brigades armées de Kurdes iraniens, favorables aux manifestations.

Pendant ce temps-là, l'Union européenne commence à réfléchir à des sanctions supplémentaires contre les responsables de la répression en Iran, et la France a annoncé, mardi, son intention de geler les avoirs de certains dirigeants et de les empêcher de voyager. De tous les côtés, les ennuis s'accumulent pour le régime.

Le canton kurde d'Afrin défiguré par l'occupation turco-jihadiste

La Turquie et des groupes de mercenaires syriens ont envahi le canton kurde d'Afrin en mars 2018. Depuis, des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et contre l'environnement y ont été commis, en plus du changement démographique opéré au détriment des Kurdes de la région.

Le journaliste Alexander McKeever vient de documenter l'aspect cartographique des crimes écologiques et les pillages des sites antiques, ainsi



que la transformation urbaine d'Afrin par la Turquie et ses gangs armés.

Pour cela, il a utilisé les données de Google Earth relatives au canton kurde d'Afrin occupé

depuis mars 2018 avec des images datant du 8 septembre 2021. (Les précédentes données disponibles dataient de septembre 2019.)

En analysant les images récentes d'Afrin fournies par Google Earth, Alexander McKeever, chercheur et journaliste, a pu documenter la déforestation massive ainsi que le pillage des sites archéologiques de la région d'Afrin (en plus de la transformation de la ville d'Afrin) par les gangs de la Turquie entre 2019 et 2021.

Kurdistan police detain murder suspect of journalist Nagihan Akarsel

The murder suspect of the killing of journalist Nagihan Akarsel has been detained, the Public Security department of the Sulaymaniyah city in Iraq's Kurdistan Region has announced.

Akarsel, a Kurdish feminist journalist from Türkiye, was shot dead yesterday (October 4) in front of her home in the city.

"A woman named Nagihan Kemal-Akarsel lost her life in the Bahtiyar neighborhood of Sulaymaniyah in the morning. Our forces immediately arrived at the scene and began investigations," read the statement. "After a detailed investigation, we caught the perpetrators of the incident within a few hours with the instruction of the President of the Regional Public



Security Agency and the cooperation of Hewlêr-Koye Public Security.

"The investigation about the perpetrators continues. We would like to thank our patriotic people who cooperated by sharing information with us during the arrest of the perpetrators."

The police department did not identify the name of the suspect.

Citing its own sources, the Mezopotamya Agency (MA) reported that the suspect attempted to flee to Erbil, the capital of the Kurdistan Region, but was caught at a checkpoint

controlled by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Akarsel was a member of the Jineology Research Center and an editor for the Jineology Magazine. She has been living in Sulaymaniyah as part of her studies on jineology, which means "science of women" in Kurdish.

Most recently, she was working as part of a project for the establishment of the Academy of Jineology and the Women's Library of Kurdistan. Between 2008 and 2014, she worked as a journalist for the Türkiye-based Dicle News Agency (DİHA), which was shut down by a statutory decree in 2016.

She also was a columnist for the pro-Kurdish Yeni Özgür Politika newspaper. (VK)

Iran : les raisons de la révolte

Malgré une répression qui a fait plus de 130 morts et des milliers d'arrestations, les manifestations continuent en Iran. « *Mort à Khamenei* [le Guide suprême, première autorité du pays] ! » « *C'est le régime lui-même qui est la cible !* » Les mots d'ordre sont de plus en plus radicaux. Lundi 3 octobre, des jeunes ont organisé un sit-in à l'université de Téhéran, pendant que d'autres osaient s'en prendre à un quartier général de *bassidji* (force paramilitaire du régime), symboles du régime répressif des mollahs. A Ispahan (centre du pays), les étudiants ont défilé en chantant : « *Tant d'années de crimes ! Mort au régime des mollahs !* » Comme si, justement, des décennies de répression par des milices à moto tirant à balles réelles ne suffisaient plus désormais à terroriser les manifestants.

La révolte avait commencé comme un mouvement féministe antivoile, puisque tout est parti de la mort brutale, le 16 septembre, d'une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini. En cause, un port inapproprié du voile, obligatoire en Iran : sa punition fut de mourir sous les coups de la police des mœurs. Mais très vite les jeunes femmes qui protestaient contre cet assassinat ont été rejointes par des jeunes hommes, et puis par des moins jeunes qui, tous, ont commencé à exiger la fin du régime. Une évolution logique puisque la révolution khomeiniste a fait du voile l'étendard de son régime et le sinistre symbole d'un apartheid de genre. « *Les mères avaient enfilé le tchador de la contestation contre la brutalité des Pahlavi* [dynastie au pouvoir jusqu'en 1979] *et l'occidentalisation obligatoire. Leurs filles le retirent avec superbe contre la mollahcratie et l'islamisation à la schlague* », explique dans « le Figaro » Chantal de Rudder, auteure d'une enquête particulièrement fouillée sur le phénomène du voile dans le monde (« *Un Voile sur le monde* », Editions de l'Observatoire, 2021).

Bien sûr, on se souvient que l'Iran a connu d'autres révoltes et qu'un soulèvement n'est pas une révolution. Les leaders de la « révolte verte » de 2009, Moussavi et Karoubi, qui avaient pourtant remporté les élections, ont fini en résidence surveillée ; et les manifestations de 2019 ont été matées par une répression sanglante.

Mais si quelque chose avait changé cette fois ? D'abord, cette génération qui manifeste aujourd'hui n'a pas été formatée dans la même peur du pouvoir que les précédentes. Comme elle n'a pas de mémoire traumatique de la guerre, l'idéologie a peu de prise sur elle. Ensuite, le parallèle que l'on est actuellement tenté de faire entre l'Iran et la Russie, régimes alliés militairement, en Syrie comme en Ukraine, tous les deux entièrement concentrés sur leur survie, ne joue pas en faveur de la République islamique. Car l'extraordinaire détermination des Ukrainiens et leur courage ont raffermi la volonté des David démocratiques qui veulent en découdre avec les Goliath totalitaires.

Alors, jusqu'à quel point les disciples des Gardiens de la Révolution seront-ils encore protégés par le Léviathan islamique, à l'heure où la classe moyenne iranienne a presque disparu sous l'effet des sanctions ? Seront-ils encore prêts à mourir pour défendre l'islam politique constitutionnalisé par la révolution khomeiniste et son gouvernement ? Ou bien seront-ils aussi démobilisés que les Russes que l'on somme d'aller se battre contre leurs frères pour la survie du régime de Poutine ? De la réponse à cette question dépend la menace réelle qui pèse sur le régime iranien.

« Femmes, Vie, Liberté » : des kurdes montpelliérains dénoncent le meurtre d'une féministe en Irak, en écho à la révolte iranienne

Une cinquantaine de kurdes de Montpellier ont montré leur indignation dans la soirée du 5 octobre devant l'assassinat de la journaliste Nagihan Akarsel, éditrice et co-rédactrice en chef du magazine Jineologî et membre du centre de recherche en jineologie [NDLR : science de la libération des femmes, au Kurdistan] au Kurdistan irakien, devant son domicile à Souleymaniye le 4 octobre.

Les kurdes montpelliérains présents sur les marches de l'Opéra Comédie accusaient lors du rassemblement le régime turc de Recep Tayip Erdogan. Ce qui paraît très probable : pour le bureau Moyen-Orient de Reporters sans frontières (RSF), « il s'agit de la cinquième attaque, dont quatre mortelles, contre un résident d'origine turque au Kurdistan irakien ou



Une cinquantaine de kurdes de Montpellier ont montré leur indignation dans la soirée du 5 octobre devant l'assassinat de la journaliste Nagihan Akarsel

un activiste critique du gouvernement turc en moins d'un an. »

L'hommage à la victime, considérée comme une illustre militante féministe kurde, a été ponctuée des mots « Jin, Jiyan,

Azadi », soit « femmes, vie, liberté » en kurde, en écho à la grande révolte qui secoue actuellement l'Irak après la mort d'une femme suite à son arrestation par la police des mœurs pour non-port du voile à Téhé-

ran. [NDLR : le slogan tant repris dans les manifestations iraniennes provient effectivement du mouvement féministe au Kurdistan irakien.]

L'opposition kurde au régime d'Erdogan porte un projet de société foncièrement progressiste, partiellement mis en œuvre au Rojava, le Kurdistan syrien, depuis le 17 mars 2016 : auto-détermination du peuple kurde, cohabitation avec les autres communautés ethniques et religieuses de la région, exploration profonde d'une voie vers la démocratie directe, émancipation poussée des femmes envers les carcans patriarcaux, refondation totale d'institutions traditionnellement à la botte des pouvoirs comme la police et la justice, et élaboration d'une économie coopérative tentant de dépasser le capitalisme et de répondre à l'urgence écologique.

La journaliste féministe Nagihan Akarsel tuée par balles au Kurdistan irakien

Une puissante voix féministe kurde a été réduite au silence. Nagihan Akarsel, co-rédactrice en chef du magazine Jineologî, et membre du centre de recherche en jineologie au Kurdistan irakien a été tuée devant son domicile le 4 octobre. RSF condamne cet assassinat, qui est la cinquième attaque visant

des personnalités kurdes d'origine turque ou des activistes qui critiquent le gouvernement turc, au Kurdistan irakien en un an.

RSF dénonce avec force l'assassinat de la journaliste et écrivaine féministe kurde Nagihan Akarsel, perpétré au moment où les femmes kurdes

mènent une révolte pour la libération des femmes, » déclare le bureau Moyen-Orient de Reporters sans frontières (RSF). Il s'agit de la cinquième attaque, dont quatre mortelles, contre un résident d'origine turque au Kurdistan irakien ou un activiste critique du gouvernement turc en moins d'un an. Nous demandons aux autori-

tés locales de tout mettre en œuvre pour faire la lumière sur cette affaire, pour juger les auteurs de cet assassinat et rendre justice à Nagihan Akarsel."

Nagihan Akarsel, journaliste, universitaire et chercheuse féministe à l'Académie de jineologie ("science des femmes") au Kurdistan irakien, a été tuée

le matin du 4 octobre devant sa maison à Souleymanieh. Son corps a été transporté à l'institut de médecine légale de la ville. Les Asayish – forces de sécurité locales du gouvernement régional kurde (GRK) – ont publié une déclaration plus tard dans la soirée, annonçant que l'assaillant avait été arrêté et faisait l'objet d'une enquête.

Nagihan Akarsel, d'origine turque et résidant à Souleymanieh, ville de l'est du Kurdistan irakien, depuis 3 ans, était la co-rédactrice en chef de Jineologî, un journal consacré à "la science des femmes" qui considère la liberté individuelle des femmes comme une condition préalable indispensable à la libération de la société. La journaliste est connue pour ses nombreux travaux de recherche sur les femmes à l'étranger et au Kurdistan, et a contribué à fonder l'Académie de jineologie dans cette région. Nagihan Akarsel a étudié le



Nagihan Akarsel, co-rédactrice en chef du magazine Jineologî et puissante voix féministe kurde Nagihan Akarsel (Facebook)

journalisme à l'université d'Ankara et a travaillé pour le magazine Hevia Jin. Elle a également effectué des recherches sociologiques sur les régions d'Afrin et de Sinjar (Shingal en kurde).

"Nous nous souviendrons toujours de Nagihan Akarsel, qui a lutté pendant des décennies

pour générer la puissance mentale et intellectuelle de la révolution des femmes, dont le slogan Jin-Jiyan-Azadî ["Femmes-Vie-Liberté"] résonne aujourd'hui dans le monde entier. Nous faisons grandir la révolution des femmes dans tout le Kurdistan et au-delà contre la même mentalité de fascisme patriar-

cal qui a brutalement assassiné Jîna Aminî. [Mahsa Aminî]," a déclaré un communiqué publié par le magazine Jineologî faisant référence à la jeune Iranienne kurde de 22 ans morte en détention après son arrestation par la police des mœurs en Iran.

D'autres militantes féministes kurdes, à l'instar du Network Women Weaving (réseau international de solidarité féminine fondé à l'initiative de femmes kurdes) et des universitaires ont condamné son meurtre, accusant les services de renseignement turcs de l'avoir orchestré.

L'assassinat de Nagihan Akarsel est le dernier d'une série de meurtres visant des dissidents kurdes d'origine turque : Trois d'entre eux ont été assassinés depuis septembre 2021 dans la région autonome du Kurdistan irakien.

Le Monde

9 octobre 2022
Par Annick Cojean

Entretien

Golshifteh Farahani : « En Iran, j'ai détesté être une femme »

« Je ne serais pas arrivée là si » ...

Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence.

Partie d'Iran en 2008, l'actrice revient sur son exil et défend avec passion la jeunesse qui se révolte dans son pays d'origine.

Traquée par le régime islamique, Golshifteh Farahani a quitté l'Iran en 2008. Devenue Française, l'actrice de 39 ans, éternelle déracinée, a continué une brillante carrière internationale. Depuis la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre, trois jours après son arrestation par la police des mœurs iranienne, elle affiche haut et fort son soutien [au mouvement de révolte dans son pays d'origine](#).



Golshifteh Farahani : « En Iran, j'ai détesté être une femme »
© PATRICK GAILLARDIN / HANS LUCA

pas anticipé ce départ, je n'avais jamais imaginé construire une vie hors de mon pays, loin des miens. Ce fut infiniment douloureux, j'ai payé le prix fort. Mon âme est lourdement handicapée, et il n'y aura pas de retour en arrière. J'ai une nouvelle identité. Mais je crois au destin et aux défis qui obligent à grandir. Et peut-être cet exil forcé m'a-t-il finalement donné des ailes...

Je ne serais pas arrivée là si...

Si, à force de harcèlement et de tracasseries, les services secrets iraniens ne m'avaient contrainte à l'exil. Je n'avais

Vous êtes née en 1983, soit quatre ans après la révolution islamique...

Et en pleine guerre avec l'Irak. Autant dire dans une période de chaos. Observer les jeunes manifestants d'aujourd'hui, qui sont nés pour la plupart dans les années 1990 et 2000, me fait d'ailleurs comprendre à quel point ma génération a été complètement brûlée. Notre petite enfance à nous, ce moment si crucial où se forment l'esprit, la confiance, les réflexes, s'est déroulée sous les bombes et dans le vacarme des sirènes. On a connu la peur dans les yeux de nos parents, on a vu les maisons détruites dans notre rue de Téhéran. On a senti la mort avant de comprendre la vie. J'appartiens à une génération terrorisée. Elle n'a pas pris part à la révolution – c'était la grande affaire des parents –, mais elle a vécu l'après-révolution, le désastre après le tremblement de terre.

Avec quelles conséquences ?

Nous n'avons pas fait d'enfants. Ou très peu. C'est d'ailleurs ce qui pousse le gouvernement à intensifier sa propagande nataliste. Les anciens et les plus jeunes ont tendance à se moquer de nous. Mais c'est un fait : sur vingt-cinq filles de ma classe de conservatoire, six seulement ont eu des enfants. Cela raconte à quel point nous sommes traumatisés. Nous ne croyons pas dans l'avenir, nous n'avons aucune confiance en la vie. Le passé, c'est de la merde ; le futur n'existe pas.

Percevez-vous une grande différence avec la génération qui occupe aujourd'hui les rues, les lycées, les universités du pays ?

Enorme ! Cette génération Z n'a connu ni la révolution ni la guerre, elle est née dans le marasme, coincée dans un pays qui est une dictature. Mais elle a Instagram, TikTok, elle sait ce qu'il se passe dans le monde, elle est irrévérencieuse, sans complexe ni timidité. J'ai l'impression qu'elle ne

craint rien. D'ailleurs, elle ne parle pas comme nous. Son ton, son vocabulaire, son langage corporel sont différents des nôtres.

En quoi sont-ils si différents ?

Il y a à la fois un côté bravache et désabusé. Insolent et exaspéré. Hostile et désenchanté. Un côté : « Tu me cherches ? » Et un autre : « J'm'en fous ! » C'est très déconcertant.

Lire l'entretien : [Après la mort de Mahsa Amini en Iran, « ce sont des femmes qui sont sur le devant des manifestations, c'est inédit »](#)

Nous, quand on était interpellés dans la rue par la police de moralité, on baissait la tête en murmurant : « *Désolé, désolé* », comme des petits oiseaux peureux. Eux ? Ils relèvent le menton, presque provocateurs, avec une audace folle : « Moi, je fais ça pour le sang de Mahsa Amini que vous avez fait couler. Alors quoi ? Vous voulez m'arrêter ? Arrêtez-moi ! Vous voulez me tuer ? Tuez-moi ! » C'est sidérant.

Comme s'ils n'avaient rien à perdre ?

Rien à perdre. Rien à foutre. Leur idéal tient en un mot : liberté. Derrière, il n'y a ni théorie, ni idéologie, ni concept historique ou philosophique.

Nos parents à nous étaient de gauche, de droite, nationalistes ou internationalistes. Il y avait un brassage d'idées et de mots. Cette génération, au contraire, rejette toute référence. La gauche, la droite, Poutine, la Russie, Marx, l'Amérique... Elle s'en moque, elle veut juste être libre. Libre de choisir sa vie. Et ça lui paraît simple.

Comment votre famille d'artistes – père écrivain, acteur et metteur en scène, mère peintre et actrice – jonglait-elle avec la liberté ?

Tout était interdit, mais aucune police ni aucune propagande n'a jamais pu dompter notre liberté d'esprit. La rébellion est dans notre ADN, l'art est notre oxygène, et s'il est un mot qui peut définir l'Iran, c'est bien la poésie, qui se fiche des carcans.

Mais il fallait ruser, tricher, faire preuve de souplesse, comme le bambou plie sans se rompre. Adaptation et résistance, c'est toute l'histoire de l'Iran. Mon père, opposant au chah puis à Khomeini, organisait des fêtes immenses, où l'on chantait, dansait, buvait, et discutait à n'en plus finir. J'ai vu passer chez moi les plus grands intellectuels. Il fallait vivre coûte que coûte, ici, maintenant, intensément. Mais la tragédie n'était jamais loin. Le régime traquait ceux qu'il appelait « *les ennemis de l'intérieur* ». Dans les années 1980, il a tué des milliers d'hommes et de femmes parmi les plus brillants du pays. Joie et tristesse sont indissociables en Iran. On rit et l'on pleure en même temps.

Et le voile imposé aux femmes dès les premiers jours de la révolution...

On a d'abord pensé que si c'était le prix à payer pour se débarrasser à jamais du régime précédent, ce n'était pas bien grave. Mon père s'est tu, ma mère s'est dit que c'était une concession temporaire aux religieux qui, de toute façon, partiraient après deux ou trois ans.

Il s'est installé dans nos vies. On l'enfilait pour aller à l'école aussi naturellement qu'un t-shirt, sans même y penser. C'est bien ça le problème. Car ce voile accompagnait un ensemble de discriminations politiques, juridiques, économiques, sociétales, insupportables contre les femmes. Et il camouflait des mœurs écœurantes : dans les taxis, les bus, la rue, les hommes nous frôlaient, nous touchaient, avaient des gestes pervers et dégradants, convaincus d'avoir sur nous

tous les droits. La loi était contre les femmes. C'est entré dans notre inconscient à nous, enfants de la révolution.

Comment réagissiez-vous ?

A l'adolescence, je me suis rasé la tête et je me suis fait passer pour un garçon. J'avais ainsi une double vie. Je bandais mes seins, enfilaient un chapeau, et sortais dans la rue, à pied ou à vélo, libre, insouciant, enfin invisible ! Quelle griserie ! A l'école, je remettais mon voile, bien serré sous le menton. Les garçons n'y voyaient le jour celle qui deviendrait un de leurs copains le soir venu. Je me glissais joyeusement dans leurs bandes. C'était dangereux. Mais j'avais le sentiment de me jouer du système, et de donner le coup de pied de l'âne aux hommes et au pouvoir.

Comment vos parents prenaient-ils cette extravagance ?

Je revois le visage perplexe de mon père, une nuit où il m'a surpris me rasant le crâne. Il y avait du sang, je n'avais l'air ni d'un garçon ni d'une fille, j'étais comme un petit animal. Il a eu peur. Mais rien ne pouvait m'arrêter.

Est-ce votre condition de femme que vous rejetez ?

Toute ma vie, en Iran, j'ai détesté être une femme ! Car une femme en Iran est coupable. Coupable de ses seins, de ses cheveux, de ses formes. Coupable si on la regarde. Coupable si on la touche, coupable si on l'agresse. C'est odieux, car tout le monde finit par intégrer cette ineptie. Lorsque je me suis permis d'apparaître tête découverte, à 24 ans, à New York, le soir de la première du film de Ridley Scott dans lequel je jouais, tout le pays m'est tombé dessus. C'est comme si j'avais lancé une bombe atomique. Personne ne m'a soutenue. Personne ! Pas même le réalisateur Asghar Farhadi,

avec qui je venais de tourner [A propos d'Elly](#) et qui m'a bannie. Il pensait sincèrement que j'étais coupable d'un truc horrible, et il ne voulait plus me parler, lui, le grand intellectuel ! Ça m'a détruite. Ma famille artistique me lâchait donc, elle aussi... Vous voyez comme on revient de loin ! C'est en débarquant à Paris que j'ai senti que les femmes ne sont pas coupables. C'est le plus grand cadeau que m'a fait la France.

Au point d'accepter de poser nue à la une de la revue « Egoïste » en 2015 ?

[C'était un cri de mon corps ! Pas un geste politique.](#) J'étais furieuse et je leur disais : « C'est quoi votre problème avec le corps des femmes ? Il vous dérange ? Il vous fait peur, bande d'hypocrites qui aimez peloter les seins couverts et violer les vierges ? Regardez-moi ! Pendant des années, vous m'avez gâché la vie. Eh bien, je vous renvoie mon malaise ! Et si vous songiez déjà à me lapider pour une mèche échappée d'un voile, une poitrine découverte ou un baiser donné dans un film, eh bien, je vous offre l'occasion de le faire une fois pour toutes ! » La réaction a été folle. Je crois même que, dans l'histoire de l'Iran, personne n'a reçu autant d'insultes que moi. Des lettres ont prévenu mon père qu'il recevrait mes seins sur un plateau. J'attendais une condamnation à mort, une fatwa. On a été obligé de demander l'aide du gouvernement français.

Vous aviez pourtant été une actrice star dans votre pays. Qu'est-ce qui s'est enrayé ?

Le film américain *Mensonges*

d'Etat a attiré toutes les suspensions du régime. Pendant sept mois, je suis allée d'interrogatoire en interrogatoire, des services secrets à la Cour de la révolution. « *Tu as été utilisée ! C'est un complot de la CIA ! C'est un film contre l'Iran. Une offense à l'Islam !* » C'était infernal, alors même qu'ils n'avaient pas encore vu le film.

Et puis il y avait les menaces. « *A partir d'aujourd'hui, on lira tous les scénarios à l'avance, tu devras nous dire qui tu vois, ce que fait ou dit tel personnage, nous donner le maximum d'infos* », etc. Au fond, ils voulaient m'enrôler. J'ai ainsi compris que les gens du cinéma iranien autorisés à voyager sont forcément appelés à collaborer avec les services secrets. Sans quoi ils seraient comme moi en exil.

A chaque fois que je sortais de la Cour, j'éprouvais le besoin de me laver, tant je me sentais sale sous le regard de ces apparatchiks. Et puis, un jour, mon juge si redouté, troisième personnage du système judiciaire iranien, responsable de la mort de plusieurs amis de mon père, m'a dit : « J'ai réussi jusqu'à présent à faire patienter les services secrets, qui vous sont hostiles. Ça ne durera pas. Partez. Vous avez vingt-quatre heures. »

C'est d'une brutalité inouïe !

Oui. C'est comme une mort, car on laisse tout derrière soi. Et c'est aussi une deuxième naissance. Car on arrive nu dans un nouveau monde. La langue, la culture, il faut tout réapprendre. On est en mode survie. On s'adapte.

Lire aussi : [Golshifteh Fara-](#)

[hani, une femme de combat exilée d'Iran](#)

J'ai perdu ma maison. Désormais, ma seule maison, c'est moi. Et si je suis devenue Française, je n'ai aucune envie de replanter des racines. Je préfère, à la façon des orchidées, les faire pousser dans l'air. Comme tous ces exilés, dont je me sens proche, qui ne trouvent leur place nulle part, mais aiment être ensemble.

L'activité de votre compte Instagram, suivi par quatorze millions d'abonnés, montre que vous ne dormez guère depuis quelques semaines...

Il y a eu plus de 270 millions de vues sur mes posts... Je ne dors pas, je ne mange pas, je ne quitte pas des yeux les écrans ni mon téléphone. Ce qui se passe en Iran est tellement historique ! J'essaie d'être un pont entre l'Orient et l'Occident, de décrypter les vidéos et la psychologie iraniennes pour que personne ne soit indifférent à ce qui se joue là-bas.

Jusqu'à présent, je ne me mêlais pas de la politique iranienne, je ne critiquais même pas le régime. Mes engagements se traduisent dans le choix de mes rôles et de mes films. Mais là ! Là... Cette jeune femme tuée à cause de son corps et de ses cheveux ! Comme le fut la poétesse Tahiri, exécutée il y cent soixante-dix ans, parce qu'elle s'était dévoilée devant une assemblée d'hommes. Et ce peuple qui réagit en criant : trop c'est trop ! J'ai ressenti quelque chose de charnel et de viscéral.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Cannes 2022 : Golshifteh Farahani, Taraneh Alidoosti et Zar Amir Ebrahimi, trois Iraniennes sur le tapis rouge](#)

Non, le voile n'est pas anodin. C'est à la fois l'affichage et le pilier central qui tient le chapiteau de la théocratie. Si le hijab tombe, la tente s'écroule et le régime avec. Pour leur propre survie, ils pourraient dire : « OK, enlevez votre voile et calmez-vous ! » Mais ils ne le font pas. Parce que le voile et l'oppression des femmes constituent leur identité.

La République islamique a déjà connu des révoltes, rapidement réprimées. Pourquoi celle-ci vous semble-t-elle historique ?

Parce que des hommes sont prêts à mourir pour la liberté des femmes. Au Moyen-Orient ! Dans le pays où le comportement des êtres humains à l'égard des filles est l'un des plus barbares. C'est là un épisode extraordinaire de l'histoire de l'humanité. Alors je ne peux pas prévoir ce qui va se passer. Mais ce que je sais, c'est que la République islamique a perdu une jambe, qu'elle ne retrouvera jamais l'équilibre, et que sa plaie ne fera que suppurer. Ces jeunes gens de la génération Z ont fait ce que nous n'aurions jamais osé faire. Les femmes iraniennes ont déjà gagné.

« Une Comédie romantique », film français de Thibault Segouin, avec Alex Lutz, sortie le 16 novembre. Retrouvez tous les entretiens de la série « Je ne serais pas arrivé là si... » de « La Matinale » [ici](#).

Iran : Anne Hidalgo se coupe une mèche de cheveux, Paris proposera la citoyenneté d'honneur à Mahsa Amini

La mairie de Paris va proposer l'attribution de la citoyenneté d'honneur de la ville à titre posthume à Mahsa Amini, jeune femme décédée en Iran après son arrestation par la police des mœurs, « et à travers elle à toutes les femmes iraniennes », a indiqué son premier adjoint Emmanuel Grégoire

Notre admiration est infinie pour ces femmes ». La maire de Paris Anne Hidalgo a proposé la citoyenneté d'honneur de la capitale à Mahsa Amini, jeune Kurde iranienne de 22 ans, dont la mort a déclenché un soulèvement en Iran.

« Toutes les démocraties du monde doivent se faire les porte-voix du combat des femmes iraniennes. Avec nous derrière elles, elles seront plus fortes », a affirmé l'élue socialiste jeudi soir lors du dévoilement, sur le parvis de l'Hôtel de Ville, d'un portrait de la jeune femme décédée à Téhéran trois jours après son arrestation.

Paris portera toujours la voix des femmes iraniennes parce qu'elles ont droit à la vie et à la liberté. Je proposerai la citoyenneté d'honneur de Paris à #MahsaAmini, à titre posthume et à travers elle aux femmes iraniennes qui luttent au péril de leur vie. #IranProtestants2022 pic.twitter.com/cseWPO51Nm

— Anne Hidalgo (@Anne_Hidalgo) October 6, 2022

« Notre admiration est infinie pour ces femmes, Paris sera toujours du côté de celles et ceux qui luttent pour leurs droits et leur liberté », a assuré la maire de la capitale. Quelques instants auparavant,



l'ex-candidate à la présidentielle s'était coupé une mèche de cheveux, reprenant l'un des symboles du soulèvement en cours en Iran. Mercredi, une série d'actrices et chanteuses françaises avait également fait ce geste dans une vidéo.

Lors du prochain Conseil de Paris, qui débute mardi, l'exécutif parisien va proposer l'attribution de la citoyenneté d'honneur de la Ville à titre posthume à Mahsa Amini, « et à travers elle à toutes les femmes iraniennes », a indiqué le premier adjoint Emmanuel Grégoire lors d'un point presse.

L'exécutif municipal va aussi proposer qu'un lieu de l'espace public porte son nom, a-t-il ajouté. Depuis 2001, la Ville de Paris a attribué sa citoyenneté d'honneur à une trentaine de personnalités engagées pour la défense des libertés dans le monde. Deux avocates iraniennes, Shirin Ebadi et Nasrin Sotoudeh, ont déjà reçu cette distinction en 2010 et 2019, a rappelé Anne Hidalgo.

En mars, Paris avait accordé cette distinction à la ville de Kiev en proie aux bombardements russes. Son maire Vitali Klitschko sera d'ailleurs présent mardi à l'ouverture du

Conseil de Paris, a indiqué Emmanuel Grégoire.

Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, est décédée le 16 septembre, trois jours après son arrestation pour infraction au code vestimentaire strict de la République islamique qui oblige notamment les femmes à porter le voile. Sa mort a déclenché une vague de manifestations en Iran, violemment réprimée, et des rassemblements de solidarité avec les femmes iraniennes à travers le monde.

Un nouvel accord turco-libyen ravive les tensions entre Athènes et Ankara

La signature, lundi, d'un accord de prospection d'hydrocarbures entre le gouvernement d'union nationale de Tripoli et la Turquie est aussi critiquée par l'Union européenne qui redoute une manœuvre de déstabilisation régionale.

Entre Athènes et Ankara, les accalmies ne durent jamais longtemps. Lundi 3 octobre, c'est la signature d'un « protocole d'entente » pour la prospection d'hydrocarbures entre le gouvernement de Tripoli et la Turquie qui a ravivé les tensions. Les détails de l'accord ne sont pas connus, mais celui-ci prévoit de « développer des projets liés à l'exploration, à la production et au transport de pétrole et de gaz », d'après le porte-parole du gouvernement de Tripoli, Mohamed Hamouda.

Selon la presse grecque, on doute du fait que l'exploration puisse avoir lieu au-delà de la frontière libyenne dans des zones maritimes revendiquées par d'autres pays méditerranéens. En novembre 2019, un premier accord énergétique avait déjà été conclu entre Ankara et le gouvernement libyen d'accord national (le GAN de Faïez Sarraj, basé à Tripoli et reconnu par l'ONU). Il dressait de nouvelles frontières maritimes du sud-ouest de la Turquie au nord-est de la Libye, à travers une zone revendiquée par la Grèce et Chypre, cruciale pour les plans d'un futur gazoduc. En guise de riposte, Athènes et Le Caire avaient d'ailleurs signé, en août 2020, leur propre accord de démarcation des frontières maritimes dans la zone.

Lire aussi : [En Libye, la production pétrolière retrouve son niveau d'avant-blocus](#)

« Avec ce nouvel accord, la Turquie veut trouver un moyen de renforcer de facto le mémorandum turco libyen de 2019, qui n'est reconnu par aucun autre pays », estime Panagiotis Tsakonas, chercheur à la Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère.

Profondément divisée

Pour le chef de la diplomatie grecque, Nikos Dendias, le gouvernement de Tripoli est dépourvu de « légitimité » pour sceller un tel accord. Dans une Libye profondément divisée, celui-ci a été en effet immédiatement rejeté par l'administration rivale de Tripoli, située dans l'est du pays, et soutenu par une partie du Parlement, dont le président, Aguila Salah, a qualifié le protocole d' « illégal et inacceptable ».

M. Dendias a, lui, averti que « la Grèce continuera à informer ses partenaires et alliés du rôle de déstabilisateur [joué par] la Turquie ». L'Union Européenne (UE) a également condamné l'accord, « car il est fondé sur un mémorandum turco-libyen qui va à l'encontre du droit de la mer et porte atteinte aux droits des Etats tiers ». « Les actions susceptibles de porter atteinte à la stabilité régionale doivent être évitées », a réagi Peter Stano, porte-parole des affaires étrangères de la Commission européenne.

« S'opposer à cet accord de coopération entre deux Etats

souverains est contraire à la fois au droit international et aux principes fondamentaux de l'ONU », a riposté, de son côté, le porte-parole du ministère des affaires étrangères turc, Tanju Bilgiç. « L'UE, a-t-il précisé, n'est pas un organe judiciaire international qui peut commenter ou statuer sur des accords entre pays tiers souverains. »

Cette nouvelle crispation est venue s'ajouter à la longue liste des différends entre la Grèce, membre de l'UE, et la Turquie, candidate à son intégration, quelques heures à peine avant le sommet européen de Prague, auquel participent également des dirigeants de dix-sept pays non membres de l'UE, dont la Turquie. Il est peu probable que le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, y prennent le temps de s'entretenir.

« Marionnette des Etats-Unis »

Depuis juin, le président turc a fermé la porte à tout dialogue et mis fin aux pourparlers diplomatiques qui avaient repris entre les deux pays, depuis janvier 2021. La raison de sa colère ? Le rapprochement gréco-américain. Lors d'une visite à Washington, le premier ministre grec s'était opposé, dans un discours au Congrès, à la vente d'avions de combat américains à la Turquie. L'achat des F-35 est un point sensible pour Ankara, qui cherche désespérément à acheter ces avions pour renflouer sa flotte devenue obsole.

Lire aussi : [Tensions entre la Grèce et la Turquie, Erdogan rompt un accord avec Athènes et ne souhaite plus rencontrer les dirigeants grecs](#)

Washington refuse cette transaction depuis 2019, pour punir Ankara d'avoir acquis un système russe de défense anti-aérienne S-400, conçu à l'origine pour détecter et détruire les avions de l'OTAN. En mai, le Parlement grec a ratifié, en pleine guerre en Ukraine, un accord de défense mutuelle qui renforce la présence des forces armées américaines en Grèce. Depuis 1969, les Etats-Unis ont déjà un accès privilégié à la base navale de Souda, en Crète, ce qui leur permet de contrôler la situation en Méditerranée orientale. Désormais, l'armée américaine pourra aussi utiliser la base d'Alexandroupoli, située dans la région frontalière de l'Evros, dans le nord-est de la Grèce, à seulement quelques kilomètres de la frontière turque.

« Dans la rhétorique utilisée par le président Erdogan, la Grèce est la marionnette des Etats-Unis dans la région, explique M. Tsakonas. Il veut, en fait, faire pression sur les Etats-Unis en passant par la Grèce, et obtenir ce contrat d'armement devenu essentiel. » A quelques mois d'élections cruciales en Turquie, toute victoire est bonne à prendre.

et Nicolas Bourcier (ceci est le premier papier de Nicolas Bourcier en tant que correspondant à Istanbul)

6 octobre 2022
Par Haniya Ali

Les jeunes visages des manifestations meurtrières contre le hijab en Iran

Nika Shakarami, 16 ans, vivait à Téhéran, la capitale de l'Iran, avec sa tante artiste, Atash. Elle a quitté son domicile le 20 septembre à 17 heures pour participer aux plus grandes manifestations que l'Iran ait connues depuis des années. Pour l'aider à se remettre d'un éventuel gaz lacrymogène, elle a emporté une serviette et une bouteille d'eau.

Dans une story Insta qu'elle a partagée, ses amis l'ont vue brûler son hijab et chanter en signe de protestation contre la mort de Mahsa Amini, 22 ans, qui avait été arrêtée par la police des mœurs iranienne.

Le dernier appel de Nika a été passé à une amie alors qu'elle tentait désespérément d'échapper aux policiers qui la poursuivaient.

Puis elle a disparu pendant plusieurs jours.

A lire aussi :

[Pourquoi des femmes brûlent leur voile lors de manifestations contre le hijab](#)

[Les femmes iraniennes qui protestent contre le hijab obligatoire : «Non, c'est non»](#)

Sa famille l'a cherchée frénétiquement et a finalement été informée par la police de la présence d'un corps correspondant à la description de Nika.

On leur a dit que Nika était tombée d'une certaine hauteur et on leur a montré des photos qui, selon eux, semblaient avoir été mises en scène.

Enfin, lorsqu'on leur a montré le corps de Nika, ils n'ont pu voir que son visage. Bien qu'elle ait



Nika Shakarami, 16 ans, est morte lors des récentes manifestations en Iran.

été sévèrement battue et meurtrie, sa mère l'a reconnue.

Son corps n'a pas été remis à la famille et elle a été enterrée par les autorités en leur absence, un jour après ce qui aurait été son 17e anniversaire.

Des sources non officielles au sein des Gardiens de la révolution iraniens ont indiqué à sa tante que Nika avait été détenue pendant une semaine par ces derniers, qui ont tenté de lui arracher des aveux, et qu'elle avait été envoyée dans la tristement célèbre prison d'Evin, à Téhéran.

Sa tante est désormais également en état d'arrestation.

Les manifestations en Iran en sont à leur troisième semaine et se distinguent par le nombre de jeunes et de femmes au premier plan, qui scandent souvent d'une seule voix «zan, zendegi, azadi» ou «femme, vie, liberté».

Le régime iranien tente de maîtriser l'escalade de la situation en perturbant Internet pour restreindre l'accès aux médias sociaux, et les forces de sécurité ont tiré à balles réelles sur les manifestants.

Amnesty International a

condamné le nombre croissant de morts, le qualifiant d'«indication alarmante de l'impitoyable assaut des autorités contre la vie humaine dans l'obscurité de la fermeture d'Internet.»

Comme de nombreux jeunes du monde entier, Hadis Najafi avait une présence dynamique sur les réseaux sociaux. Elle aimait chanter et danser sur des musiques iraniennes et occidentales, notamment Qveen Herby et Shakira.

Le 21 septembre, Hadis, 22 ans, se rendait à des manifestations à Karaj, non loin de Téhéran, lorsqu'elle a partagé une vidéo avec des amis. Elle avait l'air optimiste.

«J'espère que dans quelques années, lorsque je regarderai en arrière, je serai heureuse que tout ait changé pour le mieux», disait-elle.

Elle a été tuée une heure plus tard.

[«Je voulais voir ma fille mais ils ne m'ont pas laissé entrer»](#)

Dans une vidéo partagée sur Instagram, la mère de Hadis déclare : «Ma fille a été tuée à cause du hijab, à cause de

Mahsa Amini... Elle est allée manifester et a été tuée, touchée par des balles, dans le cœur, dans l'estomac, dans le cou. Quand nous l'avons regardée, son visage et son corps étaient meurtris.»

Les autorités n'ont pas permis à la famille de Hadis d'organiser des funérailles publiques pour elle. La famille a reçu pour instruction de dire que Hadis est morte dans un accident de voiture ou de causes naturelles, si quelqu'un le demande.

Quelques jours plus tard, une fille se tenait sur la tombe de sa mère, le crâne rasé, serrant ses propres cheveux dans ses mains et fixant la caméra d'un regard stoïque. C'était la fille de Minou Majidi, une Iranienne kurde de 55 ans qui a été tuée alors qu'elle participait à des manifestations le 20 septembre.

Minou était en colère après le meurtre de sa compatriote kurde, Mahsa Amini. Elle a estimé qu'elle devait prendre part aux manifestations. Elle a déclaré : «Si des gens comme moi n'y vont pas, qui le fera ? J'ai vécu ma vie, laissez-les au moins ne pas tuer nos jeunes.»

Ces dernières années, de nombreuses manifestations ont eu lieu en Iran, mais ce qui distingue les événements actuels, c'est le nombre de jeunes, en particulier de jeunes filles, qui sont au cœur même des manifestations.

Dans un pays qui applique des lois strictes sur le port du hijab en public, les images marquantes de l'Iran d'aujourd'hui sont celles d'écolières scandant «liberté», enlevant leur foulard et montrant leurs cheveux.

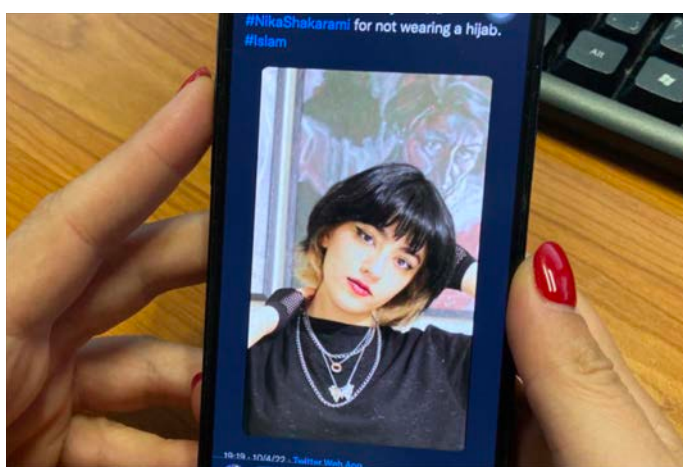
En Iran, la prise de conscience de la jeunesse : « C'est une génération qui n'accepte pas facilement ce qu'on lui dicte »

La révolte des jeunes filles iraniennes après la mort de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs et morte pendant sa garde à vue, ne s'éteint pas dans les lycées, y compris dans les villes les plus conservatrices.

Le 20 septembre, à 17 heures, Nika Shahkarami a dit au revoir à sa tante, avec qui elle vivait à Téhéran. La lycéenne de 16 ans a mis dans un sac à dos sa pièce d'identité, une bouteille d'eau et une serviette, prétendant aller passer la nuit avec sa sœur, qui vit dans un dortoir universitaire. Après cela, pendant des jours, sa famille a fait le tour des prisons et des morgues à sa recherche. Le 30 septembre, elle a identifié son corps, le crâne et le nez cassés. « *La bouteille et la serviette étaient destinées à la protéger contre les gaz lacrymogènes. Elle était partie manifester* », a expliqué sa tante, Atash Shahkarami, à la BBC Persian, une chaîne persano-phonie diffusée depuis Londres.

La dernière personne qui a parlé à Nika Shahkarami a été l'une de ses amies. Nika avait publié une vidéo d'elle-même en train de brûler son foulard et de scander des slogans antirégime dans une manifestation. L'amie en question a appelé la jeune fille, lui demandant ce qu'il se passait. « *Je suis en train de fuir des agents* », lui a répondu Nika à la hâte avant de raccrocher. Un peu plus tard, son téléphone a été éteint, ses comptes Instagram et Telegram ont été supprimés. Atash, sa tante, et son oncle ont été arrêtés quelques heures avant son enterrement, le 3 octobre.

Tous les deux sont apparus, le 5 octobre, à la télévision iranienne, répétant le scénario



Une photo de l'adolescente iranienne Nika Shahkarami, qui aurait été tuée lors d'une manifestation en Iran, à la suite de la mort en garde à vue de Mahsa Amini, le 16 septembre, à Téhéran. AFP

présenté par la République islamique d'Iran, selon lequel la lycéenne serait morte après une chute d'un bâtiment, près de la maison de sa tante. Ce qu'a nié la mère de Nika, Nasrin, le 6 octobre. Dans une vidéo de dix minutes, vêtue de noir, cette femme aux cheveux découverts dénonce les pressions et les menaces que subit sa famille pour dédouaner le régime de toute **responsabilité dans la mort de la jeune fille**. « *Ils ont tué ma fille et me menacent pour que je fasse des aveux* », dit-elle. La mère de Nika affirme aussi qu'une lettre du médecin légiste donne la raison suivante pour la mort de la jeune fille : « *Multiples frappes [sur la tête] par un objet dur.* »

Pressions et menaces

Depuis le 16 septembre, le jour de la mort de Mahsa Amini, ar-

rêtée par la police des mœurs et morte pendant sa garde à vue, cent cinquante-quatre personnes, dont neuf enfants, auraient été tuées par les forces armées impliquées dans la répression, selon l'organisation non gouvernementale Iran Human Rights, installée à Oslo. Depuis l'annonce de la mort de Nika Shahkarami, des vidéos et des photos de la jeune fille en train de chanter et de danser sont postées sur les réseaux sociaux.

En trente ans de carrière, Mahboubeh a vu passer des générations de lycéennes. Année après année, cette Iranienne d'une cinquantaine d'années a senti de près à quel point ces jeunes filles sont devenues « *conscientes* » de leurs droits et de ce que la République islamique d'Iran leur refusait. « *Lundi, elles m'ont bluffé*

par leur audace. Elles faisaient part ouvertement de leurs revendications : elles ne veulent pas seulement des libertés individuelles, mais aussi la liberté de parole, la libération des prisonniers politiques et l'amélioration de la situation économique, explique-t-elle. Elles savent très bien qu'il existe des endroits dans le monde où les gens vivent plus tranquillement qu'ici. C'est une génération qui n'accepte pas facilement ce qu'on lui dicte. »

Sarina Esmail Zadeh, tuée pendant les manifestations dans la ville de Karadj (au nord-ouest de Téhéran), le 23 septembre, avait aussi l'âge des lycéennes de Mahboubeh. Sur YouTube, la jeune fille de 16 ans publiait des vidéos de sa vie quotidienne. Dans l'une d'elles, Sarina, assise face à la caméra, portant un tee-shirt, ses ongles peints en noir, exprime avec beaucoup de clarté ce changement générationnel et le défi que cela pose à la République islamique d'Iran. « *Nous souffrons des restrictions plus que les garçons, notamment sur la question du port obligatoire du voile, affirme-t-elle. On ne peut même pas entrer dans les stades. Nous le savons tous. Ce n'est pas comme il y a vingt ans où les adolescents en Iran ne connaissaient rien à la situation de leurs pairs ailleurs. On voit les gens qui profitent de leur vie. On se demande pourquoi nous ne pouvons pas faire pareil ?* »

En Iran, une défiance croissante entre la population et le régime

Le régime iranien a beau répéter que le mouvement de contestation auquel il fait face est le fait d'« émeutiers » utilisant la « malheureuse mort d'une jeune fille pour semer le chaos », il n'aurait pas dû être surpris par la déferlante qui a suivi la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, [après son arrestation par la police des mœurs](#). Les signaux s'accumulaient ces derniers temps. Et l'administration de la République islamique a elle-même donné l'alerte dans un document intitulé « Projet chasteté et hidjab ».

Le rapport de deux cent dix-neuf pages rédigé par le Quartier général de la promotion de la vertu et de la prévention du vice détaille le positionnement et la politique du régime en matière de port du hidjab. Distribué au début de l'année aux agences gouvernementales chargées du maintien de l'ordre, avant d'être rendu public cet été, il éclaire la récente campagne de l'Etat qui vise à imposer un port du voile plus strict aux femmes. Celle-là même qui a coûté la vie à Mahsa Amini et à cent cinquante-quatre manifestants depuis le début de la contestation.

Dans l'esprit des rédacteurs, il s'agit d'endiguer la perte d'influence idéologique du régime et l'affaiblissement de son contrôle sur la société en insistant sur l'obligation pour les femmes de porter le foulard, symbole de l'union du clergé et des militaires qui caractérise la République islamique. Or, cette influence, relèvent-ils, s'effriterait rapidement et dan-

gereusement, et la société iranienne ne serait plus au diapason des dirigeants du pays.

« 62 % des femmes n'approuvent pas le hidjab »

Le nombre d'Iraniens hostiles au renforcement du port du voile, observent-ils, augmenterait de jour en jour. « 62 % des femmes n'approuvent pas ou ne portent pas régulièrement le hidjab islamique complet », le tchador, note le rapport. « Et certains citoyens ont commencé à s'opposer à ceux qui préviennent le vice. » Soit les agents de la police des mœurs.

Pour les rédacteurs, il convient donc de repasser à l'offensive et de reconquérir les cœurs et les esprits. Ou, à défaut, l'espace public et le domaine informationnel. En multipliant les patrouilles et le recours à la vidéosurveillance ; en ouvrant des centres de rééducation, voire en coupant Internet aux femmes jugées trop récalcitrantes. Une peine pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement est même prescrite à l'encontre de tout Iranien qui publierait en ligne des contenus contre le hidjab obligatoire.

Le document suggère aussi qu'une « guerre psychologique » menée par « l'ennemi » inciterait les femmes iraniennes à se détourner du hidjab. La sphère numérique est ainsi considérée comme un champ de bataille qu'il s'agit de ne pas négliger. Bousculé par les manifestants, le régime n'a pas hésité, au sortir de la première semaine du mouvement de contestation, à priver les Iraniens de toute communica-

tion en ligne en coupant le réseau.

« Malgré le fait qu'une majorité relative des gens considèrent le hidjab comme obligatoire et légitime, la comparaison des résultats de cette recherche avec l'enquête précédente, réalisée en 2016, montre une diminution de la part de ceux qui soutiennent la légalité de l'obligation imposée de la charia. Alors qu'en 2016 environ 73 % des personnes déclaraient que l'imposition du port du hidjab était légale ; en 2021, ce chiffre a diminué pour atteindre 58,5 % », s'inquiètent également les rédacteurs.

Mouvement de fond

Parmi les villes étudiées, le taux d'approbation varie : s'il atteint 71,8 % à Qom, une ville sainte qui abrite des dizaines de séminaires du clergé chiite et où résident nombre d'ayatollahs, il s'effondre à 39 % à Téhéran, la capitale, cœur politique, économique et culturel du pays. Ses dix millions d'habitants « sont les moins convaincus du fait que le port du hidjab fait partie des règles obligatoires de l'islam ». En outre, la moitié des moins de 30 ans conviendraient que les femmes ont le droit de ne pas se conformer aux règles sur le port du hidjab.

« Beaucoup de gens ne savent pas que l'Iran est urbain à 75 %, que le taux d'alphabétisation avoisine les 100 % pour les personnes âgées de 6 à 24 ans », Azadeh Kian, professeure de sociologie à l'université Paris Cité.

Ces chiffres, qui révèlent un

mouvement de fond, sont probablement sous-estimés. En 2018, une étude publiée par la Revue d'économie politique à partir des données de « l'Enquête sur les valeurs et attitudes des Iraniens », réalisée par le ministère de la culture et de l'orientation islamique, auprès de quinze mille personnes, concluait, elle, que 78 % des Iraniens étaient en faveur d'un « hidjab facultatif », à l'opposé d'un « hidjab obligatoire ». Les questions, neutres, ne sous-tendaient pas alors un positionnement pour ou contre la religion et le voile, contrairement à l'enquête du « Projet chasteté et hidjab », tout en relevant les mêmes tendances générationnelles et géographiques.

Les promoteurs de « la défense de la vertu » imputent à la « modernité » ces changements, non sans exprimer une forme d'impuissance face à ce basculement de la société. « Il ne fait aucun doute que le monde moderne apporte des avancées technologiques. Des avantages tels que la facilité de communiquer, l'accès à l'information, l'expansion de l'éducation et de la santé, et l'espoir d'une vie meilleure. Mais cela crée aussi des dommages dans le domaine de la culture et des systèmes sociaux, tels que l'effondrement des valeurs ou le déclin de l'institution familiale », analysent-ils.

Et de constater, non sans inquiétude, « qu'avec la prédominance de la majorité urbaine (74 %) dans la société iranienne et l'expansion de la classe moyenne urbaine, la multiplication de lieux de ren-

que les artistes, les athlètes, les activistes dans les domaines scientifique, culturel et médiatique, le lien de ces couches avec la culture et les valeurs mondialisées s'est approfondi ».

« Beaucoup de gens ne savent pas que l'Iran est urbain à 75 %, que le taux d'alphabétisation avoisine les 100 % pour les personnes âgées de 6 à 24 ans et qu'il y a presque quatre millions d'étudiants dans les universités iraniennes, dont une majorité de femmes. Que chaque Iranienne ne donne naissance qu'à 1,6 enfant maintenant contre sept au début de la révolution », rappelle Azadeh Kian, professeure de sociologie à l'université Paris Cité.

Le sort de Mahsa Amini illustre tragiquement ce paradoxe de

la République islamique, capable de garantir des études primaires, secondaires et universitaires à une jeune fille d'une province déshéritée, tout en la privant de ses libertés fondamentales. Jusqu'à provoquer sa mort.

Lire aussi : [Zahra Amir Ebrahimi, actrice iranienne](#) : « En Iran, un mur s'est fissuré, mais je ne sais pas combien de temps cela va prendre avant qu'il ne s'effondre »

« Les valeurs sociétales évoluent rapidement dans toutes les couches de revenus en Iran, et le clivage sociétal semble être générationnel plutôt que fondé sur la classe sociale, écrit, pour sa part, Ali Alfoneh, expert de l'Arab Gulf States Institute à Washington. Les jeunes Iraniennes défavorisées s'identifient davantage

aux femmes de la classe moyenne qui ne couvrent pas entièrement leurs cheveux d'un hidjab et ne les considèrent plus comme décadentes. »

Convergence des colères

Cela faciliterait d'autant plus une convergence des colères de la société iranienne : le scénario du pire pour le régime, alors que le mouvement de contestation actuel est le troisième épisode de manifestations auquel il est confronté en cinq ans. Les révoltes des hivers de 2017 et de 2019, violemment réprimées, portaient, elles, sur des revendications socio-économiques.

Plus haute autorité politique et religieuse du pays, le guide suprême, Ali Khamenei, est sorti de son silence, lundi 3 octobre.

Il s'en est violemment pris à « certains qui, sans enquête et sans que rien ne soit avéré [concernant le décès de Mahsa Amini], rendent les rues dangereuses, brûlent le Coran, les mosquées et les voitures, et retirent le foulard des femmes voilées ». Mais il a également concédé que les femmes peuvent être des partisans de la République islamique même si leur port du hidjab est déficient.

« Cette société se modernise et aspire à des valeurs modernes face à un pouvoir qui se sclérose, avec des institutions et des lois moyenâgeuses. Les tensions augmentent et vont augmenter », estime Azadeh Kian, pour qui « une révolution culturelle a commencé ». Le mouvement de contestation vient d'entrer dans sa quatrième semaine.



8 octobre 2022
Par Antoine Izambard

En Iran, au-delà des manifestations, les Mollahs au défi d'une situation économique dans le rouge

Alors que les manifestations se multiplient depuis le 16 septembre, et la mort d'une jeune femme arrêtée par la police des mœurs, le pays est touché par des appels à la grève, symbole d'une économie très dégradée.

Le gouvernement français a appelé les Français à quitter l'Iran au plus vite vendredi 7 octobre. Un signe de plus de la montée en puissance des tensions dans le pays. Alors que le pouvoir iranien tente coûte que coûte de mettre un terme aux manifestations qui embrasent le pays depuis le 16 septembre, après la mort d'une jeune femme - Mahsa Amini - arrêtée pour un



Le président iranien Ebrahim Raïssi le 29 août.

voile mal ajusté par la police des mœurs, et que les ONG recen-

sent déjà plus de 75 morts, cette révolte, comme celles de 2017 et 2019, revêt une forte dimension économique. Et pour cause, avec une inflation de 50%, un taux de chômage des jeunes qui dépasse les 20%, le gouvernement dirigé par le président ultraconservateur Ebrahim Raïssi, fait face à une situation explosive. "L'Iran sort d'une décennie de stagnation économique, observe Clément Therme, spécialiste de l'Iran et chargé de cours à Sciences Po. Il n'y a aucun avenir pour les jeunes, même les plus diplômés, qui ne parviennent pas à entrer sur le marché du travail. Les retraités éprouvent également de plus en plus de difficultés."

Révolte en Iran : au-delà du voile, le rejet des fondements de la République islamique

Si la mort de Mahsa Amini [le 16 septembre] a suscité autant de colère, c'est que les Iraniens savent que la préoccupation du régime pour une mèche de cheveu qui dépasse illustre sa volonté de compenser la misère matérielle de la population par une "surabondance religieuse".

Dans la mesure où ce régime a échoué dans la gestion de leurs intérêts dans ce bas monde, il cherche à s'ériger en protecteur de leurs intérêts dans l'autre monde. Autrement dit, au lieu de leur assurer des possibilités d'améliorer leur vie ici-bas, il leur fait miroiter le salut dans l'au-delà.

La contradiction est criante entre le discours et les pratiques du régime. Entre la "République islamique" et une politique des mœurs qui assassine. Entre l'affirmation de veiller sur l'islam comme sur la prunelle de ses yeux, et la pratique qui consiste à imposer son idéologie religieuse par la force.

L'exploitation cynique de la religion

Pour de larges pans de la société, la religion apparaît donc comme un simple moyen entre les mains du régime pour brimer leurs aspirations à une vie meilleure. Cela suscite un rejet qui rejaillit sur tout ce qui a trait à la religion. Dans ce sens, le soulèvement contre l'obligation du hidjab est en réalité l'expression d'un rejet des fondements idéologiques du régime, avec son dogme du velayat-e faqih [gouvernement du docte, qui scelle la primauté du religieux sur le pouvoir politique].



Manifestation contre la mort de Mahsa Amini, le 19 septembre 2022, à Téhéran. Photo AFP

Cette doctrine du velayat-e faqih est au fondement de la tutelle du guide suprême, Ali Khamenei, dont les manifestants ont brûlé l'effigie dans de nombreuses villes du pays. Il s'agit d'un pouvoir militaro-religieux, par l'alliance entre le clergé chiite et l'armée autour des Gardiens de la révolution, dont il s'agit de protéger les intérêts.

Ce rejet se manifeste également dans une série de phénomènes qui se développent : l'athéisme, la consommation de drogues, la criminalité en hausse, le nombre de candidats à l'émigration. Ce sont des phénomènes qu'on peut observer dans d'autres pays musulmans, y compris arabes, pour des raisons semblables. Ces raisons tiennent aux espoirs déçus de démocratisation, aux impasses économiques et au chômage. Mais à cela s'ajoute l'exploitation cynique de la religion à des fins politiques.

73 % des Iraniens contre l'obligation du port du hidjab
L'Iran constitue néanmoins un

cas à part, avec un rejet de la religion particulièrement prononcé. Dans un sondage [conduit du 6 au 21 juin 2020 par l'institut Gamaanet] cité en août 2020 par Iran International [chaîne de télévision par satellite persanophone installée à Londres], 73 % des personnes interrogées se disaient opposées à l'obligation du port du hidjab, et 26 % seulement indiquaient croire en l'imam Mahdi, dont le retour à la fin des temps est pourtant un élément central du chiisme contemporain. Parmi les 61 % de sondés issus d'une famille religieuse, 60 % déclaraient ne pas faire la prière. Si certains Iraniens rejettent en bloc la foi religieuse, nombreux sont ceux également qui se tournent vers d'autres religions, notamment vers le christianisme, qui est considéré comme proche du chiisme [duodécimain, qui domine en Iran]. Il y a également de plus en plus d'adeptes du satanisme.

À cela s'ajoutent les chiites de l'Ahwaz [région située dans le

Sud-Ouest, sur le Golfe, avec une forte population arabo-phonie], dont beaucoup se convertissent au sunnisme. Il s'agit pour eux de se démarquer du chiisme d'État du pouvoir iranien, qu'ils assimilent aux visées hégémoniques d'un nationalisme marqué par l'identité persane. Le sunnisme en revanche leur paraît comme un trait commun avec les pays arabes [où les sunnites sont largement majoritaires].

Plus de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté. Tandis que les représentants des instances religieuses profitent grassement de cette "surabondance religieuse", plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'Iran est pourtant l'un des pays les mieux dotés du monde en richesses naturelles, et son économie pourrait être florissante s'il n'y avait pas cette alliance militaro-religieuse qui s'ingère dans tous les domaines, politique, économique, militaire, policier, médiatique, culturel, pour dilapider ces richesses au service de ses ambitions politiques et géopolitiques.

Ainsi, l'histoire de Mahsa Amini et de milliers d'autres femmes iraniennes permet de comprendre la nature d'un régime qui n'est pas à une contradiction près entre ses assertions et ses pratiques. Il assassine sous le couvert de la police des mœurs, tout comme il lance des guerres confessionnelles sous la bannière de l'unité islamique. Il se dit République islamique, mais l'athéisme y est plus répandu qu'il ne l'avait été sous le régime monarchique du chah.

The New York Times

October 8, 2022
By The Editorial Board

The editorial board is a group of opinion journalists whose views are informed by expertise, research, debate and certain longstanding [values](#). It is separate from the newsroom.

The Brave Women Protesters in Iran Deserve More U.S. Support

How the U.S. Can Help Support the Women of Iran Calling for Change

The hijabs that thousands of Iranian women and girls have been burning in defiance over the past few weeks — since the death of Mahsa Amini in the custody of Iran’s morality police on Sept. 16 — are a symbol of far broader discontent with Iran’s corrupt and incompetent leaders. The protests since Ms. Amini’s death, led by women, have persisted for weeks and have brought Iranians in dozens of cities into the streets to reveal the depth of their anger. Iranians who are sick and tired of living under a tyrannical theocracy deserve the support of the United States and its allies.

The death of Ms. Amini, who was detained by the guidance patrol for allegedly wearing her hijab improperly, is an outrageous sample of the violence the Islamic Republic has visited on women since coming to power in 1979. The religious cabal that has led Iran since then, currently led by Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader, regards enmity with the United States and keeping women in their place as critical to their survival in power.

The threat of a virulently anti-American and anti-Israeli regime obtaining nuclear weapons is real, but the diplomatic efforts to block it must go hand in hand with efforts to help Iranians who are seeking respite and change.

Ayatollah Khamenei is 83 and ailing, and he is among the last of the Islamic revolutionaries who overthrew the monarchy.



Credit... Stephanie Keith/Getty Images

His passing, however, would be no guarantee of a more liberal regime in Tehran. As Karim Sadjadpour of the Carnegie Endowment for International Peace [wrote](#) in a recent essay in The Times, his cohort of true believers have been largely supplanted by opportunists in search of wealth and privilege.

Global isolation may be damaging to the regime, but global integration would be dangerous, as Mr. Sadjadpour wrote. The regime might see its best chance of survival in maintaining repressive rule and “just the right amount of isolation.” Ayatollah Khamenei wants to be “neither North Korea nor Dubai. He wants to be able to sell Iran’s oil on the global market without sanctions, but he doesn’t want Iran to be fully integrated in the global system.”

Since Donald Trump ripped up the Iran nuclear deal in 2018 and reimposed sanctions, the Biden administration and other nations involved have been try-

ing to revive it. That is a worthy effort, but negotiations for the deal, otherwise known as the Joint Comprehensive Plan of Action, are at a standstill over two Iranian conditions in particular that Western negotiators cannot meet: that the International Atomic Energy Agency end investigations into traces of uranium at undeclared sites, and that the United States provide guarantees the deal will not again be killed. It is up to Iran to choose whether to revive the deal, and its decision is not likely to be swayed by American behavior.

Whatever the future of the nuclear deal, its fate should not preclude the United States and its allies from vigorously supporting the desire of Iranian protesters for global integration, through better access to the essential tools of communication, organizing and protest.

The moral case is not solely the outrageous behavior of the clerical regime. It is also the fact that so much of the eco-

nomie suffering of the Iranian people — rents that have multiplied, goods that have become prohibitively expensive, a currency that has plummeted so low that Iranians need stacks of bills to do everyday shopping — is the result of waves of American sanctions.

The U.S. needs to maintain its efforts to prevent Iran from obtaining nuclear weapons, and [this board supports continuing diplomatic efforts](#) that could curtail Iran’s nuclear weapons program and open the door to future agreements. But some of the current sanctions have gone too far, and fallen mostly on the very activists that the United States would like to help. Indeed, the regime has used Iran’s economic isolation to further entrench its power. The United States thus has a major stake in helping Iranians to a better life, ideally one without sanctions, morality police or nuclear weapons.

The U.S. also has the ability to help improve access to one of the major tools of popular resistance — communications. Iranian dissidents have long complained that sanctions on technology hindered their ability to communicate with the outside world and with one another. Immediately after the Iranian government cut off access to the internet for most of its roughly 85 million citizens, the Biden administration did what it should have done long before, issuing a general license allowing technology firms to provide technical means for Iranians to elude government restrictions.

Making the announcement on Sept. 23, Secretary of State Antony Blinken declared that “we are going to help make sure the Iranian people are not kept isolated and in the dark.” The administration also imposed targeted sanctions on the morality police and senior security officials, whom it holds responsible for violence against protesters and Ms. Amini’s death. The U.S. can go further, and encourage technology companies, including Google, Apple, Amazon and others, to make tools available and expedite applications for technology sales that go beyond the general license.

The current wave of protests may not force the clerics to move to a more open and tolerant government anytime soon. But every wave of protest over the years — 2009, 2017, 2019 and others — has stripped them of another layer of legitimacy. The current discontent, though so far not as widespread as earlier ones, is posing a challenge to one of the bedrock dogmas of the reactionary regime, and the calls in the street are no longer for reform. They are for revolution.

The supreme leader has responded to these calls for change with the same tired

claim that the United States and the “Zionist regime” are behind the protests. That line no longer appears to work with people who have seen no improvement in their lives under the ayatollah or his hard-line president, Ebrahim Raisi.

The Biden administration and its allies have made a good start by lifting restrictions on technology, adding targeted sanctions and condemning the death of Ms. Amini and the crackdown on subsequent protests. But that cannot be where American support ends. The U.S. can build on that by making joint declarations with its allies, with academics

and with nongovernmental organizations in support of the protests. It can also impose more sanctions against those who act as agents or mouthpieces of governmental repression, produce more Farsi-language broadcasts, and push for a resolution at the United Nations Security Council.

These are not empty symbolic gestures; they are demonstrations of solidarity with people whose bravery is an example for the rest of the world, and who have asked us to support their fight. Iran’s future as a prosperous and free nation rests with them.

The New York Times

October 7, 2022
By Azadeh Moaveni

It’s Like a War Out There.’ Iran’s Women Haven’t Been This Angry in a Generation

TEHRAN — On Monday, the 18th day of Iran’s intense protests against oppressive clerical rule and its numerous failures, schoolgirls with backpacks and black Converse sneakers joined the revolt. They marched down a street in a suburb of Tehran, the capital, waving their school uniform veils in the air. They jeered a male education official off school grounds in the same suburb, chanting the Persian word for lacking honor: “Bisharaf! Bisharaf!” They blocked traffic in the southern city of Shiraz, waving their head scarves in circles. They [tore up](#) images of the Islamic Republic’s founder, Ayatollah Ruhollah Khomeini, hurled the fragments in the air and shrieked with passion, “Death to the dictator!”

The fury and desperation in their chants, and the confident arrival of Iran’s insurgent girls into the dangerous public sphere of protest is exceptional and extraordinary. They are fighting pre-emptively against a

future where their bodies will continue to be controlled by the Islamic Republic. Whatever the fate of Iran’s protest movement, now entering its third week, the authorities’ feminist opposition now includes schoolchildren.

The outpouring of anger took the Iranian government off guard when it exploded on Sept. 16 across dozens of cities, in protest of the death of [a 22-year-old Kurdish Iranian woman, Mahsa Amini](#), in police custody. Iran’s morality police detained Ms. Amini for wearing “improper hijab,” though her precise violation of the state’s Islamic dress codes was unclear. In video footage of Ms. Amini in detention, her attire is, by Iranian standards of compliance with the rules, uncontroversial.

But her unremarkable appearance is, in fact, the point. A distinguishing feature of Iranian life in recent years has been the selective enforcement of the hijab laws. The pockets of

society that have managed to flourish in spite of the [economy’s overall decline](#) have lived in relative freedom from such restrictions for years, protected by their wealth, exclusive neighborhoods and regime connections. This partly explains the speed at which protests about Ms. Amini’s death accelerated into a wholesale rejection of the Islamic Republic, its leaders and its management of the country. The gap between the freedoms and opportunities enjoyed by the system’s affiliated elite and those of ordinary Iranians has never been so wide — and never have so many people expressed so much anger about it.

This fundamental repudiation of the system is what makes these protests so different from other restive moments in Iran’s recent past: In 1999, students demonstrated against the closing of a reformist newspaper; in 2009, millions marched against an allegedly rigged presidential election, demand-

ing the ascent of different leaders within the system. Today, many despair of any prospect for change and feel a sense of bleak, collective loss.

The singer Shervin Hajipour summarized that pain in his song “[Baraye](#),” or “For.” The lyrics, sewn together from protesters’ tweets and offering reasons for their protests, often wafts from cars and balconies across Tehran now, especially in the evenings:

***For my sister, your sister,
our sisters
For the renewal of rusted
minds
For embarrassed fathers
with empty hands
For our longing for an ordinary
life
For the students and their future
For this forced paradise
For the bright ones in
prisons
...
For woman, life and freedom***

Tehran lies at the base of tow-

ering snow-dusted mountains and spreads downward through leafy districts lined with old villas and luxury apartment towers, and outward in an ever-growing sprawl of apartment blocks and the concrete, low-slung suburbs where the poor live. Bright lights of malls filled with jewelry stores and patisseries, commercial skyscrapers and an in-construction triple butterfly tower by Zaha Hadid dominate the skyline. A grand, plane-tree-lined boulevard, modeled after the Champs-Élysées, runs from the foothills through the length of the city. Anywhere you stand, your proximity to the mountains determines the quality of the air you breathe, your view of the city and your place in it.

The morality police scarcely venture into north Tehran, into neighborhoods where families of government officials live in apartment towers with saunas and elevator garages for parking. The sons of the regime's elite race their Maseratis up and down the area's tree-lined boulevards. Last winter, I saw a woman in chador (full body covering) driving a matte black Bugatti.

For the wealthy women of north Tehran, the right to be free from the hijab is already a de facto reality. They dine in rooftop restaurants on sushi and mezze bareheaded, their new-season Gucci bags dangling on their seats, served by uncovered waitresses. Last summer, even the bare midriff, once a jolting sight, became commonplace. My son, visiting Iran for the first time two summers ago, assumed being able to remove your head scarf in restaurants was an actual law. For the new elite, it might as well be. As one protester put it to me: "Can you imagine the police picking up a girl at one of those places? Her father probably works for a ministry and would deploy the whole squad to the Afghan border."

Neither do the morality police impose their rules in Lavasan, a small town outside Tehran

and now a playground for soccer players, celebrities and the regime-affiliated wealthy. Numerous Instagram [accounts](#) dedicated to showing ordinary Iranians how their overlords live — in their chateaus, gated villa compounds and infinity pools, with their scantily clad, unmolested lifestyles — have exposed the chasm between the rulers and the ruled.

Across the rest of Tehran, in public parks and metro stations, on buses and around terminals — the contact points where Iranians from the poorer southern neighborhoods and outlying low-wage suburbs enter the city and approach its privileged north — the roving white Mitsubishi vans of the morality police prowl. They may not patrol daily, but regularly enough to project their coercive authority and instill the fear that they may always be lurking.

What is "proper" hijab, anyway? It is meant to be a scarf over the head worn with a longish tunic, an outfit that conforms to what nowadays is called "modest fashion." What the morality police enforce has little objective basis. They arbitrarily flex the power of the state, conveying that they can stop you whenever they want on the pretext that something is wrong on your body. The consequences range from being a nuisance to destroying a life.

When Ebrahim Raisi, a hard-liner, took office last summer, he became president of an Iran where the hijab had receded as a boondoggle in public life. A country where the sidewalk on Enghelab Street in the city center, the street named after the revolution, was plastered with stickers of women with bee-stung lips, advertising lip fillers. The hopeful imagined that if the hard-liners controlled all the branches of government, they would feel less insecure and behave tolerantly. Instead, in July, Mr. Raisi [signed](#) that he intended to intensify enforcement of hijab rules.

In the wake of his decision, morality patrols increased, especially on the metro and buses. Numerous women were arrested for infringements of the conservative dress code. Among them was a young writer, Sepideh Rashno, who was detained and later [surfaced](#) on state television making what appeared to be a coerced apology for not complying with proper hijab.

I traveled to Tehran in late September, as I do every few months, to visit family. On one of my first evenings back, I went to buy bread in the neighborhood and understood quickly from the darkened streets (every other street lamp was switched off), deserted sidewalks, broken glass and scorched shrubbery that something terribly violent had just occurred. A couple of indiscreet intelligence agents, with the wrong haircuts and awkward shirts, loitered at a newspaper kiosk. A pair of women wearing chadors and scuffed shoes walked too briskly up and down the street. It felt like a film set, with everyone playing their roles, the saboteurs posing as protesters to torch the area under cover of darkness, the actual inhabitants vanished.

One morning, I met Niloofar, a translator and graphic artist (most Iranians work more than one job these days to get by) in her mid-30s who remembered the ferocity of the full-fledged crackdown in 2009. Two days before we met, she had joined the crowds gathering in Sattarkhan, a neighborhood in central Tehran, which had become one of the capital's most restive areas. She was heartened by the women in head scarves she saw among the protesters, women who choose to wear hijab by choice but had come out to support a movement against its imposition. "It's no small thing to come out into the street," she said. "You risk your life, arrest, injury. It's like a war out there."

Niloofar saw the decision of these women to oppose the

government as critical, a feature that makes this movement, even if smaller by numbers, broader than anything Iran has experienced since 1979. In turn, protesters are careful to avoid insulting religion, mindful that despite society's steady shift toward secularism, tolerance for individual freedom in belief is at the very core of their demands. "Islam is one thing; the system is another," Niloofar said. "Maybe this system has damaged people's piety most of all. And maybe secularism is the answer to our problems. But no one is saying it's time to say that yet."

The evening that Niloofar joined the protests in Sattarkhan, a group of protesters set crates and trash bins alight to create a barrier between them and the police, who fired tear-gas grenades. The noxious smoke filled the streets and seeped into nearby homes. At first Niloofar thought the police had hurled a bomb, so loud was the sound of the tear-gas grenade's explosion. She felt pinned to the pavement and began to suffocate. She stumbled down an alleyway, where two young activists pulled her into a doorway and helped her recover.

As she recovered, she traded rumors with the protesters who'd helped her: that the security forces are employing adolescent boys and recruits from Iraq because their ranks are so divided and unwilling; that intelligence agents loiter in pharmacies to interrogate people who show up at night to buy first-aid supplies, since protesters are being treated at private homes by doctors; that a satellite television channel is broadcasting instruction on how to make Molotov cocktails. They all agreed that turnout at a rally organized by counter-protesters earlier in the week as a show of support for the government's crackdown against the protesters, whom the pro-government activists had depicted as [Quran-burning](#) thugs, was a flop.

Even the police, by some accounts, are divided and exhausted. The police force itself, distinct from the Basij militia and the Revolutionary Guards, is less politically ideological. After dusk on Sept. 27, I watched as policemen across Tehran simply sat down on the sidewalks in a long line of reluctant, exhausted authority. One said he hadn't slept for four nights and when he went home, he got an earful from his mother: Don't you dare beat other people's children. He didn't want to, anyway. The policemen have sisters, lovers and friends who are on the other side of these clashes in person. For the first time in its history, the Iranian state is starting a challenge in the face, knowing many of its forces' sympathies lie with the people.

The anger against the state has also been manifesting in a disturbing manner: In Tehran, there has been in recent months street harassment of women in the black chador, the long enveloping shroud worn either out of religious belief or as a sign of loyalty to the system. I heard of several recent instances of women who have had their chadors ripped off, and been hissed at and spat upon. A former senior government official said on television that workers ignore his wife while she tries to do her business at government offices when she wears it. On another evening, the first week of the protests, a relative of mine, along with a young chador-clad woman, were the last two patients at a dentist's office in an upscale neighborhood in north Tehran. Her cleaning had finished shortly after 7 p.m., but afraid of being harassed by protesters on the way home, she stayed in the clinic until 10 p.m., waiting for a ride from her brother.

For women who lived through the 1979 Islamic revolution, today's feminist rebellion against the political order evokes memories. My mother-

in-law, a historian and retired university professor, reminded me that in the lead-up to the 1979 revolution, women began [voluntarily wearing the black chador](#) on university campuses as a sign of their dissent against the regime of Shah Mohammed Reza Pahlavi. "The chador was a symbol of the revolution," she said. "How ironic that now as a sign of protest it should be a rejection of the head scarf."

One extraordinary form that rejection has taken is young women publicly and ritually cutting their hair at protests, before chanting and riveted crowds. There is something profoundly uneasy about that sight. A few days earlier, in the main square in Kerman, a city about 600 miles from Tehran, [a masked young woman](#) sat atop an electrical box and lowered her head to one side, trying to slice off her long hair with shears. It felt like a ritual sacrifice, this self-shearing, in a culture whose poetry has for centuries invoked hair as a metaphor for immemorial beauty, chains of binding love, shrouds of truth. I saw young women in Tehran walking around with their uncovered shorn heads, a beautiful proud wound.

What matters to the protesters beyond the right to dress freely varies by life stage and what discriminatory law or state-enabled patriarchal norm they're up against. The list of injustices is long: unequal marriage, divorce, child custody and inheritance [laws](#); the lack of important protections under new domestic and gender-based violence statutes; unequal [access](#) to sports stadiums; employment [discrimination](#); and workplace sexual [harassment](#). I asked a 34-year-old friend who is trying to save up to emigrate to Sweden what mattered most to her. "I'd like to live in a society where when I submit a résumé for a job, I'm not asked to submit a full-length picture of myself and

probably expected to sleep with my boss," she said. To the same question, a 22-year-old told me she wanted to be able to move about in public without any fear or stress.

Since the protests began, the evenings feel as though the city is under some sort of curfew. One evening last week, I walked down a popular street in north Tehran and nearly everything was closed. The security guard at one of the fashionable cafes said the police had ordered them to shut. A couple of smaller places said they'd closed early to give their staff a chance to get home safely. At the juice stands and shopping complexes that were open, nearly all the young women had their head scarves down, as did middle-aged women doing their shopping. What was transfixing, though, was seeing bareheaded women in central parts of the city where such liberties are rarer, on the backs of motorcycles darting down Enghelab Street, at cafes frequented by university students. At an outdoor mall in eastern Tehran, a young woman flounced past a stall selling shawls and head scarves. "Pack up and go, sir. Don't you know this is all over?" she exclaimed, sweeping her arm past his wares. "Why don't you buy them and then burn them?" he suggested, smiling.

Early last week, shortly before midnight, the north Tehran neighborhood where my family lives finally displayed some signs of political life. The shouts began from a nearby building, a whole chorus of voices at once, and at first aroused my suspicions. They came from the most aspirational building in the neighborhood, a confection of narrowing white rococo columns, exactly like a wedding cake and ringed with Versailles-inspired topiary, a building one could afford and be inclined to live in only if one very much didn't have a problem with state patronage.

The doorman darted out into the street and peered up into the darkness, trying to see what floor was demanding death to the country's leaders. The calls soon picked up and echoed across the hillside, a cacophony of voices young and old, male and female. One sharp and high female voice led the neighborhood into a more varied set of chants about "woman, life and freedom." I could make out shadowy silhouettes of people alone on rooftops, people on balconies silently watching, gathered in lighted stairwells, together in the fearless darkness.

On Oct. 3, a few days after I left Tehran, the state finally responded to the dissent that was gripping the country. Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei [condemned](#) the protesters as rioters and accused them of being instigated by the United States and Israel. Local officials report that at least 1,500 people have been arrested. While it's unlikely the state will formally make any concessions and relax its dress laws, there is much precedent in Iranian life for tacit change. The authorities may pull the morality police off the streets and permit de facto freedoms in women's dress without ever acknowledging a change in position, which they would see as showing weakness. Such a move would be in keeping with what is described in Persian as practical politics, or "siyasat-e amali," as opposed to "siyasat-e elaami," or declared politics.

Where is it all going? What is this revolt? A feminist revolution for bodily freedom and gender equality; a radical civil rights movement against misogynistic, corrupt policing; or a leaderless, unorganized uprising that demands a fundamental overhaul in relations between citizens and the state? Perhaps it is all of these things at the same time.

What is certain is that morality

policing will forever be tainted with the death of Mahsa Amini, viewed as an offense to public honor rather than its defender. Thirteen-year-old schoolgirls have already experienced the

power of collective protest — even if the system cracks down with the brute force of which it is so capable, and even if the protests dwindle, and even if no one has a clue as to who or

what might be an alternative or how to get there.

“Even if it stops tomorrow, it’s a victory,” Niloofar said. “It has given them a lesson they will always remember.”

Azadeh Moaveni (@azadehmoaveni) is the author, most recently, of “Guest House for Young Widows” and an associate professor of journalism at New York University.

Le Monde

[Read in English](#)

9 octobre 2022
Par Jean-Pierre Filiu

« Femme, vie, liberté », un slogan qui vient de loin

Cela fait de longues années que certains partis kurdes ont popularisé le slogan « Femme, vie, liberté », devenu le cri de ralliement de la contestation en Iran, ainsi que de la solidarité féministe dans le reste du monde.

Rien ne sera plus jamais pareil en Iran depuis l’arrestation, le 13 septembre, de Mahsa Amini par la police des mœurs à Téhéran, pour n’avoir pas porté assez strictement son voile, imposé par la République islamique à toutes les femmes du pays. Rouée de coups au commissariat, elle est transportée dans un coma profond jusqu’à l’hôpital où elle meurt trois jours plus tard. Le martyr de cette femme de 22 ans, au lieu de rester un sinistre fait divers, soulève une vague de protestation qui s’étend bientôt à l’ensemble du pays. Le slogan « *Femme, vie, liberté* » retentit dans des manifestations sans précédent, que la répression gouvernementale, malgré sa sanglante brutalité, ne parvient pas à étouffer. A l’étranger, c’est ce même slogan, décliné dans toutes les langues locales, qui est scandé dans les rassemblements de solidarité. Ce cri de ralliement a pourtant déjà une longue histoire, indissociable d’un certain militantisme kurde.

Un triptyque féministe

C’est sans doute en avril 2013, à Ankara, que résonne pour la première fois le slogan « Femme, vie, liberté », lors du congrès de la branche féminine du BDP (Parti de la paix et de la démocratie), une formation majoritairement kurde et historiquement liée au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999, vient alors d’appeler à une suspension des hostilités entre les guérilleros séparatistes et le gouvernement Erdogan. Le cessez-le-feu ainsi conclu s’accompagne du transfert vers la Syrie des combattants kurdes, les fameux peshmergas, qui quittent le Bakur, le « Nord » turc de leur Kurdistan rêvé, pour s’installer au Rojava, l’ouest de ce Kurdistan à venir (dans le même esprit, le Kurdistan iranien est appelé par les militants indépendantistes « Rohjelat », soit l’Est, et le Kurdistan irakien « Bashur », soit le Sud). Ce

processus de paix permet au BDP de développer ses activités en Turquie et de mettre en avant son programme féministe, avec notamment des quotas de représentation à vocation paritaire.

Öcalan, dont les écrits sont étudiés avec méthode dans toute la mouvance du PKK, considère, en effet, que « *la libération des femmes est la libération du Kurdistan* ». Le démantèlement du système patriarcal est à ses yeux indissociable de l’émancipation à la fois sociale et nationale du peuple kurde. En juillet 2014, le BDP se dissout au sein du HDP (Parti démocratique des peuples), qui réalise un score sans précédent de 13 % des suffrages aux législatives de juin 2015.

Mais le processus de paix turco-kurde s’effondre peu après, Ankara pourchassant pour « terrorisme » jusqu’aux sympathisants du PKK, tandis que les militants kurdes accusent en retour le gouvernement turc

de collusion avec l’organisation Etat islamique (EI). C’est dès lors dans les rangs des milices kurdes de Syrie, organiquement liées au PKK, que résonne le slogan « *Femme, vie, liberté* ». Il est particulièrement repris au sein des YPJ (Unités de défense de la femme), la composante féminine des peshmergas, dont la bravoure et les sacrifices forcent le respect dans la lutte contre le djihadisme. « Femme, vie, liberté » est ainsi le sous-titre des *Filles du soleil*, le film qu’Eva Husson consacre, en 2018, aux combattantes kurdes, menées dans cette fiction par l’actrice iranienne Golshifteh Farahani. On retrouve, entre autres, le même slogan, en français comme en kurde (« *Jin, jijan, azadi* »), dans le roman *Furies*, publié l’an dernier par Julie Ruocco.

Dynamiques kurdes et baloutches

Les origines kurdes de Mahsa Amini, enterrée dans son village natal de Saqqez,

dans la province iranienne du Kurdistan, ont été rappelées avec la mise en avant de son deuxième prénom, Jina, authentiquement kurde. Mais les protestations contre cette mort scandaleuse ont vite gagné le reste de l'Iran, avec, sur un campus de la capitale, le slogan « *Du Kurdistan à Téhéran, stop à l'oppression des femmes* ». « *Femme, vie, liberté* » devient le cri de ralliement des contestataires, cette fois en persan (« *Zan, zendegi, azadi* »), le terme *azadi* désignant la « liberté » aussi bien en persan qu'en kurde. *L'ayatollah Khamenei tente, en vain, d'endiguer* une telle vague de fond en accusant

Israël et les Etats-Unis de comploter contre la République islamique. Il ordonne [des frappes sanglantes en territoire irakien contre des bases du PDKI](#) (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), rival du PKK, en l'accusant de vouloir démembrer l'Iran. Mais l'invocation de la menace séparatiste ne réussit pas plus que cette tentative de jouer sur les dissensions entre partis kurdes.

Le bilan de la répression s'élève déjà, [au 4 octobre, à 154 morts](#), selon l'organisation Iran Human Rights, basée à Oslo. Les pertes les plus lourdes sont enre-

gistrées dans la province du Sistan-Balouchistan, frontalière du Pakistan, où le viol d'une adolescente par un officier de police a provoqué de sanglantes émeutes, avec prises d'assaut de commissariat. Les forces de répression réagissent d'autant plus brutalement que, comme au Kurdistan, à l'autre bout du pays, la majorité de la population de cette province est sunnite, face à une République islamique agressivement chiite. Mais c'est désormais [la mort de Nika Sharamani, une lycéenne de 16 ans](#), qui agite l'Iran tout entier. Partie manifester le 23 septembre à Téhéran, elle n'a été retrouvée,

morte, qu'une semaine plus tard, sa dépouille portant des traces de multiples violences. Le 6 octobre, sa mère, dénonçant la responsabilité du régime dans un tel crime, a rejeté, vêtue de noir et les cheveux découverts, les pressions gouvernementales pour la faire taire. La contestation a dorénavant gagné les lycéennes, qui ont pu, dans une ville aussi conservatrice qu'Ispahan, déchirer et piétiner des portraits de Khamenei.

On n'a pas fini d'entendre résonner, en Iran et au-delà, « *Femme, vie, liberté* ».



10 octobre 2022
Avec AFP

En Iran, la contestation ne faiblit pas malgré la répression

Si les forces de sécurité iraniennes ont durci lundi leur action contre les manifestations antigouvernementales dans plusieurs villes kurdes, la contestation ne faiblit pas depuis la mort de la jeune Kurde Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs.

Le mouvement de contestation s'est poursuivi lundi 10 octobre dans plusieurs régions d'Iran en dépit du durcissement de la [répression](#) des manifestations déclenchées par la [mort de Mahsa Amini](#) il y a près de quatre semaines.

Selon des images partagées lundi par l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, des sit-in ont été organisés par des étudiants de l'université de Gilan, dans le nord du pays, et

dans l'école pour filles de Mahabad, toujours dans le Nord, où des écolières ont ôté leur voile en signe de protestation.

>> À lire aussi : «Avec la mort de Mahsa Amini, les Kurdes iraniens dans la tourmente»

À Téhéran, une large foule était rassemblée lundi devant l'Université polytechnique pour dénoncer la «pauvreté et la corruption» en Iran, criant «mort à la dictature».

Le mouvement de contestation a rallié lundi des travailleurs du secteur industriel. Des vidéos partagées par des médias en persan basés à l'extérieur du pays montrent des ouvriers brûlant des pneus devant l'usine pétrochimique d'Asalouyeh, dans le Sud-Est.

Selon l'IHR, d'autres grèves ont été observées dans des usines à Abadan (Ouest) et à Kengan (Sud).

Les autorités dénoncent comme des «émeutes» les manifestations et accusent des pays étrangers de les attiser, notamment les États-Unis, ennemi juré du régime iranien.

>> À lire aussi : «Mort de Mahsa Amini : l'Iran a-t-il ruiné ses chances de signer un accord sur le nucléaire ?»

Lundi, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, a affirmé que le gouvernement «se devait de protéger la sécurité de la nation et des citoyens, et ne peut rester les bras croisés face au chaos et au désordre».

À Sanandaj, la capitale provinciale du Kurdistan (Nord-Ouest), la région d'où était originaire Masha Amini, les forces de sécurité ont utilisé dimanche soir des «armes lourdes», a accusé l'ONG de défense des droits humains Hengaw. Elles ont «pillonné» des quartiers résidentiels et utilisé des «mitrailleuses» dans cette ville, théâtre de manifestations parmi les plus importantes, a ajouté l'ONG, citant des informations qui n'ont pas pu être vérifiées de façon indépendante dans l'immédiat.

Sanctions occidentales

Les [rassemblements en solidarité](#) avec la contestation se sont également poursuivis à l'étranger, comme dimanche à Paris. D'après des ONG, des journalistes, des militants et des artistes

ont été arrêtés par les autorités iraniennes depuis le début du mouvement. D'autres personnalités ont vu leur passeport brièvement confisqué, à l'instar de la légende du football iranien Ali Daei, second meilleur buteur de l'histoire des sélections.

Le 27 septembre, Ali Daei a enjoint aux autorités de «régler les problèmes du peuple iranien plutôt que de recourir à la répression, à la violence et aux arrestations».

Les passeports du chanteur Homayoun Shajarian et de son épouse, de l'actrice Sahar Dolatshahi et du cinéaste Mehran Modiri ont également été saisis, selon l'agence de presse iranienne Ilna.

Vendredi, les autorités iraniennes ont affirmé que Mahsa Amini était décédée [des suites d'une maladie](#) et non de «coups», d'après un rapport médical.

Le père de la jeune femme,



Une moto en feu dans la capitale iranienne, Téhéran, le 8 octobre 2022. © via AFP

Amjad Amini, a rejeté ce rapport en affirmant que sa fille était en bonne santé avant son arrestation. Des militants et des ONG ont affirmé qu'elle avait reçu une blessure à la tête durant sa détention.

Face à la poursuite de la répression, le Royaume-Uni a annoncé

lundi des sanctions contre la police des mœurs iranienne et des responsables politiques et sécuritaires du régime. Ces sanctions suivent celles déjà prises par les États-Unis ou le Canada contre des hauts responsables du régime de Téhéran.

Dans l'Union européenne, le Parlement européen a appelé Bruxelles à prendre également des sanctions. La question devrait être au menu de la réunion des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept prévue le 17 octobre.



October 10, 2022

Putin may meet Erdoğan for discussion on Russia-West talks, says Kremlin

Russian President Vladimir Putin may meet his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdoğan this week to discuss a proposal from Ankara to host talks between Russia and the West on Ukraine, the Kremlin said on Monday.

Moscow has not received any signals about the prospect of negotiations with the West in Turkey, Turkish state-run TRT network [cited](#) Kremlin spokesman Dmitry Peskov as telling

reporters, but he did not rule out that Putin could discuss this with the Turkish president.

The two leaders are set to travel this week to Kazakhstan, where they may hold a meeting on the sidelines of the main events, TRT cited Peskov as telling reporters at a press briefing in Moscow.

NATO member Turkey has denounced Russia's offensive against Ukraine that has entered its eighth month. But Tur-

key, unlike most other alliance countries, has stopped short of slapping punitive measures on Moscow and is seeking to mediate between the two warring sides in the hope of brokering a peace deal or a ceasefire.

Ankara in July [helped broker a deal](#) to export Ukrainian grain blockaded in Black Sea ports.

Erdoğan in September urged Putin to reduce tensions as he called on Moscow to take steps to reduce tensions with Uk-

raine and give peace negotiations another chance.

Meanwhile on Monday, dozens of explosions rocked cities across Ukraine, including the capital, Kyiv, in an intensification of Russia's attacks that could spell a major escalation in the conflict, Al Jazeera [reported](#).

This block is broken or missing. You may be missing content or you might need to enable the original module.

En Iran, la télévision d'Etat piratée tandis que les manifestations contre le pouvoir entrent dans leur quatrième semaine

De nouvelles protestations ont été signalées au cours du week-end dans plusieurs universités de Téhéran et dans les régions à majorité kurde du nord du pays, où des manifestants et un membre des gardiens de la révolution ont été tués.

Les manifestations et rassemblements antigouvernementaux en Iran sont entrés dans leur quatrième semaine, avec de nouvelles protestations signalées, samedi 8 et dimanche 9 octobre, dans plusieurs universités de Téhéran et dans les régions à majorité kurde du nord du pays, d'où était originaire Mahsa Amini.

La mort de cette jeune femme de 22 ans, le 16 septembre, après son arrestation par la police des mœurs pour un port de voile non réglementaire, a été l'étincelle qui a allumé la contestation. Depuis, les rassemblements quotidiens dans presque toutes les provinces du pays, contre le règlement vestimentaire religieux et plus largement contre le régime théocratique, sont sévèrement réprimés.

La chaîne de télévision d'Etat a par ailleurs été brièvement piratée, samedi, pendant la retransmission d'une prise de parole du Guide suprême, Ali Khamenei. Une photographie de l'ayatollah entouré de flammes est apparue pendant une quinzaine de minutes avec les phrases « Rejoins-nous et soulève-toi », « Le sang de notre jeunesse coule de tes griffes », ainsi qu'une chanson reprenant le slogan du soulèvement de la jeunesse iranienne, « Femme, vie, liberté ».

Samedi, des manifestations ont eu lieu dans les universités de Sharif et d'Azad, ainsi que dans plusieurs quartiers et

dans le bazar de Téhéran, selon Associated Press. Le campus de Sharif, la plus importante université scientifique d'Iran, est fermé depuis de violents incidents entre étudiants et policiers il y a une semaine.

Les cris de femmes résonnent ce samedi 8 octobre rue Shariati, dans le nord-est de Téhéran, où des manifestantes sc... <https://t.co/zn3GfUM6BL> — arminarefi (@Armin Arefi)

Une vidéo des manifestations à Téhéran, le 8 octobre, diffusée par un journaliste du Point.

« Les forces de police ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule dans des dizaines d'endroits à Téhéran », a confirmé l'agence officielle IRNA, sans plus de précisions, mais ajoutant que les manifestants « ont scandé des slogans et incendié et endommagé des biens publics, notamment un poste de police et des poubelles ». Un membre de la milice paramilitaire des bassidji a été tué samedi « après avoir été grièvement blessé à la tête à la suite d'une attaque armée d'une foule », rapporte IRNA.

« Nous attendons tous que quelque chose se passe, comme une bombe à retardement »

La province iranienne du Kurdistan, d'où était originaire Mahsa Amini, continue d'être l'un des epicentres des manifestations depuis quatre semaines. Selon le Kurdistan Human Rights Net-

work, une ONG basée en France, des rassemblements ont eu lieu samedi dans la capitale, Sanandaj, et dans les villes de Javanrud, Kamyaran, Bukan et Mahabad, au cours desquels deux personnes ont été tuées et cinquante-sept autres arrêtées.

Sharo, une universitaire de 35 ans interrogée par Associated Press, décrit une situation « tendue et volatile » à Sanandaj. « Nous attendons tous que quelque chose se passe, comme une bombe à retardement », a-t-elle dit par Telegram à l'agence de presse, qui fait état d'une forte présence policière et d'une grève générale qui bloque partiellement la ville. L'agence officielle IRNA a annoncé la mort d'un membre des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la théocratie iranienne, dans les rues de la ville.

Selon Iran Human Rights (IHR), une ONG basée à Oslo, au moins quatre-vingt-douze manifestants ont été tués et des centaines d'autres arrêtés depuis le 16 septembre. Le dernier bilan donné par les médias officiels iraniens remonte au 27 septembre ; il faisait état « d'une soixantaine » de morts. Quant aux policiers, membres des gardiens de la révolution ou de la milice des bassidji, le nombre de tués atteint quatorze, selon Téhéran. L'Etat iranien a également mis en place de sévères restrictions à l'accès à Internet pour contrôler ce qu'il appelle « des émeutes », notamment des blocages d'Instagram et de

WhatsApp, ainsi qu'une surveillance des VPN.

Le président iranien appelle les étudiants à être « vigilants »

Pendant que la contestation continuait dans certaines universités de Téhéran, le président iranien, Ebrahim Raïssi, était à Al-Zahra, première université exclusivement féminine de l'Iran, pour démentir toute implication des forces de l'ordre dans la mort de Mahsa Amini. Selon un communiqué de la présidence iranienne, il a déclaré devant les étudiantes :

« L'ennemi pensait qu'il pouvait atteindre ses objectifs dans les universités, ignorant le fait que nos étudiants et professeurs sont vigilants et ne permettront pas aux faux rêves de l'ennemi de se réaliser. »

Selon un rapport médical rendu public le 7 octobre par les autorités iraniennes, la mort en détention de Mahsa Amini est liée à une maladie du cerveau et n'a pas été causée par des coups. Peu de temps après sa mort, son père avait pourtant assuré à l'agence FARS que sa fille était « en parfaite santé ».

Le Guide suprême, Ali Khamenei, était sorti du silence, le 3 octobre, pour dire que, selon lui, « ces émeutes et l'insécurité sont l'œuvre des Etats-Unis, du régime sioniste [Israël, selon le langage officiel de Téhéran], de leurs mercenaires et de certains Iraniens traîtres qui les ont aidés de l'étranger ».

Pour les Iraniens, il s'agit d'un soulèvement, pour les Kurdes et Baloutches, un massacre

Alors même que le régime iranien est défié par la jeunesse et les femmes sur l'ensemble du pays, il a concentré sa violence envers les minorités kurdes et baloutches torturés, emprisonnés, exécutés à bout portant. On assiste ce soir à massacre de masse dans la ville kurde de Sanandaj (Sîneh)... Ailleurs, en Iran, il s'agit d'un soulèvement, au Kurdistan iranien et au Sistan-Baloutchistan, il s'agit d'un énième massacre du colonisé, comme le raconte si bien la militante kurde Hawzhin Azeez dans le texte suivant.

« Actuellement, la ville kurde de Sîneh (Sanandaj) est sous blocus militaire avec les forces de sécurité du régime utilisant des véhicules blindés, des gaz lacrymogènes et des munitions réelles pour terroriser les ma-

nifestants. Alors que le monde célèbre les « protestants iraniens », il doit réaliser que la majorité du sang versé jusqu'à présent dans la révolution était des Kurdes et des Baloutches – deux minorités profondément opprimées en Iran. Les Kurdes de Sîneh n'ont pas cessé de manifester depuis plus de 25 jours avec leur sang et avec leur corps.

Les oppresseurs ne donneront jamais la liberté facilement et ne renonceront jamais au pouvoir qu'ils ont assassiné et torturé tant de personnes pour les garder. La révolution a un prix et au Moyen-Orient, les combats arrivent souvent dans les régions kurdes et se battent avec des vies kurdes. Comment se fait-il que le régime n'utilise pas ce niveau de force contre la ville de Téhéran ou d'Ispahan qui sont des

zones dominées par les Perses ?

Parce que le régime, en apportant sa guerre au Kurdistan, tente de faire dérailler ce soulèvement en tant que question de souveraineté séparatiste et nationale. Ça ne l'est pas. Il ne s'agit même pas de couvrir la tête des femmes. Il s'agit de décennies de corruption, de violence économique et de sous-développement, de népotisme et d'hypocrisie de l'élite dirigeante.

L'Iran a également des lois très strictes sur les armes à feu, de sorte que les citoyens sont disproportionnés par les forces de sécurité lourdement armées. Des dizaines de vidéos des forces de sécurité du régime tirant sans discernement sur des manifestations ont émergé ces derniers jours, principale-

ment dans les régions kurdes. Les manifestants n'ont que des pierres, leurs slogans et l'idéologie de la liberté en retour. C'est un soulèvement populaire de masse. Pour beaucoup d'Iraniens, c'est une protestation. Pour les Kurdes, c'est un massacre, des déplacements, des meurtres extrajudiciaires, l'exil, l'emprisonnement et plus encore. Nos corps sont des lieux de tant de violence. Nous [Kurdes] sommes désignés de façon permanente – contenus et emprisonnés – à l'intérieur des frontières de la violence d'État (...), c'est être un corps meurtri ; un cri pour la liberté ; un slogan écrit avec du sang. Mais nous allons saigner sans fin, affronter toutes les balles et les tanks, de l'EI aux ecclésiastiques corrompus, du Rojava au Rojhilat pour la simple idée de « Jin, Jiyan, Azadi » [femme, vie, liberté].

HRANA
HUMAN RIGHTS ACTIVISTS NEWS AGENCY

October 10, 2022

Saeed and Ali Shirzad Arrested

In the new wave of mass arrests following the outbreak of nationwide protest, on Sunday, October 2, 2022, security forces arrested former political prisoner Saeed Shirzad and his brother Ali at their house in Tehran

According to HRANA, the news agency of Human Rights Activists, on October



2, 2022, former political prisoner Saeed Shirzad and his brother Ali were arrested by security forces. The reasons for these arrests, charges and their whereabouts are unknown so far.

It is estimated that thousands have been arrested since the outbreak of the Mahsa Amini protests.

De la France à la Suède, la Turquie traque les Kurdes

En raison du soutien supposé de la Suède et de la Finlande à la diaspora kurde, la Turquie s'est opposée avec virulence, en juin 2022, à l'adhésion de ces deux pays à l'OTAN. Et en France, les Kurdes ont régulièrement vu leur droit d'asile mis dans la balance dans les relations diplomatiques avec la Turquie.

Lorsque la Suède et la Finlande manifestent leur souhait d'adhérer à l'OTAN au printemps 2022, dans le contexte de la guerre en Ukraine, Ankara pose d'emblée sur la table des négociations l'arrêt du prétendu soutien de ces deux pays nordiques au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et à son émanation en Syrie, le Parti de l'Union démocratique (PYD), composante essentielle des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui ont lutté sur le terrain contre l'organisation de l'État islamique (OEI).

La Turquie leur a ainsi soumis une liste d'une trentaine de noms d'opposants politiques en exil, demandant à ce qu'ils soient extradés. Si rien ne figure dans l'accord signé le 28 juin 2022, Recep Tayyip Erdoğan, le président turc, s'est félicité de l'aboutissement des pourparlers, déclenchant un raz-de-marée de positions divergentes au sein du gouvernement suédois et provoquant une vive inquiétude dans la diaspora kurde européenne.

Une longue tradition de menaces

Dès les années 1990, la présence en Syrie d'Abdullah Öcalan, le très influent cofondateur du PKK, fait l'objet d'une crise diplomatique entre Damas et Ankara¹. En 1998, le régime turc menace son voisin



Des centaines de Kurdes manifestent, le 9 janvier 2021 à Rennes, en mémoire des trois militantes kurdes assassinées à Paris en 2013 et contre le gouvernement turc. Loïc Venance/AFP

d'une offensive armée, masse des chars à la frontière turco-syrienne et exige l'extradition du leader kurde. Les autorités syriennes obtiennent de ne pas le livrer à la Turquie, mais de l'expulser dans un pays tiers.

Après avoir été chassé, sous pression d'Ankara, des pays où il s'était réfugié, Öcalan est finalement arrêté au Kenya par les services secrets turcs aidés par le Mossad israélien et la CIA. Il purge depuis une peine de détention à perpétuité dans l'île-prison d'Imrali. À l'époque de son arrestation, le message est clair : la Turquie sait se donner les moyens d'obtenir l'extradition des membres du PKK qu'elle traque.

Des bombardements militaires au chantage migratoire, en passant par le veto diplomatique, les stratégies turques évoluent suivant les circonstances et les moyens de pression dont elle dispose. L'objectif reste le même : obtenir l'appui de ses interlocuteurs dans la lutte contre le PKK. Le résultat aussi : nulle part, les

opposants au régime se sentent en sécurité. Cette insécurité s'est traduite le 9 janvier 2013 par l'assassinat en plein Paris de Sakine Cansiz, cofondatrice du PKK, bénéficiaire de l'asile politique, de Fidan Dogan représentante du Congrès national du Kurdistan et de Leyla Söylemez qui, venue d'Allemagne, séjournait depuis peu en France. L'enquête sur leur assassinat perpétré par le service secret turc (MIT) se heurte toujours au mur du secret-défense en dépit des déclarations de Manuels Valls, alors ministre de l'Intérieur de François Hollande, promettant de faire toute la lumière sur ce drame.

Nicolas Sarkozy contre l'adhésion d'Ankara à l'Union européenne

Les relations de la France avec la Turquie sont un exemple frappant de rapports complexes entre politique, droit d'asile et puissance militaire et économique. En 2012, la Turquie était le cinquième débouché commercial de la France — et les ressortissants turcs à

la cinquième place des nationalités auxquelles l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) a accordé l'asile.

Malgré l'autorisation préfectorale des manifestations de soutien au PKK et l'alliance officielle avec le PYD dans le cadre de la coalition internationale de lutte contre l'OEI, des réfugiés politiques kurdes sont néanmoins poursuivis sur le territoire français pour des « activités en lien avec une entreprise terroriste ». Si, jusqu'au milieu des années 2000, la France a servi de base arrière aux activités politiques de la diaspora kurde, elle est devenue au gré des relations diplomatiques avec la Turquie une zone hostile pour ses activistes.

En janvier 2007, treize Kurdes de Turquie ont été interpellés en région parisienne dans le cadre d'une enquête pour financement du terrorisme, dont plusieurs figures importantes du PKK. Révélé par Wikileaks, un télégramme diplomatique émanant d'Ankara relate la satisfaction du ministère des affaires étrangères turques après cette arrestation². Mais Patrick Devedjian, un proche du président de la République Nicolas Sarkozy, par ailleurs fervent défenseur de la communauté arménienne, annonce qu'il n'y aura pas d'extradition, puisque la Turquie n'est pas un pays démocratique. Une remarque jugée « scandaleuse » par Ankara, qui affirme que la priorité est d'encourager la France à procéder à des arrestations et que les militants du PKK « restent derrière les barreaux ».

Mais deux semaines plus tard,

huit des treize interpellés sont libérés sous contrôle judiciaire. Il s'avère que plusieurs d'entre eux ont des liens étroits avec la Direction de la surveillance du territoire (DST) comme informateurs de ce service de contre-espionnage français³. Leur avocat s'interroge alors : « *Brutalement, on criminalise leurs actions, alors que les services savent tout de leurs activités. Cela pose la question de l'utilisation à la carte de la DST et des Renseignements généraux, en fonction des agendas politiques* ». Un agenda qui coïncide avec une campagne présidentielle marquée par le refus de Nicolas Sarkozy de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE) ainsi que par des relations bilatérales houleuses déclenchées par la décision du gouvernement français de pénaliser la négation du génocide arménien. Loin d'être un fait divers, cette affaire illustre à quel point les membres de la diaspora kurde sont, toujours et partout, rattrapés par des enjeux diplomatiques qui dépassent leur propre lutte.

En 2008, des procureurs anti-terroristes, des officiers de justice et des experts en matière d'extradition venus de plusieurs pays européens se retrouvent à Istanbul pour échanger sur leurs pratiques respectives et tenter de surmonter les obstacles à l'extradition de terroristes vers la Turquie. Cette dernière fournit en effet des renseignements concernant les membres actifs du PKK en Europe à plusieurs pays et se déclare « frustrée » de ne pas voir ces arrestations, pourtant menées avec son concours, suivies d'extraditions.

Tous les participants s'accordent à dire que « le bouclier de l'asile » est un véritable « obstacle à une extradition appropriée » et que le retrait de protection leur semble le moyen le plus pertinent pour le surmonter. Lors de cette réunion à huis clos, la France dé-

plore qu'il n'y ait pas de moyens de contacter la Turquie de manière informelle pour vérifier l'authenticité des documents fournis par les demandeurs en amont de l'octroi de protection. Une pratique illégale qui n'empêche pas la Turquie et la France de trouver des solutions de rechange à l'extradition.

En 2011, les deux pays signent un vaste accord qui garantit une coopération entre les polices et gendarmeries turques et françaises, notamment dans les dossiers concernant l'immigration illégale, le blanchiment d'argent et le trafic de drogues. L'accord vise explicitement à lutter contre le PKK, et légitime les arrestations en France de membres suspectés de l'organisation kurde, à la demande de la Turquie.

De nombreuses interpellations ont précédé la signature de cet accord : 70 membres du PKK ont été arrêtés sur le sol français entre 2010 et 2011 et, selon le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), près de 700 personnes auraient été placées en garde à vue entre 2006 et 2012. Faute de ne pouvoir extraditer les militants à qui elle a accordé l'asile, la France émet aussi, par le biais de l'OFPPA, davantage de refus de protection, retire la qualité de réfugié à ceux qu'elle arrête et use du droit administratif comme obstacle au séjour des membres du PKK qui vivent déjà sur le territoire.

Des alliances et dépendances complexes

En 2013, après le début de la guerre en Syrie, il devient compliqué pour la France, membre de la coalition qui lutte contre l'OEI aux côtés des FDS, de continuer à arrêter pour terrorisme des Kurdes sur son territoire, et ce malgré les pressions de la Turquie, qui menace régulièrement l'Europe d'ouvrir ses frontières aux 3,5 millions de Syriens qu'elle

accueille. Dans ce contexte d'alliances et de dépendances contradictoires, la politique française se trouve, de l'aveu même du ministre de la défense du président François Hollande, Jean-Yves Le Drian, dans « *une situation très compliquée, dans laquelle il faut assurer les Kurdes de notre soutien. (...) La Turquie a besoin d'un minimum de sécurité. Il en va aussi de la nôtre. Nous sommes sur une ligne de crête qui n'est pas simple* »⁴.

Entre alliances et sous-traitance, la position de la France est devenue en effet très délicate. On observe alors une baisse significative des poursuites pénales contre les militants kurdes. Une situation qui perdure jusqu'en 2021, année de la désescalade et du rapprochement diplomatique entre le président français Emmanuel Macron, et le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, [après un an de relations particulièrement tendues](#) à propos des dossiers libyen et syrien, des positions antagonistes de Paris et Ankara sur la querelle gréco-turque en Méditerranée orientale comme sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Et la place de l'islam en France fait également partie de la longue liste de sujets qui divisent et provoquent le courroux d'Erdoğan.

La reprise de la politique du troc

Début mars 2021 néanmoins, les deux chefs d'État réaffirment leur engagement à coopérer dans la lutte contre le terrorisme. Une annonce suivie de près par un coup de filet policier opéré parmi les membres actifs des réseaux kurdes, et par une hausse des retraits de leur qualité de réfugiés politiques en raison de leur appartenance à une organisation terroriste. C'est pourtant leur appartenance ou leur soutien au PKK et les risques encourus en Turquie qui avaient conduit l'OFPPA à leur accorder l'asile. Une situation

ubuesque et symbolique de la politique de troc au cœur de laquelle se retrouvent les militants kurdes en France, instrumentalisés par cette dernière comme outil du rapprochement diplomatique avec la Turquie, et qui s'inscrit aussi dans une politique intérieure de plus en plus répressive. Le mois de mars 2021 a été suivi, en avril, de l'interpellation des réfugiés politiques italiens accusés d'avoir appartenu aux Brigades rouges en vue de leur extradition, et après un voyage du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin à Moscou, de l'expulsion de plusieurs Tchétchènes vers la Russie, où ils sont depuis portés disparus. Tous étaient de farouches opposants à Ramzan Kadyrov, l'implacable dictateur tchétchène. Les diplomaties occidentales, tout en affichant une opposition consensuelle, donnent des gages de coopération à la Turquie et à la Russie, en poursuivant leurs diasporas militantes sous couvert de lutte contre le terrorisme.

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

¹Michel Gilquin, « Retour sur la crise turco-syrienne d'octobre 1998. Une victoire des militaires turcs », *Cemoti*, no. 33, 2002.

²Piotr Smolar, « La libération de huit Kurdes soupçonnés de liens avec la DST met à mal les services antiterroristes », *Le Monde*, 24 février 2007.

³Christophe Dubois, « Les militants kurdes informaient le contre-espionnage français », *Le Parisien*, 12 février 2007.

⁴Audition devant la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, 24 janvier 2018.



10 octobre 2022
By Reuters Staff

La contestation ne faiblit pas en Iran, la répression se durcit contre les Kurdes

Les forces de sécurité iraniennes ont durci lundi leur action contre les manifestations antigouvernementales dans plusieurs villes kurdes, montrent vidéos et messages sur les réseaux sociaux, alors que la contestation ne faiblit pas depuis la mort de la jeune Kurde Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs.

Le groupe de défense des droits de l'homme Hengaw a signalé la présence en nombre de forces armées à Sanandaj, la capitale de Kurdistan, ainsi que dans d'autres villes kurdes, comme Saqez et Diwandareh.

Le groupe a également indiqué qu'au moins cinq Kurdes avaient été tués et plus de 150 blessés lors des manifestations organisées depuis samedi.

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montraient la poursuite des manifestations à travers tout l'Iran lundi, ainsi que de violents affrontements entre les manifestants et la police anti-émeutes dans les villes et villages kurdes de la région natale de Mahsa Amini, décédée le 16 septembre à Téhéran.

Sur des vidéos partagées sur

Twitter, on peut entendre des tirs à l'arme lourde et voir des explosions provoquant des flashes aveuglants dans un quartier de Sanandaj.

Les autorités iraniennes accusent les Kurdes d'être impliqués dans les troubles.

Des activistes ont déclaré sur les réseaux sociaux que plusieurs personnes, dont deux adolescents, avaient été tuées par les forces de l'ordre dans la province du Kurdistan.

Ces vidéos et déclarations n'ont pu être vérifiées par Reuters.

Selon des organisations de défense des droits de l'homme, au moins 185 personnes, dont 19 mineurs, ont été tuées par les forces de sécurité et des centaines d'autres blessées depuis le début des manifestations. Les forces de l'ordre ont fait état d'au moins 20 morts dans leurs rangs.

Rédigé par Parisa Hafezi, version française Lina Golovnya, édité par Sophie Louet



11 octobre 2022

4ème semaine de manifestations en Iran: le secteur pétrochimique rejoint la contestation

Les manifestations et rassemblements antigouvernementaux en Iran sont entrés dans leur quatrième semaine, avec de nouvelles protestations signalées sur le campus universitaire de Téhéran, mais aussi au Sud du pays, où se trouvent de nombreuses raffineries.

Les slogans antigouvernementaux des manifestants ont à nouveau résonné sur le campus de l'Université de Technologie Amirkabir de Téhéran. Un mois après la mort de Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs pour un port de voile non réglementaire, les étudiants iraniens défient toujours le pouvoir malgré les répressions.

Selon Iran Human Rights (IHR),

une ONG basée à Oslo, au moins quatre-vingt-douze manifestants ont été tués et des centaines d'autres arrêtés depuis le 16 septembre. Le dernier bilan donné par les médias officiels iraniens remonte au 27 septembre ; il faisait état "d'une soixantaine" de morts. Quant aux policiers, membres des gardiens de la révolution ou de la milice des bassidji, le nombre de tués atteint quatorze, selon Téhéran. L'Etat iranien a également mis en place de sévères restrictions à l'accès à Internet pour contrôler ce qu'il appelle "des émeutes", notamment des blocages d'Instagram et de WhatsApp, ainsi qu'une surveillance des VPN.

Le secteur pétrochimique rejoint la contestation

Le mouvement de contestation a

rallié lundi des travailleurs du secteur industriel. Les travailleurs des raffineries de pétrole d'Abadan et de Kangan ainsi que ceux de l'usine pétrochimique de Bouchehr se sont joints aux manifestations. Des vidéos partagées par des médias en persan basés à l'extérieur du pays montrent également des ouvriers brûlant des pneus devant l'usine pétrochimique d'Assalouyeh, dans le Sud-Est.

Le fait que le secteur de la pétrochimie rejoigne le mouvement pourrait dessiner un tournant dans la situation en Iran. Le pays occupait, en 2020, la cinquième place comme producteur au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Malgré les sanctions améri-

caines à son encontre, l'Iran exporte principalement en Chine, en Inde, au Japon ou encore en Corée du Sud son pétrole, en passant par des sociétés basées à Hong Kong, à Singapour et aux Emirats arabes. Le secteur de la pétrochimie est l'un des secteurs clés de l'économie iranienne avec des ventes qui représentent plusieurs dizaines de millions de dollars de pétroles et de produits pétrochimiques. Une situation explosive aux airs de déjà-vu inquiétant pour le pouvoir en place: en septembre 1978, l'entrée en grève de la pétrochimie avait marqué un tournant important dans la contestation contre le régime du Shah, et avait contribué à la chute de celui-ci 4 mois plus tard.

En Iran, les régions kurdes visées par une répression féroce

Au moins quatre manifestants ont été tués durant le week-end, dont certains à balles réelles, à Sanandadj, capitale de la province du Kurdistan.

Lundi 10 octobre, pour le troisième jour consécutif, Sanandadj, la capitale de la province du Kurdistan iranien dans l'ouest de l'Iran, a été le théâtre de manifestations contre le pouvoir et d'une répression féroce, faisant de cette ville le cœur battant du soulèvement en cours. Internet y est resté coupé jusqu'à minuit, heure locale (22 h 30, heure à Paris). Avant cela, presque aucun message ni aucune image n'étaient sortis de la région, alors que, pendant le week-end des 8 et 9 octobre, la répression a tué au moins quatre personnes, certaines par balles réelles, à la différence de villes comme Téhéran où les balles en caoutchouc sont utilisées en abondance. Le nombre d'habitants arrêtés est important mais reste impossible à déterminer précisément, parmi eux des manifestants, des militants des droits humains et des journalistes.

Le soulèvement en Iran, commencé le 16 septembre à la suite de la mort d'une jeune femme kurde, Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran, est entré dans sa quatrième semaine. Selon le groupe Iran Human Rights, une organisation basée à Oslo, au moins 185 personnes auraient été tuées par les militaires (gardiens de la révolution) et par les policiers déployés par le régime. Selon Kurdistan Human Rights Network, l'organisation installée à Paris, dans les régions kurdes, le bilan serait de 30 victimes. Selon le journal officiel du gouvernement, *Iran*, au 8 octobre, 24 membres des forces de sécurité auraient été tués dans « les émeutes ».

« Ces derniers jours, j'ai été à Sanandadj, à Marivan [une autre ville

kurde] et à Téhéran. Je n'ai assisté à l'emploi d'armes à feu, comme des kalachnikovs, que dans les deux villes kurdes, et cela dès les premiers jours des manifestations, explique Soheil (un pseudonyme à la demande de l'intéressé), un manifestant vivant dans la capitale du Kurdistan iranien, joint par la messagerie cryptée Telegram. *A Sanandadj, ils tiraient sur les gens de manière aveugle alors que ces derniers n'avaient pas d'armes et n'avaient que des pierres pour se défendre.* »

Sorti dans la rue, samedi 8 octobre, Soheil a pu observer dès le matin une lourde présence de forces de sécurité, parfois en civil. « Elles ont très rapidement commencé à tirer sur les gens. Cela a mis le feu aux poudres. Les habitants sont devenus furieux, soutient Soheil. J'ai vu un homme, touché par balle à la tête, mourir au volant de sa voiture. Comme bien d'autres, il était en train de klaxonner, en signe de protestation. Ils tiraient à balles réelles sur nous. Comme si nous et eux, on n'appartenait pas au même pays. »

La mort de ce conducteur a été filmée par des témoins, sous plusieurs angles, et publiée sur les réseaux sociaux. L'une de ces vidéos montre la victime, un jeune homme vêtu d'un tee-shirt gris, les yeux fermés, son visage et la portière de sa voiture Kia Pride, couverts de sang. D'autres vidéos montrent comment les forces en civil, portant des armes, brisent les vitres de la même voiture, avant de la poursuivre. La victime a été identifiée : il s'agit de Yahya Rahimi. Un autre homme, tué le même jour dans le même quartier, s'appelle Peyman Manbari, âgé de 29 ans. Dans sa dernière pu-

blication sur Instagram, il avait écrit qu'il continuerait à manifester « jusqu'à la liberté totale de [s]on peuple, de [s]a famille et de [s]a ville ».

De terribles conditions de détention

Dans les villes kurdes, de nombreux blessés refusent de se rendre à l'hôpital, par peur d'être arrêtés. « A Sanandadj, certains hôpitaux collaborent de près avec les services de renseignement. Dans ces établissements, les blessés sont livrés aux autorités », explique Sasan Amjadi, originaire de la région, aujourd'hui vivant en Suisse. L'homme suit de près la situation dans les régions kurdes iraniennes, grâce à ses nombreux contacts sur place. « A Sanandadj, beaucoup se font soigner chez eux, avec l'aide de leurs proches », précise-t-il.

Les conditions de détention à Sanandadj sont terribles, témoignent les observateurs. « Ceux qui ont déjà été relâchés nous ont rapporté une scène horrible : des prisonniers adolescents, avant d'être envoyés dans un autre centre de détention, ont été obligés de passer dans un "tunnel d'horreur", c'est-à-dire entre deux rangs de militaires, debout l'un en face de l'autre, qui les frappent », explique la directrice du Kurdistan Human Rights Network, Fatemeh Karimi.

Lundi, Amnesty International s'est dit de son côté « alarmé » par la répression des manifestations à Sanandadj, « alors que des informations font état d'usage d'armes à feu et de gaz lacrymogènes tirés sans discernement par les forces de sécurité, et compris dans les habitations ».

La province du Kurdistan est une région qui, historiquement, a toujours tenu tête à la République islamique d'Iran. Les appels à la grève y sont très suivis, le taux d'abstention aux élections, très élevé. Les habitants, majoritairement sunnites, font l'objet de discriminations, et la répression a toujours été plus sévère dans cette partie du pays qu'ailleurs.

Grève en soutien aux manifestants

La République islamique d'Iran, quant à elle, ne cesse d'attribuer la responsabilité des manifestations dans les régions comme Sanandadj à ses ennemis à l'étranger, notamment les groupes d'opposition iraniens kurdes, installés dans le Kurdistan d'Irak. Ces groupes ont mené une insurrection armée contre Téhéran, notamment après la révolution de 1979 et jusqu'à la fin des années 1980. Ces dernières années, leurs activités militaires étaient en recul.

Lundi, pour la première fois depuis le début des manifestations en Iran, les travailleurs du complexe pétrochimique et de la raffinerie d'Asalouyeh (sud) ont cessé de travailler et bloqué la route : une grève lancée en soutien aux manifestants. Au cours des dernières années, les travailleurs iraniens ont mené des grèves généralisées dans tout le pays ayant principalement des objectifs syndicaux. Qu'une grève ouvrière soit mise en place pour soutenir une contestation politique est un événement rare. Les grèves générales en Iran ont été l'un des éléments importants qui ont mené à la révolution de 1979 et à la chute de la dynastie Pahlavi.

The Washington Post

11 October 2022
By Jason Rezaian

It's going to take all of Iran's oppressed groups to win change

Women might be at the forefront of the uprising overwhelming Iran, but they certainly aren't alone.

Since the death last month of 22-year-old Mahsa Amini in the custody of Iran's "morality police," who had detained her for allegedly wearing an improper head covering, the world has watched Iranian women march, shout and shear their hair in protest of unfair, violent treatment. But while the imposed hijab makes women the most visibly suppressed group in the Islamic Republic, ethnic minorities including Kurds, Baluchis, Azeris and Arabs have also long struggled for equality.

These minority groups have joined this wave of protest, too, continuing their own long-standing quest for rights within the Islamic republic's social hierarchy. It's the first time Iran's disparate movements have risen up simultaneously, and authorities are shaken. The republic will buckle only under combined pressure from all oppressed quarters of its society — and the international community must back each of them.

The coalescing of the women's and ethnic rights movements in Iran is something Kurdish Iranian journalist and author Behrouz Boochani has been predicting for years. "We want our own rights and freedom. ... The ethnic minorities movement represents a hope for a democratic future in Iran," Boochani, who now lives in New Zealand, told me.



An image of Mahsa Amini at a Los Angeles vigil after her death in custody of Iran's "morality police" in September. (Reuters/Bing Guan)

Among Iran's minorities, the Kurds are unique. They form a large share of the population of Iran (and Iraq, Syria and Turkey) and are the world's largest ethnic group without a state of their own. From that sprang a Kurdish nationalist movement that the Islamic republic has always deemed a threat.

While other out-groups don't share these particularities, ultimately, all the country's minorities are struggling for equal representation and opportunity. Like Iran's women, they also all know that the only way they can get it is with the downfall of a political system that favors ethnic Persian Shiite men and no one else. Persian chauvinism and the group's outsize access to opportunities are facts of life from the very start: Ethnic languages and cultural traditions aren't even taught in schools.

These groups are not separatists, though. They are Iranians who simply want to be equals in the land their ancestors in-

habited for centuries. And in the case of Kurds, they have rebelled against the oppressive central government since the earliest days of the Islamic Republic in 1979, with thousands being executed in the years following the revolution.

"Kurdistan's resistance now is peaceful and progressive," Boochani said. "It's important to acknowledge the effect Kurdistan is having on other parts of the country." You only have to look as far as the rallying cry "Woman, Life, Freedom"; it's been adopted within Iran and across the world in support of the Amini protests — but its roots are as a Kurdish political slogan.

"The international community doesn't understand the different layers of our struggle," Boochani said. "Minorities in Iran have a big problem, which is that the rest of the world only understands Iran through the lens of Tehran. We need the international media to look at us. To see us."

He's right. But with very few international news organizations able to operate inside Iran, that's easier said than done. For the reporters who *are* in the country, that often means getting access only to the capital or other cities in the Persian heartland. Parts of the country with large minority majorities are particularly difficult for journalists to secure government-approved travel to.

Right now, Iran isn't letting foreign journalists in the country — and certainly not into minority enclaves: This week, regime forces have [opened an offensive](#) on Sanandaj, the Kurdish provincial capital to which protests have spread over the past month. Humanitarian organizations working in the area [confirmed the deaths](#) of at least four demonstrators, but the death toll could be much higher. Information coming out of the area has been scarce, given that security forces control the hospitals there and internet outages are frequent.

The regime is threatened, and its crackdowns will continue. Most likely, independent media won't be able to observe. That's why it's all the more critical that Kurdish voices, Arab voices, Baluchi voices, Azeri voices, female voices and more be amplified outside Iran as they call louder and louder for freedom. The groups oppressed by the Islamic republic won't succeed without working together; the world can't support one of them without supporting them all.

Pourquoi la République islamique aura du mal à mettre fin aux manifestations en Iran

La principale tactique des contestataires — le retrait du voile obligatoire par les femmes — est une forme de désobéissance civile du quotidien difficile à maîtriser

Trois semaines après le début des manifestations antigouvernementales en Iran — déclenchées par la mort d'une femme durant sa garde à vue, où elle avait été placée pour avoir enfreint, selon la police, le code vestimentaire islamique strict du pays —, le mouvement se révèle plus durable que les précédentes mobilisations qu'a dû affronter le régime de Téhéran. Et il pourrait devenir une menace persistante pour le régime.

Dimanche, des étudiants de tout le pays se sont rassemblés devant les universités — scandant des slogans tels que « Mort au dictateur » — tandis que des jeunes filles ont défilé dans les rues de Téhéran en agitant leur voile au-dessus de leur tête, un geste qui symbolise désormais la dissidence. Le même jour, le gouverneur de la province du Kurdistan a ordonné la fermeture des universités, probablement pour éviter de nouvelles manifestations. Plus largement, partout en Iran, les magasins sont restés portes closes dans le cadre d'une grève des commerçants qui ne cesse de s'étendre.

Selon des militants et des analystes politiques, il est peu probable que la protestation fasse tomber le gouvernement, du moins à court terme. Mais le profond mécontentement qu'elles illustrent et le fait qu'elles visent un pilier essentiel de l'idéologie constitutive de la République islamique en font un test crucial pour les autorités.



Pour ajouter à la confusion qui règne au sein de la classe dirigeante, des rumeurs courent depuis longtemps sur la santé déclinante du guide suprême, Ali Khamenei. SIPA PRESS

Depuis la mort de Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans placée en garde à vue par la police de la moralité iranienne en septembre, les manifestants, qui s'étaient initialement concentrés sur les droits des femmes, ont élargi leurs revendications. Ils réclament désormais plus de liberté dans leur vie quotidienne et en matière de politique ainsi que l'éviction de la classe dirigeante religieuse du pays. Au centre des protestations se trouve le voile islamique, ou hijab, qui est obligatoire pour les femmes iraniennes depuis 1983, soit quatre ans après l'arrivée au pouvoir des religieux au cours de la révolution islamique.

« Cette séquence est importante car elle ouvre la voie à une désobéissance civile à long terme, observe Narges Bajoghli, une anthropologue de l'Université Johns Hopkins, spécialisée sur l'Iran. Etant donné que la moitié de la po-

pulation doit se voiler, cette question traverse toute la population, quelle que soit la classe, l'ethnie ou la position sociale. »

Les manifestations de masse dans les rues des grandes villes — dispersées par les autorités en faisant usage de la force — ont fait place à des rassemblements sporadiques, mais fréquents et nombreux, au cours desquelles des femmes retirent leur voile. Une résistance quotidienne que le régime a du mal à arrêter.

La nature spontanée et imprévisible du mouvement contraindrait les forces de sécurité, déjà très sollicitées à Téhéran comme ailleurs, à jouer au chat et à la souris, tandis que les images de soutiens durs du gouvernement s'en prenant avec violence aux jeunes filles non voilées amplifient la colère de la population.

Le hijab est au cœur de la raison d'être de la République islamique. Il est le symbole le

plus visible de son interprétation ultraconservatrice de l'islam, dans laquelle les femmes doivent porter des vêtements pudiques pour préserver leur dignité. C'est également un instrument politique permettant de contrôler la moitié de la population dans l'espace public. Le mouvement a bouleversé la doctrine des autorités iraniennes en matière de maintien de l'ordre. Téhéran a toujours eu recours à la force pour réprimer les soulèvements, même aux époques où d'autres gouvernements du Moyen-Orient s'effondraient. Les dirigeants iraniens ont ensuite à chaque fois réussi à consolider leur emprise sur le pouvoir et à reprendre leurs activités comme si de rien n'était.

Les précédentes manifestations de masse avaient été déclenchées par des accusations de fraude électorale ou des crises économiques, mais n'avaient jamais obtenu le soutien populaire suffisant pour renverser le régime ou le forcer à d'importantes concessions.

A l'inverse, la protestation actuelle bénéficie de l'appui inédit d'Iraniens de toutes classes sociales, de tous sexes et de tous âges et intervient après des années de difficultés économiques qui ont plongé des millions d'entre eux dans le désespoir.

Le mouvement d'opposition s'est récemment propagé dans les universités et les écoles, où de jeunes lycéennes et des préadolescentes ont enlevé leur voile et exigé que les fonc-

tionnaires du ministère de l'Éducation et les commandants d'organes paramilitaires « dégageant ».

Des artistes se sont lancés dans des projets de création qui soutiennent la désobéissance civile. La semaine dernière, un artiste anonyme a versé de la peinture rouge dans de célèbres fontaines de Téhéran dans le cadre d'une œuvre qu'il a appelée Téhéran noyée dans le sang. Le réseau militant 1500tasvir en a publié des photos et des vidéos.

Baraye, une chanson composée à partir de tweets sur la lutte des femmes iraniennes pour la liberté par le chanteur Shervin Hajipour, est devenue un hymne du soulèvement. Les enquêtes sur l'opinion iraniennes sont souvent peu fiables, mais le nombre de personnes qui soutiennent résolument la République islamique semble diminuer.

Selon un sondage réalisé en mars auprès de 17 000 personnes vivant en Iran par Gamaan — un groupe de recherche indépendant basé aux Pays-Bas —, 18% des habitants souhaitent préserver les valeurs et les idéaux de la révolution islamique. Une étude réalisée par le même institut en 2020 révélait, elle, que 72% des Iraniens étaient opposés au port obligatoire du voile.

La répression des manifestations par les forces de sécurité a attisé la colère de la population. Des dizaines de personnes ont été tuées — dont au moins trois adolescentes dont les visages sont devenus des symboles de ralliement du mouvement. Samedi, la télévision d'État a été piratée par un groupe d'activistes qui a diffusé les photos des trois jeunes filles lors d'une émis-

sion en direct, et a projeté sur l'écran un montage où l'on voyait le Guide suprême Ali Khamenei au milieu des flammes.

« Chaque famille, dans une certaine mesure, a été harcelée par l'État, explique Fatemeh Haghghatjoo, une ancienne parlementaire iranienne vivant aujourd'hui aux États-Unis où elle est directrice exécutive de la Nonviolent Initiative for Democracy, un groupe de défense pro-démocratie. Ce mécontentement et cette colère étaient sous-jacents dans le pays depuis plusieurs d'années. »

Pour ajouter à la confusion qui règne au sein de la classe dirigeante, des rumeurs courent depuis longtemps sur la santé déclinante de M. Khamenei, 83 ans, guide suprême du régime depuis 1989. S'il venait à mourir, la redistribution forcée des cartes au sommet du pouvoir enhardirait probablement davantage les manifestants et pourrait créer des fissures au sein des autorités.

Les protestataires ont répondu à la violence gouvernementale en s'adaptant. Beaucoup se sont retranchés à l'intérieur des universités ou sont montés sur les toits pour scander des slogans comme « Mort au dictateur ». D'autres se préparent à des affrontements avec les forces de l'ordre.

« Nous n'avons plus peur », a déclaré à Téhéran une manifestante qui a été rouée de coups par des miliciens bassidjis lors d'un récent rassemblement pour ne pas avoir couvert ses cheveux. Quand elle sort manifester, cette femme explique qu'elle enfille une tenue sombre, enlève ses bijoux, couvre ses tatouages et porte un masque chirurgical. Elle ajoute qu'elle

emporte des vêtements de rechange, de l'eau, un briquet et du vinaigre au cas où elle et ses camarades seraient aspergés de gaz lacrymogène, voire pire.

« Je ne prends généralement pas mon téléphone avec moi, et si je le fais, je m'assure d'en supprimer toutes les informations qui pourraient me causer des ennuis », précise-t-elle.

Depuis sa création en 1979, la République islamique a dû faire face à la rue à de nombreuses reprises, et à une fréquence de plus en plus rapprochée.

Les manifestations d'étudiants en 1999 et le Mouvement vert en 2009 — contre le trucage présumé des élections — ainsi que les mobilisations de 2017 et 2019 — contre la politique économique du gouvernement — appelaient principalement à des réformes au sein du système existant. Mais, aujourd'hui, les Iraniens aspirent à renverser la République islamique.

Le mouvement actuel n'a pas de leaders désignés ni d'organe de coordination. C'est à la fois une force et une faiblesse potentielle, analyse Mohammad Ali Kadivar, professeur associé au Boston College et expert des mouvements pro-démocratie en Iran. L'absence de leader rend difficile pour le gouvernement de décapiter le mouvement — l'arrestation en 2011 des chefs de l'opposition Mir-Hosseïn Mousavi et Mehdi Karroubi avait pratiquement mis fin au Mouvement vert. Mais cela rend également la protestation moins agile pour effectuer des changements tactiques. Et si le gouvernement voulait, à un moment donné, négocier, il aurait besoin de meneurs avec lesquels le faire, poursuit M. Kadivar.

La véritable force du mouvement est d'inclure des groupes jusqu'alors marginalisés, ajoutet-il. Mme Amini, dont la mort a déclenché les manifestations il y a trois semaines, était une Kurde musulmane sunnite dans un pays à majorité chiite. « Tout ce qui concerne son identité a été relégué au second plan, indique M. Kadivar. Cette solidarité interethnique est un phénomène nouveau, de même que le leadership des femmes [dans les manifestations]. »

Les syndicats de chauffeurs de bus, d'employés du secteur pétrolier et d'enseignants se sont déjà mis en grève par le passé pour protester contre les difficultés économiques. S'ils coordonnent leurs actions, ils pourraient changer radicalement le rapport de force, assure Roham Alvandi, professeur associé à la London School of Economics et spécialiste de l'histoire iranienne.

« La question est de savoir s'ils peuvent transformer ces protestations en quelque chose comme une grève générale, déclare M. Alvandi, en précisant que le soulèvement n'en est qu'à ses débuts. S'ils y parvenaient alors je pense que cela signerait quasiment la fin du régime. » Jusqu'à présent, les syndicats ne semblent pas avoir coordonné d'opération de grande envergure.

Les manifestants sont également plus jeunes qu'ils ne l'ont jamais été. Ces derniers jours, des images ont montré des enfants et des lycéens iraniens affrontant des représentants du pouvoir et piétinant des photos de M. Khamenei et de son prédécesseur, Rouhollah Khomeini.

« La République islamique va avoir du mal à gérer cette génération », prévient M. Kadivar

Iran: des ONG alertent sur la répression dans une ville kurde

Des manifestations ont lieu à travers l'Iran depuis plus de trois semaines. Elles ont été déclenchées par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décédée trois jours après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran pour avoir, selon celle-ci, enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique pour les femmes, prévoyant notamment le port du voile.

Malgré des centaines d'arrestations et la répression meurtrière, le mouvement de contestation, le plus important en Iran depuis celui de 2019 contre la hausse du prix de l'essence en 2019, ne faiblit pas.

Au moins 95 personnes ont été tuées depuis le 16 septembre, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, tandis que les autorités iraniennes font état de dizaines de morts incluant 18 membres des forces de sécurité.

Les manifestations ont été particulièrement importantes à Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan (nord-ouest), la région d'où est originaire Mahsa Amini. La violente répression pourrait avoir un lourd coût humain, s'inquiètent des ONG qui accusent les autorités de bombarder certains quartiers de cette ville.

D'après Hengaw, une ONG basée en Norvège, un avion de guerre iranien est arrivé à l'aéroport de Sanandaj dans la nuit de lundi à mardi et des bus transportant des forces spéciales sont en route vers cette ville. Des habitants ont des dif-



Des manifestants rassemblés près d'une moto en feu à Téhéran, le 8 octobre 2022

ficultés à envoyer des vidéos des événements en raison des restrictions d'accès à Internet, ajoute Hengaw.

Selon l'ONG, au moins sept personnes ont été tuées par les forces de sécurité à Sanandaj et dans d'autres villes kurdes depuis samedi.

L'AFP n'a pu vérifier de manière indépendante ces affirmations.

- "Meurtres de civils" -

Amnesty International est "alarmée par la répression des manifestations à Sanandaj, alors que des informations font état de l'utilisation par les forces de sécurité d'armes à feu et de tirs de gaz lacrymogènes sans distinction, y compris dans des maisons", a déploré l'ONG.

En visite mardi à Sanandaj, le ministre de l'Intérieur, Ahmad Vahidi, a réitéré la position de Téhéran, fermement contestée par les défenseurs des droits, selon laquelle le mouvement a été "soutenu, planifié et mené par des groupes séparatistes terroristes".

Selon le Centre pour les droits de l'Homme en Iran (CHRI), basé à New York, cette région risque de connaître le même sort que celle de la province du Sistan-Baloutchistan, dans le sud-est, où plus de 90 personnes ont été tuées dans la ville de Zahedan depuis le 30 septembre, d'après des ONG, dans des manifestations qui ne sont pas liées au décès de Mahsa Amini.

Selon des ONG, ces manifestations ont fait suite à des accusations selon lesquelles un policier a violé une adolescente.

"Les meurtres impitoyables de civils par les forces de sécurité dans la province du Kurdistan, après le massacre dans la province du Baloutchistan, sont probablement le prélude à des violences extrêmes" des forces de sécurité, a déclaré Hadi Ghaemi, le directeur du CHRI.

Selon des analystes, les manifestations en Iran s'avèrent particulièrement difficiles à gérer pour le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 83 ans, en raison de leur durée et de leur nature multi-

forme, allant des manifestations aux actes de défi individuels.

- "Enfants et adolescents tués" -

Lundi, la contestation s'est étendue au secteur pétrolier. Des vidéos partagées par des médias montrent des ouvriers en grève brûlant des pneus et bloquant les routes devant l'usine pétrochimique d'Assalouyeh, dans le sud-ouest du pays.

L'agence officielle Irna a démenti toute "grève" d'ouvriers dans cette zone, où la production dans les complexes gaziers et pétrochimiques est "normale".

Des actions similaires ont été signalées notamment à Abadan, dans l'ouest, où une grève était en cours mardi, selon l'IHR.

Par ailleurs, des protestations ont lieu régulièrement sur les campus universitaires et dans des écoles. La directrice exécutive de l'Unicef, Catherine Russel, s'est dit "extrêmement inquiète des informations sur des enfants et adolescents tués, blessés et arrêtés".

La violente répression a fait l'objet de multiples condamnations en Occident. Des sanctions ont été prises par les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni contre des hauts responsables iraniens.

De son côté, l'Union européenne s'est accordée sur des sanctions contre les responsables de la répression, a indiqué mardi la ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna.

Iran : « Les hommes protestent car ils savent aujourd'hui que leur propre liberté dépend de celle de la femme »

L'artiste Nazanin Pouyandeh dénonce « l'oppression physique par le voile obligatoire » et rappelle que les femmes iraniennes nées juste après la révolution islamique ont eu une enfance volée par l'intégrisme religieux.

Le soulèvement des jeunes femmes iraniennes qui fait suite à l'assassinat de Mahsa Amini par la police des mœurs pour le port incorrect du voile est aussi le mien. J'ai 41 ans. Je n'ai jamais connu la liberté de la femme dans mon pays. J'ai détesté le foulard dès mes 6 ans, le premier jour de l'école : deux mois plus tard, je développais un eczéma sur le crâne et perdais mes cheveux. Je me sentais laide, emprisonnée dans des tissus sombres puant le gasoil, avec un avenir qui s'annonçait aussi noir que le foulard.

J'ai fui en France en 1999, à l'âge de 18 ans, à la suite de l'assassinat politique de mon père, Mohammad Jafar Pouyandeh, à l'âge de 44 ans. Il était traducteur, écrivain et défenseur des droits de l'homme. Son exécution a fait partie d'une vague d'assassinats d'écrivains et d'intellectuels, organisée par les services secrets iraniens. Mon père avait consacré sa courte vie à traduire en persan depuis la langue française une trentaine d'ouvrages et une centaine d'articles sur l'inégalité des sexes et les droits de l'homme : évolution culturelle et sociale qu'il considérait comme indispensable pour que le peuple accède à la liberté par la conscience.

Les dernières années de sa vie, il avait été un membre actif de l'Association iranienne des écrivains, qui se battait pour la liberté d'expression. A cause de ses activités culturelles et intellectuelles et sa position ferme contre la censure, mon père était interrogé et menacé en permanence par les services de renseignement. Sa traduction de la Déclaration universelle des droits de l'homme en persan a été publiée une semaine après son assassinat. Ses meurtriers sont restés impunis. Certains ont aujourd'hui des postes importants au sein de la République islamique d'Iran. Sa mort est une plaie ouverte dans l'histoire de l'Iran et dans mon âme.

Mensonge accumulé

Depuis sa disparition, combien de fois ai-je entendu cette phrase : « *En Iran, la prochaine révolution viendra des femmes* » ? Combien de fois n'avons-nous pas cru que cela arriverait ? Mais, fatalement, le temps nous avait fait oublier le courage des Iraniennes, contraintes depuis la révolution usurpée de 1979 à se soumettre à ce symbole emblématique de la tyrannie du régime iranien : l'oppression physique par le voile obligatoire.

Quarante-trois ans d'arrestations et d'assassinats politiques, d'instrumentalisation des huit ans de guerre contre l'Irak, puis de pauvreté induite par les multiples embargos économiques internationaux ont totalement banalisé le déni des libertés élémentaires de la

femme. « *Juste un foulard sur les cheveux n'était pas si grave finalement* », se disait-on. Un moindre mal puisque, dans les soirées privées, les filles s'habillent comme elles veulent. Mais le mensonge accumulé sur plusieurs générations devient forcément explosif tôt ou tard.

Aujourd'hui, les jeunes femmes sont le cœur de ce mouvement de révolte, et les jeunes hommes qui risquent leur vie à sortir dans la rue pour manifester parmi elles ne sont pas là seulement pour défendre le droit des femmes, ils protestent car ils savent aujourd'hui que leur propre liberté dépend de celle de la femme.

Logique réductrice

Les femmes iraniennes de ma génération, nées juste après la révolution, ont eu une enfance volée par la guerre et l'intégrisme religieux. Beaucoup ont quitté l'Iran. Ce passé douloureux et commun a bâti notre courage. Mes meilleures amies aujourd'hui sont les femmes iraniennes de mon âge, la plupart exilées comme moi, fortes, fières, ayant une mission de vie, presque toutes sans enfants, libres des conventions et des traditions, inventant chacune son propre chemin.

Moi, mon chemin a été de devenir peintre en France. La peinture est devenue ma voix de survie, ma mission, ma liberté. Mais j'ai subi pendant ce chemin une autre forme d'enfermement : dès mes études aux Beaux-Arts de Paris, j'ai fait

le choix de refuser de me soumettre à la pensée politiquement correcte qui voudrait réduire mon art à une peinture féminine qui représenterait des femmes nues justement parce que je venais d'un pays musulman où on voile des femmes de force. Cette logique clichée, réductrice, trop facile à comprendre et finalement post-coloniale est aussi une forme d'enfermement artistique, un raccourci grossier.

Je défends une liberté absolue et l'imaginaire et l'inconscient collectif comme sources. J'ai toujours peint l'être humain libre, la femme est omniprésente dans ma peinture car j'en suis une. Elle cherche le sens de sa vie, elle se bat, elle se meurt, elle joue, danse, chante, elle fait la révolution, elle se construit... comme je le fais, et mes amies le font tous les jours, loin de tous les stéréotypes. Mon art est engagé par nature. Il n'a pas besoin de slogan politique pour exister.

Depuis le début du dernier soulèvement en Iran, l'assassinat barbare de mon père se réveille en moi plusieurs fois par jour, à chaque fois que je vois les innocents iraniens tués, en plein jour, dans les rues. Les femmes iraniennes qui se soulèvent aujourd'hui sans aucune arme portent ma voix. C'est le combat de plusieurs générations de femmes qui explose, le combat pour la liberté, le plus beau des combats. L'avenir de ce pays dépend de ce combat qui a été aussi celui de mon père.

Guerre en Ukraine : le président turc Erdogan se pose en médiateur auprès de Vladimir Poutine

La Turquie espère jouer de sa position diplomatique, qu'elle juge « équilibrée », entre les deux parties, pour amener Russes et Ukrainiens à la table des négociations.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n'est pas arrivé les mains vides à Astana, mais avec un plan de médiation pour l'Ukraine qu'il doit soumettre à son homologue russe, Vladimir Poutine, lors de leur rencontre prévue dans la capitale du Kazakhstan ce jeudi 13 octobre.

« Les Turcs se proposent comme médiateurs. Si des négociations ont lieu, ça sera probablement chez eux, à Istanbul ou à Ankara », a déclaré, avant la rencontre, Iouri Ouchakov, le conseiller du président russe pour la politique étrangère, cité par l'agence Tass. Ankara a déjà organisé au printemps deux séries de pourparlers pour mettre fin au conflit entre Kiev et Moscou, sans résultats.

Fort de sa position diplomatique présentée comme « équilibrée », qui consiste à soutenir Kiev sans trop énerver Moscou, M. Erdogan est persuadé de pouvoir amener son « ami » Vladimir Poutine à la table des négociations.

Rien ne dit pourtant que le plan turc, dont la teneur n'a pas été révélée, puisse changer le cours de la guerre. « Malheureusement, les deux parties se sont écartées de la vie diplomatique (...), la situation empire et se complique », a déploré mardi le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, plaidant pour un processus « qui garantira l'intégrité territoriale et les frontières de l'Ukraine ».

Vladimir Poutine se dit ouvert aux négociations tout en poursuivant sa destruction et son dépeçage de l'est et du sud de l'Ukraine où son armée s'enlise. La décision du dirigeant russe d'annexer quatre ré-

gions ukrainiennes (Luhansk, Donetsk, Kherson, Zaporijia) a achevé de convaincre le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qu'aucune négociation n'était possible. « Il ne faut jamais dire jamais », a toutefois ironisé Iouri Ouchakov mercredi.

L'émir du Qatar là aussi

Contre toute attente, M. Erdogan et M. Poutine semblent croire à l'imminence d'une solution diplomatique. « Malgré l'escalade de la violence à la suite de l'annexion [des régions ukrainiennes par Moscou], nous pensons que la porte doit rester ouverte », a insisté Ibrahim Kalin, le conseiller diplomatique du président Erdogan. « C'est justement dans de telles périodes [de tension] que la diplomatie prend le dessus », a-t-il conclu avant le déplacement de son patron au Kazakhstan.

M. Erdogan n'est pas isolé. Il est soutenu dans sa démarche par son hôte, le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev. Ce dernier a refusé de reconnaître les récentes annexions russes et se montre ulcéré par les agissements de son voisin, qui ont, entre autres conséquences, des effets négatifs sur l'économie de son pays. Le meilleur allié du président turc, l'émir du Qatar Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, est également arrivé à Astana mardi, pour lui apporter son soutien.

Invité d'un sommet régional auquel vingt-sept pays ont été conviés, l'émir s'entretiendra jeudi avec M. Poutine. Il y sera principalement question de coopération gazière et de la guerre en Ukraine. Présent lui aussi à Astana, le pré-

sident biélorusse, Alexandre Loukachenko, rencontrera M. Erdogan en tête à tête.

Paré du costume du médiateur, une posture qui lui vaut la reconnaissance de ses alliés occidentaux, le président turc met tout son poids dans la balance. A la veille de sa visite au Kazakhstan, il a ainsi enjoint à Hulusi Akar, son ministre de la défense, de contacter par téléphone son homologue russe, Sergueï Choïgou, pour le convaincre du bien-fondé d'un cessez-le-feu, sans succès.

Les diplomates turcs restent confiants, ayant quelques succès à leur actif. C'est grâce à leur persévérance que l'accord cérééalier, négocié avec le soutien des Nations unies, a permis à l'Ukraine d'exporter ses denrées agricoles. La Russie avait alors accepté de lever partiellement son blocus pour laisser passer les navires par la mer Noire. Grâce à Ankara, aussi, un important échange de prisonniers a eu lieu récemment entre la Russie et l'Ukraine.

L'Occident honni

En phase avec la position occidentale, M. Erdogan juge « inacceptable » l'annexion par la Russie des territoires ukrainiens, tout en jouant sa partition à lui, celle du leader régional à la pointe du combat contre l'Occident honni.

« Bien sûr, l'Europe récolte ce qu'elle a semé. Sa position anti-Poutine, les sanctions qu'elle a imposées n'ont fait que pousser le président russe à l'escalade », a-t-il confié à la presse juste avant une visite à Sarajevo, le 6 septembre. La politique de l'Occident,

avait-il déclaré le lendemain depuis Belgrade, est « basée sur la provocation ». La guerre en Ukraine, a confirmé mercredi M. Kalin, le conseiller présidentiel, est « une confrontation entre la Russie et l'Occident ».

Seul pays membre de l'OTAN à ne pas appliquer les sanctions, la Turquie est importante pour le régime russe, affaibli économiquement. De février à juillet, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a augmenté de plus de 79 % par rapport à l'année précédente. « La Turquie, par principe, ne se joint pas aux sanctions illégales de l'Occident. Cette position donne un élan supplémentaire à la coopération commerciale », s'est félicité Iouri Ouchakov.

L'énergie en est le moteur, la Turquie est largement dépendante du gaz et du pétrole russe. Sa position géographique la valorise. En raison de l'arrêt du gazoduc Nord Stream 1, le gaz russe n'a plus que deux voies d'acheminement vers l'Europe : par l'Ukraine et par le TurkStream, qui passe sous la mer Noire vers la Turquie.

« Nous pourrions transférer vers la mer Noire les volumes perdus du gazoduc Nord Stream qui transitaient auparavant par la Baltique », a suggéré M. Poutine avant de partir pour Astana, promettant « davantage de gazoducs sous-marins » vers la Turquie. Une proposition séduisante pour M. Erdogan, avide de renflouer son économie en difficulté à l'approche des élections – présidentielle et législatives – prévues en juin 2023.

Manifestations en Iran : intense répression et miliciens déployés dans les régions kurdes

L'Iran a déployé des miliciens bassidji pour réprimer les manifestations qui embrasent les régions à majorité kurde dans le nord-ouest du pays depuis la mort de Mahsa Amini il y a près d'un mois, ont déclaré des sources à Reuters.

Sept personnes - quatre membres des forces de sécurité et trois manifestants - ont été tuées dans la nuit de mercredi 12 à jeudi 13 octobre lors de manifestations à Sanandaj, chef-lieu de la province du Kurdistan iranien, Kermanshah et Mahabad, selon l'organisation locale de défense des droits de l'Homme Hengaw.

La colère déclenchée dans tout le pays par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne de 22 ans, après son arrestation par la police des mœurs pour port non réglementaire du voile islamique, ne faiblit pas malgré la répression, qui a fait quelque 200 morts selon les groupes de défense des droits. La mort de plusieurs adolescentes présumées tuées pendant des rassemblements de protestation a encore renforcé la mobilisation. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, que Reuters n'a pu être en mesure d'authentifier, montrent des miliciens bassidji frappant des protestataires dans les régions kurdes. Deux sources à Sanandaj ont dit à Reuters que des Bassidji avaient attaqué des manifestants aux côtés d'unités de la police anti-émeutes. Un témoin a également déclaré à Reuters que des centaines de policiers anti-émeutes et de miliciens bassidji avaient été transférés d'autres provinces iraniennes pour affronter les protestataires. «Il y a quelques jours, des Bassidji de Sanandaj et Baneh ont refusé d'obéir aux ordres et tiré sur les gens», a dit ce témoin. «À Saqez,



Les manifestations de soutien au peuple iranien se multiplient dans le monde, ici à Istanbul.

la situation est pire. Ces Bassidji tirent sur les gens, les maisons, même si ce ne sont pas des manifestants.»

A lire aussi : À Perpignan, le cri du cœur d'une étudiante iranienne : «Nos sœurs, nos frères sont tués par l'Etat, c'est une guerre en Iran!»

Les Bassidji, des volontaires qui constituent une force paramilitaire dépendant du corps d'élite des Gardiens de la révolution, pourraient se compter en millions, avec un million environ de membres actifs, selon les experts. Même si le mouvement déclenché par la mort de Mahsa Amini perdure depuis bientôt quatre semaines, les autorités iraniennes ont déjà maté des périodes de contestation bien plus longues, notamment le soulèvement de 2009 contre la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad qui a duré près de six mois avant de prendre fin.

Des dizaines d'arrestations

À Sanandaj, a déclaré une source à Reuters, des centaines de policiers ont été déployés et des unités anti-émeutes ont fouillé des habitations et arrêté des dizaines

de jeunes gens ces dernières heures. «Nous avons aussi des informations en provenance de Baneh et Saqez. Ils ont arrêté des dizaines de jeunes depuis hier, y compris des adolescents», a ajouté cette source qui a souhaité rester anonyme pour des questions de sécurité.

L'organisation Hengaw a fait état de confrontations violentes entre forces de sécurité et manifestants dans dix villes mercredi soir. À Kermanshah, deux personnes ont été tuées par des tirs à balles réelles des forces de l'ordre. Hengaw a posté la photographie du corps d'un jeune homme de 18 ans, l'une des victimes selon elle.

Trois membres des forces de sécurité ont également été tués dans la ville, et une quarantaine d'autres blessées, a ajouté l'organisation. Un quatrième membre des forces de sécurité a également été tué à Mahabad, et un manifestant a péri sous les balles des policiers à Sanandaj, a-t-elle encore précisé. Les autorités iraniennes, qui démentent que les forces de sécurité tirent sur les protestataires, évoquaient jusqu'ici un bilan d'une vingtaine de mem-

bres des forces de l'ordre tuées depuis le début de la contestation.

A lire aussi : Iran : Téhéran appelle les étrangers à se plier aux lois du pays

La tension est particulièrement vive dans les régions kurdes qui aspirent à l'autonomie et se sentent depuis longtemps marginalisées. Le gouvernement iranien impute la violence à des dissidents kurdes dont des bases en Irak ont été bombardées à plusieurs reprises par les Gardiens de la révolution. Dans tout le pays pourtant, les manifestants appellent à l'unité contre le régime et à la chute du guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei. De nombreuses femmes participent aux rassemblements pour exprimer leur rejet du strict code vestimentaire imposé par les mollahs. Dans les colonnes du quotidien Ettela'at, un conseiller de Khamenei, l'ancien président du Parlement Ari Larjani, s'interroge ouvertement sur la pertinence de l'intervention du gouvernement concernant le port du voile. «Si 50% des femmes de notre pays ne portent pas totalement le hijab, alors la police ne devrait pas être impliquée», dit-il. «La question est celle-ci : le gouvernement doit-il intervenir sur de tels sujets ?» Le chef de l'appareil judiciaire iranien, Gholamhossein Mohseni Ejei, a de son côté ordonné que des peines sévères soient prononcées à l'encontre des «principaux meneurs des émeutes». Selon les médias officiels, «plusieurs» personnes interpellées durant les manifestations ont été inculpées. Les organisations des droits de l'Homme évaluent à des milliers le nombre de personnes arrêtées.

A lire aussi : Iran : Le Quai d'Orsay appelle les Français à quitter le pays



October 11, 2022

Hengaw Report No. 9 On the Kurdistan Protests, 32 Dead and 1541 Injured

At least five civilians were killed, two detainees were tortured and murdered, and over 400 people were injured as a result of machine gun fire and other violence perpetrated by government forces during protests in Kurdistan throughout the past three days.

The number of identified civilians killed by government forces during these protests has risen to 32.

Protests on Saturday October 8th, 2022 took place alongside a widespread strike in several cities in Kurdistan and Iran. Reports received by the Hengaw Organization for Human Rights indicate that protests continue in major Kurdish cities across Iran.

During the past three days, protests have taken place in in Salas-e Babajani, Sanandaj, Dehgolan, Saqqez, Mariwan, Divandareh, Bukan, Mahabad, Kermanshah, and Javanrud. Cities where protesters have been shot and killed:

Sanandaj: Dariush Alizadeh, Peyman Menbari, Mohammad Amini, Yahiya Rahimi.

Oshnovieh- Urmia province: Amin Marafat (16 years old),

Milan Haqiqi, Sadraldin Litani, and Abdul Salam Qadir Galvan Urmia: Farjad darwishi, Abdulla Mohammadpour, Dansh Rahnima, and Nima Shafiqdoost.

West Islamabad: Saeid Mohammadi, Amir Fuladi, and Iman Mohammadi

Kermanshah: Mino Majidi, Reza Shahparnia, and Amir Hossein Basati (15 years old)

Sonqor: Alireza Fathi, Rouzbeh Khademian, and Mohammad Zarei.

Divandareh: Foad Qadimi and Mohsen Mohammadi

Piranshahr: Zekaria Khial (16 years old), and Samad Barginia.

Saqqez: Faridoun Mahmoudi, and Ismail Dzwar

Ilam: Mohsen Qaisari

Dehgolan: Reza Lotfi

Quchan: Ali Mozafari Salanqoch (17 years old)

Mariwan: Mukhtar Ahmadi

Salas-e Babajani: Arian Muridi

Statistics on people killed and injured by cities since the beginning the protests in Kurdistan

Sanandaj Province: 9 cities

Diwandareh: 2 killed and 50 injured, **Saqqez:** 2 killed and 170 injured, **Baneh:** 47 injured, **Sanandaj:** 4 killed 455 injured, **Mariwan:** 1 killed 50 injured, **Dehgolan:** 1 killed and 50 injured, **Bijar:** 17 injured, **Qorveh:** 40 injured, and **Kamyaran:** 11 injured.

West Azarbaijan Province (Urmia): 9 cities

Oshnovieh: 4 killed and 67 injured, **Urmia:** 4 killed and 80 injured, **Piranshahr:** 2 killed and 96 injured, **Mahabad:** 54 injured, **Bukan:** 80 injured, **Takab:** 7 injured, **Maku:** 6 injured, **Naghadeh:** 27 injured, and **Sardasht:** 36 injured.

Kermanshah Province: 5 cities

Kermanshah: 3 killed and 60 injured, **West Islamabad:** 3 killed and 40 injured, **Paveh:** 20 injured, **Salas-e Babajani:** 1 killed and 9 injured, and **Ja-**

vanrud: 11 injured.

Ilam Province: 3 cities

Ilam: 1 killed and 40 injured, **Ivangharb:** 11 injured, and **Abdanan:** 6 injured.

In other cities in Iran: 3 more Kurdish civilians killed.

In total: 32 killed and 1541 injured

Over 2500 Kurdish protesters have been arrested during the protests:

Since the start of the protests in Kurdish cities, the security forces have detained more than 2500 Kurdish citizens, according to statistics recorded in the Statistics and Documents Center of the Hengaw Organization for Human Rights. The identities of more than 550 of these people have been confirmed for Hengaw, including 80 women rights activists, and 30 minors.

It should be noted that many of the detainees were severely tortured and at least two of them died under torture in the cities of Urmia and Saqqez.

Hengaw estimates the number of killed, injured, and detained is higher than these statistics.

Crise en Irak: séance cruciale du Parlement pour élire un président

Le Parlement irakien se réunit jeudi 13 octobre pour tenter d'élire un nouveau président de la République et ainsi ouvrir la voie à la formation d'un gouvernement, afin de sortir le pays d'une profonde impasse politique après une année émaillée de violences et de tensions.

L'incertitude la plus totale plane encore sur cette séance parlementaire prévue à 11H00 (08H00 GMT) dans la Zone verte, quartier de Bagdad bouclé par les forces de sécurité et abritant ambassades et institutions gouvernementales. Car depuis les législatives du 10 octobre 2021, les barons de la politique n'ont toujours pas réussi à s'entendre sur un nouveau président, ni à désigner un premier ministre. Dans un Irak multiconfessionnel et multiethnique, la polarisation n'a fait que s'aggraver.

En filigrane transparaissent les luttes d'influences entre les deux grands pôles chiites dominant le pouvoir: d'un côté les factions pro Iran du Cadre de coordination, de l'autre l'imprévisible et tempétueux chef religieux Moqtada Sadr. Mais la présidence de la République, fonction hautement honorifique traditionnellement réservée à un Kurde, cristallise les tensions entre les deux grands partis historiques de l'importante minorité kurde. Le poste revient généralement à l'Union



HUSSEIN FALEH / AFP

patriotique du Kurdistan (UPK), tandis que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) garde la haute main sur les affaires du Kurdistan autonome. Mais désormais le PDK exige la présidence à Bagdad. «Tout peut changer jusqu'à la dernière minute»

À trois reprises cette année, le Parlement a tenté sans succès d'organiser l'élection du président, ne parvenant pas à atteindre le quorum des deux tiers requis pour le vote (220 députés sur 329). Parmi la trentaine de candidats, trois profils se démarquent. Le président sortant Barham Saleh, candidat officiel de l'UPK, l'ancien ministre Abdel Latif Rachid - un ancien de l'UPK qui s'est présenté de son propre chef - et Rebar Ahmed, ministre de l'Intérieur de la région du Kurdistan et candidat du PDK.

Une fois élu, le président pourra désigner un premier ministre - choisi par la plus grande coalition au Parlement - qui entamera ensuite des tractations ardues pour former un gouvernement. «Il n'est pas encore clair si les partis kurdes sont parvenus à un accord sur un président», souligne Hamzeh Hadad, chercheur invité au Conseil européen pour les relations internationales (ECFR). Pour le poste de premier ministre, «le favori est Mohamed Chia al-Soudani», indique le politologue, en référence à l'ancien ministre et ex-gouverneur de province âgé de 52 ans, choisi par le Cadre de coordination. «Mais en politique irakienne tout peut changer jusqu'à la dernière minute.»

Épreuve de force

En Irak, depuis l'invasion américaine qui renversa en 2003

Saddam Hussein, la communauté chiite, majoritaire, domine le pouvoir et ses partis donnent le la à la vie politique. Cet été, la candidature de Mohamed Chia al-Soudani avait mis le feu aux poudres et provoqué des tensions entre le Cadre de coordination et le Courant sadriste - les partisans de Sadr allant jusqu'à occuper les environs du Parlement pendant un mois. Mais le Cadre de coordination, qui regroupe notamment les ex-paramilitaires du Hachd al-Chaabi et l'ex-premier ministre Nouri al-Maliki, rival historique de Sadr - n'a jamais fait marche arrière. Coûte que coûte, cette coalition veut former un gouvernement - elle représente aujourd'hui la première force au sein du Parlement, après le retrait inattendu des 73 députés du Courant sadriste.

Habitué aux coups d'éclat, le trublion de la politique Moqtada Sadr exige, lui, une dissolution du Parlement et des législatives anticipées, avant tout scrutin. Reste à savoir quelle pourrait être sa réaction désormais. Il a démontré ces dernières semaines sa capacité à déstabiliser l'échiquier politique en mobilisant des dizaines de milliers de manifestants dans les rues. L'épreuve de force a atteint son paroxysme le 29 août, quand plus de 30 partisans sadristes ont été tués dans des affrontements contre l'armée et les forces du Hachd al-Chaabi, intégrées aux troupes régulières.

En Turquie, le coup de grâce à la liberté d'expression

Le président Erdogan a fait adopter un projet de loi criminalisant la diffusion d'informations « trompeuses ». Le texte s'inscrit dans la droite ligne des nombreuses sanctions déjà infligées aux médias et aux journalistes turcs.

La nouvelle est tombée dans la nuit, sous un ciel turc déjà bien chargé. Vers 22 heures, le 13 octobre, après plus d'une semaine de débats, les députés de la majorité présidentielle ont adopté dans l'enceinte de l'Assemblée nationale un des projets de loi les plus critiqués et controversés de ces dernières années. Le texte et ses quarante articles forment un corset juridique indispensable, selon le gouvernement, pour lutter contre la désinformation et contre les fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. Pour ses opposants, la loi vient, sinon achever, du moins étouffer encore un peu plus une liberté d'expression depuis longtemps à l'agonie.

Le texte adopté s'inscrit dans la droite ligne des nombreuses sanctions et restrictions infligées aux médias et aux journalistes turcs depuis une dizaine d'années. Il modifie plusieurs lois régissant la presse, la publicité et les médias sociaux. L'article 15 prévoit l'annulation de la carte de presse pour les journalistes qui agiront « contre les règles morales de la presse », sans plus de précisions. Le changement le plus controversé est l'article 29, qui s'inscrit comme un amendement au code pénal. Il permet de condamner à une



Des députés turcs protestent contre le projet de loi du gouvernement sur la « désinformation », à l'Assemblée nationale, à Ankara, le 4 octobre 2022. ADEM ALTAN / AFP

peine allant de un à trois ans de prison toute personne ayant diffusé sur les réseaux une « information trompeuse » portant atteinte à « l'unité de l'Etat », « l'ordre établi » ou « divulguant des secrets d'Etat ». Une formulation suffisamment vague, comme l'ont fait remarquer élus, experts et organisations non gouvernementales, pour bâillonner un journaliste ou toute personne relayant une information gênante pour les autorités.

Les fournisseurs d'accès à Internet ou les plates-formes sociales seront sanctionnés

s'ils refusent de livrer à la justice le nom de leurs utilisateurs

La loi exige formellement la levée de l'anonymat d'un internaute en cas de poursuites. Les fournisseurs d'accès à Internet ou les plates-formes sociales seront sanctionnés s'ils refusent de livrer à la justice le nom de leurs utilisateurs. Il est précisé qu'en cas de litige les autorités pourront être amenées à diminuer, de façon ciblée, la bande passante du réseau jusqu'à 90 %, voire à fermer l'entreprise ou sa succursale turque.

Dans un pays où la liberté n'est pas un mot en l'air, l'annonce du vote d'Ankara, à moins de huit mois d'une élection présidentielle à haut risque pour Recep Tayyip Erdogan, en net recul dans les sondages, a été suivie par un flot de commentaires rageurs et inquiets. Comme si l'empressément du gouvernement à boucler un dispositif visant de façon par trop évidente à circonscrire la parole critique avait lui-même libéré un ultime soubresaut d'expression contestataire.

Consternation de l'opposition

Toujours en avance sur ses alliés de l'opposition, Meral Aksener, cheffe de file du Bon Parti (Iyi Parti, droite nationaliste et laïque), avait dès l'ouverture, la semaine dernière, de la session parlementaire la formule la plus aiguisée : « *La loi sur les réseaux sociaux est un chef-d'œuvre de monstruosité. Qui va faire la différence entre le vrai et le faux ? Qui va contrôler ? Aura-t-on un AKbook [allusion à l'AKP, le parti du président] à la place de Facebook ? Un oiseau du Palais [présidentiel de Bestepe, à Ankara] à la place de l'oiseau Twitter ? Sahsim-Tube [« MoiTube »] à la place de YouTube ? Ceux qui sont à l'origine de la loi sont ceux qui ont le plus peur de la réalité et de la vérité ! »*

Dans les rangs de l'opposition, la consternation a été générale. « *Vous avez déjà tout un arsenal qui vous permet d'arrêter toute diffusion d'information dérangeante mais cela ne vous suffit pas. Vous avez besoin de plus à quelques mois des élections parce que vous avez les mains tellement sales que cela se voit* », a lancé la députée Gülüstan Kiliç Koçyigit du Parti démocratique des peuples (Halkların Demokratik Partisi, HDP, gauche et prokurde), brandissant une pancarte sur laquelle on pouvait lire « *La presse libre ne se taira pas* ».

Devant le Parlement, quelques groupes de manifestants se sont rassemblés pendant la durée du vote. « *La désinformation est un problème important et doit être combattue, mais pas au prix d'une restriction des droits des journalistes et des droits du public à la liberté d'expression* », ont conjointe-

ment affirmé l'Association des auteurs PEN et le Comité pour la protection des journalistes. Les syndicats de journalistes, d'auteurs, Disk presse et l'Union des éditeurs de Turquie ont également fait part de leur commune désapprobation.

« Le signe d'une singulière décadence »

« *Cette loi n'est malheureusement pas une surprise, souligne le célèbre journaliste et professeur d'économie Mehmet Altan, lui-même incarcéré pendant vingt et un mois avant d'être libéré en juin 2018. Elle est le signe, toutefois, d'une singulière décadence qui vise à instaurer un monopole du discours officiel. Si la liberté de la presse n'a jamais vraiment été une réalité en Turquie, il y avait au moins, avant, la volonté des autorités de s'en prévaloir, tel un alibi ou un gage d'apparence. Aujourd'hui, même cette vitrine a volé en éclats.* »

Si les années 2000 ont été marquées par l'obtention de certaines garanties de liberté et de protection inédites, grâce notamment à l'objectif d'adhésion à l'Union européenne, la dernière décennie a vu la marge de manœuvre des médias se réduire considérablement, surtout après le coup d'Etat manqué de 2016. Depuis, 189 médias ont été fermés. Quelque 319 journalistes ont été arrêtés, dont 36 sont toujours derrière les barreaux, selon le Syndicat des journalistes de Turquie (TGS). Ils sont 59, d'après l'Association d'études juridiques et médiatiques. Reporters sans frontières estime, de son côté, que 90 % des médias nationaux sont désormais aux mains de

dirigeants liés au pouvoir. Une récente enquête de Reuters a montré à quel point le menu des principaux quotidiens et journaux télévisés pouvait être lié à toute une chaîne d'approbation du gouvernement.

Lire aussi : [La Turquie condamnée pour atteinte à la liberté d'expression d'un imam par la Cour européenne des droits de l'homme](#)

Pour beaucoup d'observateurs, le véritable tournant s'ancre dans le mouvement de protestation de Gezi, en 2013, et ses suites. Les événements bousculent le rapport des Turcs aux médias. Nombreux sont ceux qui prennent alors conscience de l'emprise croissante des autorités politiques sur la diffusion de l'information dans les grands quotidiens et journaux télévisés. L'époque est à Twitter, Facebook et YouTube. D'ailleurs, dès le 2 juin 2013, Recep Tayyip Erdogan met en garde : « *Ce que l'on appelle les réseaux sociaux sont un fléau pour le peuple, il y a tant de mensonges sur Twitter.* »

« Eradiquer » Twitter

A peine quelques mois plus tard, lorsque des enregistrements sonores impliquant des ministres dans des affaires de corruption et de pots-de-vin se répandent sur les réseaux, celui qui est à l'époque premier ministre modifie le fonctionnement de l'administration judiciaire et s'emporte à nouveau contre ces mêmes réseaux sociaux : « *Nous ne laisserons pas Facebook et YouTube engloutir notre nation ! Nous pourrions les fermer. Il n'est*

pas concevable d'avoir une telle notion de la liberté. »

Le message est clair. Il ne variera pas les années suivantes. A plusieurs reprises, Erdogan évoque son envie d'« *éradiquer* » Twitter et consorts. Il réclame une loi pour encadrer les dérives. Et puis ceci, le 26 novembre 2020, à Istanbul, devant un parterre de spécialistes de la communication : « *Une numérisation qui réduit l'individu à un nom ou un chiffre ne peut aboutir qu'au fascisme. Nous devons tous lutter contre ce fascisme numérique.* »

Lire aussi [La Turquie condamnée par la justice européenne pour la détention illégale d'un journaliste](#)

Le projet de loi est déposé par l'AKP et son allié nationaliste, le MHP, en mai 2022, au Parlement. Devant les protestations, Ahmet Ozdemir, député de la majorité présidentielle et membre du groupe qui a participé à la rédaction du texte, a assuré que tout cela n'avait rien à voir avec la censure : « *Aucune liberté ne peut être sans limites, a-t-il affirmé devant les élus. Nous avons essayé de protéger les libertés autant que possible en prenant des précautions pour éviter que ces libertés ne nuisent aux libertés des autres.* »

Sur Twitter, une certaine Sevinc Rende, économiste du développement, en a tiré sa propre conclusion au soir du premier jour des débats parlementaires : « *Une loi de censure est sur le point d'être votée. J'arrête d'exprimer mes opinions sur les réseaux sociaux afin de protéger mes parents âgés de mes (possibles) ennus.* »

Une médiation entre la Russie et l'Ukraine ? « Erdogan joue d'abord le jeu de la Turquie »

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a défendu ce jeudi les liens économiques de son pays avec Moscou et promis de poursuivre l'exportation de céréales ukrainiennes, lors d'une rencontre avec son homologue russe Vladimir Poutine à Astana. Un rendez-vous lors duquel le dossier du gaz a aussi été crucial dans les échanges, souligne Alain Rodier, directeur adjoint du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). Interview.

Vladimir Poutine a rencontré le cheikh al Thani, émir du Qatar et le président turc Recep Tayyip Erdogan. Depuis le début de la guerre en Ukraine, ce dernier se veut médiateur entre Kiev, l'Otan et la Russie. Quel jeu joue-t-il exactement ?

Erdogan joue d'abord le jeu de la Turquie et défend à travers les intérêts de son pays, les siens, son pouvoir personnel. Son jeu passe donc avant ceux de l'Otan et de la Russie car ce qui l'intéresse au premier chef, c'est le développement de la Turquie, lui redonner le rang de puissance qu'elle avait du temps de l'empire Ottoman.



Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine ce jeudi à Astana. AFP / HANDOUT

Depuis quelques années, on a d'ailleurs vu son changement d'attitude. Il était arrivé au pouvoir avec une ambition islamiste très marquée mais depuis cinq ou six ans, on voit qu'il cherche à se bâtir une stature à la Atatürk car même s'il fait tout pour détruire son héritage laïc, il n'en a pas moins basculé vers un nationalisme sourcilieux. Il est de fait revenu aux fondamentaux turcs, c'est-à-dire « la Turquie d'abord, les autres ensuite ». Dans le désordre actuel il joue donc à fond ce rôle avec les armes qui sont les siennes, un positionnement géographique qui en fait un pays absolument incontournable à la fois pour l'Europe, les États-Unis et la Russie.

Tant sur le plan militaire que sur le dossier du gaz...

Côté militaire, on connaît les cartes que joue le président turc, « allié remuant », pour se rendre intouchable aux yeux de l'Otan : ce sont la base aérienne d'Incirlik – indispensable aux Américains puisqu'elle couvre le Proche-Orient et une partie de la Russie- et le commandement terrestre de l'Otan à Izmir. Or la Turquie est aussi le seul membre de l'Otan à maintenir ses frontières ouvertes avec la Russie, donc le dernier point de contact entre les blocs, mais aussi la dernière issue vers l'Europe pour Moscou. Dans le cadre de cette relation particulière, les Russes continuent d'ailleurs à construire la centrale nucléaire turque d'Akkuyu tandis qu'Ankara leur achète toujours du gaz à tarif préférentiel... En attendant de concrétiser

ses propres ambitions sur les gisements découverts en Méditerranée orientale. Car, en effet, la question du gaz est fondamentale dans ce rendez-vous d'Astana.

Plus qu'une médiation sur l'Ukraine, les affaires d'abord ?

Vladimir Poutine a discuté avec l'émir du Qatar, désormais l'un des principaux fournisseurs de l'UE, mais il a surtout présenté à Erdogan son projet de « hub gazier » en Turquie. Nord Stream 1 et 2 hors service, un débouché turc permettrait en effet à Moscou et Ankara de s'entendre pour vendre du gaz et du pétrole russe à qui voudrait bien en acheter autour du bassin méditerranéen.

Et quant à remettre tout le monde autour de la table ?

Erdogan veut surtout apparaître en faiseur de paix car c'est aussi une posture de puissance à afficher face aux opinions. Mais il sait comme tout le monde que confronté aux succès de l'Ukraine, Poutine est un mur et qu'il n'y aura rien à négocier avant longtemps.



13 octobre 2022
Par Perpigna Iban Lauren

En Irak, des jeunes Kurdes iraniens s'engagent contre Téhéran

L'endroit ressemble à une vallée perdue, posée au milieu des collines de la région autonome du Kurdistan irakien, à une quarantaine de kilomètres de la frontière iranienne. A quelques minutes de marche du premier village environnant, des membres du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), mitraille à l'épaule, s'activent. Sous une chaleur accablante et dans un décor quasi lunaire, ils transportent des sacs à bout de bras.

Soudain, les silhouettes d'une vingtaine de jeunes hommes apparaissent à l'horizon. La plupart sont arrivés de l'Iran voisin il y a quelques jours. Ils étaient dissimulés par petits groupes dans le relief escarpé de la zone. Ils se voient remettre des tenues de couleur ocre : l'uniforme des peshmergas – littéralement «ceux qui affrontent la mort» – du PDKI. Interdite sur le territoire iranien, cette organisation politico-militaire a survécu en se délocalisant par-delà les monts Zagros, qui marquent la frontière entre les deux pays.

Visés par des drones

Considéré comme le premier parti d'opposition kurde d'Iran – et également le plus ancien –, le PDKI compte plusieurs centaines de membres, répartis au sein d'un chapelet de bases. En plus de s'entraîner au maniement des armes, ils maintiennent en vie leur parti, politiquement classé à gauche. Et si les hostilités avec les gardes-frontières iraniens ont cessé depuis longtemps, ils sont régulièrement visés par des drones iraniens. Ehsan a 19 ans. Lorsque

Mahsa Amini – que tout le monde nomme ici par son prénom kurde, Jhina – a été tuée, il était encore en Iran, dans sa ville natale de Piranshahr. Et si, comme beaucoup de jeunes sympathisants du PDKI là-bas, il avait déjà pensé rejoindre les troupes du parti un jour, il n'imaginait pas que son départ puisse se faire de manière aussi soudaine. «Le premier jour [des manifestations], je suis sorti dans la rue. C'était noir de monde, il y avait beaucoup de garçons et de filles qui manifestaient pour la première fois. C'était aussi mon cas», se remémore-t-il. Amir, étudiant en psychologie de 28 ans, est, lui aussi, fraîchement arrivé. Et témoigne de l'ampleur de la mobilisation : «C'était très fort, vraiment différent des dernières manifestations que le pays a connues.»

Vite, le régime iranien sévit : «A plusieurs reprises, j'ai vu les militaires tirer sur la foule, de manière directe, avec l'intention de tuer. Ils n'avaient de pitié pour personne, pas même pour les enfants qui s'étaient joints aux manifestations», explique Ehsan. Assis à ses côtés, Brahim, 20 ans, a manifesté dans son village dès les premiers jours du soulèvement. Le jeune homme raconte avoir vu des «militaires qui ont visé une jeune fille d'une dizaine d'années. Nous avons vu ses frères l'emmener vers l'hôpital, personne ne sait ce qu'elle est devenue».

Des cicatrices aux bras et à la nuque

Le deuxième jour, Ehsan descend à nouveau dans la rue, avec un groupe d'amis. La répression a alors franchi un

nouveau palier, dit-il tout en montrant plusieurs cicatrices, aux jambes, aux bras, et derrière la nuque. Avant de poursuivre : «Je ne pouvais pas aller à l'hôpital, c'était trop risqué, le régime m'aurait placé en détention. Ce sont des manifestants qui m'ont abrité et soigné.» Un de ses amis est arrêté. «Le lendemain, les militaires sont venus menacer mon père, poursuit Ehsan. Ils lui ont dit qu'ils me tueraient si je ne quittais pas l'Iran. Le message était très clair.» Quatre jours après le début des manifestations, le jeune homme passe la frontière irakienne clandestinement. Brahim arrive en Irak le 29 septembre.

Un voyage à haut risque, au travers de cette frontière ultramilitarisée. Car tous les candidats à l'exil le savent : chaque année, des dizaines de personnes sont abattues par les pasdaran en tentant de la franchir. Malgré la pression et quelques frayeurs, ils parviendront, à différents moments et par différents passages, à leurs fins.

Brahim assure que depuis le début du soulèvement iranien les minorités ethniques et religieuses sont victimes d'un traitement spécial. Depuis un mois, c'est parmi les populations baloutches, à l'extrême est du pays, et kurdes, à l'ouest, que le bilan humain semble être le plus lourd. «En tant que Kurdes, notre vie est remplie de discriminations. Depuis quatre semaines, bien sûr que le régime frappe l'ensemble du pays sans distinction. Mais l'idée que les militaires tirent de manière aveugle sur la foule est fautive, dit Brahim. Ils

n'agissent pas de la même manière à Téhéran qu'à Sanandaj [au Kurdistan iranien, ndlr] et à Zahedan [capitale du Sistan-et-Baloutchistan]. En réalité, le régime iranien nous traite comme des animaux.» Amir abonde : «En Iran, nous n'avons pas de droits, pas même à la dignité.»

Déluge de feu

Le 28 septembre, le lendemain de son arrivée au Kurdistan irakien, Brahim était à Koya, petite ville où le PDKI possède son quartier général. Juste à temps pour assister à un véritable déluge de feu : la République islamique, qui n'a eu de cesse ces dernières semaines de menacer le PDKI – qu'elle juge comme étant «impliqué dans les émeutes» –, venait d'envoyer plusieurs missiles sur les locaux du parti. Des bombardements qui ont fait treize morts et plusieurs dizaines de blessés.

Autour de lui, les nouvelles recrues du PDKI, si elles scrutent le ciel avec attention, ne se montrent pas inquiètes outre mesure. «Nous ne sommes pas partis pour nous mettre à l'abri, mais pour nous engager», clame l'une d'entre elles. «Si une révolution renverse la République islamique, elle commencera au Rojhelat (1)», assure Amir. Dans une autre base, Karim Parvizi, haut cadre du parti, n'est pas surpris par cette vague d'arrivants : «Ils voient notre organisation comme un moyen de lutter. Pour eux, l'Iran est une grande prison.»

(1) Littéralement Kurdistan de l'Est, en référence au Kurdistan iranien.

The SDF Is Caught Between Turkey and the Islamic State Again

As happened with past incursions, Erdogan's latest invasion threats and preparatory strikes are fatally distracting the SDF from its crucial counterterrorism mission—and at a time when jihadist activities against it are on the rise.

On September 28, the U.S.-allied Syrian Democratic Forces announced the seizure of one of the largest Islamic State weapons caches since early 2019, when the terrorist group lost its last parcel of territory. Both the size of the discovery and its location are a testament to the growing threat that IS poses in northeast Syria. According to the SDF, the cache contained around 200 rocket-propelled grenades, 600 AK-47 magazines, and 21,000 rounds of ammunition, all located on a farm in al-Qairawan village near Tal Hamis—that is, within fifty miles of the key SDF town of Qamishli to the north and the [vulnerable al-Hawl displaced persons camp](#) to the south.

Meanwhile, Turkish president Recep Tayyip Erdogan has repeatedly threatened since May to launch another military incursion into Syria, for the fifth time since 2016. Any such operation, if it happens, will [depend on diplomatic wrangling](#) between Ankara, Iran, Russia, and Syrian dictator Bashar al-Assad, as well as



Erdogan's calculations regarding Turkey's upcoming elections, deteriorating economy, and [military activity in northern Iraq](#). Per his recent statements and pro-government media reportage, Erdogan's ideal goal for an invasion would be to target Tal Rifaat, Manbij, and Kobane in order to oust the People's Defense Units (YPG), the Kurdish force that serves as the SDF's military backbone but which Turkey considers a terrorist organization. Yet he would likely settle for just one of these targets—presumably Tal Rifaat, the least politically sensitive option—depending on U.S. acquiescence and what he achieves diplomatically.

In any event, Ankara's

overarching strategy remains the same: to confine the Kurdish-dominated SDF to its eastern holdings or at least break up its territory into noncontiguous enclaves, in line with Erdogan's repeatedly stated intention to create a "security area" extending thirty kilometers into Syria. Yet carrying out this plan could seriously compromise U.S. and SDF efforts to prevent an IS resurgence, so Washington should take urgent steps to ensure that Turkey backs off.

An Emboldened IS

Despite ongoing counterterrorism efforts, IS has recently been gathering strength in northeast Syria and intensifying its activities in SDF territory. Interestingly,

this is not reflected in the group's official attack statistics: via its weekly *al-Naba* newspaper, IS claimed 224 attacks in Syria between January and September, a decrease of more than 28 percent from the same period last year. Yet the group has [recently underreported](#) its activities in Syria, likely to conceal its capabilities in preparation for larger operations. Indeed, [one report found](#) that it claimed only 25 percent of the attacks it carried out in the Badia region in 2020 and early 2021. [Another study](#) discovered stark underreporting last year, especially in Hasaka, leading up to the group's [large-scale but unsuccessful assault](#) on that province's al-Sinaa prison.

Regarding the September 28 weapons seizure, the SDF stated that it discovered the cache after interrogations conducted during its latest sweep in al-Hawl, which resulted in the arrest of [some 300 IS operatives](#). According to the SDF, these interrogations further revealed that IS was planning to use the cache to assault al-Hawl, indicating that its Syrian cells may still be capable of planning large operations.

IS activities inside al-Hawl likewise point to the group's enduring organizational strength. In addition to the reported arrests, the twenty-

four-day SDF operation in the camp freed IS captives and seized explosives and military equipment that cells were likely stockpiling for a future operation. These preparations are reminiscent of the al-Sinaa assault, which paired a multi-axis IS attack with a simultaneous revolt inside the prison.

IS operatives have also become more brazen about attacking the SDF directly. One senior member of the force noted that IS has significantly increased its targeting of SDF personnel, often posting imagery of these actions online. For example, after killing six SDF members in Deir al-Zour on September 11, the group published a photo of their corpses. Operatives inside al-Hawl have reacted more aggressively to SDF raids as well, in one instance killing two fighters.

The Erdogan Factor

The uptick in IS attacks has occurred within a more permissive environment exacerbated by Erdogan's threats of invasion. Turkish forces have already intensified their campaign of drone strikes and shelling against SDF positions, directly targeting commanders and civilian officials whom Ankara claims are members of the Kurdistan Workers Party (PKK), a designated Turkish terrorist organization. As of September, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) had reported fifty-eight Turkish drone strikes on the SDF this year, killing fifty-six fighters and ten civilians. The fatalities included SDF deputy commander Salwa Yousef, who gained much respect within the U.S. military for her

courage and contributions to the war against IS.

The Qamishli-based Rojava Information Center has counted even more Turkish drone strikes, reporting sixty-two in just one month (July 19 to August 18) while noting that drone flights over northeast Syria tripled during this period. It also logged near-daily artillery and mortar shelling of villages along SDF frontlines by both the Turkish military and the Syrian National Army, Ankara's Syrian proxy militia coalition; these attacks reportedly killed twenty-nine fighters and seventy-five civilians.

Consequently, SDF leaders have felt compelled to focus more on preparing for a potential Turkish invasion and increasing their force protection measures—all at the expense of the fight against IS. This situation evokes past reductions in SDF capacity prior to Turkey's three major military operations against the group (an early 2020 air campaign was more focused on protecting Idlib jihadist group Hayat Tahrir al-Sham from the Assad regime):

Operation Euphrates Shield (August 2016-March 2017): Turkish forces seized Jarabulus, al-Rai, and al-Bab from IS, with the goal of preventing SDF expansion into those areas and establishing a base for follow-on operations against the Kurdish-led force. The operation delayed the SDF campaign to liberate the IS capital of Raqqa to June 2017.

Operation Olive Branch (January-March 2018): Turkish forces seized Afrin from the SDF, delaying the latter's campaign to liberate

the last bits of IS territory to late 2018; a large IS counteroffensive in October-November pushed back the SDF's frontlines, which were weakened after fighters deployed elsewhere to oppose Turkish forces.

Operation Peace Spring (October-November 2019): Turkish forces seized Ras al-Ain and Tal Abyad from the SDF; afterward, IS attack claims increased by 20 percent, and SDF raids against the group halted for a month, contributing to a general pause in coalition counterterrorism activities.

Indeed, Turkey's strategy of launching incursions into Syria has repeatedly set back the fight against IS and is doing so again today. At a time when the terrorist group is measurably gathering strength in the northeast and more brazenly striking the SDF, now is a particularly dangerous moment for an external shock that could erase the progress Washington and its partners have made.

Policy Implications

The United States should take action to prevent President Erdogan from making good on his invasion threats. International diplomatic pressure has been helpful in this regard, but more is needed to curb Turkey's drone strikes and shelling of SDF positions. The Biden administration should take a tougher stance on the matter, even threatening to reverse the planned sale of F-16 fighter jets to Ankara if it does not back off. In addition, some of the 900 U.S. troops stationed in Syria should be repositioned closer to Turkish-occupied areas and

the northern border, thereby reassuring Washington's SDF allies while helping to deter further Turkish attacks.

The administration should also consider sanctioning certain leaders on the local councils established to govern Turkish-occupied areas of Syria. Some of these figures have been accused of malign activities, from perpetrating human rights abuses against Kurdish populations to serving as conduits for Turkish support to jihadist groups (e.g., prominent Syrian National Army elements such as Ahrar al-Sham; the U.S.-designated terrorist group Hayat Tahrir al-Sham).

In the longer term, Washington should continue doing what it can to strengthen the SDF and build up northeast Syria's economy and infrastructure. The recent exemption of SDF territories from U.S. Caesar Act sanctions is a welcome step, but open border crossings and better security are needed to spur economic growth—improvements that may require Washington's help to resolve longstanding issues between the SDF and the neighboring Kurdistan Regional Government in Iraq. Meanwhile, continued financial support is needed to enhance SDF detention facilities and ease pressure on the force so it can focus more on the counter-IS fight. But all these efforts will be in jeopardy if Turkey invades again.

Ido Levy is an associate fellow with The Washington Institute's Military and Security Studies Program and a PhD student at American University's School of International Service.

The New York Times

October 13, 2022
By Farnaz Fassihi

How Two Teenagers Became the New Faces of Iran's Protests

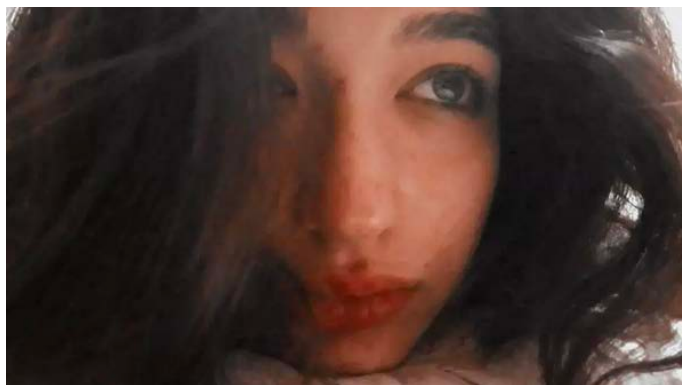
The 16-year-old girls were killed by the Iranian security services in a crackdown on the protests that have rocked the country for the past month.

As unrest erupted across Iran calling for an end to the Islamic Republic's rule last month, with young women in big cities and small towns tossing their headscarves onto bonfires to chants of "Women, Life, Freedom," two teenage girls left their homes to join the protesters.

It was the last time their relatives would see them alive. One family searched frantically for their daughter for 10 days, posting desperate appeals for information on social media; the other found out the fate of their daughter within hours of her disappearance.

But the grim result was the same. The missing teenagers had been killed by the security forces, their families and human rights groups said. One girl's skull was smashed, and the other girl's head was cracked by baton blows. Their bodies were handed back to their families bruised and disfigured. They were both just 16.

The two teenagers — Nika Shakarami and Sarina Esmailzadeh — have become the new faces of the protests that have convulsed the country for the past month, the largest and most sustained bout of [civil unrest](#) to grip Iran since 2009. Their images appear on posters secretly plastered on walls in cities across Iran and on banners carried by protesters, their names a rallying cry for the fury



Sarina Esmailzadeh, in an undated picture, went missing after attending a protest in Karaj in late September. Credit... via Radio Zamaneh

being directed against the rulers of the Islamic Republic.

Women and girls have been conspicuous on the front lines of the protests, which erupted almost a month ago, as have young people, with even high school students taking part, braving repeated crackdowns by the security services.

The crackdowns have taken a deadly toll: Iran's Committee to Protect Children's Rights says 28 children and adolescents have been killed and that many have been detained. The United Nations' children agency, UNICEF, [said](#) this week it was "extremely concerned" by the reports.

The families of the two teenagers and human rights groups, including Amnesty International and Iran Human Rights, say the [two girls](#) were killed by security forces after taking part in different protests in late September, Nika in Tehran, and Sarina in the city of Karaj, outside the capital. The security forces smashed Nika's skull, broke her teeth and dislocated her cheekbone, her mother has said in interviews; Sarina's head was

fractured after she was hit repeatedly with a baton until she bled to death.

The government has said that the two teenagers committed suicide by jumping from rooftops. Family members have repeated that official narrative on state TV, but relatives say those appearances were coerced, and that they have been threatened and even jailed to deter them from saying what really happened to Nika and Sarina.

In life, Nika and Sarina were happy teenagers who sang and danced, giggled with friends, roamed shopping malls, and posed for selfies, according to videos they shared. In death, their faces have come to symbolize a national uprising to topple the Islamic Republic that has thousands of young people on its front lines, and a young woman, [Mahsa Amini](#), 22, who died in the custody of the morality police last month, as its inspirational spark.

Young people like Nika and Sarina at the center of the uprising pose one of the

biggest challenges for Iran's ruling clerics. They are tech savvy, and many are detached from the political and religious ideology that defined the previous generations.

The authorities have tried to crush them with violence and throttle them by disrupting the internet and blocking popular social media platforms such as Instagram.

It hasn't worked. Protests have spread from streets to [university campuses](#) and to high schools. High school girls across Iran have stripped off their hijabs, ripped up pictures of Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei and booed and chased away a guest speaker from the feared Basij militia, [videos](#) posted on social media show.

Rear Adm. Ali Fadavi, the deputy commander in chief of the Revolutionary Guards Corps, said last week that the average age of detained protesters was 15. Yousef Nouri, the minister of education, said on Tuesday that high school students who had been arrested had been sent to "psychiatric centers to undergo education and behavioral reform."

Ms. Amini, whose death on Sept. 16 in the custody of the morality police sparked the protests, had been arrested on charges of not properly observing the hijab law, which mandates a head covering for women. Her family has rejected the government's claim that she died from a heart attack, and said she suffered a head injury after being beaten by the police.

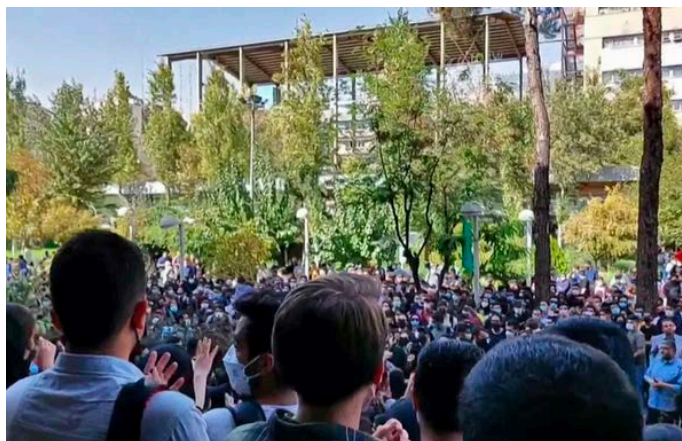
Four days after Ms. Amini's death, Nika dashed out the door of her home in Tehran to join the protesters massing on the streets. She stood defiantly on top of a garbage can, her black hair tied in a pony tail, and waved a hijab she had set ablaze as a crowd of young people around her chanted "death to the dictator," according to a [video](#) that her family has confirmed as authentic to Iranian journalists.

Nika lived with her aunt and worked part-time at a cafe training as a barista. She dreamed of going abroad after high school and loved to sing. A [video](#) from a school ceremony shows her standing onstage and holding a microphone, giggling. She then sings a well known Iranian song, with the lyrics: "One heart says go, go, and another heart says don't go, don't go. My heart cannot endure, what to do without you?"

Nika disappeared the night of Sept. 20 from a central Tehran boulevard where security forces clashed with protesters. Her mother said in a [video message](#) published by Radio Farda that Nika's last phone call was shortly before midnight and that she could hear protesters and security forces shouting in the background.

The family searched for her in detention centers but without success. Her aunt, Atash Shakarami, with whom she lived, posted Nika's photograph on her Instagram page seeking help finding her. Ten days later, her family received a call from the authorities: they could collect her body from a morgue in downtown Tehran.

Nassrin Shakarami, Nika's mother, reached by phone in Tehran on Wednesday, said she wanted to publicize her



A still image taken from a video showing Iranian students chanting slogans as they protest at Amirkabir University of Technology in Tehran, on Monday. Credit... via Agence France-Presse — Getty Images

daughter's story and was living under "difficult conditions." Nika's aunt and uncle were both detained for days to pressure the family into silence, and the aunt was forced to repeat the official cause of death on state TV, Ms. Shakarami said.

"They are threatening me. I have said the things I needed to say to explain what happened," said Ms. Shakarami, referring to the message published by Radio Farda in which she said the security forces had killed her daughter and were pressuring her to call it a suicide.

Her conversation with The New York Times was abruptly disrupted, and a recorded message from the state telecommunications company said her phone number had been disconnected.

Ms. Shakarami said in her video message that security forces had seized Nika's body as the family was arranging a funeral service and had buried her without the family's knowledge or presence. After a public backlash, state television aired video of a young woman they claimed was Nika entering a building from which they said she jumped. Her mother says the

woman in the video was not her daughter.

Two days after Nika disappeared, Sarina Esmailzadeh joined protests in Karaj, a satellite city west of Tehran, along with some classmates, according to rights groups and two Iranian journalists, Fereshteh Ghazi from Radio Farda and Farzad Seifikaran from Radio Zamaneh, who both interviewed relatives.

Sarina studied at a high school in Karaj for the gifted and talented, and she chronicled on [YouTube](#) the daily life and musings of a typical teenager; trying on makeup for the first time, making pizza and singing pop songs in the back of the car

"We need joy and fun, we need good spirit, good vibes and good energy," Sarina said in one [video](#). "But in order to have all of these, you need to have freedom."

At the protest, security forces grabbed Sarina and struck her head with a baton over and over, according to Amnesty International and Iran Human Rights. She was taken to the hospital, but there was little the doctors in the emergency room could do. She had already bled to death.

Sarina's mother, who is being treated for a brain tumor, received a phone call from the authorities around midnight to go to the hospital and identify her daughter's body, according to the two journalists who interviewed the family and a report on Sarina by Iran Human Rights. Sarina's father died when she was a child and she lived with her mother and older brother. At the hospital they were not allowed to see Sarina.

At the funeral the next day security forces brought Sarina's body, wrapped in a customary white cloth, and allowed the mother a short glimpse at her face before they buried her. But it was long enough to notice that one side of her forehead had been smashed.

Sarina's mother, looking disoriented, appeared twice on state television, including on Tuesday, where she repeated the official line that Sarina had jumped from a building. Iran's state TV has a history of broadcasting coerced interviews of political dissidents and families of people who have been killed.

Ms. Ghazi, who has been in contact with Sarina's relatives, said the security forces had threatened that if Sarina's mother did not confirm the official account, they would harm her son, her only other child.

The grim aftermath of Sarina's death could not have been at greater contrast with the youthful exuberance of her life. "What's a better feeling than being free and careless?" Sarina said in a [video](#) after finishing an exam and buying herself a bottled iced coffee as a treat. "It's finished, it feels so great, Goodbye."

Intense répression en Iran, des miliciens déployés dans les régions kurdes

L'Iran a déployé des miliciens bassidji pour réprimer les manifestations qui embrasent les régions à majorité kurde dans le nord-ouest du pays depuis la mort de Mahsa Amini il y a près d'un mois, ont déclaré des sources à Reuters.

Sept personnes - quatre membres des forces de sécurité et trois manifestants - ont été tuées dans la nuit de mercredi à jeudi lors de manifestations à Sanandaj, chef-lieu de la province du Kurdistan iranien, Kermanshah et Mahabad, selon l'organisation locale de défense des droits de l'Homme Hengaw.

La colère déclenchée dans tout le pays par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne de 22 ans, après son arrestation par la police des mœurs pour port non réglementaire du voile islamique, ne faiblit pas malgré la répression, qui a fait quelque 200 morts selon les groupes de défense des droits.

La mort de plusieurs adolescentes présumées tuées pendant des rassemblements de protestation a encore renforcé la mobilisation.

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, que Reuters n'a pu être en mesure d'authentifier, montrent des miliciens bassidji frappant des protestataires dans les régions kurdes.

Deux sources à Sanandaj ont dit à Reuters que des Bassidji avaient attaqué des manifes-

tants aux côtés d'unités de la police anti-émeutes.

Un témoin a également déclaré à Reuters que des centaines de policiers anti-émeutes et de miliciens bassidji avaient été transférés d'autres provinces iraniennes pour affronter les protestataires.

"Il y a quelques jours, des Bassidji de Sanandaj et Baneh ont refusé d'obéir aux ordres et tiré sur les gens", a dit ce témoin. "A Saqez, la situation est pire. Ces Bassidji tirent sur les gens, les maisons, même si ce ne sont pas des manifestants."

Les Bassidji, des volontaires qui constituent une force paramilitaire dépendant du corps d'élite des Gardiens de la révolution, pourraient se compter en millions, avec un million environ de membres actifs, selon les experts.

Même si le mouvement déclenché par la mort de Mahsa Amini perdure depuis bientôt quatre semaines, les autorités iraniennes ont déjà maté des périodes de contestation bien plus longues, notamment le soulèvement de 2009 contre la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad qui a duré près de six mois avant de prendre fin.

DES DIZAINES D'ARRESTATIONS

A Sanandaj, a déclaré une source à Reuters, des centaines de policiers ont été déployés et des unités anti-émeutes ont fouillé des habitations et arrêté des dizaines de jeunes gens ces der-

nières heures.

"Nous avons aussi des informations en provenance de Baneh et Saqez. Ils ont arrêté des dizaines de jeunes depuis hier, y compris des adolescents", a ajouté cette source qui a souhaité rester anonyme pour des questions de sécurité.

L'organisation Hengaw a fait état de confrontations violentes entre forces de sécurité et manifestants dans dix villes mercredi soir.

A Kermanshah, deux personnes ont été tuées par des tirs à balles réelles des forces de l'ordre. Hengaw a posté la photographie du corps d'un jeune homme de 18 ans, l'une des victimes selon elle. Trois membres des forces de sécurité ont également été tués dans la ville, et une quarantaine d'autres blessées, a ajouté l'organisation.

Un quatrième membre des forces de sécurité a également été tué à Mahabad, et un manifestant a péri sous les balles des policiers à Sanandaj, a-t-elle encore précisé.

Les autorités iraniennes, qui démentent que les forces de sécurité tirent sur les protestataires, évoquaient jusqu'ici un bilan d'une vingtaine de membres des forces de l'ordre tués depuis le début de la contestation.

La tension est particulièrement vive dans les régions kurdes qui aspirent à l'autonomie et se sentent depuis longtemps mar-

ginalisées. Le gouvernement iranien impute la violence à des dissidents kurdes dont des bases en Irak ont été bombardées à plusieurs reprises par les Gardiens de la révolution. Dans tout le pays pourtant, les manifestants appellent à l'unité contre le régime et à la chute du guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei. De nombreuses femmes participent aux rassemblements pour exprimer leur rejet du strict code vestimentaire imposé par les mollahs.

Dans les colonnes du quotidien Ettela'at, un conseiller de Khamenei, l'ancien président du Parlement Ari Larijani, s'interroge ouvertement sur la pertinence de l'intervention du gouvernement concernant le port du voile.

"Si 50% des femmes de notre pays ne portent pas totalement le hijab, alors la police ne devrait pas être impliquée", dit-il. "La question est celle-ci : le gouvernement doit-il intervenir sur de tels sujets ?"

Le chef de l'appareil judiciaire iranien, Gholamhossein Mohseni Ejei, a de son côté ordonné que des peines sévères soient prononcées à l'encontre des "principaux meneurs des émeutes".

Selon les médias officiels, "plusieurs" personnes interpellées durant les manifestations ont été inculpées. Les organisations des droits de l'Homme évaluent à des milliers le nombre de personnes arrêtées.

En Irak, déblocage des institutions après un an de crise

Le politicien chiite Mohamed Chia Al-Soudani, plusieurs fois ministre, a été chargé de former le gouvernement, après l'élection du kurde Abdel Latif Rachid à la présidence de la République.

Le Parlement irakien a élu, jeudi 13 octobre, Abdel Latif Rachid président de la République, mettant fin à un an d'impasse politique marquée par des violences. L'ancien ministre kurde de 78 ans, candidat de compromis au sein du camp kurde qui a la main sur cette fonction honorifique, l'a emporté face au président sortant, Barham Saleh. Le nouveau chef de l'Etat a chargé Mohamed Chia Al-Soudani de former un gouvernement. Le politicien chiite de 52 ans, plusieurs fois ministre, a trente jours pour former son cabinet et tenter d'apaiser les divisions au sein de la majorité chiite, qui se déchire pour le contrôle de l'Etat.

La candidature de M. Al-Soudani a été au cœur des tensions qui ont opposé, durant l'été, le Cadre de coordination, une alliance formée par l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki et des milices chiites pro-iraniennes, et le chef populiste chiite Moqtada Al-Sadr. Ce dernier, vainqueur des élections législatives d'octobre 2021, avait retiré ses soixante-treize députés de l'Assemblée en juin, excédé par les manœuvres de ses rivaux visant à l'empêcher de réunir une majorité pour former le nouvel exécutif. Ainsi privé de son assise parlementaire, c'est dans la rue qu'il a entrepris de faire barrage à la décision du Cadre de nommer M. Al-Soudani à la tête du gouvernement.

Le sit-in entamé par les partisans sadristes devant le Parle-

ment à la fin de juillet a failli dégénérer en guerre intrachiite le 29 août, quand plus de trente de ces protestataires ont été tués dans des affrontements avec l'armée et des milices chiites pro-iraniennes. Cet accès de violence a décidé M. Al-Sadr à lever le sit-in et à se mettre en retrait, tout en menaçant de faire redescendre ses soutiens dans la rue. Signe des tensions persistantes, un barrage de roquettes s'est abattu sur la zone verte, siège des institutions du pays, avant le début de la séance parlementaire, jeudi. Ces tirs, qui n'ont pas été revendiqués, ont fait dix blessés, dont quatre civils.

Une « étape démocratique importante »

Ils n'ont pas empêché la tenue du scrutin, qui a été salué comme une « étape démocratique importante » à Paris comme à Washington. A l'issue du second tour, Abdel Latif Rachid l'a emporté avec plus de cent soixante voix face au président sortant (quatre-vingt-dix-neuf). Ingénieur formé en Grande-Bretagne et ancien ministre des ressources en eau de 2003 à 2010, M. Rachid est issu de la vieille garde de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Beau-frère de l'ancien président Jalal Talabani, « il est resté hors du parti et n'a pas une couleur très partisane », estime Hardy Mède, chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique à Paris-I. C'est ce qui a convaincu Massoud Barzani, le

chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de le soutenir « dans un esprit de compromis ».

Pendant un an, les deux formations kurdes avaient échoué à s'entendre, paralysant la formation de l'exécutif. Le PDK exigeait ce poste, contestant la coutume voulant que l'UPK obtienne la présidence tandis que le PDK garde la main sur les affaires de la région autonome. Le PDK a finalement accepté de laisser ce poste à l'UPK, mais en accordant ses voix non au candidat officiel du camp Talabani, M. Saleh, mais à M. Rachid. « Massoud Barzani a voulu faire d'une pierre deux coups : écarter M. Saleh, qui a porté préjudice aux intérêts du PDK durant sa présidence, et affaiblir l'UPK, qui risque une nouvelle scission avec le retour de M. Saleh à Souleimaniyé », le fief du parti, poursuit le chercheur.

Le compromis kurde s'accompagne d'une redistribution des alliances. Après le retrait de M. Al-Sadr, avec qui il avait tenté de former une majorité parlementaire, M. Barzani s'est allié à ses rivaux du Cadre de coordination. « M. Barzani veut s'investir à tout prix sur la scène nationale pour défendre la position du Kurdistan irakien qui est très dépendant financièrement de Bagdad, notamment sur le pétrole », précise M. Mède. Depuis la démission des députés sadristes, le Cadre revendique d'être le premier bloc de l'Assemblée, avec cent trente-huit députés. A ce titre,

son candidat a été investi jeudi pour former le gouvernement.

Promesse un vaste plan de réformes

Diplômé en agronomie et ancien opposant à Saddam Hussein, Mohamed Chia Al-Soudani fait partie d'une génération politique qui n'a pas connu l'exil. Il a gravi les échelons de l'appareil étatique après la chute de l'ancien dictateur, en 2003, au sein du parti Dawa de M. Al-Maliki. Gouverneur de la province de Maysan, il a été plusieurs fois ministre et député. Son nom, qui avait été suggéré pour le poste de premier ministre durant la contestation d'octobre 2019, avait été rejeté par les manifestants. Aucune accusation de corruption n'entache sa carrière, mais il est vu comme un homme du sérail. En 2021, il a fondé son propre parti, Al-Furatain, qui a trois députés.

Cette émancipation vis-à-vis du Dawa n'a pas convaincu M. Al-Sadr, qui le voit en « marionnette » de M. Al-Maliki. Depuis juillet, M. Al-Soudani tente de lever les réticences des sadristes et des députés de l'opposition. Il promet un vaste plan de réformes et de lutte contre la corruption, ainsi que des législatives anticipées « d'ici un an et demi ». Le gouvernement qu'il formera satisfera-t-il M. Al-Sadr ? Ou ce dernier fera-t-il à nouveau montre de sa capacité de nuisance en jetant ses partisans dans la rue ? Le chef chiite n'est pas encore sorti de son silence.

‘They tried to wipe us out’: Kurds shelled as Iran seeks scapegoats for unrest

Picking through a pile of twisted metal, Rebaz, a Kurdish Iranian fighter, stooped to cradle a jagged chrome piece that was dug from the ruins of his base. “This was part of a Fateh missile,” he said. “It’s one of the biggest that the Iranians have in their arsenal. It’s from the day they tried to wipe us out.”

The heap included other wreckage – of rockets and kamikaze drones that had devastated this small outpost, just east of Erbil in northern Iraq, a fortnight ago. Since then, jittery guards had looked from the ruins towards the east, from where more than two dozen ballistic missiles and another dozen kamikaze drones blazed from a blue sky a fortnight ago.

The attack marked one of the biggest barrages of ballistic missiles anywhere in the region in at least the past decade and, across northern Iraq, few saw it coming. Except for the Iranian Kurds who have guarded this hilltop through war and insurrection, and knew what to expect from Iran, a mortal foe under mounting pressure at home.

With the attacks, Iran sought to lay the blame for protests at home on a long-term enemy, the fighters for an independent Kurdistan, a state the Kurdish ethnic group hope to one day establish on land currently in Turkey, Iraq, Iran and Syria.

The missile barrages, three in total, sent close to 70 long-range warheads to Iranian Kurdish bases in northern Iraq, killing 14 fighters, wounding 58 and levelling bases that had fought Islamic State, the Iraqi



Gen Hussein Yazdanpanah in the ruins of his base in Iraqi Kurdistan. ‘They are not winning on the ground,’ he said of Iran. Photograph: Nechirvan Mando

army and Shia militias over the last eight years.

They came as popular demonstrations were gathering momentum in Iran, pitting the country’s women and youth against one of the region’s most formidable police states. Two weeks later, and nearly six weeks into protests that continue to rattle Iran’s theocratic leaders, the mood on the streets remains febrile.

Faced with an impetus the regime did not expect, or know how to contain, officials have attempted to divert the conflict from the streets of towns, cities and even villages, to age-old geographic flashpoints and to the more modern battleground of the information space. On both counts Iranian attempts are flailing.

“They are not winning on the ground, and they are not deceiving anyone in Iran, or outside,” said Gen Hussein Yazdanpanah, the leader of an Iranian Kurdish group, the Kurdistan Freedom party (PAK). “Iran wants to demonstrate to the world that the protests are

not relevant to what is happening inside the country and are instead driven by affairs from the outside. They are exporting this. They want the world’s attention to be taken away.”

Yazdanpanah had come to know every inch of the hilltop that he had called a base over the past eight years. From down the road towards Kirkuk and over the hills nearby, IS had once hovered. When they were gone, Shia militias and the Iraqi army had tried to advance after an ill-fated Kurdish referendum five years ago.

At all times, the Iranian Kurds stood their ground, committed to a broader Kurdish project as much as they were keeping Iran at bay. The general rejects Iranian claims that the protests are being driven by a Kurdish nationalist push. “It didn’t start that way, and it isn’t like that now,” he said. “We are tied to our people and the protesters. But it is not us that started these events. It is not our forces that are on the streets.

“But they have to know that we will not stay silent in the face

of this and we will defend our daughters’ blood.”

The smell of death rose from the rubble; two fighters remained unaccounted for and only heavy equipment could shift the enormous piles of ruins caused by the ballistic missiles. What remained of the PAK’s scorched arsenal lay baking in the autumn sun. But even among the devastation, work had started on a new base a mile away. “We will prevail,” said Yazdanpanah. “But we are not satisfied with the way the international community has responded.”

As well as watching events unfold in Iran, Iranian Kurds are well versed in the war in Ukraine, where a steady supply of powerful weapons have helped fight back a Russian invasion and could help turn the course of the war. Kurdish forces in Iraq received weapons while the war against IS was raging. But that was nearly five years ago and, once again, the Kurds feel history, and their friends, have forgotten them.

“This territory is supervised by the international coalition and they know our role in fighting Isis. How can an airspace be monitored by them and something like this be allowed to happen? It’s like tying our hands and letting the wolf come for us. We are a people that has regularly been slaughtered for the price of supporting democracy and human rights. The only place in the region that allows room for democracy to be fertilised is here.”

He implored the international community to consider reimposing a no-fly zone, more

than 20 years after another such zone was lifted. The first was to deter Saddam Hussein from attacking the Kurdish north. "The solution is to close our skies and to stop Iran targeting us. Iran does not respect diplomatic relations, nor soft power. It only knows strength.

"The weapons that are being given to Ukraine could also be given to us. Even a small amount. You can give the Kurds in Iran similar support. Why are you not supporting a stateless people who have fought Isis and supported your interests?

Without us, they would have made it to Europe."

In nearby Erbil, which has so far been spared the Iranian barrage, but where officials are also considering calling for a new no-fly zone, an Iranian Kurdish refugee, Ibrahim, 29, from Urmia in the country's north-west, said he was hopeful the uprising would continue to gain momentum.

"There was a time when protests in Iran happened every 10 years or so, but that gap has been closing. It's now every two years, and that shows that

the regime is losing its hold.

"They can't think they can continue to run a repressive regime like this in an information age. The worst thing for them was the Covid lockdown. People and students had all that time to stay at home and look at the internet. They saw how life could be and they wanted a taste of it.

"It is not an armed uprising for now. And I hope it doesn't become one. But if it does, the problem will be, where would those weapons come from. This needs to be taken very seriously."

An Iranian Kurdish woman, Arina, 28, from Sanandaj, said: "It's never been like this, all minorities and ethnicities fighting together for basic human rights. I have many friends in the streets whom I talk to daily.

"Every time I talk to my friends I say they're very motivated. It's very different from previous protests. In some areas the government has already lost control."

*Additional reporting:
Nechirvan Mando*

LE FIGARO

16 octobre 2022
Par Georges Malbrunot

À Téhéran, la « bunkérisation » d'un régime sclérosé autour de son noyau révolutionnaire

Les événements qui ensanglantent l'Iran depuis un mois témoignent d'un régime qui prépare la succession de l'ayatollah Ali Khamenei, malade et âgé.

MÊME certains conservateurs n'en reviennent pas. « Nos dirigeants sont devenus fous », a confié l'un d'eux, lors d'un récent déjeuner avec un homme d'affaires, dans un pays voisin de l'Iran. Après quatre semaines de manifestations qui ne donnent aucun signe de répit contre le plus haut sommet de la République islamique, la fuite en avant répressive du régime interpelle jusqu'à certains de ses fidèles. « Devant moi, ajoute l'homme d'affaires, un ancien ministre du gouvernement populiste Ahmadinejad s'est inquiété de voir le pouvoir se recroqueviller sur lui-même. »

D'autres voix issues du système, comme celles de l'ancien président réformiste Mohammad Khatami, ou l'ex-ministre des Affaires



L'ayatollah Ali Khamenei à Téhéran, le 12 octobre 2022. WANA NEWS AGENCY/via REUTERS

étrangères, réformiste lui aussi, Javad Zarif, ont dénoncé le choix du tout-sécuritaire pour étouffer la révolte. Pourtant, les événements qui ensanglantent l'Iran depuis un mois ne sont que le dernier épisode d'une bunkérisation autour du noyau dur ul-

traconservateur d'un régime qui prépare la succession de son guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 83 ans et malade, après avoir tiré la leçon des sanctions implacables que leur infligea Donald Trump à l'été 2018. « Ce fut le vrai déclencheur

de la reprise en main, estime un observateur joint au téléphone à Téhéran, qui requiert l'anonymat. Le régime n'avait pas prévu le coup, ses dirigeants ont vu soudainement la monnaie dévisser, ils ont décidé de bloquer les importations et de remettre de l'ordre dans l'État. » D'abord dans l'administration, où, à partir du printemps 2019, une épuration des réseaux réformateurs, qui trahissaient les postes, fut lancée pour les remplacer par des fidèles, idéologues et acquis aux idéaux révolutionnaires qui fondèrent la République islamique en 1979, après avoir chassé le chah, et dont le voile obligatoire est l'un des piliers.

Le repli sur le cœur du régime était destiné à verrouiller l'élection d'un ultraconservateur à la présidentielle de

2021, Ebrahim Raissi, un religieux issu de la justice révolutionnaire. Un signe ne trompe pas : pour la première fois en quarante-trois ans de régime, Raissi n'affronta aucun candidat réformateur. Ils furent tous éliminés par le Conseil des gardiens de la Constitution : l'épuration politique fonctionnait.

Elle frappa, à partir de l'automne 2021, le milieu des affaires pour en expurger les pro-réformateurs et les remplacer, une fois encore, par des affidés. À partir de là, « le régime ne toléra plus que les révolutionnaires. Même ceux qui étaient silencieux devinrent très mal vus », constate l'homme d'affaires.

Alors que le profil des ténors au pouvoir avait changé, la cible de leurs ennemis s'élargit peu à peu. La police religieuse reçut ordre d'être plus agressive contre les femmes qui portaient mal le foulard obligatoire.

« La moitié ou presque des ministres du précédent gouvernement avait été formée aux États-Unis, rappelle l'observateur à Téhéran. Ils avaient une compréhension de l'Occident et du monde. Ceux qui tiennent le haut du pavé aujourd'hui ne sont, pour la plupart, jamais sortis de l'Iran. Leur vision du monde se limite à leurs interventions en Syrie, en Irak et au Liban, où l'Iran dispose de relais. Ils sont dans une logique de conflit régional face aux ennemis américains ou israéliens, alors que les jeunes n'en ont rien à faire de la Syrie et du Liban. » L'épuration est allée jusqu'à l'appareil sécuritaire, visant les tout-puissants gardiens de la révolution (les pasdarans),

l'unité d'élite en charge de la protection du régime mais désormais infiltrée par les services de renseignements israéliens. Hossein Taeb, patron du service de renseignements des pasdarans, fut ainsi évincé. « C'est le service de la contre-intelligence (Zed Ettelaat, NDLR) des pasdarans qui a désormais la main sur tout », constate notre source à Téhéran.

La calcification a gagné l'appareil sécuritaire. « Historiquement, rappelle cet expert des rouages du pouvoir, le ministère de l'Intérieur gérait la sécurité. Lorsque les réformateurs sont devenus menaçants à partir de 1997, le contrôle est passé au ministère de l'Information (Renseignements), qui s'est doublé avec une partie pour le guide suprême, une autre pour le président de la République ». Mais en 2013, avec le président modéré Hassan Rohani, le pouvoir sécuritaire a été ramené chez les gardiens de la révolution et maintenant à la contre-intelligence, qui dépend directement du guide.

« Sur trente ans, résume l'expert, on a glissé d'une surveillance des réformateurs à celle des gardiens de la révolution, puis dernièrement à une surveillance des gardiens, élargie à tous les autres, c'est-à-dire les anti-révolutionnaires et tous les opposants silencieux. Ce n'est pas un bon signe. » Cette bunkérisation s'accompagne d'un partage des tâches entre deux hommes : le guide suprême Ali Khamenei, entouré de son fils Mojtaba, qui a la haute main sur la sphère du renseignement, et Ali Shamkhani, le chef du

Conseil national suprême de sécurité, l'instance qui prend les décisions stratégiques autour du guide. Avec les problèmes de santé de ce dernier, Ali Shamkhani est devenu le personnage clé de la galaxie sécuritaire. « Lorsque le guide a disparu de la scène fin août pendant une bonne semaine, c'est la ligne Shamkhani qui l'a emporté dans le dossier des négociations nucléaires », affirme un diplomate qui suit l'Iran.

À la surprise générale, alors qu'Emmanuel Macron et Josep Borrell, à la tête de la diplomatie européenne, annonçaient un accord pour les « prochains jours », l'Iran a alors présenté de nouvelles exigences. « Shamkhani et ses partisans jouent l'axe Russie-Chine contre les Américains et les Européens, auxquels ils ne font pas confiance, poursuit ce diplomate. Ils pensent que les Européens sont à genoux avec l'Ukraine, qu'ils ont besoin du diesel et du gaz iraniens et dans le même temps, ils estiment que les Russes vont les protéger et les Chinois leur acheter du pétrole. Mais c'est un mauvais calcul. Il n'y a aucun Chinois en ville actuellement à Téhéran. »

S'ils ont réussi à laminer leurs adversaires réformateurs, privant les manifestants de relais politiques, les ténors ultraconservateurs ont gardé une de leurs mauvaises habitudes, mêlant intérêts personnels à ceux du système. « Les fils d'Ali Shamkhani, qui pèsent pas loin de 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires, tiennent le fret maritime à la place de la compagnie IRISL sanctionnée par les Américains, révèle l'homme d'affaires précité. Celui du pre-

mier vice-président de la République, Mohammad Mokhber, est patron de l'entité pharmaceutique liée à la banque Pasargad. Il gère les flux pharmaceutiques hors sanctions, après avoir été en charge d'une unité pharmaceutique à la Setade. » Celle-ci est la plus riche des fondations religieuses liées au guide suprême. Son poids ? Plusieurs dizaines de milliards de dollars grâce à des participations dans la pétrochimie, l'aciérie, les ciments et les télécoms. Qui en est le patron ? Mohammad Mokhber. Or ce dernier a conservé la direction de la Setade, tout en devenant premier vice-président de la République. Ce partage de niches est un autre signe de la calcification du pouvoir aux mains de fidèles révolutionnaires.

« Les réformateurs énervaient déjà eux aussi, relève le diplomate, mais leurs fils, au moins, avaient souvent étudié aux États-Unis, et surtout depuis leur départ du pouvoir, la population s'est appauvrie. Là où le régime tenait économiquement par de la redistribution, il ne tient plus aujourd'hui. Tout le monde s'est fait rogner son pouvoir d'achat, tout le monde a perdu sur l'inflation. La population est en colère et elle se fait serrer de tous les côtés y compris sur le voile pour les femmes. »

Résultat : « Le régime n'a plus que 10 % de soutien parmi les Iraniens contre peut-être 25 % il y a encore deux ou trois ans », estime le diplomate. Un régime sclérosé mais homogène idéologiquement, et prêt à tout pour sauver sa peau et ses privilèges.

Mystérieux incendie à la prison d'Evin

Le régime des mollahs est soupçonné de semer le chaos pour justifier un durcissement de la répression.

Est-ce un tournant dans la révolte ? Ou bien dans la stratégie du régime pour en venir à bout ? L'incendie déclenché dans la nuit de samedi à dimanche à la vaste prison d'Evin, au nord de Téhéran, où sont détenus de nombreux opposants au régime, alimente les interrogations.

Des coups de feu et le bruit d'explosions ont été entendus, alors qu'une épaisse fumée se dégageait d'Evin, selon des images postées sur les réseaux sociaux. Inquiètes pour leurs proches, de nombreuses familles ont cherché à s'approcher du centre pénitentiaire où les slogans antirégime fusaient, comme c'est le cas depuis un mois que l'Iran est secoué par une vague de manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini, une jeune Kurde iraniennne qui portait mal son foulard, obligatoire pour les femmes en République islamique. La répression qui s'est ensuivie a entraîné la mort de plus de 150 personnes, selon des ONG.

Dimanche, alors que le calme était revenu autour d'Evin, où sont également détenus des manifestants de ces dernières semaines, les autorités ont annoncé la mort de quatre prisonniers dans l'incendie, qui aurait fait une soixantaine de blessés. Le pouvoir a évoqué « des affrontements » et accusé des « voyous d'avoir incendié un entrepôt de vêtements ».

C'est là que sont emprisonnés la chercheuse franco-iraniennne Fariba Adelkhah et l'Américain



De nombreux opposants au régime des mollahs sont détenus à la prison d'Evin, au nord de Téhéran.
© SALAMPPIX / ABACA

Siamak Namazi, que le pouvoir cherche à échanger contre des Iraniens détenus aux États-Unis et en Europe. Des proches de Namazi ont indiqué qu'il avait été transféré loin de l'incendie. Le comité de soutien de Mme Adelkhah a également reçu des « nouvelles rassurantes ».

Certaines sources interrogées par Le Figaro estiment que les autorités seraient à l'origine de cet incendie. « Il s'agit de créer du chaos pour faire peur à la masse des Iraniens qui redoute l'instabilité », confie l'une d'elles, qui a déjà connu de telles scènes en 2009 lors des manifestations consécutives au trucage de l'élection présidentielle. « Evin marque l'entrée dans une nouvelle phase, celle de la reprise en main par le pouvoir », ajoute-t-elle. « Les

autorités ont commencé à arrêter massivement, la justice, elle, condamne lourdement, des criminels économiques et de droit commun sont libérés pour faire de la place ; et bientôt, des scènes de pillages vont démarrer, avec des banques et des commerces attaqués par des éléments du système, pour lui permettre d'apparaître comme un rempart au chaos », anticipe cette source.

Nouvelles manifestations

Malgré ce durcissement de la répression, les manifestations continuent. « Les mollahs doivent déguerpir ! », ont scandé des femmes sans voile dans un collège technique de Téhéran. Dans les universités, des jeunes ont manifesté à Téhéran, à Ispahan (Centre) et Kermandah (Nord-Ouest), tandis

qu'à Saqqez, la ville natale de Mahsa Amini au Kurdistan, des grèves ont éclaté.

« L'histoire est loin d'être écrite », ajoute notre source, familière de l'Iran. Le pouvoir a durci sa surveillance du réformiste Mir Hossein Moussavi, placé en résidence surveillée depuis 2009, lorsque le régime lui avait volé sa victoire à la présidentielle. Selon nos informations, les autorités redoutent le scénario d'une marche de dizaines de milliers de manifestants qui le sortiraient par la force de son isolement. Il en serait également ainsi de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami, privé de passeport depuis longtemps. « Le pouvoir ne veut pas d'un contre-pouvoir se coalisant avec les manifestants qui, aujourd'hui, n'ont pas de porte-parole politique. »

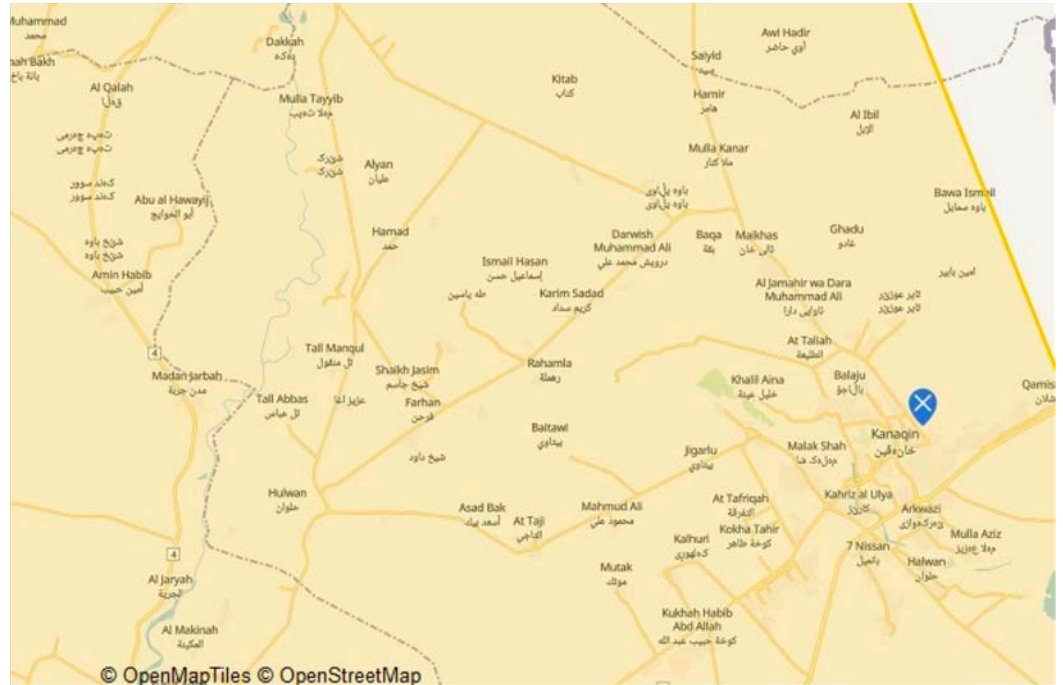
Kirkuk Minute October 14, 2022

Kirkuk

On October 12, Iranian-backed militias attacked the Khor Mor gas field near the Qadir Karam subdistrict twice with eight rockets without damage. The Koromor field, operated by UAE's Dana Gas, has been hit **five times since June**, and the Peshmerga forces have foiled at least four attacks. Three hours after the attack, the "Northern Axis" of the Iranian-backed Popular Mobilization Units (PMU) announced that they seized the rocket launchers between Tuz Khurmatu and Amreli heights.

In a press release, the commander of the joint operations in Kirkuk, **Ali Fariji, said** the deployment of military forces in the Kurdish area of the city is to ensure that the markets "stay open late" and "provide security." His remarks face criticism from Kurds since heavy security forces in the Kurdish neighborhood spread fear and anxiety, leading people to stay home. On October 12, Fariji ordered the deployment of artillery on the historical citadel in the city without any objection so far from the archaeological department. Kirkuk province, mainly the Kurdish areas, has faced martial law by the Iraqi government since **October 16, 2017**.

On October 9, a high-level Iraqi military delegation led by Brigadier General Abdul Amir Shamari, deputy commander of operations, arrived in Kirkuk. According to leaked information, his visit discussed the withdrawal of the federal police forces in Kirkuk and replacing



them with the Iraqi army. Separately, on October 12, Iraqi troops fell into an ISIS (Da'esh) ambush near the Sargaran district. Three soldiers were wounded in clashes.

On October 10, Peshmergas of the joint brigades with Iraqi forces protested in front of the Ministry for not being paid their eleven-month salaries. Officials promised the Peshmergas that wages would be paid at the beginning of the new year. Despite forming a joint force by the Peshmerga and the Iraqi army to fill vacuums in the disputed territories, Baghdad is yet to allow the deployment of the troops and allocate a budget for it.

According to unconfirmed reports circulating in social media, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) over-

came disputes on nominating a candidate for the next governor. The report suggested that KDP agreed for the PUK to select a non-member of the party for the post. The agreement between Kurdish and Iraqi parties in the new government will end the role of the current acting governor of Kirkuk, who was imposed on the province since October 16, 2017.

Khanaqin

On Sunday, October 8, Ali Fazel Omran, the commander of Diyala operations, warned the Peshmerga forces and the Kurdistan Regional Government (KRG) security forces to leave the city of Khanaqin within a week. According to the previous agreement, the KRG police, Asayesh (Public Security), and a few Peshmerga scouts were stationed

in Khanaqin to protect government buildings. The Kurdish forces rejected the calls while activists protested the decision. Simultaneously, a large Iranian-backed militia entered the city. As the situation escalated, Prime Minister Mustafa al Kadhimy suspended the decision and formed a committee of inquiry into the reasons for the decision. According to leaked reports, the decision was an Iraqi intelligence report, which raised false information about the Peshmerga and security forces. The intelligence report said that the KRG brought 300 Peshmergas, 700 Asayesh, and 250 Kurdish police into the city. Investigation revealed that the information in the report was wrong, and a Turkmen officer was involved in the matter. The security forces arrested the officer and are currently investigating his motives.



16 octobre 2022
Charles Delouche-Bertolasi

Le bilan passe à huit morts après un incendie et des affrontements à la prison d'Evin, la «Bastille» d'Iran

Un incendie et des affrontements se sont produits samedi soir dans cette prison de Téhéran, connue pour y détenir de nombreux prisonniers politiques. Le bilan continue de s'alourdir.

Des flammes et des tirs. Samedi soir, au terme d'une nouvelle journée de manifestation contre le pouvoir en Iran, la prison d'Evin, au nord de la capitale Téhéran, s'est embrasée. De sinistre réputation dans le pays, la bâtisse est connue pour abriter dans ses geôles de nombreux prisonniers politiques, notamment depuis le début du mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini. Sur les réseaux sociaux, de nombreuses vidéos ont été publiées dans la soirée de samedi. Elles montrent de hautes flammes et des panaches de fumée s'échapper du bâtiment, le tout sous les claquements des tirs d'armes à feu et des bruits d'explosion. On y entend aussi «mort au dictateur», le slogan maintes fois scandé au sein des cortèges depuis le 16 septembre.

«Des troubles et des affrontements ont été observés samedi soir», a confirmé un haut responsable de sécurité cité par l'agence officielle Irna. Mais «en ce moment, la situation est complètement sous contrôle et le calme est revenu dans la prison», a-t-il ajouté, imputant le départ de feu à des «voyous». Pourtant, huit prisonniers sont décédés. Un précédent bilan faisait état de quatre morts et de 61 blessés - dont quatre dans un état grave. Ces derniers, «sont décédés à l'hôpital», a indiqué ce lundi Mizan Online, le site de l'Autorité judiciaire. Toutes les victimes sont des condamnées pour vol, d'après cette source. Citant un procureur de Téhéran, Irna précise que les

affrontements n'avaient «rien à voir avec les troubles récents dans le pays».

«Un établissement notoirement brutal»

Depuis des années, la prison est connue pour les mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques. Depuis le 16 septembre, des centaines de personnes arrêtées lors du mouvement de contestation y auraient été envoyées. Selon CNN, la prison est un «établissement notoirement brutal où le régime incarcère des dissidents politiques». Cette vocation à accueillir des prisonniers politiques et le climat insurrectionnel en cours valent à la prison d'être comparée à la Bastille par certains acteurs de la mobilisation.

Sur Twitter, le journaliste irano-américain Jason Rezaian, incarcéré durant 544 jours à Evin, confirme la réputation terrible de la prison. «Evin n'est pas une prison ordinaire. Beaucoup d'Iraniens parmi les meilleurs et les plus brillants ont passé de longues périodes confinées là-bas, où des femmes et des hommes courageux se voient refuser leurs droits fondamentaux de dire la vérité au pouvoir. Le régime est responsable de ce qui arrive à ceux qui sont à l'intérieur en ce moment», a-t-il dénoncé, avec des photos de la prison en feu.

La prison d'Evin détient également des étrangers ou binationaux comme l'universitaire franco-iranienne Fariba Adelkhah et l'Américain Siamak Namazi, qui a été réincarcéré cette semaine après une libération temporaire, selon sa famille. Le groupe de soutien de Fariba Adelkhah a affirmé avoir eu des nouvelles «ras-

surantes» la concernant. L'avocat américain de Siamak Namazi a déclaré que ce dernier avait parlé à sa famille et qu'il avait «été transféré dans une zone sécurisée de la prison». La sœur d'un autre citoyen américain détenu à Evin, l'homme d'affaires Emad Shargi, a tweeté que sa famille était tout autant «morte d'inquiétude».

L'universitaire australienne Kylie Moore-Gilbert, qui a séjourné à Evin pendant l'essentiel de ses 800 jours d'emprisonnement en Iran, a déclaré au Sydney Morning Herald que des proches de prisonnières politiques s'y trouvant lui avaient assuré que «toutes les femmes au sein du quartier des prisonnières politiques d'Evin sont en sécurité et indemnes». Selon elle, «il est trop tôt pour savoir ce qui va se passer [dans le pays], mais il semble que ce sera une révolution. L'Iran ne peut pas revenir à ce qu'il était avant, ça c'est sûr».

Côté gouvernement américain, l'inquiétude est de mise. «L'Iran est pleinement responsable de la sûreté de nos citoyens détenus à tort, qui doivent être libérés immédiatement», a averti sur Twitter Ned Price, porte-parole de la diplomatie des Etats-Unis. Il a également ajouté que Washington suivait le développement de l'incident «avec urgence».

Le célèbre réalisateur iranien Jafar Panahi, lauréat de plusieurs prix internationaux, et le politicien réformiste Mostafa Tajzadeh se trouveraient eux aussi prisonniers au sein de cet établissement pénitentiaire.

«La vie de chaque prisonnier politique et de droit commun à Evin est menacée»

L'inquiétude est vive du côté des ONG de défense des droits humains. «La vie de chaque prisonnier politique et de droit commun à Evin est menacée», estime Iran Human Rights (IHR), une ONG basée à Oslo, en affirmant que les autorités avaient fermé les routes menant à la prison afin d'empêcher des manifestants de s'y rendre. Des vidéos postées sur Twitter hier soir montrent en effet un important embouteillage sur la route menant à la prison. Selon des ONG, des manifestations ont eu lieu dans la nuit en solidarité avec les détenus d'Evin, après une journée de protestations contre la mort de Mahsa Amini, portée par le slogan «le début de la fin!» du pouvoir.

«Des prisonniers, y compris des détenus politiques, sont complètement sans défense» à Evin, a souligné Hadi Ghaemi, directeur du Centre pour les droits de l'homme en Iran (CHRI) basé à New York. Pas de quoi rassurer non plus l'ONG pour la défense de la liberté d'expression Article 19 qui a quant à elle souligné être «extrêmement inquiète pour la sécurité des prisonniers». Ce dimanche, dans une vidéo publiée par le média indépendant 1500tasvir, on peut apercevoir des dizaines de familles réunies devant les portes de la prison Evin.

Depuis le début du mouvement de contestation, au moins 108 personnes ont été tuées dans la répression, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR). Amnesty International a affirmé qu'au moins 23 enfants de 11 à 17 ans avaient été «tués par les forces de sécurité». Et des centaines de personnes ont été arrêtées.

L'ex-députée kurde Leyla Güven condamnée à plus de onze ans de prison

Un tribunal turc a condamné lundi Leyla Güven à onze ans et sept mois de prison pour « propagande en faveur d'une organisation terroriste ».

Leyla Güven, ex-députée du Parti démocratique des Peuples (HDP) et ex-coprésidente du Congrès de la société démocratique (DTK), a de nouveau été condamnée à plusieurs années de prison. La 9^e chambre de la cour d'assise de Diyarbakır a condamné cette politicienne âgée de 58 ans à onze ans et sept mois de prison pour « propagande en fa-



Un tribunal turc a condamné lundi Leyla Güven à onze ans et sept mois de prison pour « propagande en faveur d'une organisation terroriste ».

veur d'une organisation terroriste », à savoir le PKK.

Mme Güven n'a pas assisté au procès en personne, mais

par le biais du système de vidéoconférence SEGBIS depuis la prison d'Elazığ où elle est détenue.

Lors du précédent procès qui s'est tenu le 7 septembre, l'accusation avait requis 43 ans, 1 mois et 15 jours pour Mme Güven.

Suite à la condamnation de Mme Leyla Güven, l'Association des droits de l'Homme (IHD) a condamné cette décision qui « entrave le droit pour les Kurdes d'exercer la politique ».

IRAN. Deux manifestants kurdes blessés à Mahabad sont dans le coma

Faiq Mamqadri, 35 ans, et Masoud Farajzadeh, ont été grièvement blessés par des tirs directs des forces gouvernementales lors des dernières manifestations à Mahabad. Tous deux hospitalisés à Urmia sont dans le coma.

Les deux civils ont été blessés grièvement par les forces gouvernementales le samedi



12 octobre, alors qu'ils roulaient dans une voiture près de la place Esteghlal à Mahabad, selon un rapport obtenu par l'ONG Hengaw. Ils ont reçu des balles au niveau du ventre, du dos et à la tête. Après avoir été emmenés à l'hôpital de Mahabad, ils ont été transportés à l'hôpital Khomeiny d'Ourmia en raison de l'aggravation de leur état de santé.

En Iran, les femmes prennent des risques extraordinaires pour manifester

Une Iranienne de 23 ans qui refusait de porter un voile a reçu en plein visage des projectiles anti-émeutes tirés par les forces de sécurité. Une mère divorcée qui a défié la police a passé cinq nuits dans une cellule collective avec 32 autres femmes. Une professionnelle de santé qui a participé à des manifestations à Téhéran craint, elle, de perdre son emploi.

Depuis le mois de septembre, la mobilisation antigouvernementale secoue tout l'Iran. Ce mouvement constitue l'un des menaces les plus sérieuses que le pouvoir ait eu à affronter. Des jeunes Iraniennes issues de l'ensemble de la société ont rejoint et souvent pris la tête les manifestations, déclenchées par la mort, le mois dernier, d'une jeune femme durant sa garde à vue où elle avait été placée après avoir été accusée ne pas respecter le code vestimentaire islamique strict du pays.

Les femmes prennent des risques extraordinaires pour exprimer leur colère, longtemps refoulée, contre les lois rigides, exigeant notamment le port du voile en public, qui leur sont imposées au nom de l'islam. Le rôle prépondérant des Iraniennes dans les rassemblements signifie que la poursuite des manifestations repose en grande partie sur leur capacité à supporter une répression de plus en plus



Le rôle prépondérant des Iraniennes dans les rassemblements signifie que la poursuite des manifestations repose en grande partie sur leur capacité à supporter une répression de plus en plus forte de la part d'un gouvernement qui semble déterminé à les écraser ou au moins à leur tenir tête. Amer Ghazzal/Shutterstock/SIPA/Amer Ghazzal/SIPA

forte de la part d'un gouvernement qui semble déterminé à les écraser ou au moins à leur tenir tête.

De femmes représentatives de la société iranienne qui ont rejoint les manifestations de Téhéran et qui ont été interrogées par The Wall Street Journal se décrivent comme extrêmement désabusées par leur quotidien dans le système théocratique, en particulier à cause du port obligatoire du voile, connu sous le nom de hijab, et le harcèlement qu'elles disent subir de la part de police de la moralité iranienne chargée de faire respecter les lois. Mais elles

évaluent également le prix à payer pour continuer le mouvement à l'aune des dangers qu'elles courent.

Les responsables iraniens ont imputé les protestations à l'ingérence étrangère et se sont peu exprimés publiquement sur le rôle des femmes dans la mobilisation, sur l'abrogation de la loi sur le hijab ou sur d'autres revendications des manifestants.

« Certains individus sont des agents de l'ennemi, ou, s'ils ne sont pas des agents, ils sont en phase avec eux, tandis que d'autres sont simplement des excités », a déclaré mercredi le

guide suprême iranien Ali Khamenei dans un discours diffusé par la télévision d'Etat iranienne.

Une professionnelle de santé célibataire de 31 ans vivant dans le sud de Téhéran a participé à la première nuit de manifestations le 19 septembre. Elle était en colère contre les inégalités dans la vie quotidienne en Iran, en particulier celle que subissent les femmes. Elle s'était déjà mobilisée en 2019 lorsque les prix du carburant avaient grimpé en flèche, mais cette fois-ci, les choses sont différentes, affirme-



17 octobre 2022

La lauréate du prix du livre allemand se rase la tête sur scène

L'auteure non-binaire Kim de l'Horizon, née en Suisse, s'est rasée la tête sur scène après avoir remporté lundi le prestigieux prix du livre allemand, en signe de solidarité avec les femmes qui manifestent en Iran.

"Ce prix n'est pas seulement pour moi", a déclaré l'auteure lors de la remise du German Book Prize (Deutscher Buchpreis) à Francfort, en amont de la foire du livre de Francfort, la plus grande du monde, prévue de mercredi à dimanche.

"Je pense que le jury a choisi ce texte aussi pour envoyer un signal contre la haine, pour l'amour et pour le combat de



L'auteure Kim de l'Horizon se rase la tête à Francfort, Allemagne, le 17 octobre 2022 Arne Dedert dpa/AFP

tous ces gens qui sont réprimés à cause de leur corps", a déclaré l'auteure moustachue, primée pour son premier roman, "Blutbuch" ("Livre de sang").

Après avoir entonné une chanson, elle a sorti un rasoir électrique et s'est rasé la tête sur scène.

Le jury s'est dit "inspiré" par le

roman, mettant en scène, "avec une formidable énergie créative", une "narratrice non-binaire".

Le prix du livre allemand récompense le meilleur roman de langue allemande de l'année et est doté d'un prix de 25.000 euros.

L'Iran est secoué par une vague de protestations depuis la mort il y a un mois de Mahsa Amini, 22 ans, après son arrestation par la police des mœurs.

De nombreuses artistes se sont affichées, notamment sur les réseaux sociaux, en train de se couper une mèche de cheveux en solidarité avec la lutte des femmes iraniennes.

LE FIGARO

17 octobre 2022

Le grand jeu turc en Méditerranée

Le lundi 3 octobre 2022, une haute délégation ministérielle turque (ministres des Affaires étrangères, de l'Énergie et de la Défense) s'est déplacée à Tripoli, la capitale libyenne dont la tranquillité est, depuis le renversement occidental de Kadhafi en 2011, fréquemment perturbée par les batailles rangées entre milices rivales.

Pour les Turcs, le jeu en valait la chandelle. Le gouvernement intérimaire libyen d'Abdelhamid Dbeibah a signé avec eux un mémorandum opérationnel

pour préparer l'exploitation pétrolière et gazière du riche plateau continental reliant les deux pays par-dessous les eaux de la Méditerranée. Ce « Memorandum of Understanding » (MOU) active l'accord de principe qui avait été signé, le 27 novembre 2019 à Ankara, entre le président turc Recep Tayyip Erdogan et Fayez al-Sarraj, le chef du gouvernement libyen reconnu par l'Onu.

En voulant accaparer une bande maritime entre le littoral libyen et le rivage turc au niveau de la ville de Kas (sud-

ouest d'Antalya), les Turcs et ceux des Libyens qui ont décidé d'être leurs vassaux, violent le droit international de la mer. Car ils piétinent allègrement l'espace maritime grec (notamment au large des îles grecques de Crète et de Rhodes). Voilà pourquoi ces accords turco-libyens ont été jugés invalides à la fois par l'UE et par les États-Unis d'Amérique. Pour le remercier d'avoir signé l'accord de 2019, l'armée turque a offert en juin 2020 une victoire militaire à Sarraj, lequel a réussi à repousser victorieusement les

troupes du général Haftar qui assiégeaient Tripoli. Les Turcs disposent actuellement sur le sol libyen de 2 000 soldats appartenant à leur armée régulière et de 6 000 mercenaires syriens en provenance de la poche d'Idlib, territoire syrien occupé actuellement par la Turquie.

Dans l'accord du 3 octobre 2022, c'est Dbeibah, le premier ministre libyen intérimaire en suspens (car théoriquement renversé par une motion de censure votée par le dernier Parlement élu démocratique-

ment) qui a tenu à remercier l'armée turque de l'avoir aidé, grâce à ses drones de combat, à chasser de Tripoli les hommes qui cherchaient à installer le nouveau premier ministre désigné par le Parlement, Fathi Bachagha, qui fut un bon ministre de l'Intérieur d'octobre 2018 à mars 2021. Dbeibah avait été désigné en février 2021 comme premier ministre intérimaire par un conclave de personnalités libyennes réunies à Genève par l'Onu. Mais le périmètre de son mandat ne l'autorisait pas à signer des accords de politique étrangère.

L'accord turco-libyen du 3 octobre représente un défi stratégique pour l'UE. Car la bande maritime qu'il trace abusivement en Méditerranée orientale entrave le développement du

projet EastMed, gazoduc alimentant le sud de l'Europe en gaz israélien (champs de Tamar et Leviathan) et égyptien (champ de Zohr), en passant par Chypre et la Grèce. L'avantage du gazoduc EastMed est qu'il libère les Européens de toute pression russe ou turque.

Or Poutine et Erdogan, qui se sont vus à Astana (Kazakhstan) le 13 octobre 2022, souhaitent faire de la Turquie le hub gazier de l'Europe. L'avantage du territoire turc est qu'il échappe à toute sanction européenne ou américaine. La Russie peut lui livrer du gaz, lequel deviendra ensuite turc par l'opération du Saint-Esprit. Contrairement à la monnaie, le gaz n'a aucune odeur nationale. Le gaz russe, transporté par le gazoduc Blue Stream 1,

arrive jusqu'au port de Novorossiysk, pour traverser la mer Noire jusqu'à Samsun, puis Ankara, où il se raccroche au gazoduc Nabucco. De là il se dirige vers la partie européenne de la Turquie, puis la Bulgarie, puis la Hongrie. Il est certain que la Turquie prélèvera une belle marge au passage.

En échange la Russie, qui est présente en Libye via Wagner, accepte de livrer tout l'ouest libyen à la Turquie. Les Russes n'ont pas d'ailleurs pas condamné l'accord turco-libyen du 3 octobre contraire au droit de la mer. Les Turcs reconnaissent Dbaibah, et les Russes Bachagha. La Libye est en train de devenir un condominium, à l'ouest aux mains de la Turquie, et à l'est aux mains de la Russie et de l'Égypte. Le président al-Sissi entretient les

meilleures relations avec son homologue russe, qui est prêt à lui vendre des centrales nucléaires.

Que se passera-t-il le jour où la marine turque installera une frégate pour sécuriser sa bande maritime illégale ? La France sera-t-elle seule à venir aux secours des Grecs ? En Méditerranée orientale, la Turquie utilise déjà régulièrement le chantage aux migrants contre les Européens. Elle bloque toute négociation sur la réunification de l'île de Chypre, dont elle a volé 38 % du territoire par une opération militaire à l'été 1974, profitant d'une Amérique engluée dans le Watergate. Une certitude : pour faire de son pays le hub gazier de l'Europe, le rusé président Erdogan n'hésitera pas sur les moyens.

Le Monde

18 octobre 2022
Par Chahla Chafiq

Iran : « Se couper des mèches de cheveux, un geste symbolique qui mobilise les rebelles au pouvoir islamiste »

Alors que nombre de femmes se coupent les cheveux pour défier le régime de Téhéran, la sociologue iranienne Chahla Chafiq analyse, dans une tribune au « Monde », les dimensions politique et symbolique de la chevelure dans la mythologie persane, notamment son lien allégorique avec la vie.

A lors qu'une vaste révolte embrase la société iranienne au rythme du slogan « Femme, vie, liberté », un geste symbolique mobilise les rebelles au pouvoir islamiste et, dans leur sillage, les femmes, artistes et politiques, à travers le monde, qui le reprennent en signe de solidarité : se couper des mèches de cheveux ou se raser le crâne. Mais quel sens lui

donner ? Que signifient ces coups de ciseaux dans les chevelures interdites de cité que les contestataires continuent d'exposer fièrement aux yeux du monde en défi à l'obligation de se voiler ?

Dans certaines régions d'Iran, comme le Kurdistan et le Lorestan, les femmes se coupent les cheveux pour marquer le deuil. Les chevelures mu-

tilées des manifestantes seraient alors l'expression d'un deuil collectif. Une mise en scène du chagrin causé par le destin tragique de la jeune femme kurde Mahsa Amini, à qui la vie fut volée [le 16 septembre] lors d'une garde à vue dans les locaux de la police de la « conduite morale », organe de contrôle mis en place par la République islamique après l'imposition du port du

voile, il y a maintenant plus de quarante ans.

Lire aussi : [Juliette Binoche](#), [Julie Gayet](#), [Isabelle Adjani](#), [Marion Cotillard](#) et une cinquantaine d'artistes se coupent une mèche de cheveux pour soutenir le soulèvement des Iraniennes

Cette dimension n'épuise pas, cependant, toutes les ressources symboliques de ce geste, qui se veut

également une protestation politique. Les mouvements sociaux se transforment souvent en des scènes de créations inédites offrant au regard observateur un magma de signes et de significations. Vu sous l'angle de la protestation, l'acte en question révèle le profond ras-le-bol des femmes face aux violences que génère l'obligation du port du voile. Nous pouvons les entendre dire : « Je coupe ces cordes que vous avez faites de mes cheveux pour m'enchaîner, me soumettre à votre volonté et me priver de liberté. » Nous retrouvons ce même élan, sous une autre forme, chez certaines jeunes femmes qui, bravant l'interdiction qui leur est faite d'entrer dans les stades de football et de regarder les matchs en mixité, se coupent les cheveux ou se rasent le crâne.

Coups de ciseaux et amertume

Le film *Hors jeu*, du cinéaste dissident Jafar Panahi, actuellement en prison, s'inspire de cette réalité. Dans d'autres films iraniens, le crâne rasé des actrices leur offre une dispense de voile, subterfuge qui suscite un débat intense parmi les théologiens islamistes et les amène à affirmer que le hidjab doit couvrir non seulement la chevelure, mais aussi la tête des femmes. Nouvelle preuve criante que le voilement des femmes traduit bel et

bien la volonté de dominer leur être tout entier. On comprend mieux alors le tweet d'une jeune Irannienne qui attendait avec impatience d'être plus grande pour changer de sexe et pouvoir enfin ôter son voile sans risquer d'aller droit en enfer. Les coups de ciseaux dans les cheveux des femmes en colère ne disent-ils pas cette amertume ?

Dans le même temps, les mythes, la poésie et les contes persans nous ouvrent aux autres perspectives en jeu dans la révolte en cours, où la souffrance et le ras-le-bol se mêlent à l'ardent désir de changement et à l'espoir. Revenons d'abord sur ce rituel de deuil dans *Shâhnâmeh* (« le livre des rois »), épopée dans laquelle Ferdowsi, immense poète iranien du X^e siècle, retrace l'histoire de l'Iran antéislamique. Farangis, l'un de ses personnages, qui réunit en elle la beauté et la connaissance de l'art et des sciences, coupe ses cheveux à l'annonce de la mort de son époux, Siavach, tombé au champ de bataille. Ce dernier, l'un des héros les plus aimés des Iraniens pour sa bravoure, symbolise l'innocence et, en même temps, la lutte du bien contre le mal.

Aujourd'hui, [la figure de Mahsa Amini incarne l'innocence cruellement ruinée par le pouvoir en place](#) et motive la profonde révolte qui mobilise femmes et hommes. La

sacralisation des discriminations et des violences sexistes étant le ciment de l'ordre islamiste, rien d'étonnant à cela. D'autres sources littéraires tracent les liens allégoriques entre la chevelure et la végétation : les deux poussent, croissent et apportent la vie, nous donnant à voir la somme d'espoir que recèlent les chevelures actuellement coupées sur ces champs de bataille que constituent les rues d'Iran.

Liberté et chagrin

Dans un mythe zoroastrien (religion prépondérante dans la Perse antique), Ohrmazd crée le monde à partir d'un corps fait de lumière. De la tête il engendre le ciel, des pieds la terre, et des cheveux la végétation. Chevelure et végétation sont ici liées de manière existentielle. Des contes iraniens font également la part belle à cette idée. Il en va ainsi des récits sur l'héroïne Tchelguissou, dont le nom signifie « la femme aux quarante chevelures », ce nombre désignant en réalité une quantité supérieure et symbolisant le moment où une évolution s'accomplit et où un changement survient.

Cette héroïne représente probablement l'image accomplie du féminin, mais l'aspect le plus emblématique de son caractère réside dans le pouvoir magique de ses cheveux, à savoir leur capacité à faire pousser la végétation, à rendre féconds les terres et

les arbres desséchés. Un de ces contes dépeint Tchelguissou en affirmant qu'un arbre mort depuis soixante-dix ans reverdit après avoir été effleuré par l'un de ses cheveux.

Ce rapport intime entre chevelure et végétation se retrouve, enfin, dans l'interprétation anthropologique d'un rituel de deuil caractéristique du Fars, une région chaude de l'Iran : les femmes enroulent leurs cheveux coupés autour de leurs poignets ou les attachent à la selle du cheval du défunt pour y verser des larmes, priant ainsi le ciel de leur apporter la pluie et de faire renaître la personne disparue. Les pleurs de douleur sont de même nature que la pluie, et le chagrin de la mort appelle à la renaissance. Ne retrouvons-nous pas le même espoir dans les paroles, les slogans et les chansons des manifestations iraniennes, où l'on entend se mêler les appels à la liberté et le chagrin nourri par la mort brutale de Mahsa et des jeunes femmes et hommes qui, chaque jour, versent leur sang pour une vie décente ?

Chahla Chafiq est sociologue et autrice. Elle écrit en français et en persan. Dans son roman « Demande au miroir » (L'Age d'homme, 2015), elle dépeint les répercussions de la révolution iranienne sur trois générations. Dans « Le Rendez-vous iranien de Simone de Beauvoir » (Ixe, 2019), elle analyse l'ardent désir de liberté de la jeunesse iranienne.



18 octobre 2022

L'UE sanctionne l'Iran

L'Union européenne sanctionne 11 personnalités iraniennes et 4 entités responsables de violations de droits de l'homme et impliquées dans la mort de l'Iranienne Mahsa Amini. La police des mœurs, les forces de l'ordre et le ministre des Technologies de l'information et des communications, impliqué pour avoir décidé la fermeture d'Internet, sont sur cette liste.

Les personnes visées feront l'objet d'un gel des avoirs et d'une interdiction de visa. Les Etats membres appellent à la

mise en place d'une enquête complète sur la mort de la jeune femme. Les organisations de défense des droits de l'homme parlent d'un pas dans la bonne direction mais ces sanctions ne sont pas suffisantes car elles n'atteindront pas les personnes ciblées.

"Etant donné la gravité des crimes commis en Iran et les revendications radicales qui sont exprimées par les manifestants, il est très important que la communauté internationale aille au-delà de ces sanctions et des déclarations sans

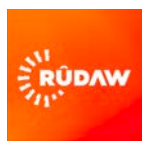
blessure qui demandent simplement aux autorités de réprimer l'usage de la force ou de mener des enquêtes", explique l'avocat iranien pour Amnesty International Raha Bahreini. L'UE, les drones iraniens et l'armée russe

L'Union européenne envisage aussi de prendre des mesures contre Téhéran concernant d'éventuelles exportations de drones employés par la Russie en Ukraine. Kyiv assure que certaines des attaques russes de ces derniers jours ont été menées à l'aide de ces appa-

reils, des accusations rejetées par le régime iranien.

"Nous suivons avec grande attention l'usage des drones, nous rassemblons des preuves et nous serons prêts à réagir", assure le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell.

Cette question intervient à un moment particulièrement délicat dans les relations entre l'Iran et l'Occident. L'Union européenne essaie en effet dans le même temps de sauver l'accord sur le nucléaire iranien.



18 octobre 2022
Par Fazel Hawramy

Kurdish protesters in Iran face beating, blackmail, sexual violence, psychological torture

Iranian intelligence agents are threatening Kurdish protesters, including teenagers and women rights activists, with sexual violence, blackmail, and psychological torture to silence them and in some cases force them to spy on other protesters, according to released detainees.

The detainees say that the detention facilities run by the Islamic Revolutionary Guard Corps' (IRGC) intelligence in Sanandaj is far worse than those under the ministry of intelligence or the security police.

Thousands of people including ordinary citizens, rights activists, lawyers, journalists, as well as

many school and university students have been detained in one of the most violent crackdowns the Islamic republic has unleashed since the revolution of 1979.

An activist with over 15 years of experience in fighting for women's rights in the Kurdish areas of western Iran (Rojhelat) was among those rounded up by authorities in the city of Sanandaj in the early days of the protests sparked by the death of a young Kurdish woman while in custody on September 16.

Sama, whose name has been changed for security purposes, endured two weeks of interrogations by agents of the in-

telligence ministry. Given that the ministry's office in Sanandaj does not have a facility to hold female detainees overnight, they were handed over to the general prison in the city after lengthy interrogations, providing them with a chance to speak to other activists and detainees.

Around 50 other female protesters and activists were detained at the time of Sama's arrest and were all held in the general prison. There, Sama was able to liaise with other prisoners and offer advice on how to endure the psychological torture they were experiencing.

"The detainees ranged from 19 years of age to women in their 60s," Sama told Rudaw English

via a messaging app this week. "They would take me every morning from the prison to the interrogation office blindfolded and I would be back in the prison after dusk."

Sama, in her mid-40s, said that out of the around 50 detainees held at the facility, the ones taken for interrogations were mostly activists. She would be blindfolded from the moment she left the general prison in a vehicle until she arrived at the interrogation room in a different facility.

"We would be interrogated for four to five hours in total and for the rest of the time we would be held in a solitary cell."

In the interrogation room, Sama described the interrogators as appearing to be scared by the rate at which protests were growing and intensifying.

“They were apologetic and said that they did not want to see people like me in the interrogation room, but there were protests and they had to follow the instructions and the procedure,” Sama said. She was not physically tortured and has not heard of anyone being tortured or mistreated in the facility, but said that the psychological torture was intense.

However, those who were detained by the IRGC’s intelligence unit share a different story. They speak about blackmail and threats of sexual exploitation used against them in an attempt to sway them against the movement.

One tactic that has been used against female protesters handed over to the IRGC intelligence by the police force has been to blackmail them with content from their own phones which were forcefully taken away from them.

Rebin Rahmani from the Kurdistan Human Rights Network (KHRN) heard many testimonies of protesters, both female and male, detained by the security forces.

“The freed detainees are terrified and they do not want to speak to anyone,” Rahmani told Rudaw English. “They speak about solitary confinement, light manipulation and subjecting them to cold temperature in the cells.” Rahmani said that from the testimonies his organization has gathered, there is no evidence that women in detention centers have been subjected to physical torture except during violent arrests, when they are transferred to prison. However, he stated that some of the male detainees have been severely beaten.



Security forces in Mariwan in October, 2022. Photo : KURDPA Agency

“The beating during arrests has been savage even for women and we have testimonies of people whose legs and arms have been broken by the agents during arrest.”

Rahmani said that in particular, IRGC intelligence has threatened the teenagers detained during the protest with “sexual exploitation” and forced them to return to the protests in order to spy on those attending.

“Another tactic has been with ordinary female protesters who are not well known, the agents search through their phones and find a photo of the protester with a male person,” Rahmani said. “Then they threaten the protesters that if they do not stop participating in the protests or spy for them, anonymous calls would be made to their families telling them that they were sexually active with men.”

“This kind of blackmail is far worse for these young women than beating or torture,” Rahmani said adding that some of them have spoken about the risks they face if the intelligence agents tell their parents about sexual relations which may at times even be false. “The most vulnerable detainees are protesters who are less-known publicly.”

“Another woman who had photos in pajamas in her phone was told by the agents “how soft she was and that she would

be very nice for sex,” Rahmani added.

As the days passed, the authorities started releasing a small number of detainees but said that they would bring new detainees almost daily as demonstrations outside the prison continued.

The city of Sanandaj, which is officially the capital of the Kurdistan province, has arguably become the epicenter of the recent wave of protests in Iran. Protests were sparked in reaction to the death of Mahsa (Zhina) Amini at the hands of the morality police in Tehran.

Iranian authorities have made huge efforts towards delegitimizing protests by trying to prove links between the protesters to opposition groups and foreign powers such as the US or Israel. The top brass of the IRGC have accused the Kurdish opposition groups of being behind the protests, and even fired a barrage of short range ballistic missiles and Kamikaze drones last month at bases of these groups in northern Iraq.

Sama, who was interrogated by six different individuals, states that the interrogators were clear experts in manipulation and tried to pin charges on her but she refused.

“The interrogators try to link you to the outside world or the

Kurdish opposition parties or the general opposition outside Iran,” Sama said. “At one point I became upset and I said more than 100 cities have protested and I would love to know what other excuses you are going to use for other protesters in cities outside the Kurdish areas.”

“You must understand that this is a grass root movement and it is not linked to the outside of Iran.”

Sama says that some young protesters with no previous experience of being incarcerated broke down and were ready to accept any charges that the interrogators filed. Some were even forced to undergo staged filmed interviews which have not yet been aired and it is unclear whether they will be.

She added that the authorities were especially concerned about the protests taking place in the towns of Qorveh and Bijar due to the majority of people living there being Kurdish, but Shiite.

“This is the first time activists from these two towns joined protests and this scared the authorities of the unity of the people,” Sama said. Authorities also treated protesters from these towns harsher than the rest.

At the time of Sama’s release, which was settled with excessive bail, none of the activists from Qorveh or Bijar had been released as their bail amounts were even higher.

Meanwhile, despite the crackdown, protests continue across the country and in particular in the Kurdish areas with the authorities launching a massive cyber campaign against the activists aimed at undermining the movement.

On Tuesday, several protests took place at universities in Tehran, Shiraz, and in the northern provinces.

The New York Times

October 17, 2022

By Ben Hubbard, Farnaz Fassihi

Iran's Loyal Security Forces Protect Ruling System That Protesters Want to Topple

The Revolutionary Guards — the country's most powerful military force — have become so deeply woven into Iran's economy and power structure that they have everything to lose if the system falls.

The intensity of protests that have swept Iran over the past month, with calls to topple the Islamic Republic, have shaken the state. But in some ways, the country's authoritarian clerical rulers have been preparing for this moment since the 1979 Islamic Revolution, which established a conservative theocracy that has held firm until today.

The revolution's founder, Ayatollah Ruhollah Khomeini, ordered the creation of the Revolutionary Guards force that same year to defend against coups or defections by the regular army.

With hundreds of thousands of members today, the Guards are Iran's most powerful military force as well as major players in its economy. Many analysts argue that Iran is no longer a theocracy ruled by Shiite clerics, but a military state ruled by the Guards.

Along with the domestic police forces, a plainclothes militia known as the Basij, a volunteer force under the umbrella of the Revolutionary Guards, has been on the front lines for weeks, using brutal tactics to try to quash the protests, as it has done in past revolts.

But they have failed, and last week, a different breed of defenders began to show up on the streets of Tehran, the capital, and other cities — tough men in tan camouflage uniforms whom witnesses identified as members of an elite



A protest last month in Tehran, Iran's capital. Credit... Wana News Agency

Revolutionary Guards commando unit known as Saber.

Outside of the Basij, the Guards intervene in domestic policing only during episodes of extreme crisis. In effect, the regime has turned to its most loyal soldiers to retake control of the streets.

The fate of [this protest movement](#) — the biggest challenge to Iran's ruling system since 2009 — rests largely on the cohesion and loyalty of the Revolutionary Guards and the rest of the country's multilayered security forces. These forces have remained a formidable roadblock to toppling the country's hard-line clerical rulers.

The Guards are separate from and parallel to the national army — charged with protecting Iran's borders, the supreme leader and other top officials.

Experts say they have become so deeply woven into Iran's economy and power structure that they have everything to lose if the system falls. They don't really care as an organization about losing the people, or unrest here or there," Afshon Ostovar, an associate professor of Middle Eastern history and national security affairs at the Naval Postgraduate School, said of the Revolutionary Guards. "They care about preserving the system, not preserving Iran."

Iran's armed forces consist of parallel layers that include the army, the security forces in charge of domestic policing and the Guards and their plainclothes Basij militia.

Until now, there have been almost no reports of any of the security forces defecting. But there have been indications that some of those who have

been facing the protesters are worn down from weeks on the streets and uneasy about the level of violence, especially against young women, according to a person familiar with security discussions.

To prevent defections, military and police commanders have been warning the rank and file that if the ruling system collapses, the opposition will execute them, according to this person, who spoke on the condition of anonymity because he was not authorized to speak publicly.

But even if some officers do defect, the Guards and paramilitary Basij force will most likely keep up the fight to preserve the ruling system.

This month, [the Basij opened fire on students](#) and beat professors during a crackdown at Sharif University of Technology, a prestigious Tehran institution, according to witnesses and video. The militia was also [sent in to Tehran's notorious Evin prison](#) on Saturday night when an enormous fire broke out there, started during clashes in one of the wings. The prison holds hundreds of dissidents and political prisoners. Iran said Monday that eight people died in the fire.

The Revolutionary Guards boast a formidable arsenal that includes ballistic missile and drone programs. Their senior commanders hold key political positions, including the speaker of Parliament, Mo-

hammad Baqer Ghalibaf. Their much-feared intelligence branch arrests and intimidates dissidents and opposition political activists. Their overseas arm, the Quds Force, has recruited, trained and armed a [network of proxy militias](#), including from Lebanon, Syria, Iraq and [Yemen](#) that could come to their aid.

They own factories and corporations and subsidiaries in banking, infrastructure, housing, airlines, tourism and other sectors. They help Iran circumvent sanctions through a web of smuggling operations. They are not accountable to the government, even when corruption dealings become public. Though Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, is the commander in chief of all armed forces in the country, the Guards operate much like a regular military with their own hierarchy of command.

"There is no oversight of where their money comes from and what they spend it on, and you are talking about a huge portion of the Iranian state," said Roham Alvandi, an associate professor of international history at the London School of Economics.

The power and wealth of the Guards depend on the survival of the system, which is why they see the protests as such a threat.

"At the top, those people have a lot to lose if this turns violent or goes against them," Mr. Alvandi said.

The protests were set off last month by the death of [Mahsa Amini](#), 22, in the custody of the morality police. They arrested her for what they deemed as improperly covering her hair. Her family said that she died from blows to the head, but the

Iranian government claimed that she had a sudden heart attack while in detention.

Rights group estimate that at least 240 people have been killed over the month of unrest, including 28 children. Iranian officials say that 24 security forces have also been killed.

The demonstrations across Iran have been [led by women](#) who burned the head scarves that they are required by law to wear and chanted, "Death to the dictator" and "Women, life, freedom." They vented their outrage at Iran's leaders over decades of oppression, mismanagement and corruption, and demanded more social freedoms, better economic prospects and the wholesale overthrow of the ruling system.

But so far, their rulers have not given an inch.

The supreme leader, who has the last say in all state matters, has told officials to ignore the protests and pursue business as usual in both domestic and foreign policy. In a speech on Friday, Ayatollah Khamenei insisted that the Islamic Revolution had given birth to an unshakable state.

"That seedling has today turned into a mighty tree, and no one should dare to think they can uproot it," he said.

Nevertheless, the deployment of the Revolutionary Guards to quell the protests was seen as an indication that the tree might be bending.

"The makeup of the forces in the streets has visibly changed," Javad Mogouei, a documentary filmmaker close to the Guards, [wrote Friday on Instagram](#). He said the Guards had sent out commandos from the elite Saber unit.

Mr. Mogouei, whose father and brother are high-ranking members of the Guards, has criticized the violence against protesters: riot police firing into crowds; a member of the security forces dragging a woman by her hair and striking her head with a baton; an actress leaving an interrogation with a bruised face.

In many instances, the protesters are fighting back, throwing rocks at the security forces, burning their cars and beating officers, according to witnesses and videos posted on social media.

Mr. Mogouei said that on Oct. 2 in Tehran, plainclothes militiamen fired rubber bullets at him and beat him so badly on the head that he passed out, all because he tried to intervene to protect a young female protester.

So far, the protesters have found ways to befuddle the security services.

The protests are small crowds and scattered across the country but widespread, making it difficult for the government to mount a large, definitive response. That has kept the movement going, but it could struggle to keep it up if it does not develop clear leadership and clear, unified objectives, said Sanam Vakil, the deputy director of the Middle East and North Africa program at Chatham House.

The Middle East's recent history provides multiple examples of similar popular movements quashed by repressive states. Successful pro-democracy uprisings in Tunisia and Egypt were diverted by strongman presidents, Yemen collapsed into civil war and Syria illustrated the vast carnage that a regime can in-

flict on its people to ensure its survival.

Iran's security services could also resort to even more force if they fear that their existence is threatened. But that prospect makes some inside the ruling system uneasy.

"We are telling officials in meetings that if you don't change course and realize that the legitimacy of the system is at stake, the only way the Islamic Republic can remain in power is to kill several hundred people every few months," Gheis Ghoreishi, an analyst who has advised the government, told *The New York Times*.

"It is becoming very difficult and even impossible to defend the domestic policies," he added.

In the last major wave of nationwide protests, in November 2019, security forces killed more than 400 people, according to rights groups, which say the actual numbers are probably much higher than that. Most were shot at close range in the head and neck over less than one week, according to these groups.

But this time, women and young Iranians are leading the protests, and the scenes of violence — sometime lethal — against them have prompted calls for the armed forces to put down their guns and to stop the killing.

"I don't think that Iran's military and security forces, as brutal as they can be, are prepared to be ready to be known as the murderers of Iran's daughters," said Mr. Ostovar, the history professor. "They have to kill a lot of women to get this extinguished, and they can't kill them all."

Mersin, le grand port turc transformé en plate-forme de commerce avec la Russie

Seul Etat membre de l'OTAN à ne pas appliquer les sanctions, la Turquie a vu ses échanges commerciaux avec Moscou augmenter de 42 % en six mois.

Dans un décor écrasé par le soleil et déserté par les hommes, au milieu d'immenses montagnes de conteneurs à perte de vue, la journée de travail de Yasar touche péniblement à sa fin. Il ne donnera ni son vrai nom ni l'armateur pour lequel il s'échine depuis l'aube, ici, à Mersin, au cœur du plus grand port turc en taille et en superficie, interminable lame de béton et d'acier plongeant ses docks et ses grues dans le bleu méditerranéen infini. « *La peur d'éventuelles représailles* », glisse-t-il d'un ton convaincu. Trois années de travail quasi ininterrompues dans la logistique du commerce maritime, c'est le genre de trajectoire qui trempe un caractère et donne droit à un certain recul. « *Le job est dur, admet-il, mais encore plus dur, peut-être, par les temps qui courent.* »

A 300 000 euros de bénéfices nets pour le propriétaire de chaque cargo déchargé, Yasar préfère rester prudent. Lui et ses collègues de bureau en gèrent trois par semaine. Certaines compagnies turques plus de quatre-vingts. De quoi entraîner une compétition féroce, surtout en cette période de haute tension internationale où la Turquie joue une périlleuse partition d'équilibriste entre la Russie et les alliés de l'Ukraine, refusant ici d'appliquer les sanctions contre Moscou, négociant là de nouveaux accords commerciaux.



Le port international de Mersin, en Turquie, le 6 décembre 2021. MUSTAFA UNAL UYSAL / ANADOLU AGENCY VIA AFP

Réexportation de biens

« *Jamais l'activité n'a été aussi soutenue*, affirme le jeune logisticien. *Il y a eu la pandémie, et maintenant la guerre, depuis février ; les routes commerciales s'en trouvent rebattues mais le pays s'en sort plutôt très bien, dans ce domaine du moins.* » Face aux sanctions décrétées par les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), le recours par les autorités russes à des importations alternatives, à partir de mars, a transformé la Turquie en un de ses principaux hubs de transit.

Les cargaisons en provenance de différents pays du monde sont déchargées dans les ports de Mersin, d'Istanbul et d'Izmir, avant d'être transférées dans des conteneurs appartenant à des entreprises ou à des sous-traitants locaux, qui les acheminent ensuite en Russie vers le port de Novorossiïsk, sur la mer Noire, ou par camion à travers

la Géorgie. Une méthode similaire est utilisée pour le transport routier dans les zones sous douane. Mais, en temps de guerre et d'embargos, cette réexportation de biens opérée par la Turquie prend des allures de tour de passe-passe effectué sous le nez des Occidentaux par un pilier de l'OTAN. Le trou dans la raquette des sanctions.

« Du gagnant-gagnant »

D'après une étude de la Banque centrale de Finlande, les importations russes depuis l'étranger se sont contractées de 38 % entre février et juillet – de 45 % et 87 % pour, respectivement, l'UE et les Etats-Unis. De son côté, la Turquie a augmenté de 42 % ses exportations de biens et de produits vers la Russie sur la même période. Celles-ci auraient même connu, en août, une hausse de 87 % par rapport à la même période en 2021, selon

les données de l'Association des exportateurs de Turquie (TIM).

En retour, les exportations de matières énergétiques russes ont, elles aussi, fortement augmenté. Pour Refinitiv Eikon, une plate-forme d'analyse financière, les importations de pétrole russe en Turquie, même si elles restent très largement en deçà de celles livrées à l'Inde et à la Chine, auraient presque doublé ces huit derniers mois. A la mi-septembre, Ankara a même annoncé un accord de livraison de gaz naturel, dont le quart payable en roubles. « *C'est du win-win, du gagnant-gagnant : l'attitude de la Turquie et de ses partenaires rappelle l'image des trois singes qui ne voient pas, n'entendent pas et ne parlent pas – ou presque* », s'amuse Yasar.

Lire aussi : [Guerre en Ukraine : gaz, matières premières, céréales... quelle interdépendance économique entre l'UE et la Russie ?](#)

Face aux grincements de dents occidentaux entendus cet été à la suite de ces premiers indicateurs, Cetin Tecdelioglu, vice-président de TIM et patron du conseil d'administration de l'Association des exportateurs de métaux d'Istanbul (IDDMIB), a cherché à clarifier la situation. D'abord, a-t-il avancé, après plusieurs mois de guerre, les

entreprises européennes sont nombreuses à envisager la vente de leurs produits à la Russie via la Turquie. Une demande en augmentation selon lui. Et puis ceci : « *Elles veulent utiliser la Turquie comme un entrepôt et un pont, et, de l'autre côté, les Russes veulent s'approvisionner depuis la Turquie (...) et obtenir de nous ce qu'ils ne peuvent pas obtenir de l'Allemagne, de l'Italie et de la France. C'est une opportunité historique pour l'industrie et les exportations turques.* » Avec, pour corollaire, des complications.

« Tout le monde cherche des solutions et la Turquie est l'option la plus rapide et la moins chère pour la Russie. » Vasfi Erdogan, de la société de logistique et de transport GNW

D'après le quotidien économique *Dünya*, un nombre croissant d'hommes d'affaires russes achètent des biens immobiliers en Turquie afin d'obtenir la citoyenneté turque (que la loi octroie à partir de 405 000 euros d'investissement) et créent des sociétés locales en bonne et due forme. A charge pour ces dernières, ensuite, d'importer par le biais de leurs officines des produits du monde entier, acheminés vers la Russie en passant par les ports turcs.

Depuis que les géants mondiaux du transport de conteneurs tels que Maersk, Hapag-Lloyd ou Hamburg Süd ont interrompu leurs transferts vers la Russie, ces expéditions sont opérées par des sociétés turques, Medkon Lines, Akkon, Arbas ou encore Turkon. Ici, rien d'illégal tant que les produits et biens acheminés ne figurent pas sur les listes des embargos. Celles-ci concernent, à ce jour, 28 % des exportations de l'UE vers la Russie. Rien n'indique ici, soulignent les ex-

perts finlandais, que ces nouvelles routes maritimes soient une manœuvre directe de contournement des sanctions. Les motivations réelles des exportateurs étant difficiles à évaluer.

« *Tout le monde cherche des solutions et la Turquie est l'option la plus rapide et la moins chère pour la Russie* », souligne Vasfi Erdogan, de la société de logistique et de transport GNW, une des trois cents entreprises du secteur installées à Mersin. Lui ne travaille pas avec les Russes. « *C'est un marché compliqué et dangereux, où la plupart des confrères ne sont que des figurants, pas les meneurs du jeu.* »

« **Nous n'avons plus de place** »

Le montant des exportations de l'Italie vers la Turquie a atteint 1,4 milliard d'euros en juin, [selon une enquête du quotidien italien *Corriere della sera*](#), pour qui ces opérations n'avaient jamais dépassé, sur une base mensuelle, le milliard d'euros au cours des dix dernières années. Un chiffre encore plus impressionnant si l'on considère que la dévalorisation de la livre turque aurait dû entraîner une baisse des montants. Autre exemple européen révélateur, la Pologne a vu ses exportations vers la Turquie augmenter de 90 % par rapport aux premiers mois de l'année, dopées notamment par les équipements électriques dont le volume a été multiplié par cinq.

« *Nous n'avons littéralement plus de place* », confirme Ezgi Biçer Uçar, secrétaire générale de la chambre de commerce maritime de Mersin, qui souligne qu'un projet d'agrandissement du port est en attente de validation devant les tribunaux. Selon ses

prévisions, le nombre de conteneurs pris en charge devrait atteindre les 2,2 TEU (unité basée sur le volume d'un conteneur de 6,1 mètres) cette année, un record. Soit le traitement de plus de 250 navires par mois et le chargement de 3 000 camions par jour.

La longue liste des biens acheminés de Mersin à Novorossiïsk ces derniers mois fait apparaître dans le détail une baisse en volume de certains produits comme le coton ou la semoule, et l'arrêt des livraisons d'armes à feu, mais elle indique surtout une augmentation exponentielle dans plusieurs secteurs. L'exportation des matériaux chimiques a ainsi été multipliée par huit par rapport à 2021. Celle des détergents et du polyester par six. Le café, les jus de fruits et le tabac, respectivement, par huit, sept et deux.

Inquiétudes américaines

Au bureau local du Parti républicain du peuple (CHP), la principale formation d'opposition en Turquie, détentrice de la mairie de Mersin, Adil Aktay, son président, n'en finit pas de critiquer le président Erdogan, son jeu trouble avec Vladimir Poutine, sa dépendance au pétrole et au gaz russe, ses inconstances en politique étrangère. Il n'empêche, lui-même admet qu'il ne fallait pas adopter les sanctions : « *Cela aurait été néfaste pour nos propres producteurs et agriculteurs, déjà durement frappés par la crise et l'hyperinflation.* »

A Bruxelles, le jeu d'équilibre turc n'a pas l'heur de trop inquiéter les responsables européens. Selon un membre de la Commission européenne, cité par le magazine allemand *Der Spiegel*, la part des exportations turques vers la Russie « *n'est qu'une*

fraction des approvisionnements livrés avant les sanctions mises en place par les Occidentaux ». Trop peu, en d'autres termes, pour se fâcher avec l'homme fort d'Ankara qui a, dans le même temps, [livré des drones de combat à l'Ukraine](#), bloqué le Bosphore aux navires de guerre russes, et pris position contre l'annexion par Moscou du Donbass et de la Crimée. « *Erdogan a fait bien plus qu'escompté* », répètent à l'envi les diplomates européens.

Le son de cloche est légèrement différent à Washington. En juin, le secrétaire adjoint au Trésor, Adele Adegemo, a effectué une rare visite à Ankara pour exprimer les inquiétudes américaines sur les oligarques et les entreprises russes qui se servent du hub turc afin de contourner les sanctions. Deux mois plus tard, le responsable américain s'est même fendu d'une lettre adressée à la Tüsiad, la principale organisation patronale turque, dans laquelle il met en garde les entreprises et les institutions du pays faisant du commerce avec la Russie contre le risque de sanctions à leur égard. Il y évoque un « *risque accru* » pour ces sociétés face « *aux tentatives de la Russie d'utiliser* » la Turquie « *pour échapper aux sanctions* ».

« *La lettre [du Trésor américain] ne devrait pas susciter d'inquiétude* », avait répondu, en août, le ministre des finances Nureddin Nebati, avant de lancer sur Twitter un laconique appel au patriotisme économique : « *Nos milieux d'affaires devraient ressentir la puissance de l'Etat à leurs côtés.* » A huit mois d'élections cruciales, les ports turcs de Mersin, d'Istanbul et d'Izmir ont de beaux jours devant eux.



October 20, 2022

Turkey slams allegations of chemical weapons use in northern Iraq

Turkey's defence ministry and top government officials on Thursday firmly rejected allegations that the Turkish Armed Forces had used chemical weapons in their operations against Kurdish militants.

Media close to the Kurdistan Workers Party (PKK) militant group published videos this week which it said showed chemical weapons being used by the army against the PKK in northern Iraq.

Separately, an international medical groups' federation published a report this month seeking independent investigation of possible violations of the 1997 Chemical Weapons Convention. "Allegations that 'the Turkish Armed Forces used chemical

weapons' are completely baseless and untrue," the defence ministry said in a statement. "All these disinformation efforts are the futile struggles of the terrorist organization and its allies," it said, adding that ammunition prohibited by international law and agreements was not used by, or in the inventory of, its armed forces.

The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the European Union and United States. More than 40,000 people have been killed in fall-out from the insurgency that it launched against the Turkish state in 1984.

International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW), which represents thousands of doctors and campaigns to prevent armed viol-

ence, said it found indirect evidence of possible violations during a September mission to northern Iraq.

"The chemical weapons lie is a futile attempt by those who try to whitewash and airbrush terrorism. Our fight against terrorism will continue with resolve and determination," presidential spokesman Ibrahim Kalin said on Twitter.

Omer Celik, spokesman of President Tayyip Erdogan's ruling AK Party, described those who make chemical weapons' allegations as part of "a vile slander network".

In its report, the IPPNW said Defence Minister Hulusi Akar openly acknowledged in Turkey's parliament last year the use of tear gas during an oper-

ation against the PKK in northern Iraq.

"This is an outright violation of the Chemical Weapons Convention and should be pursued legally by the international community," it said

The IPPNW said it found in northern Iraq material near an area abandoned by the Turkish army including containers for hydrochloric acid and bleach, which could be used to produce chlorine, a chemical warfare agent. At the same site containers were found for gas masks protecting against chemical weapons, it said.

It said none of its evidence was definitive proof of chemical weapons use but it warranted further independent investigation.



October 20, 2022
By Akil Marceau

Panic in Tehran: Iran's massive anti-Islamist protests, and their Kurdish battle-cry

Before her murder, Jina Mahsa Amini experienced repression on three fronts: She was Iranian, a woman and a Kurd. According to leaked x-rays, she received fatal blows to the head after her arrest by Iran's morality police; an analysis confirmed by the victim's father by other women arrested alongside her.

The massive demonstrations

of anger and revolt now entering their second month have stretched across Iran's Kurdish provinces, cities and now the world. Protesters chant "Jin, Jiyan, Azadi" – Woman, Life, Freedom – in Kurdish and in Persian ("Zan, Zendegi, Azadi"), in what has become the battle cry of a wave descending the mountains of Kurdistan and now breaking in the streets of Mashhad and Tehran.

This feminist slogan was first propelled across the Middle East from Syrian Kurdistan in 2014, when it was used by the 'Women Protection Units,' (YPJ), renowned Kurdish women fighters who contributed massively to the defeat of Islamic State (ISIS) in Syria.

The wall of fear is breaking down. Demonstrators no longer hesitate to shout,

"Down with the dictator," "Down with the Islamic Republic." Women are burning their hijabs in public squares and symbolically cutting their hair. The number of dead now exceeds 200, with thousands more arrested. This is the longest lasting protest movement since the mullahs came to power.

It took just a small spark for the population to dare to ex-

press their anger in the republic of barbarity, and for the generalized feeling of resentment to spread to Tehran and to many other Iranian cities. The regime nomenclature is panicking, taken by surprise by both the size of the mobilization and the diversity of its participants. But dictators are always taken by surprise at these crucial moments.

Initially, most of the casualties of the protest movement came from Iran's Kurdish regions, including the city of Saqqez, from which Mahsa Amini hailed. The Kurdish people in Iran are 12 million strong and have always played a key role in the country's democratic struggles. The community has two historical political movements: the Democratic Party of Kurdistan of Iran (KDPI) and the Komala. In the 2000s, the PKK-affiliated Kurdistan Free Life Party (PJAK) joined them.

All three movements are anti-Islamist and encourage an armed struggle aimed at establishing a democratic and federal regime that recognizes the rights of the Kurds. As in the other parts of Kurdistan, in Turkey, Iraq and Syria, the Kurdish population views religious, denominational, and ethnic diversity as a source of wealth.

Kurdish women hold portraits of Iranian Mahsa Amini during a protest condemning her death in Qamishli, northern Syria this monthCredit: Hawar News Agency via AP

This is the last pocket of re-



A protester's face-paint depicts France's iconic Marianne leading an uprising in support of Kurdish Iranian woman Mahsa Amini who died in Tehran police custody after allegedly breaching the Islamic republic's strict dress code for womenCredit: STEFANO RELLANDINI - AFP

sistance against the steamroller of medieval Islamist obscurantist thought. It is also the reason that the Kurdish population has so powerfully denounced Amini's murder. This is the very diversity, with its structured and secular political parties, that makes Iranian Kurdistan such a priority target of state repression.

In recent years, the Kurdish struggle in Iranian Kurdistan has been largely ignored by the West, allowing Tehran to impose its brutality with total impunity. Nevertheless, it is in this very part of Kurdistan that, during the Second World War, the first-ever 'Kurdish Republic,' with Mahabad its capital, saw the light of day. Despite its short eleven-month life, this experience had a profound and lasting impact on the construction of Kurdish identity for Kurds everywhere.

At the time of the overthrow of the last Shah of Iran in 1979, Mohammad Reza Pahlavi, and before the hijacking of the people's revolution by the Islamists and the establishment of the Islamic Republic, the Kurds were a major player in the secular revolutionary movement, a pivotal moment in the contemporary history of Iran. They had to pay the price.

According to Islamist propaganda under the aegis of the first Ayatollah Khomeini, to die as a martyr during the Iran-Iraq war, just as to kill a Kurdish Peshmerga fighter, opened the door to paradise. A few years later, the charismatic leader of the westernized Democratic Party of Iranian Kurdistan, Abdul Rahman Ghassemlou, was assassinated by Iranian agents during peace negotiations with Iran's government in Vienna.

This thirst for revenge and unlimited hatred, inside and outside Iran's borders, has become engrained state logic and a destabilizing machine for the entire region. When we see the role that this theocratic dictatorship plays in every civil war in the Middle East, can we really naively believe that their nuclear program is just a peaceful one?

As these demonstrations for freedom grow and spread across the world, let us hope that we will soon see these mullahs of obscurantism driven off the streets of both Kurdistan and Tehran.

Akil Marceau, a researcher and former director of the Representation of the Regional Government of Iraqi Kurdistan in Paris, has worked for French media outlets and the Japanese NHK television network

« Femme, Vie, Liberté ! » : des montagnes du Kurdistan aux rues de Téhéran, retour sur l'épopée d'un slogan révolutionnaire kurde historique

Loin d'être le premier soulèvement populaire d'ampleur en Iran ces dernières années [1], celui initié par le meurtre de la jeune Jina Mahsa Amini le 14 septembre 2022 marque les esprits et les médias internationaux en raison de la place majeure occupée par les femmes et les revendications féministes dans le mouvement.

Très vite, les manifestations ont pris une tournure révolutionnaire en transcendant le combat purement féministe, les appels à la destitution de l'ayatollah Ali Khamenei [2] se multipliant tandis que des portraits du Guide suprême étaient incendiés en pleine capitale [3]. La prison d'Evin, Bastille iranienne s'il en est, aurait fait l'objet d'affrontements armés le 15 octobre au cours desquels aurait été déclenché, accidentellement ou non, un violent incendie [4] ayant provoqué la mort de plusieurs personnes.

Au milieu du chaos régnant actuellement en Iran, et dont n'émergent que des informations parcellaires et parfois contradictoires en raison de la chape de plomb sécuritaire et politique s'étant abattue sur le pays, un slogan sort de la mêlée, repris par les manifestants de tout l'Iran : « Jin, Jiyan Azadi ! », « Femme, Vie, Liberté ! ». Ce slogan, initialement kurde, s'est rapidement diffusé à la sphère persanophone où il a gagné la notoriété qui est aujourd'hui la

sienne, avant d'être traduit dans de nombreuses autres langues et scandé lors des manifestations de soutien aux protestataires iraniens à travers le monde.

Ce slogan n'a toutefois pas attendu les événements de septembre 2022 pour voir le jour ; issu du monde politique kurde et plus particulièrement des mouvements féminins affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), cette devise a déjà parcouru les montagnes du Kurdistan, les plaines du Rojava, les manifestations et meetings politiques de diverses natures en Turquie avant de résonner, aujourd'hui, dans les rues de Téhéran. Le présent article entend ainsi rappeler les origines du slogan « Femme, Vie, Liberté ! » (I) avant d'en étudier la propagation et la symbolique politique qu'il incarne aujourd'hui (II).

I. Un slogan initialement pékakiste

Fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, aujourd'hui emprisonné sur l'île d'Imralı en Turquie, le PKK gagnera une aura considérable auprès des Kurdes à travers le Moyen-Orient en raison, notamment, de sa capacité à faire évoluer sa doctrine au rythme des mutations sociétales ; ainsi, très tôt, abandonnant son simple appareil marxiste-léniniste, le PKK adoptera des revendications féministes. Abdullah Öcalan développera une pensée faisant de la

femme l'un des acteurs majeurs de son programme et de sa philosophie, élaborant par la même occasion une « science de la femme », la « Jineolojî ». Pour lui, le développement d'une vie libre ne va pas sans la liberté de la femme ; « Libérer la vie est impossible sans une révolution des femmes radicale qui changerait la mentalité et la vie des hommes. Si nous sommes incapables de réconcilier l'homme et la vie ainsi que la vie et la femme, alors, le bonheur n'est qu'un vain espoir. La révolution de genre ne concerne pas que les femmes [...], elle signifie aussi la libération des hommes » [6] : « femme », « vie », « liberté » : la lexicométrie des écrits d'Öcalan montre la récurrence de ces mots et explique, en très grande partie, l'apparition du slogan « Jin, Jiyan Azadi » et ses origines pékakistes.

La place majeure laissée aux femmes dans la doctrine du PKK explique donc tant l'adhésion de ces dernières au mouvement révolutionnaire kurde que leur présence, particulièrement médiatisée durant la guerre contre Daech (2013-2019), sur le champ de bataille, armes à la main, aux côtés des hommes. Le phénomène des femmes combattantes kurdes sera donc tout sauf marginal : représentant 1% des effectifs militaires du PKK en 1987, la part des femmes dans les unités combattantes évoluera à 10% en 1993, 30%

en 1999 et 40% aujourd'hui selon diverses estimations [7].

Le mouvement féminin kurde se distingue ainsi par son militantisme, son dynamisme et son ampleur : comme exposé précédemment par les Clés du Moyen-Orient, il est composé d'une pléiade de groupes et sous-groupes, militaires (YJA-STAR [Unités des femmes libres], HPJ [Forces de défense des femmes], etc.) comme politiques (KJB [Congrès confédéral des femmes], PAJK [Parti des femmes libres du Kurdistan], etc.) particulièrement actifs.

Le slogan « Femme, Vie, Liberté ! », directement inspiré de l'idéologie d'Abdullah Öcalan, est ainsi scandé pour la première fois le 8 mars 2006 lors de différents rassemblements organisés par des femmes kurdes en Turquie à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Son usage se répandra au sein des mouvements féminins politiques kurdes proches du PKK et, le 28 avril 2013, ce sont plus de 10 000 femmes venues assister au deuxième congrès général ordinaire de l'Assemblée des femmes du BDP [8] à Ankara qui scanderont ce slogan [9]. La même année, la montée en puissance soudaine de l'Etat islamique aboutira en une mobilisation générale des Kurdes dont une large majorité rejoindra les rangs des Unités de protection du peuple (YPG) ou leur pendant

féminin, les Unités de protection de la femme (YPJ). Le climat militaire et médiatique des affrontements entre forces kurdes et combattants djihadistes se déroulera du 16 septembre 2014 au 26 janvier 2015 lors de la bataille de Kobané, au cours de laquelle les YPG/YPJ infligeront à Daech son premier revers militaire majeur et pendant laquelle le monde entier découvrira, sous l'œil des caméras, ces femmes kurdes redoublant d'ardeur au combat face aux assauts répétés des djihadistes.

La victoire kurde, coûteuse en vies humaines [10], symbolisera la lutte armée des femmes kurdes pour leur liberté, face à un ennemi incarnant la mentalité patriarcale la plus primaire telle que critiquée par Abdullah Öcalan dans ses écrits. Le slogan « Femme, Vie, Liberté ! » deviendra alors celui des combattantes kurdes et, plus largement, des femmes soutenant politiquement et/ou militairement cette lutte féministe « à la kurde » ; les actrices du film « Les Filles du soleil » réalisé par Eva Husson, en sélection officielle au Festival de Cannes 2018, scanderont par exemple ce slogan sur le tapis rouge tandis que les diverses manifestations organisées par les mouvements féminins kurdes à travers le monde en feront également leur devise [11].

C'est donc tout naturellement que le slogan « Femme, Vie, Liberté ! » sera adopté également en Iran : le PKK, par essence transfrontalier, est très présent au Kurdistan iranien (le Rojhilat) à travers le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) où il cohabite, bon an mal an, avec les forces du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI). Le slogan y sera définitivement adopté à partir de 2018, année au cours de laquelle se

déroulera l'opération « Rameau d'Olivier » à l'encontre du canton kurde syrien d'Afrin : le 31 décembre 2018, lors d'une interview au média pékakiste Sterk TV, la membre du comité exécutif du PAJK Beritan Cudi affirmera que « le slogan 'Jin, Jiyan, Azadi !' est devenu universel en 2018 », précisant que « les femmes kurdes montrent la voix aux femmes du monde entier [...] ; ce slogan est devenu universel » [12].

II. Un slogan témoignant de la lutte politique des Kurdes et des femmes du Kurdistan

Si la communauté internationale s'est émue du sort de Jîna Mahsa Amini en raison de ce que sa mort incarnait en matière d'oppression des femmes en Iran, elle en a omis ce que ce meurtre incarnait, également, en matière d'oppression des Kurdes : Mahsa Amini, de son nom kurde Jîna Amini, était en effet issue de la minorité kurde et les violences dont elle a fait l'objet par la police des mœurs iranienne [13] s'expliquent, en grande partie, par sa kurdicité. Malgré un discours officiel de tolérance à l'endroit des minorités iraniennes, les Kurdes font en effet l'objet de discriminations, persécutions et violences endémiques ; de nombreux rapports publiés ces dernières années font état des arrestations arbitraires [14] ou encore des assassinats indiscriminés [15] à l'encontre des Kurdes iraniens, tout comme des violences commises à l'encontre des défenseurs des droits des Kurdes [16] ou des exécutions sommaires de détenus kurdes [17] qui représentaient d'ailleurs, en 2019, la moitié des prisonniers politiques iraniens [18].

Une discrimination à l'emploi, basée notamment sur un mépris quasi-institutionnalisé pour les Kurdes, amène par

ailleurs les provinces les plus fortement peuplées de Kurdes, à l'instar des provinces du Kurdistan ou de l'Azerbaïdjan occidental, à connaître parmi les plus forts taux de chômage de tout l'Iran : en 2021, ces provinces connaissaient respectivement un taux de chômage de 16,7% et 18,3% [19]. De manière générale, les autorités iraniennes rendent difficiles l'accès des Kurdes à l'éducation, au marché du travail et aux postes à responsabilités politiques, interdisant par ailleurs l'usage des différents dialectes kurdes (notamment le sorani, dans le cas de l'Iran) dans l'éducation primaire et secondaire, comme l'ONG Amnesty International le dénonçait encore en 2021 [20]. Depuis la révolution islamique de 1979, le gouvernement iranien force par ailleurs les familles à adopter des noms « approuvés » pour leurs nouveau-nés, leur interdisant l'usage de prénoms propres à leur minorité d'appartenance [21]. Les familles adoptent ainsi des prénoms perses pour les usages et documents officiels mais utilisent, à la maison ou entre proches, le prénom kurde [22]. Ainsi, pour sa famille et ses amis, Mahsa Amini n'existait que sur les documents officiels iraniens ; pour eux, elle était avant tout Jîna Amini, de son véritable nom kurde [23].

La kurdicité de Jîna Amini, bien trop souvent omise par les médias [24] couvrant le soulèvement en Iran, explique ainsi que les premières émeutes aient commencé dans les régions kurdes, notamment au sein de la ville natale de Jîna, Saqqez [25], puis à Sanandaj [26], l'un des plus importants centres urbains kurdes iraniens. Elle explique aussi pourquoi le slogan des manifestants aient été ce slogan pékakiste « Jin, Jiyan, Azadi ! », devenu au fil des années le cri de rallie-

ment des militantes kurdes et défenseurs des droits des femmes à travers la région. Par vases communicants ethnico-linguistiques, et au fur et à mesure de la propagation dans le reste de l'Iran du soulèvement populaire, ce slogan est devenu persan (« Zan, Zendegi, Azadi ! » [27]), puis dari après avoir été scandé par des femmes afghanes à Kaboul [28] - qui, depuis maintenant plus d'un an, subissent l'oppression sociale des Talibans [29] -, en turc après avoir été chanté dans les rues d'Istanbul et d'Ankara en soutien aux manifestants iraniens (« Kadın, Yaşam, Özgürlük ! ») [30] et en anglais, français et diverses autres langues depuis que les mouvements politiques féministes nord-américains et européens ont également manifesté à plusieurs reprises leur soutien aux Iraniennes [31].

Conclusion

Ainsi, le slogan « Femme, Vie, Liberté ! », repris aujourd'hui par des milliers de femmes et d'hommes à travers le monde pour affirmer leur soutien aux femmes iraniennes, est initialement un slogan pékakiste, directement issu de l'idéologie d'Abdullah Öcalan. Fruit d'un processus historique long, il témoigne, au-delà des revendications féministes et au-delà même du PKK, de la lutte du peuple kurde pour l'expression de ses droits et de son identité. Incarnée par de nombreuses insurrections au cours des décennies passées, de Koçgiri au Mont Ararat en passant par la révolte de Sheikh Saïd et aujourd'hui en très grande partie par le PKK, la lutte politico-militaire kurde perdure de génération en génération ; l'universalisation du slogan « Femme, Vie, Liberté » et son appropriation par des mouvements non-kurdes témoigne ainsi de la résilience du combat kurde.

Iraq is a failed state; US should Recognize Kurdistan Region's Confederal Structure: US Expert

The presence of autocratic regimes in the Middle East has left people of the region breathless and created such a reality that exports violence at the universal level. In this spiral of violence, ethnic and religious minorities are continually being pushed into non-existence stage. Kurds, who unite the eastern and western values on a vital level, are divided into four parts and forced against the existing autocratic regimes. However, the analytical approach to the Kurdish issue in the Middle East is equivalent to the analytical approach to the chaotic reality of the Middle East.

We talked with David L. Phillips, the Director of the Peace-building and Rights Program at Columbia University's Human Rights Research Institute, author of the book "Kurdish Spring: A New Map of the Middle East", an expert on the Middle East and Balkans, and Kurds in the Middle East and possible solution to the Kurdish issue.

BasNews: I would like to start with following question: how and when did you get to know the Kurds or become familiar with the Kurdish question, which has been ignored by the international community for decades?



Phillips: Dr. Najmaldin Karim visited my office on Capitol Hill in 1988 when I was President of the Congressional Human Rights Foundation. He showed me photos of Kurds killed by mustard and Sarin gas in Halabja during the Anfal campaign. Learning of this atrocity animated my work on Kurdish issues over more than 30 years. I was invited with Dr. Karim by Jalal Talabni to the PUK Congress in February 1992. I admired the resilience and loyalty of Kurds who assisted the US during the Gulf War. Driving from Suleimani through Turkey to the airport in Diyarbakir, my taxi was stopped a dozen times. The heavy-handed security tactics told me that the Kurdish question in Turkey was an issue that the US and international community needed to address.

BasNews: As a scholar of Peace building and foreign affairs, why do you think that Kurds historically did

not become independent unlike other nations in the Middle East, Balkans or other parts of the world after World War I and later on?

Phillips: Disunity among the Kurds has always undermined their national aspirations. The first example of disunity was in Versailles when Great Powers divided the Ottoman Empire and created new states after World War I. Since then, Kurdish rivals have bickered undermining the goal of a "normal Kurdistan". Kurdish leaders believed that they would be rewarded for being "good Kurds." However, the international communities took Kurds for granted, treating them as security partners rather than recognizing that Kurds and Americans share values and are bonded through shared support for democracy and opposition to violent extremism.

BasNews: Based on your knowledge and experience, does the United State have

a general policy regarding the whole Kurdistan? Or does the U.S. have different policies regarding four parts of Kurdistan?

Phillips: The US has NO policy towards Kurdistan. Relations are transactional rather than guided by principle.

BasNews: You are predicting a possible change of the map of the Middle East in your book "the Kurdish Spring: a new map of the Middle East." Is such change of the borders in the existing countries feasible?

Phillips: It seemed that a new map for the Middle East was possible when the book was published some years ago. However, the rise of ISIS changed the dynamic, reaffirming security cooperation over democratic development in Kurdish areas. Draining the swamp of support for Islamist extremism cannot be achieved on the battlefield. Strengthening self-governing democratic institutions and promoting Kurdish unity are the best ways for the US to achieve strategic objectives in the Middle East.

BasNews: As a NATO member, Turkey uses weapons from the NATO countries in Rojava Kurd-

istan. As a result of Turkish bombardments, many civilians, including children, have been killed. Why do you think that the other NATO countries are silent even when children are killed?

Phillips: These are war crimes for which Turkish officials should be held accountable. The US did exclude Turkey from the F35 stealth fighter program and rejected Ankara's request to upgrade US-made F-16s. More robust measures are needed to counter Turkey's aggression. The Biden administration mistakenly concludes that it can defeat Russia's aggression in Ukraine with Turkey's assistance. It is a fool's errand to believe that cooperating with an autocracy such as Turkey can achieve the lasting defeat of another autocracy -- Putin's Russia.

BasNews: Kurds cooperated with the U.S. and the allies against the ISIS and defeated it militarily. Kurds played a big role in defeating the ISIS and its threat to the world. The coalition against ISIS has supported and been supporting Kurds militarily. However, the political support for Kurds by the coalition is not as great as the military support. Do you think that the lack of political support for Kurds by the coalition makes them vulnerable to the radical and autocratic forces in the Middle East? Why this is not concern of the U.S. and its allies?

Phillips: Kurds in Syria are steadfast allies of America's fight against ISIS. As

America's boots on the ground, about 11,000 Syrian Kurdish fighters were killed and 24,000 were wounded fighting ISIS. Instead of establishing criteria for their participation in the global coalition to defeat ISIS, Kurds believed they would be rewarded for assisting. The PYD should have established conditions for the participation of Kurdish fighters. A federal, democratic system in Syria with power diffused to the regions is the only way to end Syria's civil war and for Kurds to secure their interests.

BasNews: In the Kurdistan's referendum of 2017, over 92 percent of votes were in favor of an independent Kurdistan. You observed this process very closely. Why do you think the U.S. government did not support the referendum regarding the Kurdish independence? Moreover, despite the support of the Iraqi government by the U.S. and other western powers, the political situation in Iraq has not improved as far as stability is concerned. What kind of political solution does the U.S. foresee for Iraq?

Phillips: Kurds agreed to the 2005 constitution foregoing their dream of independence in lieu of a federal, democratic republic in Iraq. The 2017 referendum was a legitimate expression of Kurdish demands for self-determination. However, it was ill-timed. Washington wanted Kurds to focus on defeating ISIS and worried that the referendum would distract Iraqis from serving as an

effective security partner. Iraq had already become a proxy for Iran, as evidenced by events in Kirkuk the following month. Washington pursued a policy of security assistance "by, with and through" Baghdad. US officials failed to recognize that the Iraqi government was more loyal to Tehran than Washington.

BasNews: Based on your research about Kurds, what do you think that the policy of the denial of Kurds so can it be reversed or ended by countries suppressing them? In other words, what do you think for the solution of Kurdish question in the Middle East?

Phillips: Iraq is a failed state that is anti-American and deeply hostile to Western interests. The US should support confederation in Iraq as a step towards formally recognizing Iraqi Kurdistan as an independent and sovereign state. With recognition, the US should further support parts of Kurdistan to confederate with Iraqi Kurdistan, with maximum decentralization and power-sharing in the fields of governance, economy and culture.

BasNews: Based on your expertise on peace-building, what road map can you suggest to unite the disunited Kurdish leadership in four parts of Kurdistan and diaspora?

Phillips: Kurds should organize a "Conference on the Future of Kurdistan" with delegations from north, south, east and west Kurdistan agreeing on prin-

ciples for their relations with central governments in countries where they reside and practical modalities strengthening cooperation between Kurds. Democracy and free market economics are the twin pillars of peace and progress for all Kurds. Through its actions and rhetoric, the US should refute the view that "Kurds have no friends but the mountains". In the Middle East, other than Israel, the US has no better friend than the Kurds.

BasNews: A young Kurdish woman Jina Masha Amini has sparked the flame of resistance in Iran. Does the US government have concrete policy to support minority rights in Iran and go beyond their interest in toppling the regime?

Phillips: I greatly admire the courage of Iranian Kurds, women and other civil society representatives to oppose the Basij militia and the autocratic mullahs controlling the country. The Biden administration still refuses to meet leaders of Kuranian Kurdish parties. It fears that visible support for Kurds will undermine efforts to restore the JCPOA and demilitarize Iran. US officials must recognize that no nuclear accord is possible with the Iranian regime. Rather than hoping that Tehran will change its behavior, the US should focus on regime change by working with Iranian Kurds and other minorities to bring new leadership and pressure Tehran into establishing a federal, democratic and non-sectarian republic.

Syrie : une quarantaine d'enfants russes de djihadistes rapatriés jeudi

Les autorités kurdes du nord de la Syrie doivent remettre jeudi 20 octobre à la Russie une quarantaine d'enfants russes, membres de familles de djihadistes du groupe État islamique, a appris l'AFP auprès de l'administration kurde.

L'administration semi-autonome kurde détient dans le nord-est de la Syrie des milliers de Syriens et d'étrangers ayant des liens présumés avec l'EI, depuis la chute en 2019 du «califat» que ce groupe avait instauré en Syrie.

Rapatriements au compte-goutte

eurs familles se trouvent pour la plupart dans des camps administrés également par les autorités kurdes qui réclament leur rapatriement dans leurs



Un garçon saute dans le fleuve Euphrate à Raqqa, en Syrie, le 12 octobre 2022. STRINGER / REUTERS

pays d'origine. «Une quarantaine d'enfants russes seront remis aujourd'hui à une délégation du gouvernement russe», a indiqué à l'AFP une source au sein de l'administration kurde. Une conférence de presse doit être tenue plus tard dans la journée à ce sujet.

La France a annoncé avoir procédé jeudi au rapatriement de 15 femmes et 40 enfants qui étaient détenus dans des camps de prisonniers djihadistes dans le nord-est de la Syrie. Ces femmes et ces enfants étaient retenus dans le camp de Roj (nord-est), a pré-

cisé jeudi à l'AFP un porte-parole de l'administration kurde.

Jusqu'à récemment, les rapatriements de femmes et d'enfants ont eu lieu au compte-goutte face à la réticence des pays étrangers, notamment occidentaux, d'accueillir des personnes affiliées à l'EI, malgré les demandes pressantes des Kurdes syriens.

Près de 4.500 Russes ont combattu aux côtés de l'EI, et la Russie a été parmi les premiers pays à organiser des rapatriements depuis la Syrie et l'Irak. En 2017, Moscou a décidé le rapatriement systématique des enfants de djihadistes. Au moins 341 d'entre eux, dont de nombreux orphelins, ont ainsi été rapatriés depuis 2018.

Ankara dément l'usage d'armes chimiques contre des Kurdes du PKK

Les autorités turques ont démenti jeudi avoir fait usage d'armes chimiques contre les rebelles kurdes du PKK que l'armée d'Ankara combat dans le nord de l'Irak.

De nombreuses accusations relayées notamment par la présidente de l'Union des médecins de Turquie (TTB) et l'opposition sont apparues

ces derniers jours, et les combattants kurdes ont publié une liste de 17 noms, accompagnés de photos de personnes présentées comme des « martyrs » tués par des gaz toxiques.

Le responsable de la communication présidentielle, Fahrettin Altun, a dénoncé une « propagande crasse de la part des terro-

ristes du PKK », le Parti des travailleurs du Kurdistan — classé comme organisation terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

« Nous allons continuer de prévenir cette désinformation. Ceux qui relaient ces calomnies mettent leurs pas dans ceux des terroristes », a indiqué M. Altun sur Twitter.

Ibrahim Kalin, conseiller spé-

cial du président Recep Tayyip Erdoğan, a également dénoncé sur Twitter ces accusations en estimant que « le mensonge des armes chimiques est l'effort futile de ceux qui tentent de justifier et d'esthétiser le terrorisme ».

Et le ministère de la Défense, dans un communiqué publié jeudi, a balayé des « allégations totalement infondées et

irréalistes », assurant que les forces armées « poursuivent de manière très honorable et transparente [...] la lutte contre le terrorisme ».

Enquête indépendante demandée

Cette levée de boucliers des autorités fait suite à la diffusion en début de semaine d'une vidéo montrant un groupe de soldats dans une région montagneuse quitter les abords d'une grotte d'où s'échappe une fumée grisâtre. Plus loin dans la vidéo, un homme est filmé, allongé, suffoquant et sujet à une crise de convulsions.

La présidente de l'Union des médecins de Turquie (TTB), Sebnem Korur Fincanci, a affirmé mercredi avoir « regardé et examiné les images sur les réseaux sociaux » des victimes supposées des armes chimiques « dans le nord de l'Irak ».

« Il paraît qu'un gaz toxique, un poison ou un gaz chimique, qui affecte directement le système nerveux, a été utilisé », a-t-elle déclaré à la webtv prokurde Medya Haber, réclamant une « enquête indépendante afin d'établir la responsabilité des États qui utilisent ce genre d'armes », toutes interdites sur le champ de bataille, a-t-elle rappelé.

Le bureau du procureur général d'Ankara a annoncé jeudi avoir ouvert une enquête à l'encontre de Mme Fincanci.

Contactée par l'AFP, Mme Fincanci a affirmé avoir simplement appelé à une « enquête effective ». « Mais à la place, ils ont ouvert une enquête à mon encontre », a-t-elle réagi.

« Ce n'est pas étonnant. À travers moi, ils intimident la société », a-t-elle ajouté.

Des « preuves indirectes »

L'ancien dirigeant emblématique du parti prokurde HDP, Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016, a réclamé pour sa part qu'une « délégation internationale indépendante [...] se rende dans la région afin d'enquêter ».

« Le Parlement et l'opposition ne peuvent rester silencieux face à ces images. Les passer sous silence, c'est approuver le crime », a-t-il ajouté selon un message posté en son nom sur Twitter.

Enfin, un député du CHP, le principal parti d'opposition, Sezgin Tanrikulu a indiqué jeudi qu'il allait soulever le débat devant le Parlement turc.

L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nu-

cléaire (IPPNW), qui a dépêché une mission dans le nord de l'Irak fin septembre, a mentionné dans son rapport des « preuves indirectes de possibles violations de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques ».

« Du matériel retrouvé près d'une zone abandonnée par l'armée turque comprenait des conteneurs d'acide chlorhydrique et d'eau de Javel, qui pourraient avoir été utilisés pour produire du chlore, un agent de guerre chimique classique », écrivent notamment les auteurs du rapport. Ces médecins ont appelé, en conclusion, à la mise en place d'une mission internationale sous l'égide de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIA) ou du secrétaire général de l'ONU.

L'OBS

Sara Daniel
20/10/2022

Manifestations en Iran : « Si vous en tuez deux, trente les remplaceront »

C'est un symbole qui est en feu. Pendant toute une journée, en cette mi-octobre, tous ont convergé pour voir les flammes s'échapper de la célèbre et sinistre prison d'Evin. Forteresse inexpugnable, ville de barbelés dans la ville de Téhéran. C'est là, dans la terrible section 209, que les opposants politiques, objets des lettres de cachet de la République islamique, sont retenus, que des journalistes, blogueurs et avocats sont torturés à mort. Là, qu'en juin 2003 la photographe Zahra

Kazemi a été emprisonnée, violée, puis a eu le crâne fracassé pour avoir osé prendre des photos de la prison. Là que les jeunes étudiants subissent aujourd'hui leur garde à vue. Un lieu interdit dont on ne parle qu'à voix basse.

Seulement, il y a un an, et pour la première fois, un groupe de hackers particulièrement doué, récemment auteur du piratage de la télévision d'Etat, qui s'est baptisé crânement « la Justice d'Ali » (« Edalat-e Ali »), a diffusé des images venant de l'in-

térieur de la prison, exposant l'inhumanité de ses conditions de détention.

Devant cette bastille qui flambe, les Iraniens font un rêve. Et si c'était le signe que ce « septembre 22 », ce « Mai-68 » des Iraniens, n'allait pas s'éteindre sous les coups de matraques et de feu des milices armées ? Et si le régime des mollahs, instauré il y a quarante-trois ans avec le retour à Téhéran de l'ayatollah Khomeini à bord d'un avion Air France, était, cette fois,

condamné à disparaître ? Alors Mahsa Amini, 22 ans, arrêtée le 13 septembre par la police des mœurs pour un voile mal mis, et emblème depuis du soulèvement iranien, n'aurait pas été assassinée en vain par les sbires du régime.

Depuis la mort de la jeune femme et, notamment, lors de ses funérailles à Saqqez dans le Kurdistan iranien, des femmes ont enlevé leur voile et l'ont fait tournoyer dans les airs en son hommage, et ce dévoilement sacrilège a été repris



Dix des étudiants emprisonnés ou disparus en Iran depuis fin septembre : Maedeh Jamal Livani, Javad Shakar, Alireza Sanerian, Mehran Mohabatti, Mohammad Arab, Mehrab Kamali, Maedeh Delbari, Bardic Chokoiri Fard, Chahou Bayazidi et Ramin Kiadi. (association Mohsen Hachtroudi/www.mo-ha.com)

dans toutes les manifestations. Crime de lèse-République islamique, il n'est sans doute pas de geste plus fort pour dire sa détestation du régime.

Car en Iran le voile n'est pas un signe de piété, ou pas seulement. Il est une déclaration politique, depuis que l'ayatollah Khomeini en a fait le symbole de sa révolution. Ce morceau de tissu anti-occidental et anticapitaliste, même les femmes les plus émancipées le revendiquent alors. Comme Zorah Kazemi, la femme du réformateur Mir Hossein Mousavi, Premier ministre de 1981 à 1989 : la Jeanne d'arc de la révolution iranienne, bourgeoise, fille de colonel, écrivait à l'époque un brûlot contestataire circulant sous le manteau, « Voile, mon arme de combat ». Le hidjab signifiait alors « à bas le shah », comme le fait de le retirer signifie à présent « à bas la République islamique ».

Sous Khomeini, le voile noir devient le produit dérivé de l'islamisme, il confère à sa révolution qu'il rêve mondiale une force publicitaire. Mais, dans le même temps, la révolution khomeiniste a besoin de la

force de travail des femmes : une fatwa décrète que leur activité, si elles sont voilées, est compatible avec la religion. C'est un changement majeur qui sème les graines de la révolte des femmes à laquelle on assiste aujourd'hui. Le taux de fécondité chute de 7,6 enfants au moment de la révolution à 1,7 actuellement, et 52 % des étudiants sont désormais des étudiantes (un phénomène bien décrit dans le livre de Chantal de Rudder, « Un voile sur le monde »).

Eduquées, indépendantes financièrement, les jeunes Iraniennes supportent de moins en moins qu'on leur dicte leur conduite et leur tenue. D'autant que le régime islamique ne peut même pas leur proposer un modèle chinois de prospérité économique à défaut de liberté démocratique. En raison des sanctions économiques, liées au dossier du nucléaire, les taux d'inflation ont contribué durant la dernière décennie à l'érosion de la classe moyenne : près de 8 millions d'Iraniens sont tombés dans la pauvreté entre 2011 et 2020, selon une estimation du cercle de réflexion Brookings...

Les sbires des services secrets

Il y a deux ans, j'avais demandé à Nasrin Sotoudeh, une avocate de 56 ans qui purge une peine de douze ans à la prison d'Evin pour « corruption et dépravation » – c'est-à-dire pour avoir défendu des jeunes filles qui se faisaient prendre en photo sans voile –, pourquoi la question du port du hidjab était si fondamentale pour la République islamique. Elle m'avait répondu depuis sa cellule : « Demandez à la République islamique elle-même pourquoi elle a basé sa survie sur un tel principe et avec cet entêtement ! En ce qui me concerne, en tant que femme et mère d'une jeune fille, je me sens à la fois insultée par la contrainte du port du voile et inquiète pour l'avenir de ma fille. La liberté de choisir comment me vêtir est pour moi fondamentale. »

Cette Mère Courage, haïe des mollahs, et qui est aujourd'hui une source d'inspiration et de réconfort pour les jeunes femmes qui manifestent, avait ainsi justifié le jusqu'au-boutisme de son engagement :

« Vous savez, en Iran, que l'on vive à l'intérieur d'une prison ou à l'extérieur, on est toujours enfermé. Les jours s'écoulent dans un espace plus restreint, voilà tout. »

« Peut-être pensez-vous que j'exagère, mais lorsque notre préoccupation est l'absence de justice dans la société, être dans une prison ou en dehors importe peu, ajoutait-elle. Autrement dit, je ne peux pas regretter ma liberté puisque la société iranienne ne fait pas l'expérience de cette liberté. »

« Bien sûr la question du hidjab n'est qu'une de nos doléances », nous expliquait avec colère Fatima (les témoignages ont été obtenus avec l'aide de l'association MoHa, tous les prénoms ont été modifiés), 22 ans, diplômée du centre dramatique de Téhéran, au début de la révolte : « Au temps du précédent président, le réformateur Rohani, je pouvais zigzaguer sur la ligne rouge du régime. Mais depuis l'élection de son successeur Ebrahim Raïssi [en août 2021, NDLR], les directives de l'orientation islamique sont impossibles à contourner. J'étais convoquée



Mohammad Hossein Nourian, Mohammad Nouri, Motahere Gounai, Hadi Alizadeh, Milan Shomali, Peyman Asgari, Reyhaneh Marouff, Zahrayas Maïn, Behdar Behdari, Mohamed Hossein Sha'ai, Kamyar Charifi, Shakiba Houshian, Sagan's Mortazavi, Mehdi Kouhnavard et Morteza Qanbari, tous étudiants emprisonnés ou disparus en Iran depuis fin septembre. (ASSOCIATION MOHSEN HACHTROUDI/WWW.MO-HA.COM)

sans cesse par le bureau de la censure pour discuter de mon projet de pièce de théâtre. La dernière fois, c'était quinze jours avant la mort de Mahsa. Des heures de palabres à propos d'un passage de ma pièce qui met en scène la dispute d'une fille avec sa mère parce qu'elle refuse de se marier... Le type de la censure me disait: "Si ton personnage ne veut pas se marier, c'est donc qu'elle veut avoir des rapports sexuels dans le péché, c'est une débauchée, comme toi !" Ces gens voient le sexe partout. Et puis ils m'ont harcelée pour que j'avoue que j'avais un petit ami. Le savaient-ils déjà, m'ont-ils fait surveiller ? Beaucoup de gens dans le milieu culturel le sont. Alors j'ai craqué, je leur ai hurlé dessus. Depuis, on m'a interdit

de travailler. Je sais que j'aurais pu être à la place de Mahsa. » Fatima, arrêtée depuis lors d'une manifestation, est aujourd'hui en prison.

Ibrahim, professeur d'art plastique de lycée dans une petite ville du Baloutchistan, dans l'est du pays, confirme le fait que la main de fer du pouvoir a commencé à se resserrer dès l'élection du président Raïssi. C'est à ce moment précis que se sont accélérées les visites des services secrets et représentants du Guide qui envoient leurs sbires vérifier si les valeurs islamiques sont respectées dans les cours. « Quand je montrais à mes élèves des natures mortes ou des tableaux de Van Gogh, ils me réprimandaient : "Pourquoi tu leur fais voir ces inepties occi-

dentes ? ! Prends des tableaux qui représentent Ali ou Fatima [enfants du prophète Mahomet] !" Alors pour expliquer le cubisme aux élèves, j'ai dû utiliser un portrait d'Ali. Ça les a rendus hystériques : "Tu déformes l'image de notre imam ?" Et puis ils ont commencé à intimider les gamins : "C'est à vous d'éduquer votre professeur." Moi je sentais la colère de mes élèves monter. Ceux qui voulaient faire de la peinture leur métier me demandaient pourquoi tous les budgets étaient alloués aux peintres qui reproduisaient les grandes figures du chiisme sur les murs des villes. Ce qui excluait les femmes puisqu'elles n'ont pas le droit de monter sur les échafaudages. Leur avenir était bouché. » Las d'être sans cesse convoqué et insulté,

Ibrahim a fini par démissionner.

Ebrahim Raïssi, la mécanique de la terreur

Barbe, lunettes et turban noir, le président de la République iranienne, Ebrahim Raïssi, est un sous-ayatollah qui n'est pas allé plus loin que le collège. D'ordinaire, une partition complexe se joue entre le président et le personnage le plus puissant du pays, le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. Mais pas cette fois. Car Raïssi est tout simplement l'homme du Guide. Mieux, l'homme de ses basses œuvres, accusé d'être l'un des grands criminels de l'Histoire. C'est sa présence constante dans l'appareil répressif qui explique son incroyable ascen-

sion, jusqu'à l'apogée des massacres de 1988 – l'exécution de milliers de prisonniers politiques – dont il continue aujourd'hui encore à soutenir la nécessité. Après cet épisode terrifiant, Raïssi deviendra procureur du puissant tribunal spécial pour le clergé, qui s'occupe des mollahs déviants. A ce poste pendant près de dix-huit ans, il a fait régner l'ordre parmi les religieux et étudié la mécanique de la terreur organisée.

Agé de 83 ans et malade, l'ayatollah Khamenei a donc voulu opérer un transfert de pouvoir vers le président. D'abord parce que Raïssi est un des mieux placés pour lui succéder – il préside déjà la commission pour la succession du Guide au sein de l'assemblée des experts. Ensuite pour renforcer l'alliance entre le clergé – Raïssi est un hodjatoleslam, un moyen clerc – et les gardiens de la révolution. Et conforter le pouvoir de l'axe sécuritaire. L'objectif était de rendre le régime plus cohérent, plus fort, face aux grandes manifestations qui ont agité le pays en novembre 2019, pour protester contre la hausse du carburant, et aux pressions extérieures, notamment américaines. Mauvaise stratégie : en simplifiant le dispositif du pouvoir, le Guide a pris un risque. Il ne peut plus s'abriter derrière un bouc émissaire.

Dans cette escalade de la dictature, la voix des modérés n'existe plus, ni au gouvernement, ni à la présidence, ni au Parlement. Les Iraniens savent que le pouvoir découle uniquement de « *bayt imam* », la maison du Guide. Et c'est contre lui qu'ils se dressent directement avec des slogans d'une force inouïe. Car aujourd'hui l'incroyable courage et la détermination de la jeunesse iranienne sont à la hauteur de la terrible répression dont elle fait l'objet. Comme si depuis une décennie, les milices à moto qui tiraient à balles réelles et les sbires des gardiens de la révolution qui torturaient les manifestants pacifiques

avaient en réaction fait naître une génération de héros qui n'ont plus rien à perdre... Au lycée, des jeunes filles se filment en faisant un doigt d'honneur au Guide. D'autres chassent son représentant de leur établissement. Malgré la férocité de la répression qui, en un mois, a déjà fait au moins 201 morts et des milliers de blessés selon l'organisation humanitaire Iran Human Rights.

Et puis il y a cette incroyable scène, ce 8 octobre, au cours du journal télévisé de la télévision d'Etat iranienne. Alors que le Guide suprême, Ali Khamenei, apparaît à l'antenne, une animation sur fond noir affiche une photo de l'ayatollah en feu – son visage au milieu d'une cible –, et au-dessous les portraits de Mahsa Amini et de trois autres jeunes femmes tuées lors des manifestations. En écriture rouge, les téléspectateurs peuvent lire, à côté de l'image du Guide : « *Le sang de notre jeunesse est sur vos mains.* » Dessous, en orange, est inscrit : « *Rejoignez-nous et rebellez-vous.* »

Le 8 octobre, lors d'une intervention à la télé iranienne du Guide suprême Ali Khamenei, un groupe de hackers a diffusé une vidéo en direct montrant les portraits de quatre jeunes femmes tuées lors des manifestations, dont Mahsa Amini, avec les phrases « Le sang de notre jeunesse est sur vos mains » et « Rejoignez-nous et rebellez-vous. » (AFP)

A l'origine de ce coup de maître, donc, la Justice d'Ali. « *Ils veulent entraîner les religieux contestataires et les forces répressives désenchantées* », explique Fariba Hachtroudi, écrivaine franco-iranienne, auteure entre autres d'un roman sur le genre du Prophète (« Ali, la parole défendue », Ed. Erick Bonnier, 2022) et présidente de l'association MoHa, chargée notamment de récolter des fonds pour les cautions exorbitantes réclamées par les autorités iraniennes aux jeunes

incarcérés. « *La stratégie de la Justice d'Ali, ajoute-t-elle, c'est de dissocier une bonne fois pour toutes la religion de l'Etat, le Guide et les fidèles de l'imam Ali qu'il trahit selon eux.* » Y arriveront-ils ?

« On ne part pas comme ça de la milice »

Nous avons pu recueillir le témoignage d'un de ces bassidjis qui hésitent. Hussein a 17 ans. Son père et ses oncles sont des martyrs de la guerre contre l'Irak dans les années 1980. Deux de ses frères sont morts en Syrie au cours des opérations extraterritoriales. Sa mère essaie de le convaincre de quitter les milices bassidjis. Depuis la mort du général Qassem Soleimani (commandant de la force Al-Qods du corps des gardiens de la révolution, tué par les Américains à Bagdad en janvier 2020), elle ne croit plus au régime.

Hussein nous explique que c'est le cas de beaucoup de familles, persuadées que si Donald Trump a pu le faire tuer, c'est que Soleimani a été vendu par ses rivaux au sein des gardiens de la révolution. Le jeune homme vénère le général : « *Soleimani était un pur, il se mettait toujours en première ligne au front. Je le sais par des amis de mes oncles qui ont fait la guerre Iran-Irak dans son unité. Moi, j'ai été avec lui comme volontaire dans les opérations de sauvetage de la population lors des inondations dans le Sud. J'avais à peine 15 ans. De mes propres oreilles, je l'ai entendu critiquer les préfets et accuser des mollahs locaux d'avoir volé les marchandises de l'aide gouvernementale pour les vendre sur le marché. Soleimani mangeait après nous. Il dormait après nous. Depuis sa mort je n'ai plus jamais vu quelqu'un comme lui.* »

Chez les bassidjis, Hussein était chargé de la propagande. Il espionnait aussi dans les écoles et les lycées, faisait des fiches sur les professeurs. «

Mais depuis les émeutes, par manque d'effectifs, ils nous ont envoyés dans des unités offensives avec ordre de frapper dans le tas. Ils nous changent alors de ville. Moi, par exemple, j'ai été affecté au cours de la première semaine dans la ville sainte de Qom ! Je n'aurais jamais pensé que même là-bas les jeunes seraient aussi virulents contre le Guide. J'ai compris pourtant qu'ils l'étaient parfois plus qu'ailleurs car beaucoup de "talabeh" – les étudiants en théologie – suivent leur marja [guide spirituel] mais sont souvent contre les injustices de son système et la corruption de la maison du Guide. »

Hussein semble très affecté par la haine que les bassidjis inspirent à la rue iranienne. « *Je n'aimerais pas tomber entre les mains de la population. Croyez-moi ou pas, mais ce sont les services secrets en civil qui sont les plus terribles. Ce sont eux qui vont avec des cutters et des couteaux dans les universités. Nous, nous n'avons pas d'armes à part des matraques, nous ne sommes pas des monstres [depuis l'intensification de la révolte, les bassidjis sont désormais armés] !* »

« *On se cache le visage et on dissimule l'immatriculation de nos motos de peur des représailles. Je préfère aller dans les universités. Les étudiants nous invitent à les rejoindre, mais dans la ville on ne sait pas à qui on a affaire, poursuit le milicien. Je voudrais quitter les bassidjis, mais j'ai peur de la réaction de mes supérieurs. On ne part pas comme ça de la milice sans être accusé d'être un contre-révolutionnaire passible du tribunal militaire. Alors j'ai pensé à me mutiler pour attendre de voir ce qui va arriver. L'idée est de mes sœurs !* »

La menace d'un bain de sang

Qu'arrivera-t-il ? Après plus d'un mois de soulèvement, tout le monde s'interroge. Amir

Hossein, un vidéaste de 28 ans dont la fiancée est en prison, redoute un bain de sang : « D'une part, ceux qui tirent un bénéfice du régime ne sont pas prêts à renoncer à leurs privilèges et la répression peut devenir beaucoup plus féroce. De l'autre, les contestataires ne sont pas organisés, ils n'ont pas de représentant ni de revendication commune. Leur seul point commun, c'est leur volonté de se venger des apparatchiks, et cela n'augure rien de bon. »

Bien sûr le mouvement est en constante évolution. Déjà les slogans des manifestants ne se contentent plus de réclamer

l'abolition du voile obligatoire. On est passé de « Femme, vie, liberté » à « Si vous en tuez deux, trente, quarante les remplaceront », « L'ouvrier du pétrole est debout [référence aux grèves dans la pétrochimie qui ont éclaté], tandis que notre Guide reste inflexible » ou encore « Le pain, le travail, la liberté, le hidjab au choix ».

Reste que la menace d'un possible bain de sang préoccupe tous les observateurs. Et ces inquiétudes ne datent pas du mois dernier. Lorsque j'avais pu correspondre il y a deux ans avec Nasrin Sotoudeh, détenue à Evin, elle m'avait

confié qu'en prison elle pensait beaucoup à « l'après ». « Si le régime change, comment pourra-t-on éviter la violence ou au moins la limiter autant que possible ? Comment peut-on empêcher l'avènement du cycle des représailles et des vengeances ?, m'avait-elle écrit. Nous, les Iraniens, avons fait l'expérience douloureuse dans les années 1980 de voir l'exécution d'innombrables prisonniers politiques par le régime. Nombre d'entre eux avaient déjà purgé leur peine et attendaient leur libération. Dans tout éventuel changement qui adviendrait en Iran, il faudrait fatalement réouvrir les

plaies, reconnaître et nommer les maux pour pouvoir les panser. C'est une de mes préoccupations principales. »

Le visionnage de cette vidéo est susceptible d'entraîner un dépôt de cookies de la part de l'opérateur de la plate-forme vidéo vers laquelle vous serez dirigé(e). Compte-tenu du refus du dépôt de cookies que vous avez exprimé, afin de respecter votre choix, nous avons bloqué la lecture de cette vidéo. Si vous souhaitez continuer et lire la vidéo, vous devez nous donner votre accord en cliquant sur le bouton ci-dessous.

duvaR.english
Turkey's own independent gazette

October 21, 2022

Dozens, including HDP Istanbul co-chair, detained over protest against use of chemical weapons

Turkish police on Oct. 20 detained several pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) members, including its Istanbul co-chair Ferhat Encü, who wanted to hold a press conference against the allegations that the Turkish Armed Forces had used chemical weapons in their operations against the Kurdistan Workers Party (PKK) militants.

"The press statement we wanted to hold in (Istanbul's) Şirinevler district regarding the use of chemical weapons was tried to be prevented by the blockade of thousands of police. Dozens of our friends, including our co-chair Ferhat Encü, were detained. This aggression is an attempt to cover up chemical weapons, which are crimes against humanity," HDP Istanbul Branch announced.

On the other hand, an Ankara prosecutor's office has launched an investigation against the Turkish Medical Association (TTB) chair Şebnem Korur Fincancı over the grounds that allegedly



"making propaganda for a terrorist organization" and "insulting the Turkish nation, the state of the Republic of Turkey, state institutions and organs."

Fincancı stated that she examined the footage of the alleged use of chemical weapons and said, "Obviously, one of the toxic chemical gases that directly af-

fects the nervous system was used. Although its use is prohibited, we see it used in conflicts here."

Media close to the PKK published videos this week which it said showed chemical weapons being used by the army against the PKK in northern Iraq.

After the spread of the claims, jailed former Peoples' Democratic

Party (HDP) co-chair Selahattin Demirtaş said on Twitter that an independent, international delegation should go to the region and investigate the allegations and reminded that the use of chemical weapons is a crime against humanity.

Turkish officials have denied the allegations in question.

The New York Times

21 octobre 2022
By Farnaz Fassihi

How a Prison Fire Unfolded in Iran

The cause of the fire last weekend remains unclear, but witnesses and families of prisoners say that the authorities had been bracing for unrest in the notorious Evin Prison in northern Tehran.

On the morning of Saturday, Oct. 15, Mehdi Hashemi Rafsanjani drove up the mountain road to the grim prison in northern Tehran where he is serving a 10-year sentence for financial corruption. He was returning after a brief furlough.

Swarms of anti-riot security forces, holding batons and guns, had taken position in the leafy area outside Evin Prison, a feared institution that has been a watchword for the torment and execution of those who have displeased the Islamic Republic's rulers.

Mr. Hashemi Rafsanjani, the son of a former president, was stunned when prison authorities told him to return home until further notice, according to family members. The authorities told him they could not guarantee his safety in the section where he was being kept, Ward 7.

The clashes that day in Ward 7, coming against a backdrop of nationwide antigovernment protests, started in the afternoon, became more intense at dusk and then spread to other wards.

By 8 p.m., security forces were responding with concussion grenades and tear gas and firing pellets and live bullets at prisoners.

By 9:30 p.m., the prison was ablaze, with huge flames and clouds of smoke billowing into the night sky.

The government has said that eight prisoners were killed and



The aftermath of the Oct. 15 fire in Evin Prison, on Monday. Credit...Majid Asgaripour/Wana News Agency, via Reuters

61 injured, and that the fatalities resulted from smoke inhalation. But human rights groups, including Amnesty International, say the casualties could be much higher and note that some prisoners suffered bullet wounds. The prison has suffered extensive damage and thousands of prisoners were transferred to other facilities.

This account of what transpired at Evin Prison is based on interviews with families of prisoners, lawyers representing them, residents of the area and accounts by activists and witnesses published in Persian media, as well as videos circulating on social media and a report by Amnesty International.

Important details remain unclear, including who started the fire and why. Video footage shows individuals pouring what appears to be fuel on the roof of a building, intensifying the fire. The compound has guard towers but the people on the

roof do not come under attack in the video.

It does seem clear, according to witness accounts and comments by at least one lawmaker, that prison authorities had advance knowledge of a pending crisis on Saturday and had prepared for a violent confrontation.

"Security agencies and the National Security Committee had warned key institutions about the potential of unrest and given them instructions," Javad Karimi Ghodoosi, a conservative lawmaker, told Iranian media on Tuesday. "At Evin the security forces were placed on full alert."

Government and judiciary officials have said the unrest was orchestrated by inmates and "enemy agents," some of whom attempted to escape. Officials said several inmates set fire to a building that housed the sewing workshop and the fire spread to a textile warehouse.

But former prisoners said the workshop door is locked every day after 5 p.m. and that inmates have no access to the facility.

For five weeks, protests have rocked Iran, led by women and young people, demanding an end to the Islamic Republic in the aftermath of the death of a young woman, Mahsa Amini, in the custody of the morality police. The government has cracked down with violence and mass arrests but has so far failed to crush the movement.

Evin was not immune from the events on the streets of Tehran and other cities. Many prisoners had been staging demonstrations and sit-ins and chanting some of the anti-government slogans that have been a feature of the uprising.

Amnesty International said in a report on Tuesday that it had gathered evidence that "raises serious concerns that the authorities sought to justify their bloody crackdown on prisoners under the guise of battling the fire and preventing prisoner escapes."

Evin Prison is located on the slopes of mountains towering over Tehran, and for as long as the Islamic Republic has ruled, it has symbolized its iron fist. Generations of politicians, writers, activists, journalists, artists and dissidents have passed through its doors. They have been interrogated and tortured. Some have been executed.

In the week leading up to the

fire, tensions were brewing in the prison. The authorities enforced new restrictions and intensified interrogations. Snipers appeared on the walls.

Men and women inmates staged protests during their outdoor breaks echoing the same slogans chanted outside: "Death to the dictator," and "Women, Life, Freedom."

On Friday, an uproar erupted in Ward 8 when five political prisoners, including a well-known writer, were forcefully transferred to a remote prison, the witnesses and the families of prisoners said. As word spread, other sections of the prison, including the women's ward, joined in, chanting slogans in solidarity.

To intimidate them into silence, riot police marched through the yard shouting "Heydar! Heydar!" a Shia religious battle cry.

Then Saturday started ominously.

At the women's ward, Alieh Motalebzadeh, a journalist and women's rights activist who was being held there with Narges Mohammadi, a prominent human rights activist, heard sirens all morning. Both Ms. Motalebzadeh and Ms. Mohammadi's telephone privileges have been revoked, according to their husbands.

"She said the sirens sounded suspicious and they didn't know what was going on," Ms. Motalebzadeh's husband, Sadra Abdollahi, a filmmaker, said in a telephone interview from Tehran. He said he was also in direct contact with other prisoners. "Everyone tells me the circumstances on Saturday were extremely violent, like a war zone."

Ms. Motalebzadeh was hospitalized after attempting suicide

on Thursday, following an argument with a female prison guard who told her that she and other women inmates deserved to be killed in the prison unrest, Mr. Abdollahi said.

During their morning outdoor break, some of the women chanted anti-government slogans and banged on a rusty door that leads to a guard post. Guards flashed laser lights on their bodies to scare them. Some women overheard conversations among female guards of plans for riot police to attack the men's ward.

That afternoon, skirmishes broke out in Ward 7, a three-floor structure where over a thousand inmates are kept, mostly criminal offenders convicted of theft, gang violence, drug smuggling and financial crimes. The inmates chanted anti-government slogans and rattled the bars of their cells, according to families, activists and lawyers.

The unrest at Ward 7 intensified and by dusk, anti-riot police and prison guards had entered the ward, clashing with inmates and flinging tear gas into the cells. In the haze of smoke and chaos the inmates broke through the doors to the yard and the adjacent door that connects Wards 7 and 8.

By 8 p.m., the security forces opened fire. Trapped in the yard and with bullets flying, some of the prisoners tried to escape the clashes but were shot, handcuffed and beaten on the head and face with batons, according to families, lawyers and the Amnesty report. Hundreds of prisoners, including those with gunshot wounds, were dragged into a gymnasium and beaten.

Mohammad Khani, a social researcher, was shot in the waist area with live bullets and has since developed a life-threat-

ening infection. Yashar Tohidi, an aerospace engineering student, was shot in the thigh and has been hospitalized for extensive bleeding. The situations of both men, who were in prison on charges of acting against national security, were described by lawyers.

Hossein Ghashghaei, a writer serving a two-year sentence on charges of conspiring against national security, described a feeling of shock and anxiety among his cellmates in Ward 4 as they heard the commotion and gunshots, according to an account of his that was published on social media.

"In total shock we heard seven sounds of massive explosions that added to our confusion, our many questions and endless anxiety," Mr. Ghashghaei wrote. "We were telling each other don't get near the windows, you may get shot."

Emad Sharghi, a dual national Iranian American businessman held on murky spying charges, was in Ward 8, adjacent to Ward 7, where the riots broke out. Around 8 p.m. he briefly called his sister, Neda, in Washington to say he was alive. Ms. Sharghi said she heard chaos and loud shouting in the background and what sounded like gunshots.

"I was imagining him trapped in his cell suffocating and burning to death from the fire," Ms. Sharghi said, describing her emotions after seeing videos of Evin on fire hours after the call.

Mr. Sharghi remained in his cell at Ward 8, trapped in the chaos of bullets, smoke and flames for several hours, and was moved to another building around midnight when things had quieted down, according to his family.

Prison guards moved faster to remove Siamak Namazi,

another Iranian American dual national being held on spying charges, from Ward 4, where clashes were reported including doors broken and tear gas fired. He was extracted along with a prominent politician who had murdered his wife, and along with two former officials serving terms for financial corruption: a senior judge and the brother of former President Hassan Rouhani.

The five men were all transferred to a ward inside Evin controlled by the intelligence branch of the Revolutionary Guards Corps, according to lawyers.

At the women's ward, the prisoners heard gunshots and screams, and smelled the smoke from the fire, raising hopes that protesters had reached the prison and that they might be set free. They began chanting anti-government slogans and banging on the doors.

Their optimism faded when riot police raided the ward, pointing guns at them and hurling tear gas inside cells. A senior prison official prevented the forces from entering the cells and beating the women.

One woman inmate fainted. Many were coughing and having difficulty breathing. Access to medical care was denied, the prison was in chaos and nobody was allowed to move. The guards locked the gates to the cells and the doors.

"Their spirit has plummeted. They are trapped in a confined space with guns pointing at them," Taghi Rahmani, the husband of Ms. Mohammadi, said in an interview from Paris.

"Their aim was to create fear, among the prisoners, the families and society that you are not safe no matter where you are," he said.



October 21, 2022
By Jonathan Spicer

EXCLUSIVE In letter, Sweden lists 'concrete actions' on Turkey's concerns over NATO bid

Sweden has taken "concrete action" to address Turkey's concerns over its NATO membership bid, including stepping up counter-terrorism efforts against Kurdish militants, Stockholm told Ankara in a letter dated Oct. 6 and seen by Reuters.

The two-page letter gives 14 examples of steps taken by Sweden to show it "is fully committed to the implementation" of a memorandum it signed with Turkey and Finland in June, which resulted in NATO member Turkey lifting its veto of their applications to the trans-Atlantic security alliance. Sweden and Finland launched their bids to join NATO in May in response to Russia's invasion of Ukraine, but ran into objections from Turkey, which accuses the two Nordic countries of harbouring what it says are militants from the banned Kurdistan Workers Party (PKK) and other groups.

Stockholm and Helsinki deny harbouring terrorists but have pledged to cooperate with Ankara to fully address its security concerns, and to lift arms embargoes. Yet Turkey's President Tayyip Erdogan said as recently as Oct. 6 that its demands had not yet been met. In its letter to Turkey, Sweden said that "concrete action has been taken on all core elements of the trilateral agreement".

Sweden's security and counter-terrorism police, Sapo, "has intensified its work against the PKK", and it made "a high-level visit" to Turkey in September for meetings with Turkey's MIT



NATO Secretary General Jens Stoltenberg, Turkish President Tayyip Erdogan, Finland's President Sauli Niinisto and Sweden's Prime Minister Magdalena Andersson pose after signing a document during a NATO summit in Madrid, Spain, June 28, 2022. REUTERS/Violeta Santos Moura/File Photo

intelligence agency, the letter said.

Sweden's foreign ministry and the communications arm of Erdogan's office each did not immediately respond to a request for comment on the letter.

Swedish officials delivered the letter, which was not previously reported, to Erdogan's office and the foreign ministry at the weekend, a source familiar with the situation said, requesting anonymity due to sensitivity over it.

The letter was meant to reassure Turkey of Sweden's efforts amid ongoing bilateral talks and to encourage ultimate approval of the NATO membership bid, the source added.

According to the letter, Swedish authorities "carried out new analyses of PKK's role in threats to Sweden's national security and in organised crime

(and) this is likely to lead to concrete results."

The PKK, which took up arms against the Turkish state in 1984, is considered a terrorist group by Turkey, the European Union and the United States. As part of talks over the June memorandum, Turkey has sought the extradition of 73 people from Sweden and a dozen others from Finland, where it is concerned with other groups.

The letter says Stockholm extradited one Turkish citizen on Aug. 31 upon Ankara's request, after an Aug. 11 decision, and that a total of four extraditions have been made to Turkey since 2019.

Extraditions were discussed by a Swedish delegation visiting Ankara in early October, according to the letter.

"Sweden is committed to address...pending extradition re-

quests of terror suspects expeditiously and thoroughly," taking into account Turkish intelligence and in accordance with Swedish law and the European Convention on Extradition, the letter said.

Turkey will continue consultations with Sweden and Finland "to pursue full implementation of the memorandum," Turkish diplomatic sources told Reuters. However steps "need to be taken...(in) combatting terrorism, prevention and punishment of incitement to terrorism, improvement of security and judicial cooperation," the sources added.

The parliaments of all 30 North Atlantic Treaty Organization (NATO) member states' must approve Sweden and Finland's bids, which would mark a historic enlargement of the alliance as the war in Ukraine continues.

In a sign that talks were progressing, Sweden's foreign minister said on Friday he expects the last two holdouts, Turkey and Hungary, to vote soon on its NATO applications. Erdogan was quoted by Turkish broadcasters as saying on Friday that Sweden's newly appointed Prime Minister Ulf Kristersson backs the fight against terrorism and that they would meet to discuss the NATO bid and extraditions.

A day earlier Kristersson said after meeting with NATO's secretary general that his government "will redouble efforts to implement the trilateral memorandum with Finland and Turkey".

Une manifestation de soutien à l'Iran rassemble 80 000 personnes à Berlin

« Nous sommes à vos côtés », a affirmé la ministre de la famille allemande, s'adressant aux Iraniens qui manifestent contre le régime depuis la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, trois jours après son arrestation par la police des mœurs.

Nous sommes à vos côtés », a affirmé la ministre de la famille allemande, s'adressant aux Iraniens qui manifestent contre le régime depuis la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, trois jours après son arrestation par la police des mœurs.

Alors que l'un des plus importants mouvements de soutien aux protestations en Iran s'est tenu, samedi 22 octobre à Berlin, les autorités iraniennes assurent que les « émeutes » connaissent leurs « derniers jours ».

La République islamique est secouée, depuis le 16 septembre, par un mouvement de contestation consécutif à la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, trois jours après son arrestation par la police des mœurs, laquelle lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique.

Des dizaines de personnes, principalement des manifestants mais aussi des membres des forces de sécurité, ont été tuées lors de ces manifestations. Des centaines d'autres, dont des femmes, ont été arrêtées. La mobilisation a, depuis, largement dépassé les frontières du pays, et des manifestations de soutien ont été organisées dans d'autres pays.



Des manifestants en soutien au mouvement de protestation en Iran, à Berlin, le 28 septembre 2022. JOHN MACDOUGALL / AFP

A Berlin, 80 000 manifestants en soutien aux protestations

Quelque 80 000 personnes ont ainsi défilé samedi à Berlin, a affirmé un porte-parole de la police. « Aujourd'hui, des milliers de personnes affichent leur solidarité aux courageuses femmes et aux manifestants en Iran », a salué la ministre de la famille allemande, l'écologiste Lisa Paus, sur [Twitter](#). « Nous sommes à vos côtés », a-t-elle ajouté.

Parmi les participants à cette manifestation organisée par un collectif de femmes, certains ont brandi des affiches avec le slogan « Women, Life, Freedom » (« Femmes, Vie, Liberté »), d'autres des drapeaux kurdes. Les manifestants ont marché au cœur de la

ville dans le calme, a précisé la police, qui les a comptés à bord d'un hélicoptère.

Des milliers de personnes, dont beaucoup d'Iraniens et d'Iraniennes, ont défilé également dans la capitale américaine Washington. Parti en fin d'après-midi du National Mall, grande esplanade du centre-ville, le cortège aux couleurs du drapeau iranien s'est dirigé sous le soleil jusqu'à la Maison Blanche, en scandant « nous voulons la liberté » ou encore « justice pour l'Iran ».

« C'est la cinquième manifestation hebdomadaire que nous faisons à Washington, et je crois que c'est la plus grosse », a déclaré Siamak Aram, l'un des organisateurs. Sans vouloir s'avancer sur un chiffre définitif, il a estimé qu'il

serait « au-dessus de 10 000 » personnes.

En Iran, le ministre de l'intérieur a, de son côté, affirmé samedi que les « émeutes » étaient sur le point de disparaître. « Il y a quelques rassemblements dans des universités, avec de moins en moins de gens. Les émeutes connaissent leurs derniers jours », a déclaré le vice-ministre de l'intérieur Majid Mirahmadi, cité par l'agence officielle IRNA.

La répression des manifestations a fait au moins 122 morts

« La situation dans les provinces est bonne et nous n'avons pas d'émeutes qui conduisent à des violences urbaines », a-t-il encore ajouté. « Le problème de Zahedan est différent », a-t-il ajouté, en référence à la capitale de la province du Sistan-et-Baloutchistan, l'une des régions les plus pauvres d'Iran. Des violences survenues le 30 septembre dans cette ville ont fait des dizaines de morts, dont des membres des forces de l'ordre, des médias d'Etat accusant des « extrémistes » d'être derrière des attaques de commissariats.

Cependant, un influent chef religieux sunnite au Sistan-et-Baloutchistan, Molavi Abdol Hamid, a accusé les forces de

l'ordre d'avoir tiré « sur des gens regroupés autour d'une mosquée ». Pour lui, la population a été mise en colère par des informations selon lesquelles un chef de la police aurait violé une adolescente. Vendredi, des centaines de personnes sont descendues dans la rue à Zahedan et ont lancé des slogans hostiles aux autorités, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

« Le sermon d'hier [vendredi] de Molavi Abdol Hamid était provocateur », a déclaré M. Mirahmadi, cité par l'agence Tasnim, affirmant que « 150 voyous avaient attaqué des biens publics ». Le chef de la police de la province, Ahmad Taheri, a parlé de son côté de l'arrestation de 57 « émeutiers », selon IRNA. Molavi Abdol Hamid a estimé, pour sa part, que « les responsables du pays (...) étaient tous responsables » des événements à

Zahedan, selon son site Internet.

Selon des vidéos postées sur les réseaux sociaux, les manifestations semblaient bien se poursuivre dans plusieurs villes d'Iran, dont Téhéran, Mashhad, Mahabad (Nord-Ouest) et dans plusieurs universités du pays. Ces images n'ont toutefois pas pu être vérifiées dans l'immédiat. Une vidéo montre notamment des manifestants allumer des feux

dans les rues du quartier Laleh-Zar, à Téhéran. Sur une autre, on voit des manifestants scander « Mort au dictateur » à Mahhad, dans le nord-est du pays. A l'échelle de l'Iran, la répression des protestations, les plus importantes depuis celles de 2019 contre la hausse du prix de l'essence, a fait au moins 122 morts, dont des enfants, selon l'Iran Human Rights, organisation internationale de défense des droits de l'homme sise à Oslo.

AL-MONITOR
Customer Highlight

October 24, 2022
By Andrew Wilks

Turkey's infamous Diyarbakir prison empties for museum makeover

Turning the key in an oversized padlock fastened to the doors of Diyarbakir prison in southeast Turkey Sunday, Justice Minister Bekir Bozdag said he was ending one of the darkest periods in the country's history.

The imposing structure in the heart of the city — known for horrific human rights abuses in the 1980s and 1990s — is to reopen as a museum.

Bozdag said the new attraction would follow the examples of [Yassıada](#), an island off Istanbul where government ministers were tried following Turkey's 1960 coup, and Ankara's [Ulucanlar prison](#) in becoming reminders of previous injustices.

Accepting the key from Bozdag, Culture and Tourism Minister Mehmet Nuri Ersoy said the museum would allow visitors to "learn from our past mistakes ... so as not to repeat them in the future."

According to the [Mezopotamya news agency](#), the last remaining 270 prisoners were moved out just two weeks ago.

Some ex-prisoners and human rights campaigners fear the museum

may gloss over the horrors committed within its walls.

"They want all the world to forget this prison," said Celalettin Can, who spent some of his 20 years of political imprisonment in the jail. "They must tell people what happened."

The prison was known as Diyarbakir Military Prison No. 5 in the years of military rule following the 1980 coup. In the months following the coup, the prison, located in the de facto capital of Turkey's Kurdish-majority region, soon filled with mostly [Kurdish leftists](#) scooped up in the crackdown.

During the early and mid-1980s, prisoners were subjected to systematic [torture](#) including beatings, electric shocks, rape and sensory deprivation. The prison's governor during this period, Esat Oktay Yildiran, reportedly trained his dog to bite prisoners' genitals and forced them to salute the animal.

At least 57 prisoners died under torture over a two-year period in the early 1980s, according to the [American Kurdish Information Network](#). Dozens more others are believed to have died in similar circumstances.

The prison has played a defining role in the Kurdish movement. Many Kurdish politicians such as Ahmet Turk, a former lawmaker and mayor, and [Gultan Kisanak](#), who served as a legislator and mayor before she was jailed again in 2016, were imprisoned in Diyarbakir. They have been among those calling for the prison to be made into a "museum of shame" that tells the story of the human rights abuses carried out behind its steel gates. The museum plans, however, may fall short of their expectations.

In a visit to Diyarbakir on Sunday, President Recep Tayyip Erdogan told a crowd of supporters that the prison building would serve as a venue for a library, culture and arts center as well as a museum.

Can, the former prisoner who is now the spokesperson for a human rights organization called the [78s Initiative](#), underlined the prison's role in the collective memory of the Kurds.

"It is not possible to turn Diyarbakir prison into a cultural center, to say 'Let's forget,' because of the multiple injustices suffered by the Kurds," he said. "Diyarbakir prison has a special and critical importance in facing our truths."

Calling for the prison be turned into a human rights museum, he added, "For justice and social peace, it is necessary to bring to the light of democracy those who destroy the democratic forces of this country, those who create and exist in this darkness, those who break people and destroy dignity, those who commit crimes against humanity."

Meral Danis Bestas of the People's Democratic Party questioned how the story of the prison would be told and pointed to allegations of ongoing abuses in the prison system.

"This atrocity is still relevant. While torture is still going on and bodies are coming out of prisons, what will be exhibited in this museum?" she said at a [news conference](#) in Ankara Monday.

"Will Esat Oktay's photograph or the deeds of his dog ... be exhibited? What will be on display?" she asked. "Will the truth be confronted? Will the truth be revealed?"

Bestas thundered that the idea of a museum suggests the events exhibited are over. "It means that it is history," she said. But "we are experiencing this brutality in the present, not in the past."

The New York Times

23 octobre 2022

By Elif Ince, Michael Forsythe, Carlotta Gall

Russian Superyachts in Turkey Raise Concerns in Washington

Turkey's welcoming ports are symptoms of a much larger problem: evasion of U.S. sanctions against Russia.

On a hot August evening at a marina on Turkey's southern coast, the crew of the Flying Fox was hard at work, keeping the 446-foot superyacht immaculate for future guests willing to pay \$3 million a week. One crew member leaned over the railing at the stern, wiping the highly polished surface next to the ship's nameplate. Another was busy with a squeegee, cleaning glass.

The Flying Fox, the world's biggest yacht available for charter, played host last year to Beyoncé and Jay-Z, who skipped the Met Gala in New York to cruise the Mediterranean and enjoy the vessel's over-the-top amenities: a 4,300-square-foot wellness center with a Turkish bath and a fully equipped beauty spa, among many others.

Then Russia invaded Ukraine. Since then, the Flying Fox has been caught up in the dragnet of international sanctions designed to hobble the lifestyles of the oligarchs who help sustain President Vladimir V. Putin's rule.

Yet, while some superyachts owned by or linked to Russian oligarchs facing sanctions have been seized in ports around the world, the Flying Fox and others caught up in the broader Russia penalties have found safe haven in Turkey, the only NATO member not to impose sanctions on Russia.

The flotilla of Russian super-

yachts in Turkish waters is raising tensions with the United States, which sees Turkey's welcoming of the vessels as a symptom of the much larger problem: Russia's access to Turkey's financial system, potentially undermining Western sanctions.

Turkey's strongman leader, President Recep Tayyip Erdoğan, who has criticized Western sanctions against Russia, said in March that Turkey could not impose sanctions because of its energy needs and industry deals. "There is nothing to be done there," he said.

In all, at least 32 yachts tied to oligarchs and sanctioned entities have sheltered in the country's waters in recent months, able to move about or moor in its picturesque coves and bays without fear of seizure, according to a New York Times analysis. Ownership records of superyachts for the ultrawealthy are notorious for being hidden behind layers of shell companies. The Times analysis was constructed with news accounts linking Russian oligarchs to particular yachts that were then matched with vessel positions available on commercial sites such as MarineTraffic. In many instances, the yachts were spotted in Turkish waters by a Times reporter.

On Aug. 19, the Treasury Department issued a statement saying that the deputy treasury secretary, Wally Adeyemo, had told a Turkish official that

the United States was concerned about Russians using Turkey to evade sanctions.

Three days later, Mr. Adeyemo sent a letter to Turkish business groups warning of penalties if they worked with Russian individuals or entities facing sanctions. Turkish banks, he added, risked losing vital correspondent relationships with global banks — and even access to the U.S. dollar — if they did business with sanctioned Russian banks.

In September, several Turkish banks stopped accepting the Mir payment system — the Russian equivalent of Visa or MasterCard. Their actions came after the United States warned that financial institutions expanding the use of Mir or entering into new agreements risked running afoul of American sanctions against Russia.

Nevertheless, Turkish marinas continue to service sanctioned Russians and their superyachts.

The warm turquoise waters, secluded beaches and trendy establishments of Turkey's Mediterranean coast have long made it a popular and convenient destination for Russian yacht owners and charterers during the summer. Local restaurant menus are printed in three languages: Turkish, English and Russian.

In June, the Flying Fox was singled out by the United States as "blocked property"

and its management company, Imperial Yachts, was also sanctioned. Nevertheless, the Flying Fox has been moored since at least May at Port Azure, a marina in the posh resort town of Göcek. Other superyachts there owned by or linked to sanctioned Russians have been cruising from one postcard-worthy cove to another in the area.

The town's polluted waters are unsuitable for swimming, an attractive feature for superyacht owners because it keeps away crowds and unwanted publicity. And the vessels can easily steam to pristine waters nearby. If the pampered guests have any unfulfilled needs, small boats roam around the harbor, selling groceries, ice cream, Turkish crepes and even massages.

Port Azure, touted as the first "mega-yacht-only marina" in Turkey, was opened last year by STFA, one of Turkey's biggest conglomerates. The marina, which prides itself on its website as being a "haven" that makes "problems big and small go away," has hosted at least eight yachts linked to Russian oligarchs or sanctioned companies this past summer, the Times analysis found.

On June 1, a Turkish yacht broker posted on Instagram a video taken at Port Azure showing a lineup of five yachts collectively worth almost \$1 billion, including the Flying

Fox; the Lana, recently listed at \$1.8 million a week for charter by Imperial; and the Galactica Super Nova, linked to Vagit Alekperov, a sanctioned Putin ally, according to news media reports.

As of Oct. 20 there were at least 13 yachts in Turkey linked to sanctions, the Times analysis found. Of those, four were owned by or linked to sanctioned individuals and nine have recently been offered for charter by Imperial, the sanctioned Monaco-based company.

A spokeswoman for Imperial Yachts said that after the firm was sanctioned in June, its clients terminated their contracts with the company and that it “no longer manages or charters” any of the yachts in Turkish waters.

But until late August, Imperial advertised yachts for charter and for sale on its website, including yachts in Turkish waters. After an inquiry by The Times, the listings were removed from Imperial’s website, which now displays only a [notice](#) announcing that the company had been sanctioned. The company spokeswoman said that it had “kept its other pages alive as a reflection of its former brand.”

“During the time that the other website pages were visible, Imperial did not engage in any business engagements,” Imperial said in response to emailed questions.

Roman Abramovich, the most visible Russian oligarch recently seen in Turkey, does not use Imperial Yachts to manage the construction of his opulent yachts or staff them after they are put to sea. Four yachts owned by or linked to Mr. Abramovich, who has been sanctioned by Britain and the European Union,



Solaris, a superyacht linked to the Russian oligarch Roman Abramovich, in the Yalıkavak Bay in Bodrum, Turkey, in August. Credit... Elif Ince for The New York Times

the Times analysis shows, were in Turkey in August. Should the United States choose, it has tools at its disposal to enforce its sanctions on the Russian oligarchs, even if their vessels are in Turkish waters and even if the Turkish government is unwilling to cooperate, said Daniel Tannebaum, a former sanctions official who served at the U.S. Treasury and the Federal Reserve Bank of New York.

One way, he said, would be to place sanctions on companies that service the oligarchs’ yachts in Turkey — the marinas, caterers and fueling companies. In that case, not just Russian yacht owners but also the many American yacht owners now in Turkish waters would have to take their business elsewhere, while the banks that do business with these companies might close their accounts so as to avoid becoming a target.

Superyachts are a significant source of income for the marinas, as well as other businesses in the area. In one example, Turkish news media outlets [reported](#) in April that Mr. Abramovich’s biggest yacht, the 533-foot-long Eclipse, ran up a fuel bill of

\$1.66 million in the port town of Marmaris. Its tanks took 22 hours to fill.

One of the four superyachts linked to Mr. Abramovich, the 460-foot Solaris, is moored in the Yalıkavak Marina in Bodrum, a trendy resort town in Turkey’s south. While lying idle, it still has 20 crew members who make trips every day to provision it, supply it with water and electricity and dispose of its waste, according to a port employee with direct knowledge of the matter, who spoke anonymously because he wasn’t authorized to speak publicly.

Solaris also receives a truckload of food every week through a catering company, he said, adding: “Twenty cases of asparagus — what would you do with so much asparagus?”

Yalıkavak is Turkey’s most luxurious marina, with stores like Prada, Louis Vuitton and Valentino on a promenade lined with palm trees overlooking the harbor. At least three yachts recently offered for charter by Imperial, the sanctioned management company, and three other yachts owned by or linked to oligarchs moored at Yalıkavak Marina

this summer, the Times analysis shows.

In an emailed statement, the marina said that even though Turkey has not adopted sanctions, because it recognizes “international concerns,” the Solaris has been kept outside the marina’s boundaries. As for the vessels associated with Imperial Yachts, the marina said that it did not know, as the summer is “quite a busy time” and that it didn’t have a system in place to check whether an individual yacht might fall under international sanctions.

In August, the Eclipse, one of the yachts linked to Mr. Abramovich, was anchored in the middle of the bay off Göcek, a three-and-a-half-hour drive down the coast from Yalıkavak.

On an early morning in August, Ömer Kırpat, 56, was fishing on the shore in Göcek, sitting under a willow tree overlooking the yachts.

“The bells aren’t jingling,” he said, pointing to the bells attached to his rods to alert him when the fish bite. He showed his bucket with one lone fish inside, explaining that the fish avoid the shore because of pollution and noise from the boats.

Port Azure, the Göcek marina hosting the Flying Fox, was built over the port of a state-owned paper factory where Mr. Kırpat worked for 13 years as a security guard until it was privatized in 2001. He used to go there to swim, fish and have picnics every weekend with other factory workers and their families. “It was sparkly clean,” he said. “We caught the biggest fish there.”

He tried to go into Port Azure last year but was chased away. “We’re banned,” he said. “Soon they won’t even allow us to look inside. It’s heartbreaking.”



24 octobre 2022

Attaque de drone turc à Qamishlo

Selon les sources militaires, la cible de l'attaque lancée tôt dans la soirée par un drone de combat était un chantier près du cimetière Şehîd Delîl Sarûxan, dans le quartier de Meyselou.

Les mêmes sources déplorent plusieurs blessés, sans pour autant confirmer le nombre exact.

Les pompiers de Qamishlo ont immédiatement intervenu pour

éteindre l'incendie propagé à la suite du bombardement.

A plusieurs reprises, la Turquie a mené des attaques de drones sur le nord et l'est de la Syrie, en violation du droit international.

Depuis le début de l'année, la Turquie a mené plus de 80 attaques de ce type. Ces dernières mois, l'État turc a intensifié la guerre des drones contre le Rojava



24 octobre 2022

Syrie : dix femmes rapatriées de camps de prisonniers djihadistes mises en examen et écrouées en France

Dix femmes rapatriées la semaine dernière en France depuis des camps de prisonniers djihadistes de Syrie ont été mises en examen ce lundi pour association de malfaiteurs terroriste criminelle et placées en détention provisoire, indique le parquet national antiterroriste (Pnat). Ces femmes, qui faisaient l'objet d'un mandat de recherche, avaient été placées en garde à vue à leur arrivée sur le sol français dans la nuit de mercredi à jeudi, dans les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure.

L'une d'entre elles a aussi été mise en examen pour crimes contre l'humanité et génocide. Certaines ont

également été mises en examen pour soustraction par un parent à ses obligations légales compromettant la santé ou la sécurité de son enfant. Une autre jeune femme, âgée de 19 ans, emmenée dans la zone irako-syrienne lorsqu'elle était enfant, a fait l'objet "d'une prise en charge éducative, aucun élément n'ayant à ce stade permis de requérir sa mise en examen".

L'état de santé d'une douzième femme a été jugé "incompatible" avec la présentation à un juge d'instruction. Elle est pour l'heure prise en charge médicalement et administrativement.

40 enfants rapatriés

Toutes avaient été rapatriées dans la nuit de mercredi à jeudi avec trois autres femmes qui, visées par un mandat d'arrêt, avaient été mises en examen dès jeudi et incarcérées. 40 enfants ont également été rapatriés avec ces quinze femmes, âgées de 19 à 42 ans, qui avaient été capturées dans les territoires du nord-est de la Syrie et du nord de l'Irak occupés jusqu'en 2019 par le groupe État islamique et maintenues dans des camps sous contrôle des Kurdes.

Les enfants, dont beaucoup sont nés sur place, "ont été remis aux services chargés de l'aide à l'enfance et feront l'objet d'un suivi médico-social", avait indiqué le ministère des Af-

aires étrangères. Parmi eux, sept sont orphelins ou isolés, selon le Pnat.

Il s'agit de la seconde opération de rapatriement important en trois mois : le 5 juillet, la France a procédé au retour de 16 mères et 35 mineurs. Entretemps, une femme et ses deux enfants avaient été ramenés début octobre. Dans les heures suivant cette seconde opération, le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, avait déclaré sur LCI qu'il y aurait encore "quelques mouvements de rapatriement collectifs" et que "cela se ferait progressivement". Les autorités chargées de la lutte antiterroriste avaient indiqué en juillet qu'il restait une centaine de femmes et près de 250 enfants dans les camps syriens.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

October 21, 2022

Kirkuk Minute October 21, 2022

Kirkuk

Deployment of Iraqi troops in the Kurdish neighborhood continued for the second week in a row, causing stress and instability. The commander of the Kirkuk operation, Ali Fariji, justified the presence of dozens of military hammers and heavy weapons to "provide security" so the markets "remain open." The Kurdish population rejects the presence of the security forces mainly over social media, fearing protests. Moreover, artillery has been placed on the historic Kirkuk Citadel amid the silence of the archaeological department.

On October 16, after more than a year of its compilation, without announcement, the Kirkuk administration opened the Kirkuk airport in a low-profile ceremony attended by the Iraqi minister of transportation. The ceremony only included Arabs and Turkmen officials, as the administration did not invite

any Kurds. In the past year, security concerns delayed the opening of Kirkuk airport, especially ISIS (Da'esh) threats in the area. However, pushed by the acting governor Rakan al Jabouri, the airport opened its door to passengers with only Iraqi airways operating domestic flights in the absence of other airlines due to fears of terrorist acts. The Deputy Speaker of Iraq, Shakhawan Abdullah, accused the administration of "corruption" in the airport construction and said, "We won't allow the airport to open."

In a statement to the media, the Acting governor al Jabouri said the Arabs and the Turkmen share the "same fate" in Kirkuk, and without the two components, there shouldn't be any "compromise" in the province. Al Jabouri's statement comes after rumors of a Baghdad-Kurdistan agreement to end Al Jabouri's role as the acting governor and replace him with a Kurd. Al Jabouri faces dozens of corruption

cases at the Integrity Commission.

On October 17, an IED killed three children in the village of Adliyah in the Yaichi subdistrict. The IED is believed to be a remnant of the Da'esh ruling era. The Iraqi Mine Action Agency reported that 32 Kirkuk locations are yet to be cleared from mines and war remnants.

Khanaqin

The Iranian-backed Popular Mobilization Units (PMU) remain a significant force in Khanaqin. The PMUs entered Khanaqin after the Diyala Operation Command mistakenly accused the Kurds of bringing more Peshmerga forces into the town. However, after sorting the issues between Baghdad and Erbil, the PMU did not withdraw and remained in the city to pressure the Kurds.

Tuz Khurmatu

During an operation against Da'esh on October 19, an IED severely wounded the commander of the Kurdistan Commando Forces, Akam Omar, near the Zenana village. The blast also killed a captain named Zuhair Mohammed and injured seven other Peshmergas. Separately, the security forces in Tuz Khurmatu announced the arrest of three Da'esh terrorists at a checkpoint and confiscated their "fake" identification cards. On October 20, the head of Kirkuk Coordination Command, General Khalid Awdal, warned that Da'esh spread between Tuz Khurmatu and Kifiri districts.

Shingal (Sinjar)

On October 18, Turkish drones bombed a Sinjar Resistance Forces (YBS) vehicle in the Shahidan neighborhood inside the Shingal district. The attack killed two, including the car's driver, and wounded two other members of the YBS.



October 24, 2022

Kurds collide over four ministries in Iraq's new gov't

While the KDP says it has the right to fill at least three ministries according to its electoral entitlement, the PUK says it is the right to run two ministries.

Iraq's Prime Minister-designate Mohammad Shia al-Sudani attends the parliament's session on electing the president in Baghdad, Iraq on October 13, 2022. [Getty]

As Iraq's Prime Minister-designate Mohammad Shia al-Sudani accelerates his efforts to present the names of his cabinet to the parliament soon, Iraqi Kurds have yet to settle their

differences over four ministries' posts.

Abdul Latif Rashid, the Iraq president, on 13 October named al-Sudani as prime minister which ended a year of political gridlock since the elections. Sudani has one month to present his cabinet to the parliament to vote, either by Tuesday or by the next week. The two main ruling parties in

the Iraqi Kurdistan region, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and its rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), eye four ministries in Sudani's cabinet, including one of the two sovereign ministries of foreign affairs or the finance ministry.

While the KDP says it has the right to fill at least three ministries according to its electoral entitlement, the PUK says it

has the right to run two ministries.

"We as Kurds have the share of four ministries that should be distributed among KDP and PUK Considering our election entitlement, we as the KDP should run three ministries, and the fourth ministry will go to PUK since we have 31 seats in the Iraqi parliament and the PUK has 18 seats," Najwa Ka-

kayee, Iraqi lawmaker from the KDP, told The New Arab during a phone interview.

"Settling any disagreements on distributing the ministries is related to the decisions by the leadership of both parties, if they agree we as lawmakers have no issue in voting for the candidates," Kakayee added.

Iraq's presidency, the second deputy speaker of parliament, and several ministries in the Iraqi federal government are allocated to Kurds in the proportional (Muhasasa) representation system that distributes power among Iraq's Sunni, Shia, Kurdish and other ethno-sectarian communities since the US-led invasion and occu-



pation of the country in 2003.

"The Iraqi president post is the share of the PUK, meanwhile the post of Kirkuk's governor should be allocated for the KDP," Kakayee said. "There are ongoing negotiations on appointing a new governor for Kirkuk [replacing acting gov-

ernor Rakan Saed al-Jibury]. What is vital for us is that the next governor should be a person to be able to serve all components and parties in Kirkuk."

In the past, the KDP had run the ministries of foreign affairs, finance, reconstruction, and migration and displacement while

the PUK had control of the ministries of justice and migration and displacement.

Masoud Haider, an advisor to Masoud Barzani, president of KDP, told Rudaw Kurdish broadcaster that Barzani would elect the nominees to the ministries and the KDP might give one ministry to the PUK.

Karwan Ali Yarwaise, an Iraqi lawmaker from the PUK, has told his party's formal media outlet that the party has the share to run two ministries in the new Iraqi government.

Mahma Khalil, KDP's lawmaker, confirmed to The New Arab that the KDP will run the foreign ministry again.

Le Monde

24 octobre 2022
Par Olivier Bouquet

« Erdogan agit en fonction d'une seule échéance : l'élection présidentielle de 2023 en Turquie »

Recip Tayyip Erdogan veut incarner l'islam politique turc du XXI^e siècle. Mais plus que pour la reconstitution d'un empire, c'est d'abord à des fins électorales qu'il utilise la scène internationale, analyse, dans une tribune au « Monde », Olivier Bouquet, professeur d'histoire ottomane.

Recep Tayyip Erdogan : un sultan qui poursuit une politique d'expansion néottomane anti-occidentale ? Peut-être. Mais écoutons attentivement les discours qu'il tient à un rythme croissant. Ne surestimons pas l'importance qu'il accorde à la politique internationale. Entre la fête nationale du 29 octobre 2022 et la célébration du centenaire de la fondation de la République turque le 29 oc-

tobre 2023, Erdogan pense et agit en fonction d'une seule échéance : l'élection présidentielle prévue à la fin du printemps 2023.

Son action à l'étranger dérive d'une ambition personnelle, laquelle obéit à une politique de l'histoire. Car, à la différence de Vladimir Poutine, il doit affronter le suffrage des urnes. Plus que la reconstitution d'un empire, l'invasion d'un voisin ou le déplacement des frontières, il veut gagner les élections. Mais il a un problème : il a construit sa popularité autour des valeurs portées par sa formation politique, le Parti de la justice et du développement (AKP). Or, les juges sont aux mains du pouvoir, et les scandales de corruption se sont multipliés. Quant au dévelop-

pement, il n'est plus qu'un souvenir : le pouvoir d'achat moyen avait triplé depuis 2002, mais entre 2013 et 2022, le PIB par tête a chuté de 12 600 dollars à 7 500 dollars (selon les [chiffres de la Banque mondiale](#)).

« Êtes-vous prêts ? », demande souvent Erdogan à sa base. Certainement pas à devenir une nation pauvre mais fière. Poutine a fait ce pari, lui non. Pour faire oublier les records d'inflation (le taux officiel de 83 % par an est sous-évalué), il se présente comme le président des investissements de demain.

Préparer la nation à une guerre

Dans ses discours, la politique

internationale vient après la litanie des chiffres sur les logements sociaux créés, les infrastructures construites et les lits d'hôpitaux ouverts. Elle tient en des formules-chocs, des bravades où il convoque l'histoire par des provocations réfléchies.

Le 3 septembre, à Samsun, sur la mer Noire, là où Mustafa Kemal avait débarqué le 19 mai 1919, avant de lancer la guerre d'indépendance qui a abouti à la victoire contre les troupes grecques d'occupation, il avertit son voisin méditerranéen : « Et toi la Grèce, regarde l'histoire (...) N'oublie pas Izmir. » Ne pas oublier Izmir, les Grecs le savent, c'est rappeler ce qui s'est produit un siècle plus tôt, presque jour

pour jour : le grand incendie survenu à la suite de l'entrée des troupes kémalistes, le 9 septembre 1922, fut à l'origine de dizaines de milliers de morts. C'est préparer la nation turque à une guerre, sans nécessairement prendre le risque qu'elle ait lieu. C'est soumettre l'histoire turque à une mémoire du ressentiment.

Comme le souligne l'historien [Edhem Eldem dans sa leçon inaugurale au Collège de France](#) en 2017, « [La Turquie est cliopathe](#) [malade d'histoire], par ses mythes et inven-

tions, mais surtout par ses craintes, ses complexes, ses silences, ses tabous, ses dénis, son négationnisme ». Rhétorique de la revanche : « Nous avons été colonisés dans notre propre pays », avait dit Erdogan il y aura bientôt dix ans, avant de frapper les clauses du [traité de Lausanne](#) (24 juillet 1923) d'une lecture révisionniste.

L'histoire fera date

S'il estime qu'elles l'aideront à affronter le mur des réalités économiques et à prolonger sa politique de déni (l'effet désas-

treux de taux d'intérêt trop bas), il multipliera auprès de son électorat (« nous ») les déclarations contre l'Occident (« eux »). Entre les semaines qui viennent et les élections de juin, peut-être avancées en mai 2023, il provoquera les anciennes puissances, l'« Occident » qu'il défie en lui parlant à la deuxième personne du singulier et qu'il accuse d'avoir toujours voulu affaiblir la Turquie. Il utilisera la scène internationale à des fins électorales. Il suivra le fil d'une chronologie qui le mènera de l'abolition du sultanat (1er no-

vembre 1922) à la célébration du centenaire de la République (29 octobre 1923).

C'est alors que pour lui l'histoire fera définitivement date. L'historiographie kémaliste a fait d'Atatürk « l'homme unique » ('ek adam) de la Turquie républicaine du XXe siècle. Erdogan veut être celui de l'Islam politique turc du XXIe siècle. Il se prépare à écrire un nouveau roman national. A nous de le lire. A nous de le comprendre. Ni rire ni pleurer, comprendre, enseignait Spinoza.

Le Monde

27 octobre 2022
Par Christophe Ayad

Rapatriement de femmes djihadistes et de leurs enfants : les ratés des autorités françaises

Poursuivies pour association de malfaiteurs terroriste criminelle, elles avaient atterri en le 20 octobre en compagnie de 40 enfants et de cinq autres femmes, dont trois avaient déjà été incarcérées.

Jeudi 20 octobre à l'aube, 15 femmes djihadistes et 40 enfants français détenus dans des camps du nord-est de la Syrie ont été rapatriés par les autorités françaises. Il s'agissait de la plus importante opération de ce type menée par la France à ce jour. La précédente, qui avait concerné 16 femmes et 35 mineurs, le 5 juillet, avait marqué un tournant majeur et un changement de doctrine : après plus de trois années de blocage, Paris a décidé de rapatrier l'ensemble de ses ressortissantes et de leurs enfants détenus depuis la chute finale du pseudo- « califat » de l'organisation Etat islamique (EI), en mars 2019 à Baghouz.

La dernière opération de rapatriement a, en réalité, débuté mardi 18 octobre. Ce jour-là, l'administration kurde du camp

de Roj, où sont détenues les femmes djihadistes occidentales et leurs enfants, fait appeler plusieurs Françaises avec leurs enfants. Pendant qu'elles sont regroupées dans une grande tente dressée près de ce qu'on appelle la « maison jaune », où siège l'administration du camp, leurs tentes sont détruites par les gardiens kurdes.

Les forces spéciales françaises chargées de l'extraction, accompagnées de fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, sont arrivées sur place mercredi 19 octobre. S'ensuivent un nouveau tri et des tractations parfois sordides. Ainsi, il est demandé à une mère de cinq enfants, dont une fille de 19 ans et un garçon mineur gravement malade, de choisir entre rentrer avec ses quatre enfants mi-

neurs en abandonnant sa fille majeure sur place ou rester avec sa fille et ses trois autres enfants valides en laissant partir son fils malade seul. Une mobilisation massive des avocats, dont son conseil, M^e Martin Pradel, auprès du Quai d'Orsay et de l'Élysée, a finalement permis de rapatrier l'ensemble de la fratrie.

Autre cas dramatique, celui d'une femme handicapée légère laissée sur place avec deux enfants en bas âge au prétexte qu'elle héberge dans sa tente son mari, aveugle et amputé. Cet homme avait été jugé trop impotent pour être incarcéré dans la prison de haute sécurité pour hommes de Hassaké. Or, la doctrine française consiste à rapatrier les femmes et les enfants, mais pas les hommes majeurs.

« Improvisation »

Le ratage le plus flagrant est celui qui est arrivé à la famille G. Dans la nuit de mercredi 19 octobre à jeudi 20 octobre, les autorités françaises ont appelé monsieur G. pour lui annoncer que sa fille était bien rentrée en France avec son/ses enfants. Mais à l'arrivée, son avocate n'en trouve pas trace. En fait, il y avait eu confusion. Monsieur G. a reçu une lettre officielle d'excuses deux jours plus tard.

Autre bizarrerie : une femme et ses deux enfants avaient été ramenés début octobre. Eric Dupond-Moretti avait justifié cette opération lors d'une audition devant les sénateurs par l'état de santé gravissime de l'un des enfants. Une justification qui a étonné tous les connaisseurs du dossier. De

fait, l'enfant a passé quelques heures en observation à l'hôpital à son retour avant d'être rendu à l'Aide sociale à l'enfance (ASE), sans traitement nécessaire.

En revanche, la jeune Sara (le prénom a été modifié), emmenée en Syrie à l'âge de 10 ans et aujourd'hui âgée de 18 ans, n'a pas été incluse dans la liste des rapatriés alors qu'elle est orpheline de ses deux parents, dont sa mère, qu'elle a vue mourir à Baghouz. Elle a vécu seule dans les camps de détention kurdes depuis trois ans et demi.

Parmi les absents, on peut aussi noter celle de la fille de la famille Lopez et ses quatre enfants, dont les parents ont milité particulièrement activement au sein du Collectif des familles unies pour le rapatriement. Faut-il y voir une forme de punition ? « *En tout cas, il n'est pas concevable que les rapatriements s'opèrent dans une telle improvisation après tellement de temps pour s'y préparer* », fustige l'avocate Marie Dosé, conseil d'une majorité de ces femmes.

Des mères incarcérées dans un autre département

Une fois la liste définitive établie, les enfants – dont sept orphelins ou enfants isolés, selon le Parquet national antiterroriste – et les femmes, âgées de 19 à 42 ans, ont pris place à bord d'autocars aux fenêtres calfeutrées. Après cinq heures de route, les passagers ont embarqué de nuit à bord d'un avion sur une piste isolée en plein désert. L'avion a-t-il décollé depuis le Kurdistan irakien ou syrien ? Mystère total. Le vol a atterri à l'aéroport de Villacoublay (Yvelines), à 3 h 30 du matin.



Des femmes et enfants, proches de personnes soupçonnées d'appartenir au groupe Etat islamique (EI), détenus au camp Roj, dans le nord-est de la Syrie, en mars 2021. DELIL SOULEIMAN / AFP

A leur arrivée, les enfants ont été confiés aux services de l'ASE du département dans lequel ils sont placés. Le choix a été fait de les rapprocher de la famille de leur mère. Après une période probatoire qui peut aller jusqu'à deux ans, ils devraient être confiés à leurs proches – oncles, tantes, grands-parents, etc. Entre-temps, ces enfants sont confiés à des familles d'accueil et font l'objet d'un examen médical et de soins approfondis, ainsi que d'un suivi psychologique renforcé.

Problème : les mères, qui ont toutes été placées en détention, à une exception près, ne sont pas forcément incarcérées dans le même département, et il arrive que plusieurs centaines de kilomètres les séparent du lieu de résidence de l'enfant, ce qui ne va pas manquer de rendre difficile le maintien d'un lien régulier à travers

des visites accompagnées.

Une mise en examen pour « crimes contre l'humanité » et « génocide »

Sur les quinze femmes rapatriées, dix ont été mises en examen pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle ». L'une d'entre elles a aussi été mise en examen pour « crimes contre l'humanité » et « génocide » : une qualification probablement due à son rôle dans la mise en esclavage des femmes yézidiennes par l'organisation Etat islamique. Parmi les cinq femmes restantes, trois, déjà mises en examen et recherchées, ont été présentées au juge et directement écrouées, sans passer par une garde à vue. Deux d'entre elles sont aussi mises en examen pour « soustraction d'enfant ».

La jeune majeure de 19 ans a été laissée libre. Elle a sollicité un « accompagnement jeune

majeur », qui permet de passer devant un juge des enfants et a fait l'objet d'une « mesure individuelle de contrôle administratif et de surveillance » particulièrement sévère. Enfin, l'état de santé de la dernière femme, victime d'un AVC gravement invalidant, a été jugé incompatible avec une détention.

Selon un décompte donné début juillet par l'ex-coordonnateur du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, Laurent Nunez, il reste plus de 60 femmes et quelque 150 enfants dans les camps du Nord-Est syrien. De nouvelles opérations de rapatriement devraient avoir lieu en novembre et en décembre. Le Collectif des familles unies a enjoint au gouvernement d'« aller jusqu'au bout » et de rapatrier tout le monde avant un nouvel hiver passé sous des tentes de fortune.



26 octobre 2022

«En Iran, nous avons peur de la nuit» : avec ces femmes kurdes qui s'exilent pour combattre le régime des mollahs

Chaque année, des dizaines de jeunes femmes quittent clandestinement les régions kurdes d'Iran pour s'engager dans les groupes d'opposition retranchés en Irak. Plusieurs d'entre elles racontent leur exil mûrement réfléchi, la «vie impossible» qu'elles menaient dans leur pays natal, et comment le soulèvement qui perdure renforce leur détermination.

Il y a quelques semaines, Elnaz, Sonia et Sarina étaient encore en Iran. Depuis, les jeunes femmes ont fait le grand saut et rejoint l'organisation politique et militaire d'opposition du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), exilé dans les montagnes voisines du Kurdistan irakien. C'était quelques jours avant que la mort de Mahsa Amini ne provoque l'une des plus intenses vagues de contestation que la République islamique ait connue depuis son établissement en 1979. L'exil, ces Kurdes le présentent comme mûrement réfléchi, bien qu'elles soient à peine majeures : «Personnellement, à 13 ans, ma décision était déjà prise, avance Sonia. Pourquoi ? Je savais ce qu'il se passerait. Le mouvement de colère est à la hauteur de ce que nous vivons là-bas.» «Aujourd'hui, c'est Jhina [prénom kurde de Mahsa Amini, ndlr], mais hier c'était toutes les autres. La violence est partout en Iran», tranche Elnaz, 18 ans, au visage poupin entouré de deux longues tresses.

Ce départ, elles disent ne pas le regretter un seul instant. Pourtant, le 28 septembre, elles ont failli perdre la vie. Une pluie de missiles balistiques s'est abattue sur un bâtiment

qu'elles venaient de quitter, faisant 14 morts et une cinquantaine de blessés parmi la communauté kurde iranienne de Koya, accusée par le régime de souffler sur les braises du soulèvement. Sous une tente camouflée dans les collines, à l'abri de nouvelles frappes, elles sont rejointes par trois femmes à peine plus âgées.

«Triple menace»

Hormis deux femmes issues de la même famille, elles ne se connaissent pas avant de se retrouver ici, au Kurdistan irakien. Et pourtant elles semblent partager tant de choses : «Quand nous nous sommes rencontrées et que nous avons parlé ensemble, nous avons vu à quel point nos vies étaient similaires. En Iran, nous avons peur de la nuit», raconte Sonia. La jeune femme aux yeux en amande s'exprime avec finesse et conviction, expliquant avoir choisi de ne pas être condamnée à vivre «dans l'ombre des droits humains».

Toutes gardent en tête les mauvais souvenirs de leurs terres natales, ceux tissés par la main de fer qu'impose le régime sur la population. «Une fois, j'ai été contrôlée par les bassidji [miliciens volontaires à l'intérieur du corps des Gar-

diens de la révolution, ndlr] parce que j'avais porté une tenue de couleur lors d'une fête religieuse, se souvient Skofa, 24 ans. Ils m'ont malmenée, je me suis sentie humiliée.» «La pression sur nous est si forte, vous ne le croiriez pas, insiste Hana, 23 ans, originaire de Sanandaj. Sur les femmes, mais également sur les hommes.»

A quelques dizaines de kilomètres de là, dans un autre camp du PDKI, Bahar et Souhaila, 21 et 24 ans, mitrailleuse en bandoulière, patrouillent dans un village de réfugiés kurdes iraniens. «En Iran, nous étions trois fois discriminées. En tant que femmes d'abord, ethniquement en tant que Kurdes, et religieusement en tant que sunnites», explique la plus âgée. Avec 90 % de chiites, l'Iran a fait de cette branche de l'islam une religion d'Etat, faisant des minorités des citoyens de seconde zone. Bahar abonde : «En réalité, nous sommes perçues par le régime comme une triple menace. Et notre vision du monde leur fait peur.» Les deux femmes poursuivent : «En Iran, beaucoup de choses nous étaient interdites. Des activités basiques, comme faire du vélo, aller dans des clubs de sport...»

Shanou, 20 ans, a déjà pris du galon. D'ordinaire, tous les soirs et tous les matins, cette femme aussi sportive que volontaire prépare physiquement les nouveaux arrivants. Depuis le début du soulèvement, les quartiers généraux du parti sont en alerte, et les troupes évitent tout regroupement afin de ne pas être la cible de frappes aériennes.

«Une blessure»

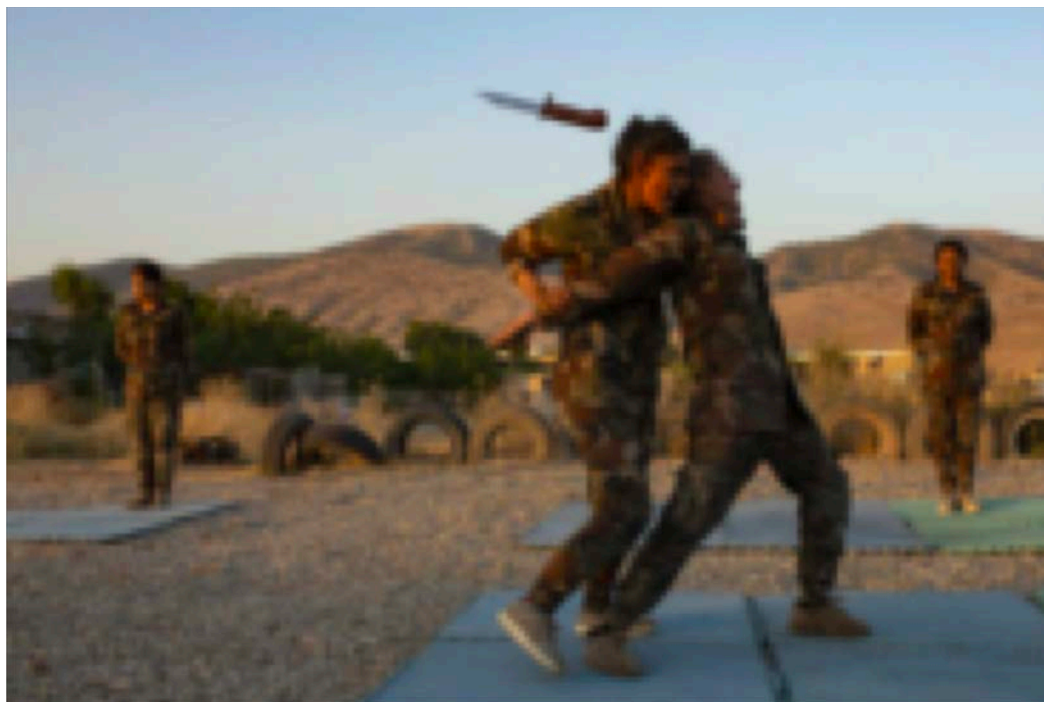
Shanou l'affirme sans détour : c'est la mort de son père, quand elle était enfant, qui l'a poussée à quitter son pays natal. Dans une région dévastée économiquement, comme beaucoup d'hommes, il avait été contraint de devenir kolbar. Un métier de forçat qui consiste à transporter illégalement des marchandises à dos d'homme dans les montagnes transfrontalières entre l'Iran et l'Irak. A l'instar de dizaines d'autres, il a été abattu par les gardes-frontières iraniens. «Dès mon adolescence, je me suis promis de m'engager pour honorer sa mémoire», explique la jeune femme. Passionnée de karaté, elle donnait des cours à ses amis de manière clandestine, estimant la pratique de ce sport «incompatible» avec les règles imposées par le pouvoir religieux.

C'est aussi un drame familial qui a poussé Shahla, 34 ans, à s'engager : la mort de son frère, tué dans les mêmes conditions à la frontière irano-irakienne. «Et puis il y a tout le reste, des dizaines d'exemples qui témoignent d'une vie impossible. Ma famille avait monté une petite association pour enseigner le kurde aux enfants, le régime a décidé de fermer l'organisation, les professeurs ont été détenus et plusieurs d'entre eux ont été en prison», rapporte-t-elle. Et pour cause : si la langue kurde est vaguement tolérée, les autorités veillent à ce que le persan règne sans partage. «L'Iran fait souvent la une de l'actualité, mais nous les Kurdes sommes presque invisibles, poursuit-elle. Si on compare avec la Turquie, l'Irak ou la Syrie, le monde sait à peine que nous existons. Je ne sais pas pourquoi, c'est à la fois une question et une blessure.»

Depuis le début du soulèvement dans leur pays natal, il règne une effervescence non dissimulée chez les Kurdes iraniens exilés, qui se sentent enfin exister. Car si la mort de Mahsa Amini a précipité l'Iran au centre des préoccupations, sa kurdité a propulsé l'ouest iranien en pointe des protestations. «C'est normal, il y a un lien très fort entre les questions féministes et la question kurde», affirme Shahla, expliquant que les premières organisations de défense des droits des femmes kurdes ont vu le jour au milieu des années 40 en Iran.

«Mon père a pleuré»

Sous leur tente, les six nouvelles arrivantes se disent «immensément fières» que le slogan «Femme, vie, liberté» se soit converti en un étendard national, et même mondial, de résistance. Après avoir uni les combattantes kurdes dans le nord de la Syrie contre l'Etat islamique, ce slogan issu des



Des jeunes femmes s'entraînent à l'autodéfense dans un camp d'entraînement du PDKI, dans un lieu tenu secret, au Kurdistan irakien. (Keiwan Fatehi / Middle East Images)

rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a germé au Kurdistan iranien aux premiers jours des manifestations, avant de se répandre comme une traînée de poudre en Iran. A la faveur, il est vrai, d'une large proximité linguistique entre kurde et persan. «C'est un manifeste, je suis tellement heureuse qu'il soit repris partout», s'émeut Sonia. «J'espère que ce cri contribuera à changer nos vies», souhaite Sarina.

Si elles se tiennent informées, les jeunes femmes évitent soigneusement tout contact avec leur famille en Iran, afin de ne pas les exposer. D'ailleurs, aucune n'avait prévenu ses parents avant le départ. «Je les ai appelés juste une fois. Pour leur dire que j'étais partie. Mon père a pleuré», souffle Sonia, les yeux larmoyants. «Ma mère a aussi pleuré pendant des semaines, se souvient Souhaila. Mais avec le temps, elle a accepté ma décision, et je sais qu'elle est fière de moi. Je suis partie pour ma nation.»

Si les jeunes femmes vivent

sous la menace persistante de frappes aériennes sur les bases, elles se montrent davantage inquiètes pour leurs proches sur place. Un constat encore plus valable pour celles originaires de la ville de Sanandaj, qui subit une répression intense. «Personne n'a aucune idée des vrais bilans, assure Shkofa. Nous savons que les autorités interdisent aux gens de se rendre aux enterrements. Ils veulent tout étouffer, et que tout le monde rentre chez soi.» Si leur départ pour l'Irak revêt la forme d'un aller simple, toutes sont convaincues qu'elles refouleront leurs terres un jour, victorieuses. Mais pour que ce rêve se concrétise, il faudra soit que le régime change, soit qu'il évolue en profondeur. Deux options qui semblent très hypothétiques.

En attendant, toutes sont parties pour faire l'expérience de la vie dans les camps du PDKI, en Irak. «En réalité, ces jeunes femmes y trouvent un espace de socialisation très important, et c'est quelque chose qui leur faisait défaut en

Iran, note le chercheur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne Arthur Quesnay. Le PDKI tâche de créer les conditions propices à cela, en organisant dès leur arrivée des espaces de dialogue, par exemple. Souvent, après quelques années, le parti pousse les jeunes à s'inscrire dans les universités du Kurdistan irakien. Par conséquent, beaucoup ne restent pas dans les camps.»

Au côté des nouvelles recrues, Awine, 22 ans, fait office de vétérane : ses quatre ans passés dans des bases montagneuses du parti suscitent l'admiration des plus jeunes. «Les personnes qui se battent en Iran ont besoin de soutien, affirme-t-elle, visiblement déterminée à rester. Même si les gens qui manifestent sont très courageux, et notamment les femmes, la partie qui se joue oppose le peuple à un régime armé, entraîné, sophistiqué. Cela a renforcé mes convictions et mon envie de me battre pour les droits des femmes et la liberté de tous.»

Iran : contester le voile, c'est se rebeller contre la charia et l'islam

En France, on voudrait faire croire que les manifestantes iraniennes luttent seulement contre le "voile obligatoire". Un élément de langage bien pratique, mais faux.

Le voile est devenu un tel étendard que tel un étouffoir il couvre l'analyse des manifestations, du soulèvement, de la révolte ou de la révolution iranienne - l'Histoire nous dira quel terme est le plus juste. Alors que la force de ce soulèvement (j'opte timidement pour ce mot, espérant la révolution) réside dans l'inédit : inédit du geste (le foulard retiré et brûlé, les corps en mouvement dans les rues, de jour comme de nuit, comme incapables de s'arrêter, d'oxygéner ce corps tabou, interdit), inédit de la mobilisation (les raffineries de pétrole du sud qui se mettent en grève pour soutenir un mouvement politique et non pour des revendications syndicales, le poste de police du bazar incendié), inédit de l'affichage des "célébrités" (footballeurs, chanteurs, réalisateurs jusqu'au réalisateur Asghar Farhadi pourtant incapable, en 2008, de soutenir l'actrice Golshifteh Farahani - exilée pour cause de voile absent sur le tapis rouge aux bras de Leonardo Di Caprio -, préférant alors la lâcheté du silence et l'ostracisme de la comédienne), inédit de la durée (cinq semaines).

Mais, comme l'internationale islamiste est parvenue à imposer l'islamophobie au coeur des débats, il est devenu inaudible de raconter les événements sans y poser un voile d'euphémisme et d'excuses.

Acquiescements soulagés

C'est un élément de langage devenu épidémique : Iraniens exilés, Français d'origine iranienne, chercheurs, journalistes,



"Depuis l'enterrement de Masha Amini, morte sous les coups de la police des moeurs pour ne pas avoir correctement porté son voile, le geste le plus explicite, le geste le plus emblématique, le geste 'mot d'ordre' consiste à enlever son voile et le brûler", rappelle Abnousse Shalmani. ©JF Paga / SDP

hommes et femmes, rien à faire, ils prennent des pincettes, ils usent de guillemets, ils rassurent les islamistes. Pourtant, depuis l'enterrement de Masha Amini, morte sous les coups de la police des moeurs pour ne pas avoir correctement porté son voile, le geste le plus explicite, le geste le plus emblématique, le geste "mot d'ordre" consiste à enlever son voile et le brûler.

Mais, sur les plateaux de France et de Navarre, s'entend une théorie qui enfle, qui se refille, qui provoque des acquiescements soulagés : les Iraniennes brûlent leurs voiles, font des doigts d'honneur aux portraits des guides suprêmes de la Révolution que sont Khomeiny et Khamenei, mais elles ne se dressent pas contre l'islam. A la limite elles se battent contre l'islam politique, mais en fait, elles manifestent, sont blessées, meurent pour que les femmes choisissent de s'habiller comme elles veulent, elles se dressent

contre le voile obligatoire, pas contre le voile tout court. Mieux : elles manifestent aussi pour pouvoir chanter et faire du vélo. Les bras m'en tombent, mes oreilles saignent. D'une part, si elles se battaient contre le voile obligatoire, elles pourraient manifester en gardant le voile sur la tête, les accompagnant de slogans qui disent explicitement leur détestation de la "mollaharchie". D'autre part, si elles ne peuvent faire du vélo ou chanter, c'est parce que la loi est islamique, parce que la charia est la loi. Les restrictions imposées aux femmes qui sanctionnent leur infériorité juridique, économique, politique et culturelle trouvent leurs origines dans le Coran, dans la tradition islamique. L'Ayatollah Khomeiny n'a rien inventé, il s'est simplement servi de la Charia pour en faire la source de la loi. Les Iraniennes et les Iraniens se sont levés contre l'Islam, contre la loi islamique.

L'islamisme aurait-il définitivement

gagné les esprits pleutres ?

Pourquoi cette insistance à vouloir effacer l'Islam de l'équation ? Pourquoi s'adresser aux populations maghrébines et moyennes-orientales qui ne comprennent pas ce geste anti-voile ? Pour les rassurer ? Pour obtenir leur soutien ? Pour éviter l'attaque d'islamophobie ? Certains rappellent que Reza Shah avait interdit le voile dans les années 30 et que cela avait été contre-productif, puisque la Révolution Islamique était quand même advenue et que le voile avait été rendu obligatoire. Mais, entre l'interdiction et l'obligation, les droits des femmes avaient progressé plus vite en Iran que les droits de l'homme, durant ce laps de temps, rares étaient les femmes à se plaindre de ne pouvoir afficher le lindeau de leurs droits sur leurs cheveux. On cite alors des vieilles femmes traumatisées par l'interdiction, qui se sentaient nues dans la rue. Mais c'est justement la preuve de la pathologie qu'est le voile. Le voile n'est pas un vêtement, il ne recouvre pas la nudité, mais stigmatise le corps et les cheveux des femmes comme source de la tentation sexuelle et du péché. L'islamisme aurait-il définitivement gagné les esprits pleutres ? Serait-il incongru de constater qu'à l'image d'Huda Shaarawi, militante féministe et anticolonialiste, qui avait retiré son voile en public, au Caire en 1923, le voile est incompatible avec le droit et la liberté ? Serait-ce péché mortel de constater que l'islam est tout entier dirigé contre les femmes ?

Iran : les forces de sécurité tirent sur des manifestants à Zahedan, un mort et 14

Frontalière du Pakistan et d'Afghanistan, la province du Sistan-Baloutchistan est le théâtre fréquent d'attentats ou d'accrochages entre forces de l'ordre et groupes armés. Les tirs ont fait un mort et 14 blessés

Les forces de sécurité iraniennes ont tiré vendredi sur des manifestants à Zahedan, un mois après des violences meurtrières ayant fait des dizaines de morts dans cette ville du sud-est, a indiqué un groupe de défense des droits humains basé aux États-Unis. « Les forces spéciales de la police ont réprimé les manifestants et ont tiré sur la foule » rassemblée après la prière du vendredi à Zahedan, a écrit l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA) sur Twitter.

Une personne a été tuée à la suite de tirs « non identifiés » et 14 autres, dont des membres des forces de sécurité, ont été blessées, selon les médias officiels.

« À la suite des émeutes d'aujourd'hui à Zahedan, un citoyen a perdu la vie à la suite de tirs d'inconnus et 14 personnes dont des membres des forces de sécurité ont été blessées », a rapporté l'agence de presse officielle Irna, citant le Conseil de sécurité de la province.

Sur une vidéo publiée par l'ONG, mais dont l'authenticité n'a pas pu être vérifiée, l'on peut voir des manifestants courir après un coup de feu dont l'origine n'était pas connue. Une rafale de tirs à l'arme au-

tomatique est également entendue sur une autre vidéo publiée en ligne par l'ONG Iran Human Rights, basée à Oslo, qui affirme que les tirs ont visé des manifestants qui cherchaient à se couvrir. Il n'était pas possible dans l'immédiat de savoir si ces tirs ont fait des victimes.

L'Iran en proie à des manifestations depuis la mort de Mahsa Amini

Selon des militants, des dizaines de personnes ont manifesté après la prière du vendredi à Zahedan, chef-lieu de la province du Sistan-Baloutchistan, l'une des plus pauvres d'Iran.

Le 30 septembre, des violences ont éclaté dans cette ville lors de manifestations

contre le viol d'une jeune fille imputé à un policier, qui ont fait au moins 93 morts selon IHR. Les médias proches du pouvoir iranien avaient pour leur part décrit les affrontements de Zahedan comme un « incident terroriste » dirigé contre un poste de police et ayant conduit à la mort d'au moins huit membres des forces de sécurité.

Ces violences surviennent alors que l'Iran est en proie à des manifestations déclenchées après la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, 22 ans, trois jours après son arrestation à Téhéran pour avoir, selon la police des mœurs, enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique pour les femmes.

Comment la Turquie est passée en vingt ans du projet de société de l'AKP au pouvoir solitaire d'Erdogan

L'AKP s'enracine au cœur de l'Anatolie et dans les grandes villes, où la formation a attiré non seulement les électeurs issus de la mouvance islamiste, mais aussi ceux des partis conservateurs du centre et de la droite nationaliste. Après des années de coalitions capricieuses et une [crise économique en 2001](#) – la plus grave de l'histoire de la République –, le parti a su jouer sur la double promesse de renouveler la gouvernance, en changeant la façon de faire de la politique, et d'appliquer

un agenda conservateur, libéral et décentralisateur.

Interdit de candidature en raison d'une condamnation pour propagande islamiste, Recep Tayyip Erdogan décroche un siège de député dans la ville de Siirt (sud-est) un peu plus tard, le 9 mars 2003. [L'accès au poste de premier ministre est immédiate](#). Le 14, date à laquelle il prend la tête de l'exécutif, le triomphe est complet. La saga de l'AKP est en marche.

Très vite, le parti développe un système de communication redoutable. L'image d'une formation réformatrice et proeuropéenne, mais aussi ambitieuse et décomplexée sur le plan des valeurs morales, s'installe. Loin d'exercer un contrôle total sur la Turquie, Erdogan et sa formation avancent à petits pas, et s'implantent dans le paysage en prenant soin de ne pas bouleverser les équilibres en place. Dans les instances du parti, on s'efforce de faire cohabiter les militants de l'islam

politique reconvertis dans le « conservatisme démocratique » avec les transfuges des partis traditionnels, les technocrates et les nationalistes.

Etonnamment, l'AKP révèle des structures modernes. Dirigée de façon collégiale par un « quartet », l'équipe de pilotage comprend les poids lourds de l'époque : Abdullah Gül, Bülent Arınç et Abdüllatif Sener. A charge pour Erdogan, fort de sa faconde et de son charisme d'homme du peuple, d'entrevoir l'avenir et de ratisser large.

Autour de ce premier cercle gravitent encore Ali Babacan, Ahmet Davutoglu, Dengir Mir Mehmet Firat, un influent politicien kurde, et Mehmet Ali Sahin.

Cette direction de l'AKP, contrairement aux autres formations, inaugure un système de consultation. Au moins une fois par semaine, le « quartet » se réunit pendant parfois plusieurs heures pour discuter des problèmes du moment, avant de prendre une décision commune. « Cette manière de faire était extrêmement impressionnante, vue de l'extérieur, se rappelle Yavuz Baydar, célèbre journaliste en exil depuis le coup d'Etat raté de 2016 et auteur de *Die Hoffnung stirbt am Bosphorus* (« L'espoir meurt sur les rives du Bosphore », Droemer, 2018, non traduit). Plusieurs diplomates et bureaucrates turcs m'ont dit combien ils espéraient que cette forme d'organisation démocratique soit adoptée par les autres partis politiques qui fonctionnaient tous – à l'exception de formations prokurdes – comme des clans tribaux dirigés par un leader inamovible et incontestable. »

« Fin de la tutelle de l'armée »

Sur le terrain, la révolution akapiste est encore plus impressionnante. Non seulement le parti hérite du maillage efficace des quartiers par les formations islamistes, mais il s'emploie aussi à réformer en profondeur les rapports entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux.

Dès 2004, il promulgue des lois pour chaque échelon territorial, accordant une plus grande autonomie, notamment financière, aux collectivités en place. Là encore, le parti surprend : plutôt acquis aux principes de la limitation des interventions publiques et de la privatisation des entreprises étatiques, il ne restreint pas le périmètre d'action de l'Etat, il le redéfinit. Ce périmètre s'accroît même dans les secteurs



ADEM ALTAN / AFP

du logement et de la politique sociale, comme le souligne la directrice de recherche au CNRS/CERI, politiste et turcologue Elise Massicard, [qui a consacré une étude détaillée aux premières années de gestion de l'AKP.](#)

Dans les villes, des modes d'intervention inédits se développent, les rapports public-privé se transforment à travers des partenariats nombreux et institutionnalisés, tandis qu'émergent de nouveaux réseaux de pouvoir et de circulation des ressources. « L'AKP, dit la spécialiste, s'est inséré dans la société et l'économie du pays, et les a transformées par les politiques publiques qu'il met en œuvre : un mode de redistribution systématisé, alors totalement nouveau. » Le clientélisme en Turquie ne date pas de cette époque, loin de là. Mais le parti d'Erdogan se dote de moyens pour l'amplifier et le moderniser avec une efficacité d'autant plus redoutable qu'il s'intègre, au fil des ans, dans les rouages institutionnels qu'il contrôle.

Selon le récit officiel, ces premières années correspondent au çiraklik, la période d'« apprentissage », pendant ce qui est peu ou prou l'âge d'or du couple Erdogan-AKP. Pour le *New York Times*, dans son éditorial publié lors de la visite du premier ministre turc à Washington, en 2004, [il s'agit d'une « Turkish Success Story »](#), le quotidien américain louant le « pluralisme démocratique » d'un politicien islamiste, réformiste et « fortement pro-occidental ». [Dans les urnes, c'est](#)

[le raz-de-marée.](#) Aux élections législatives de 2007, l'AKP obtient 47 % des voix. Un triomphe accompagné de l'entrée au Parlement des ultras du Parti d'action nationaliste (MHP), ses futurs alliés. Malgré les menaces de coups d'Etat militaires, Recep Tayyip Erdogan pousse ses pions et impose son second, Abdullah Gül, à la présidence de la République.

Lire aussi dans nos archives : [Erdogan le pragmatique](#)

« Cet épisode met fin à la tutelle de l'armée sur la politique et entraîne un virage nationaliste d'Erdogan et de son parti », affirme Henri J. Barkey, ancien membre du State Department, le département des affaires étrangères américain, né à Istanbul, spécialiste de la Turquie et [expert au sein du Council on Foreign Relations.](#) L'ancien diplomate ajoute : « J'étais encore très optimiste à ce moment-là. Je pensais que la Turquie avait, finalement, un leader capable de changer le pays en mieux. Mais il a pris une autre direction et, comme beaucoup d'autres, je ne m'y attendais pas. »

« L'AKP n'a pas réussi, même dans ses années les plus « progressistes », à se libérer des traditions nationalistes extrêmement illibérales de la Turquie », relève Howard Eissenstat, professeur à l'université américaine St. Lawrence

La nomination, en août 2007, d'Abdullah Gül au poste, pres-

tigieux mais honorifique, de président affaiblit le courant plus progressiste et réformateur au sein de l'AKP. Le départ de celui qui, en coulisse, arrondissait les angles, souvent avec calme et doigté, et gardait, au sein du parti, un cap favorable au maintien d'une politique d'ouverture et de reconnaissance des droits crée un vide, vite comblé. Conforté au sommet du pouvoir, Erdogan cherche à pousser son avantage, soutenu par les fractions les plus dures et nationalistes de sa formation.

« L'AKP n'a pas réussi, même dans ses années les plus « progressistes », à se libérer des traditions nationalistes extrêmement illibérales de la Turquie, [écrivit, dix ans plus tard, Howard Eissenstat, spécialiste de la Turquie et professeur à l'université américaine St. Lawrence](#) (Etat de New York). Son enthousiasme pour les réformes démocratiques déclinait déjà en 2007. D'un côté, le parti a compris que certaines positions progressistes étaient de mauvaises politiques électorales. De l'autre, ses dirigeants n'ont pas mesuré à quel point ils devaient rompre avec les traditions politiques du pays s'ils voulaient mener à bien le train des réformes. »

Le virage de 2008 est parlant. Cette année-là, l'AKP sacrifie ses négociations avec les représentants de la minorité alévie (15 % de la population du pays, adeptes d'une branche hétérodoxe de l'islam, et opprimés depuis des siècles), gagnant ainsi le soutien des élus ultranationalistes du MHP en faveur d'un amendement constitutionnel (finalement adopté en 2010) levant [l'interdiction du foulard islamique dans les universités.](#)

Lire aussi : [Abdullah Gül, le paradoxe d'un ex-islamiste qui inquiète et rassure les élites laïques turques](#)

[Avec l'appui de la puissante confrérie de l'imam Fethullah Gülen](#), le premier ministre met au pas la justice, la police et

commence à prendre le contrôle des médias avec ses amis industriels et financiers. Une à une, les oppositions sont neutralisées, les rivaux évincés. C'est Erdogan seul, ou presque, qui désigne la liste des candidats de l'AKP à la députation. Près de 70 % d'entre eux n'ont pas été renouvelés en 2007.

Sur la scène internationale, la séquence est à l'enlèvement, puis à l'échec, des négociations d'adhésion à l'Union européenne. La chancelière allemande, Angela Merkel, **et surtout le président français, Nicolas Sarkozy**, tournent le dos à la candidature turque, essentiellement pour des raisons de politique intérieure. Recep Tayyip Erdogan fera de ce revers son viatique, la faute aux Européens. L'époque semble lui donner raison. L'insolente croissance économique turque profite aux hommes forts de l'AKP. En dix ans, entre 2002 et 2012, et malgré la crise financière mondiale de 2008, le revenu par habitant a été multiplié par 2,5 et le PIB affiche une hausse moyenne de plus de 6 % par an. Au G20, les responsables turcs affirment que le pays se classera « bientôt » parmi les dix premières économies au monde.

Dans les urnes, la dynamique ne faiblit pas. Le référendum de 2010, qui modifie vingt-six articles de la Constitution rédigée par la junte militaire en 1982, se transforme en un véritable plébiscite pour Erdogan. Le oui obtient 58 % des voix. L'année suivante, l'AKP remporte 49,8 % des suffrages aux élections législatives.

D'aucuns y voient un blanc-seing donné au premier ministre. Mais des cadres de l'AKP s'inquiètent : le « reis », ainsi que certains commencent alors à le surnommer, « n'écoute plus personne » et « hurle dès que quelqu'un le contredit ». Les portes se ferment. Le temps de la collégialité et des débats au sein du parti est fini.

Lire aussi cette tribune de 2011 : **Où va la démocratie turque ?**

En revanche, au sein de la base, aucun signe d'usure du pouvoir n'est perceptible. Au contraire, l'AKP renforce son assise dans des couches sociales de plus en plus diversifiées, des classes populaires aux milieux d'affaires, en passant par les classes moyennes en pleine expansion. L'alchimie est presque parfaite : le parti systématise des modes de redistribution faisant intervenir entrepreneurs conservateurs proches des décideurs politiques et associations caritatives.

Un usage partisan des ressources publiques

« Après plus d'une décennie au gouvernement, l'AKP tire abondamment parti de ses positions au sein de l'Etat pour procéder à des changements dans différents domaines, mais aussi pour faire un usage partisan des ressources publiques, note Elise Massicard. Les aides distribuées par les municipalités sont étroitement associées par les citoyens au parti au pouvoir à la mairie. Dans l'esprit de beaucoup, l'aide ainsi fournie provient non de l'institution municipale, mais de l'AKP. Cette confusion est entretenue, voire encouragée, par la formation qui apparaît non seulement comme le parti au pouvoir, mais comme un réseau de résolution des problèmes. »

Les manifestations qui embrasent la place Taksim et le parc Gezi, au printemps 2013, avaient semblé traduire un mécontentement croissant. Le retentissant scandale de corruption impliquant trois ministres, fin 2013, laissait augurer l'effritement de son crédit. Pourtant, en mars 2014, le parti d'Erdogan remporte 44,2 % des suffrages aux élections locales. Selon un sondage de l'A&G Research, plus de 80 % des électeurs ayant voté pour l'AKP affirment alors être satisfaits des services

fournis par l'administration centrale et les municipalités. Cinq mois plus tard, Recep Tayyip Erdogan est élu président de la République au suffrage universel, dès le premier tour, avec 51,8 % des voix.

« L'année 2015 est le point de bascule pour Erdogan, estime Berk Esen, professeur de sciences politiques à l'université Sabanci, à Istanbul. Le pays entre dans un système hybride, d'apparence démocratique, mais autoritaire par nature »

L'effritement finit par se produire, en 2015, lors des législatives du 7 juin. Malgré un ton virulent et une forte dose d'islamisme dans les propos présidentiels, l'AKP cale. Avec 40,9 %, le parti s'assure certes un score plus qu'honorable, mais il enregistre **son plus mauvais résultat depuis 2002** et perd la majorité absolue à l'Assemblée. Le soir du scrutin, le chef de l'Etat n'apparaît pas sur les écrans. L'homme qui s'est tellement identifié à son parti reste muet et invisible le temps d'une nuit. Autant dire une éternité, à l'aune du jeu de pouvoir qui se profile en Turquie.

Deux formations politiques ont su profiter de la légère érosion de l'AKP : les nationalistes du MHP (16,3 %) et la gauche prokurde du Parti démocratique des peuples (HDP ; 13,1 %), qui, chacun, décrochent quatre-vingts sièges à l'Assemblée. Beaucoup trop pour Erdogan qui réagit en choisissant la manière forte. D'abord, il refuse de nommer, comme le veut pourtant la Constitution, le chef de file du parti de l'opposition, Kemal Kilicdaroglu, pour tenter de former un gouvernement de coalition. Il convoque ensuite de nouvelles élections en novembre et multiplie les intimidations contre les médias. Par deux fois, **les locaux du plus grand quotidien du pays, Hürriyet, sont attaqués par une foule en colère**, menée par le responsable de la branche jeunes de l'AKP, Abdurrahim

Boynukalin, plus tard récompensé par un poste au Parlement d'Ankara.

Dans le nord de l'Irak, les frappes de l'aviation turque contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fin juillet 2015, font voler en éclats le processus de réconciliation avec les rebelles kurdes, engagé trois ans plus tôt. Le cessez-le-feu est rompu. Le pays tout entier est sous tension. Trois cents bureaux du HDP sont attaqués. **« Erdogan retourne aux urnes en plein chaos »**, titre Le Monde. Moins de trois semaines avant les élections, deux kamikazes se font exploser à Ankara au cours d'une marche pour la paix. Le bilan s'élève à cent deux morts.

Dans un tel climat de violences, l'AKP est le seul parti en mesure de faire campagne. Avec son savoir-faire, les moyens de l'Etat à sa disposition et l'accès aux grands médias, il regagne le terrain perdu. Le 1er novembre, le parti du président peut, avec 49,5 % des voix, fêter son retour en grâce. Des tractations s'engagent avec le MHP. Elles aboutiront à une alliance deux ans plus tard.

« Cette année 2015 est le vrai point de bascule pour Erdogan et son parti, estime Berk Esen, professeur de sciences politiques à l'université Sabanci, à Istanbul. C'est le moment où le pays entre dans ce que l'on peut appeler un « système concurrentiel autoritaire », un système hybride d'apparence démocratique, mais autoritaire par nature. Des élections ont lieu : tout le monde, sur le papier, peut y participer mais, dans les faits, les pressions sont telles qu'elles ne sont ni justes, ni équitables, ni vraiment libres. L'AKP s'en accommode : en son sein, les voix critiques se sont tues, ou sont parties depuis longtemps. »

Après l'échec du coup d'Etat militaire de 2016 – le « don de Dieu », dira plus tard Recep Tayyip Erdogan – vient le

temps des purges. Les adeptes de l'imam Gülen, entre-temps devenu son ennemi juré, sont accusés d'avoir ourdi le putsch. La chasse est impitoyable : plus de 160 000 fonctionnaires sont limogés ou suspendus, et plus de 55 000 personnes arrêtées. Aucune donnée n'est disponible sur le nombre de gülenistes présumés écartés au sein même de l'AKP.

Lire aussi dans nos archives : Article réservé à nos abonnés [Turquie : Erdogan-Gülen, le sultan contre l'imam](#)

Au sommet de l'Etat, Erdogan renforce son emprise. Il fait passer son référendum d'une courte majorité, qui transforme le parlementarisme turc en régime présidentiel. Jamais la verticale du pouvoir bâtie par le chef de l'Etat n'avait été aussi raide. Elle conduit à une hypercentralisation du processus de prise de décision à Ankara, confiée à un groupe restreint de conseillers, l'AKP n'ayant pratiquement plus son mot à dire.

« Avant, Erdogan pouvait s'appuyer sur de nombreux cadres, ministres et agences gouvernementales qui lui permettaient de prendre des décisions avisées et sensées, souligne Soner Cagaptay, auteur et directeur du programme d'études turques au Washington Institute. Le petit groupe de conseillers, à de notables exceptions près, représente désormais un déclassé et une dévalorisation des institutions traditionnellement et historiquement compétentes. »

Sévère revers à Istanbul

Le spécialiste voit dans l'entêtement d'Erdogan à vouloir annuler le résultat des élections municipales d'Istanbul de mars 2019, remportées d'une légère avance par le candidat CHP, Ekrem Imamoglu, la preuve de ce dysfonctionnement décisionnel. « Ce fut une grave erreur, explique-t-il. Ce sont ces conseillers, menés par le propre gendre du président, Berat Albayrak, qui ont fait campagne pour imposer un nouveau scrutin. » Celui-ci se

solde, en juin, par une écrasante victoire de l'opposition, avec près de 800 000 voix d'écart.

La défaite est amère. Elle symbolise non seulement la perte de la capitale économique du pays, mais aussi et surtout celle de la ville de naissance du président, longtemps fief incontestable de l'AKP. Pour la deuxième fois, l'attelage Erdogan - AK-Parti enregistre un revers majuscule, une singulière rupture dans son irrésistible ascension.

Lire aussi dans nos archives : Article réservé à nos abonnés [Turquie-Union européenne : le grand malentendu](#)

Il n'empêche. Après vingt ans de pouvoir et à quelques mois d'élections capitales prévues en juin 2023, l'AKP demeure le premier parti à l'échelle du pays. Près des deux tiers des membres du premier cercle des années d'« apprentissage » ont certes quitté le navire, parfois pour créer des formations politiques concurrentes, comme Ahmet Davuto-

glu et Ali Babacan. Des défections qui n'ont, jusqu'à présent, pas affecté outre mesure l'image de la formation. Erdogan a donc moins d'allant, mais la bête politique est devenue, avec le temps, un habile chef d'orchestre, qui sait jouer des émotions populaires et des démons populistes.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Cent ans après, la revanche d'Erdogan sur le traité de Sèvres](#)

Un peu plus rural, selon les derniers sondages, plus vieillissant aussi, en ce qui concerne les électeurs, le parti aura malgré tout fort à faire pour se renouveler et affirmer la pertinence de ses valeurs conservatrices, autoritaires et nationalistes, dans un contexte de fatigue institutionnelle et de crise économique aiguë. L'AKP en a vu d'autres. Vingt ans de rebondissements et de mutations. La question que pose d'ailleurs de plus en plus souvent Erdogan à sa base, lors de ses déplacements, est la suivante : « *Etes-vous prêts ?* »



October 28, 2022

Kirkuk Minute October 28, 2021

Kirkuk

ISIS (Da'esh) terrorists resumed bloody attacks in the region, including an attack on the Shia-majority village of Rashad near Sharaban (Miqdadia) city in Diyala on Tuesday, killing eleven civilians. After the attack, the villagers took arms and retaliated by killing a dozen individuals from a neighboring Sunni village, accusing them of harboring Da'esh terrorists. Tensions were high and fear of sectarian war led dozens of families to be displaced. On Wednesday night, the terror group attacked the 2nd brigade of the 45th division near Hafta-

gar village in Kirkuk, killing a soldier during the hour-long clash. The same night Iraq's Joint Operation Command declared the highest alert level as a preventive measure for further and anticipated attacks.

After months of an agreement to deploy joint forces of the Iraqi army and the Peshmerga, Prime Minister Mustafa al Kadhim transferred Peshmerga's 20th division personnel to Iraq's Defense Minister in preparation for their deployment across the disputed territories. The region continues struggling from the security vacuum left by the Peshmerga forces when they

were removed by Baghdad and Iranian-backed militias on October 16, 2017.

Iraqi National Security's (INS) Kirkuk branch announced the arrest of "the most dangerous electronic blackmailer" named Massud Akram Zangana, who is also the elder son of a controversial figure in Kirkuk. According to the INS, Zangana resisted his arrest during the raid and attempted to flee, but he was captured and wounded. Two INS members were injured in the pursuit. Zangana is accused of managing 30 social media pages, blackmailing Iraqi Government officials, including

security personnel, and taking ransoms. Zangana also owns a television station in Iraq.

Turkey claimed its National Intelligence Organization (MIT) assassinated three Kurdistan Workers' Party (PKK) members in Kirkuk. On October 4 and 8, Turkey drones bombed Saida village of Qara Hanjeer sub district northeast of Kirkuk.

On Tuesday, October 26th, the Iraqi army arrested several militants of Asa'ib Ahl al-Haq in the Dibis district after they provoked local police and assaulted them inside their station. The militants attempted to resist

during the arrest, but they were outnumbered, making them face article 4 of Iraq's terror law.

After immense pressure by the Kurdistan Regional Government (KRG) and Kurdish activists, Iraq's Prime Minister al Kadhimi annulled a plan to reestablish an Iraqi military base on a site used by the former regime to massacre Kurds in Kirkuk Governorate's Tobzawa. Iraq's Ba'athist government held 55,000 Kurdish detainees at the Tobzawa camp; these detainees were later killed or buried alive in mass graves in southern Iraq.

Nearly 50 people protested the Finance Ministry's freezing of their hiring process for the police despite having completed their hiring application a year and a half ago. The protest was held in front of Kirkuk's governorate building.

The Independent High Electoral Commission (IHEC) announced that only one case of complaints had gone through among 50 filed by the electoral candidates in Kirkuk. The IHEC manually

recounted several voting stations in Kirkuk, matching its previous results.

After KRG official complaints about the acting governor's policies against the Kurds, Rakan Saed reacted by hiring two Turkmen to senior positions in the governorate, a move considered to be a challenge to the Kurds.

The Ministry of Youth and Sports announced the reopening of Kirkuk's Olympics stadium after a decade-long renovation process. In 2003, the stadium was home to hundreds of Kurdish families displaced by the former regime. However, later they were given new homes under the former administration headed by Dr. Najmaldin Karim.

Khanaqin

The Iranian-backed Fateh coalition led by Hadi al Ameri filed 17 complaints to the IHEC over election results. The Fateh coalition is waiting for the IHEC to decide on its objections after suffering significant losses.

Dozens of college graduates protested unemployment in

Khanaqin on Sunday, demanding hiring after years of post-graduate unemployment. Meanwhile, in addition to the shortages of primary service, last week's fuel shortage and rise of prices created a new issue for the administration. The Khanaqin mayor said the high fuel prices in the Kurdistan Region made many travel to the town, causing shortages.

Tuz Khurmatu

On Tuesday, October 26th, Da'esh terrorists attacked the Iraqi army near Zarga village, killing a soldier from the 52nd division. On the same day, the security forces announced the arrest of two terrorists in the Tein neighborhood after information from other Da'esh detainees.

The school of Kurdish studies announced its deep concerns about the decline in new student enrollment, which had dropped from 1300 in the past five years to only 300 this year. The Kurdish school said families are reluctant to send their children to the Kurdish studies school since it has no support from Baghdad compared to Arabic schools.

Makhmour

According to Makhmour Operation Command, a Da'esh terrorist was killed by the Iraqi army near the Qara Chokh mountain on Sunday. Da'esh has been using the mountain range as a new headquarter since 2019, launching attacks on a weekly basis. Further, Kurdish party officials warned of similar attacks in Makhmour like those that took place in Dilayla if the area isn't clear from the terror groups.

Shingal (Sinjar)

Turkey's ambassador in Baghdad Ali Riza Guney accused the Kurdistan Workers' Party (PKK) of being the main reason for hindering the implementation of the security agreement between Baghdad and Erbil over the Yazidi town. Guney said that Turkey is operating in support of this security agreement. On several occasions, Turkey has struck the Yazidi town causing civilian casualties, targeting the PKK-offshoot Shingal Resistance Units (YPS).

L'OB

Ursula Gauthier
27/10/2022

Iran-Russie-Chine, l'émergence d'un nouvel axe anti-Occident

Ce n'est pas seulement la misogynie crasse des mollahs, leur obscurantisme, leur cruauté, leur corruption qui mettent aujourd'hui en rage les jeunes Iraniens qui descendent courageusement dans la rue. Leur ras-le-bol porte aussi sur la façon dont leur pays se comporte depuis des décennies hors de ses frontières : semant la tension, alimentant la déstabilisation, finançant des groupes terroristes... Et se condamnant ainsi à un isolement sans fin sur la scène internationale.

Dans les manifestations qui durent depuis six semaines, on entend des slogans contre la volonté d'expansion de l'Iran, contre les milices que les mollahs arment dans la région, contre les régimes impopulaires, comme celui de Bachar al-Assad en Syrie, tenus à bout de bras par Téhéran. La contestation monte également contre le soutien à Vladimir Poutine affiché par le Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Selon les études d'opinion, une majorité d'Iraniens désapprouve l'agression

russe contre Kiev. Plus généralement, la population n'en peut plus de payer les conséquences de choix géopolitiques faits il y a plus de quarante ans, lors de la création de la République islamique. Jamais remis en question depuis, ils ont entraîné la mise au ban du pays, sapé son développement économique et appauvri sa population.

A l'orée du régime, en 1979, l'ayatollah Khomeini avait en effet inscrit en tête de ses prin-

cipes fondateurs l'opposition aux Etats-Unis, qualifiés de « *grand Satan* », et la destruction d'Israël au profit d'une Palestine restaurée. Un choix purement idéologique, qui n'avait pas de racines dans l'histoire récente de l'Iran ni dans celle de l'Empire perse. De cet impératif a découlé un effort constant pour s'immiscer dans le conflit israélo-palestinien, créer ce que le géopoliticien Pierre Pahlavi appelle une « *frontière virtuelle* » avec Israël – à défaut d'une frontière géographique – en établissant des

relais dans les pays voisins, Liban, Palestine, Syrie, etc.

C'est ainsi que Téhéran a investi des sommes astronomiques dans des milices comme le Hezbollah au Liban, le Hamas dans les territoires occupés, de nombreux autres groupes en Syrie, en Irak... La stratégie du régime est en effet construite sur une « hiérarchie de l'hostilité » : tout ennemi des Etats-Unis et d'Israël est un allié potentiel de Téhéran. Et peu importe l'appartenance religieuse : chiite, le régime ne lésine pas sur son soutien au Hamas ni au Djihad islamique palestinien, deux organisations pourtant sunnites.

Sanctions internationales

Peu importe si ce choix fait apparaître Téhéran comme le protecteur du terrorisme international. Et peu importent les sanctions internationales extrêmement dommageables qu'il entraîne pour l'économie. Ces sanctions ne sont pas seulement dues à l'insistance de la République islamique à se doter de l'arme nucléaire : les Iraniens savent que bon nombre d'entre elles ont pour cause le soutien fourni par Téhéran à cet « axe de la résistance » qu'il veut obstinément bâtir.

Au fil du temps, ces actions d'« influence » se sont encore étendues, touchant les pays du Golfe, l'Afghanistan, le Yémen, et jusqu'à l'Afrique ou l'Amérique latine... Un effort aussi considérable pour constituer un aussi vaste réseau d'affidés englutit évidemment une bonne part des dividendes pétroliers du pays, au grand dam des Iraniens qui voient leurs perspectives de développement sacrifiées sur l'autel de l'idéologie khomeiniste.

« Depuis l'origine, le régime iranien a placé ses principes idéologiques au-dessus de la prospérité et de la sécurité de son peuple, et même souvent de l'intérêt national », note le chercheur irano-américain Karim Sadjadpour. Khomeini



Vladimir Poutine et l'ayatollah Ali Khamenei à Téhéran, en juillet 2022. (AFP)

avait coutume de dire : « *L'économie, c'est pour les ânes.* » Son successeur, Ali Khamenei, devenu Guide suprême en 1989, n'accorde pas plus d'importance au bien-être des Iraniens. Décidée exclusivement par le Guide, ne faisant l'objet d'aucun débat, la stratégie internationale de l'Iran se focalise aujourd'hui comme hier sur les questions militaires et sécuritaires, au détriment de besoins économiques pourtant criants. Le sociologue Fahrad Khosrokhavar explique :

« *La rupture est aujourd'hui radicale entre le pouvoir, qui est resté congénitalement anti-occidental, et la société qui ressent au contraire une affinité certaine avec cet Occident où résident près de 5 millions d'Iraniens de la diaspora. Rien ne changera tant que le régime sera aux mains d'une gérontocratie dont la mémoire reste marquée par son combat contre les Etats-Unis et la légitimité qu'il a tirée de sa victoire il y a quarante ans.* »

Il faudra, selon le chercheur, une nouvelle génération de dirigeants pour que puisse être tournée cette page d'hostilité radicale sur laquelle s'est bloquée la subjectivité des vieux mollahs.

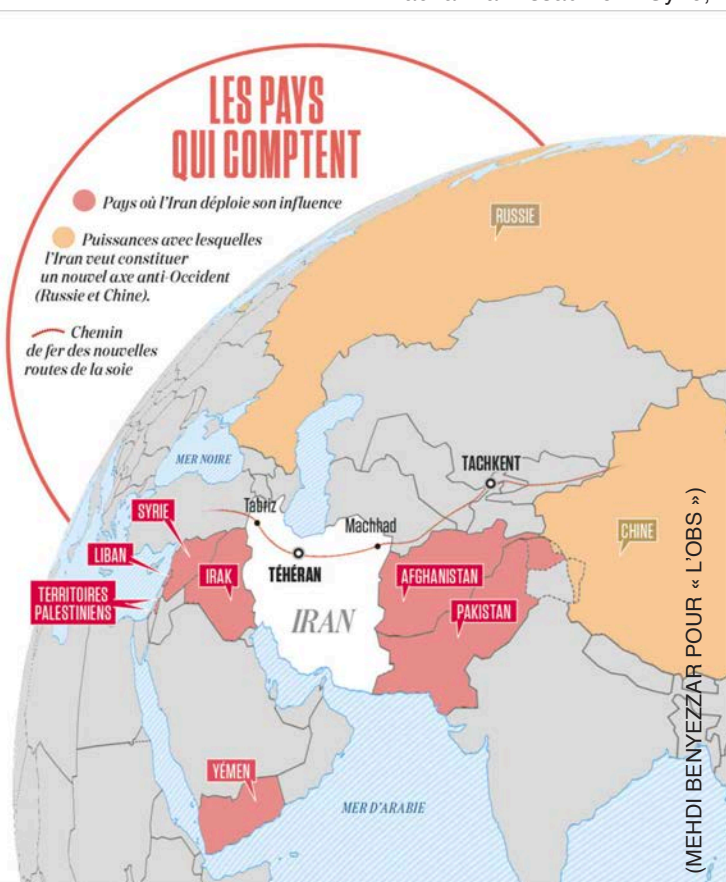
Les observateurs le confirment: la population a désormais compris que le système ne se reformera pas en interne, pas plus qu'il n'abandonnera sa volonté de puissance à

l'extérieur. Pendant un temps, l'élection de présidents « modérés » comme Mohammad Khatami (au pouvoir entre 1997 et 2005), ou plus récemment Hassan Rohani (2013-2021), a alimenté l'illusion qu'une certaine évolution était possible : c'est l'époque où l'accord sur le nucléaire est signé, en 2015, sous l'impulsion de Barack Obama – avant qu'il ne soit annulé par son successeur Donald Trump, et remplacé par une politique « *de pression maximale* ».

Rêve khomeiniste

Depuis 2021 et l'arrivée à la présidence d'Ebrahim Raïssi, qui est un clone du Guide Khamenei, tout espoir d'ouverture s'est évanoui. Plus encore, le retrait calamiteux des troupes américaines d'Afghanistan en 2021 a renforcé l'espoir atavique, à Téhéran, de chasser Washington d'Irak et de ses bases militaires dans le Golfe. Les mollahs caressent de nouveau le rêve khomeiniste d'un Moyen-Orient débarrassé de toute présence américaine. Et ils n'hésitent pas à prendre le parti de Moscou dans sa guerre contre l'Ukraine, qualifiant l'invasion de geste « *préemptif* » contre les empiètements de l'Otan.

Après avoir longtemps mis en avant le principe « ni Est ni Ouest » pour affirmer son indépendance vis-à-vis tant de l'URSS que des Etats-Unis, l'Iran a clairement basculé du côté de la Russie. La coopération entre les deux pays s'est scellée en 2015, quand ils ont joint leurs efforts pour sauver de l'effondrement le régime de Bachar al-Assad en Syrie,



l'aviation russe protégeant les milices pro-iraniennes sur le terrain. La guerre d'Ukraine est en train de devenir un nouveau théâtre de collaboration entre les deux pays.

Poutine et Khamenei, qui se connaissent et s'apprécient depuis plus de vingt ans, sont tous deux persuadés que l'hégémonie américaine a commencé à décliner et que l'ordre international bâti après la Seconde Guerre mondiale est en train de vaciller. Dans ses discours, le Guide répète qu'un nouvel ordre mondial, formé par la Russie et la Chine, est en passe de s'imposer, et que l'Iran doit s'y intégrer. C'est sa nouvelle politique, baptisée « *Regarder vers l'est* ». Une orientation qui a tout pour plaire à la Chine : l'Iran, passage obligé pour les nouvelles routes de la soie, est aux yeux de Pékin une plateforme incontournable pour l'extension de son influence eurasiatique. En mars 2021, les deux pays ont signé un « *partenariat stratégique* » de vingt-cinq ans portant sur d'importants projets économiques, mais aussi d'échanges de nature sécuritaire. En septembre, Téhéran est devenu membre

de l'Organisation de coopération de Shanghai, que l'on décrit parfois comme le noyau du « bloc anti-occidental » mené par Moscou et Pékin.

« *Le régime veut depuis des années construire une alliance stratégique avec Moscou, qu'il considère comme son "assurance-vie", la clé de sa survie contre les menées occidentales, note Farhad Khosrokhavar. Les deux régimes partagent la même détestation de l'Occident et le même désir de modifier les équilibres mondiaux. Téhéran souhaite aussi acquérir des avions de combat russes, des systèmes de missiles antiaériens, etc. La Russie s'est longtemps montrée très prudente, mais comme on le voit avec l'achat de drones iraniens, la guerre en Ukraine a tout changé.* »

La guerre, et surtout les sanctions et les revers sur le terrain, qui forcent Moscou à réévaluer ses liens avec Téhéran. En juillet 2022, c'est à Khamenei que Poutine réserve sa première visite hors de l'ex-URSS depuis le début de la guerre en Ukraine. Il a besoin de missiles, mais n'a plus accès aux pays producteurs d'armes.

D'où le choix des drones iraniens, utilisés par les Russes en Ukraine ces jours derniers : ils sont rudimentaires et lents, mais faciles à manœuvrer et pas chers. « *Ce deal est une réussite pour Téhéran, estime Farhad Khosrokhavar, qui lui permet d'exhiber son alliance avec une Russie qui siège au Conseil de Sécurité de l'ONU, et aussi sa propre capacité à vendre des armes à une telle puissance.* »

Pour l'heure, et malgré les revers militaires essayés par les forces de Poutine, Téhéran continue de voir dans l'invasion russe un signe de plus de l'affaiblissement américain : « *Il faut voir la question de la guerre en Ukraine de façon plus profonde, et dans le contexte de l'émergence d'un nouvel ordre mondial* », a déclaré Khamenei en avril 2022. « *Les mollahs sont persuadés que, victorieuse ou non, la Russie restera toujours une puissance nucléaire redoutable* », explique Farhad Khosrokhavar.

Dans ce contexte troublé, les pourparlers pour trouver un accord sur le nucléaire ne sont plus à l'ordre du jour. Impos-

sible en effet pour Washington de signer un accord avec un régime qui écrase sa jeunesse. Pendant ce temps, Téhéran, qui a porté le taux d'enrichissement d'uranium à 60 %, se rapproche du seuil critique de 85 % nécessaire pour fabriquer une bombe. Un proche du Guide suprême a même affirmé en juillet 2022 que « *l'Iran a les moyens techniques de produire une bombe nucléaire, mais n'a pas pris la décision de la faire.* »

Une perspective qui fait froid dans le dos et qu'Israël a juré de ne pas laisser advenir, quitte à frapper les sites nucléaires iraniens comme il l'a fait dans le passé. Mais pour l'heure, Tel-Aviv observe attentivement l'évolution du soulèvement populaire en Iran. Selon des sources proches du gouvernement israélien, il n'est pas exclu que l'on assiste dans quelques mois à... l'effondrement du régime. Un tel renversement capital rendrait folle de joie la courageuse jeunesse iranienne. Et rebattrait de fond en comble les cartes géopolitiques de la région.

L'OBS

Sara Daniel
27/10/2022

Iran : la liberté contre les mollahs

Un porte-parole du gouvernement iranien accueilli par les étudiants de l'université Khajeh Nasir Toosi, à Téhéran, aux cris de « *Nous ne voulons pas d'un tueur dans nos murs ! Mort au régime des mollahs !* » ; des posters du Guide suprême Ali Khamenei, la plus haute autorité du pays, en feu, à Qazvin dans le Nord ; un poste de la milice paramilitaire du régime attaqué à Hamedan, une ville de l'Ouest ; des femmes dévoilées qui circulent librement dans la rue... Malgré la répression qui a fait plus de 230 morts en cinq semaines – selon l'ONG

Iran Human Rights –, des milliers de blessés et de détenus, le soulèvement en Iran ne faiblit pas.

Bien sûr, l'insurrection civique qui se déroule aujourd'hui dans la République islamique n'est pas la première, pour l'instant, ni en nombre de personnes mobilisées ni en morts résultant de la répression. En 2009, une révolte sans précédent avait été causée par une fraude massive au cours de l'élection présidentielle. Des millions de personnes avaient alors défilé dans la rue pour soutenir les deux candidats malheureux Mir Hossein Mous-

savi et Mehdi Karroubi, qui représentaient une ligne plus modérée du régime. En 2019, un autre mouvement de protestation avait embrasé le pays après la décision du gouvernement d'augmenter le prix de l'essence. Mille cinq cents personnes furent alors tuées par la police et les gardiens de la révolution (l'armée idéologique du régime).

Mais contrairement aux précédents mouvements de révolte, ce qui a mis le feu aux poudres du mécontentement actuel n'est ni un acte politique ni une mesure économique. Aujourd'hui la

contestation prend la forme d'une opposition à l'entièreté du système totalitaire mis en place par la révolution islamique. L'effort concerté d'islamiser la société iranienne dans tous ses aspects et de la priver de ses libertés fondamentales, le fait de faire du corps de la femme un enjeu de ces privations de liberté sont devenus insupportables pour le citoyen iranien. La quête de liberté et de dignité est désormais la revendication centrale de ce mouvement porté par les femmes comme premières victimes de la tradition autoritaire patriarcale et islamiste du régime.

Menace existentielle

Autre nouveauté, le mouvement n'a aucun lien avec le clergé. Il n'est pas à proprement parler antireligieux, mais il se tient éloigné des mollahs. Même la révolte verte de 2009 comptait un mollah comme figure principale de la contestation : Mehdi Karroubi. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les manifestants perçoivent les religieux, qu'ils soutiennent la République islamique ou qu'ils en soient des critiques silencieux, comme autant de figures d'autorité légitimant le régime. Ils ont été à son origine, ont fondé ses principes. Ils représentent la charia et donc ce système de discrimination qui se revendique de l'autorité divine pour soumettre les citoyens et en particulier les femmes. Ils ne peuvent pas reprendre le slogan « *Femme, vie, liberté* » puisque cette revendication serait une menace existentielle vis-à-vis de la charia et de leur statut de gardien de celle-ci.

C'est aussi la première fois que les leaders de la contestation mettent la suppression du voile obligatoire au centre de leurs revendications. Ainsi depuis [la mort de la jeune Mahsa Amini](#) arrêtée le 13 septembre pour « *port de vêtements inappropriés* » puis torturée par la Gasht-e Ershad, la police des mœurs, et depuis qu'au cours de ses funérailles à Saghez dans le Kurdistan iranien, des femmes ont enlevé leur voile islamique et l'ont fait tournoyer dans les airs en hommage, ce dévoilement sacrilège a été repris dans toutes les manifestations. Crime de lèse-République islamique, il n'est sans doute pas de geste plus fort pour dire sa détestation du régime. Car l'ayatollah Khomeini, au pouvoir de 1979 à 1989, a fait du hidjab le symbole du régime. Sous son règne, le voile noir est devenu le produit dérivé de l'islamisme, il confère à sa révolution, qu'il rêve mondiale, une force publicitaire.

Enfin, la peur a nettement reculé en Iran. Les protestataires sont galvanisés par la perception que la République islamique est proche de sa fin. « *Notre colère est plus forte que votre puis-*



Un sit-in de protestation à l'université Al-Zahra de Téhéran, le 1er octobre 2022. Les étudiants se mobilisent en masse dans tout le pays. (SalamPix/ABACA)

sance», entend-on scander pendant les manifestations. Les rassemblements nocturnes se poursuivent à travers le pays, en dépit des représailles brutales des forces de l'ordre. Mais la machine de répression semble ébranlée, et moins violente que les fois précédentes.

Comme l'explique le site Independent Persian, version iranienne du journal britannique « The Independent », cité par « Courrier international », « *cette fois, la puissance de la machine de répression semble limitée par des divisions au sein du régime sur la manière de réprimer, par le jusqu'au-boutisme des manifestants et la présence féminine et étudiante majoritaire dans plusieurs rassemblements* ». En outre, le régime a échoué à mobiliser les foules qui lui sont favorables, contrairement aux fois précédentes, où des contre-manifestations étaient organisées, rappelle le média.

Le mouvement qui a commencé à Saghez, ville natale de Mahsa Amini, s'est rapidement étendu à tout le pays. Des villes kurdes comme Sanandaj ou Dehghan, jusqu'aux bastions religieux de Machhad et de Qom. Tous les Iraniens se révoltent contre cette chape de plomb qui n'a jamais été aussi pesante que ces derniers temps. Car le développement éducatif a gagné les zones les plus reculées d'Iran. Le niveau d'éducation des filles par exemple est aussi important au Balout-

chistan, dans l'est du pays, qu'à Téhéran, la capitale. Les jeunes femmes sont plus nombreuses à l'université que les garçons, l'âge du mariage a reculé à 29 ans et le taux de fécondité a baissé à 1,6 %. Mais elles sont aussi les premières touchées par le chômage et elles supportent de moins en moins bien les brimades absurdes d'un régime qui ne leur apporte ni le travail ni l'égalité promis par l'utopie islamiste.

D'autant que depuis l'élection d'Ebrahim Raïssi à la présidence, en août 2021, le régime s'est volontairement durci socialement. Les connaisseurs de la politique iranienne l'attribuent à ce que l'on a surnommé la « *cabale de Machhad* », un groupe d'influence de mollahs qui gravitent autour du président, dirigé par son puissant beau-père, l'ayatollah Sayyid Ahmad Alamolhoda. Au cours de son sermon, lors d'une prière du vendredi, Alamolhoda, représentant du Guide suprême Ali Khamenei à Machhad, ville du nord-est du pays, avait déclaré : « *Les femmes qui portent un hidjab mal ajusté doivent sentir la haine des gens qui les entourent. Exprimer la haine et le dégoût envers une femme sans hidjab est un devoir divin.* » Sa déclaration avait conduit à des altercations de plus en plus nombreuses dans les rues vis-à-vis des femmes dont le voile laissait entrevoir des mèches de cheveux. Jusqu'au jour où la jeune Mahsa Amini est morte

sous les coups de la police des mœurs.

Slogans d'une force inouïe

C'est aussi le beau-père d'Ebrahim Raïssi qui a lancé la reprise en main de l'éducation, et incité à expurger les cours de toute référence occidentale. Récemment, le gouvernement iranien a aussi cherché à encadrer encore plus sévèrement les réseaux sociaux, soupape de liberté à la société civile iranienne (84 % des 80 millions d'Iraniens ont accès à internet, selon la Banque mondiale). Déjà Telegram est surveillé depuis quatre ans par les autorités et Twitter depuis quatorze ans. Pendant sa campagne électorale, le président Ebrahim Raïssi s'était engagé à ne pas durcir le contrôle du web, alors que le régime avait déjà bloqué l'accès de dizaines de milliers de sites.

Mais depuis son accession au pouvoir, des cyberspécialistes ont montré que le régime applique secrètement une loi très impopulaire, dite « *de protection des utilisateurs du cyberspace* », jugée inconstitutionnelle et qui n'a pas reçu l'aval du Parlement. Le texte donne le contrôle des portails d'accès aux forces armées et criminalise l'utilisation de VPN, ces réseaux privés virtuels qui masquent les adresses des utilisateurs et permettent d'avoir accès aux sites défendus. Le quotidien iranien réformiste « Etemad » a dénoncé le fait que

la nouvelle instance créée par le régime, le Conseil suprême du Cyberespace, ne comprenait aucun membre de la société civile.

Entre le Guide suprême Ali Khamenei et le mouvement contestataire, le fossé est donc béant. Aujourd'hui la jeunesse iranienne se dresse directement contre lui avec des slogans d'une force inouïe. Comme si les milices à moto qui tiraient à balles réelles depuis une décennie, et les sbires des pasdarans (gardiens de la révolution) qui torturaient les manifestants pacifiques, avaient en réaction fait naître une génération de héros qui n'ont plus rien à perdre... Au lycée, des jeunes filles se filment en faisant un doigt d'honneur au Guide. D'autres chassent son représentant des établissements.

Et puis, incroyable scène qui s'est déroulée au cours du journal télévisé de la télévision d'Etat iranienne le 8 octobre : alors que le Guide suprême Ali Khamenei apparaît à l'antenne s'est affichée une animation sur fond noir avec une photo de l'ayatollah en feu, son visage au milieu d'une cible, placé en dessous de ceux de Mahsa Amini et de trois autres jeunes femmes tuées lors des manifestations. En lettres rouges, les téléspectateurs pouvaient lire à côté de l'image du Guide suprême : « *Le sang de notre jeunesse est sur vos mains.* » En dessous en orange, était écrit : « *Rejoignez-nous et rebellez-vous.* » Le piratage est l'œuvre d'un groupe de hackers particulièrement doués, qui s'est baptisé crânement « la Justice d'Ali » (Edalat-e Ali).

Ahmad Salamatian, ex-député et fin analyste de la vie politique iranienne, explique :

« *Le porte-parole du pouvoir judiciaire iranien a reconnu que 43 % des personnes arrêtées ont moins de 20 ans. Et que 46 % ont entre 20 et 35 ans. Ainsi 89 % des révoltés ont moins de 35 ans. Ils sont cultivés, connectés. Pour eux le régime est obsolète et sa rhétorique est absurde.* »

D'ailleurs le Guide a très peu commenté le mouvement contestataire qui a suivi la mort par torture de Mahsa Amini aux mains de la Gasht-e Ershad. Selon la version officielle de la ligne dure du régime, le mouvement de révolte a été « *piloté de l'étranger* ». Le journal « *Javan* », proche des gardiens de la révolution, a même désigné Stephanie al-Qaq, chef des affaires moyen-orientales au Foreign Office britannique comme étant l'agent de liaison des Iraniens qui se révoltent, à l'intérieur ou hors des frontières. Explication, selon le régime : elle a fait autrefois partie de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch et elle s'est rendue en Iran quelques jours seulement avant le début de la révolte.

Hossein Salami, le commandant des gardiens de la révolution, est aussi convaincu de l'existence d'agents provocateurs et estime que l'Ouest déclinant, jaloux de la révolution islamique, subventionne la révolte... Certains zélés du régime pensent également que l'influence du web occidental a perverti la jeunesse. Un professeur de l'université Imam Sadiq, à Téhéran, cité par IranWire, le site de la diaspora, affirme ainsi que les manifestants réclament « *des piscines, la fin du hidjab et des fêtes mixtes* ». Hamid Rasaei, ex-membre du Parlement, s'y interroge même : « *Que pensez-vous que le petit nombre de femmes qui agitent leurs foulards dans la rue cherche ? La seule liberté qu'elles veulent, c'est celle de coucher avec un partenaire différent chaque nuit et de se comporter comme des animaux!* »

« Désorganisation inquiétante »

Et pourtant, des voix dissonantes ont commencé à se faire entendre au sein du régime. Ali Larijani, ex-président de l'Assemblée consultative islamique, écarté de la course à la présidentielle parce qu'il représentait une menace pour Raïssi, a accordé une longue interview au site d'information iranien progressiste E-telaat. Il recommande d'écouter

les revendications des jeunes Iraniens à propos du hidjab. « *Soyez certains que lorsqu'un phénomène culturel se répand, une réponse intransigeante n'est pas la bonne*, préconise cette figure centrale du régime iranien. *Les jeunes qui descendent dans la rue sont nos propres enfants. Dans une famille, si un enfant commet un crime, on essaie de le guider vers le droit chemin, la société doit être plus tolérante.* » Larijani rejette aussi le concept de lien, que fait le régime, entre la dislocation de la République islamique et la fin du hidjab obligatoire. « *Dans certaines sociétés islamiques, les règles concernant le hidjab sont encore plus strictes que les nôtres. Cela veut dire qu'elles sont moins corrompues ? Non juste que la corruption est plus secrète...* »

Enfant du régime, Larijani se pose-t-il en recours pour tenter de le sauver ? « *La République islamique se rend compte qu'elle n'a pas les moyens de soumettre ses enfants. On a vu, il y a quelques jours, trois voitures blindées rentrer dans un collège de filles ! Mais cette répression ne pourra pas aller jusqu'au bout. Ce mouvement représente la faille de tout-sécuritaire adopté par le régime* », explique l'ex-député Ahmad Salamatian.

Le régime joue aussi la montre : il juge qu'en l'absence de leaders identifiés le mouvement ne se transformera pas en révolution. Ce qui pourrait être une explication au fait que la répression est pour l'instant moindre que lors des précédents mouvements. « *On a l'impression que ni le pouvoir ni le mouvement de contestation ne savent comment réagir. Cette désorganisation est très inquiétante. Il n'y a pas de vision qui pourrait faire évoluer la confrontation d'un côté comme de l'autre* », explique un vidéaste de Téhéran qui filme le soulèvement.

Le visionnage de cette vidéo est susceptible d'entraîner un dépôt de cookies de la part de l'opérateur de la plate-forme vidéo vers laquelle vous serez dirigé(e). Compte-tenu du refus du dépôt

de cookies que vous avez exprimé, afin de respecter votre choix, nous avons bloqué la lecture de cette vidéo. Si vous souhaitez continuer et lire la vidéo, vous devez nous donner votre accord en cliquant sur le bouton ci-dessous.

L'avenir est d'autant plus incertain que les clans autour de l'ayatollah Khamenei, 83 ans, souffrant, se disputent sa succession. Guide suprême d'un peuple que la révolution a infantilisé, il est le représentant du gouvernement du docte, le Velayat-e faqih – les conservateurs de la jurisprudence –, et il concentre les pouvoirs spirituels et temporels. Beaucoup des manifestants pensent que la révolution islamique ne lui survivra pas. « *Le grand calife agonise, et sa succession sera difficile. Les archaïsmes d'un régime qui n'est plus en phase avec son jeune peuple annoncent la fin de son règne* », conclut un diplomate.

Le péril géopolitique international réussira-t-il à prolonger la vie de la République islamique ? Le contexte de la guerre en Ukraine, avec l'envol du prix du baril, lui est favorable sur le plan économique. Les revenus pétroliers, mais aussi gaziers, de l'Iran ont augmenté de 40 %, une bouffée d'oxygène pour un pays asphyxié par les sanctions américaines... La Maison-Blanche continue, elle, à vouloir sauver la possibilité d'un accord autour du dossier du nucléaire, malgré l'impasse des négociations.

Richard Haass, président du think tank américain Council on Foreign Relations, estime, lui, sur Twitter, que « *le soutien de l'Iran à la Russie [avec la fourniture de matériel militaire, notamment des drones] et la répression contre les manifestants ont mis un terme peut-être définitif aux chances de voir les Etats-Unis réintégrer le JCPOA [accord de Vienne sur le nucléaire iranien, dont Donald Trump s'était retiré en 2018] ; cela enverrait dans cette hypothèse une bouée de sauvetage à un régime répressif et agressif* ».

L'OBS

Sara Daniel
27/10/2022

La militante des droits de l'homme Narges Mohammadi en 2007.
(MORTEZA NIKOUBAZL / NurPhoto via AFP)

Narges Mohammadi : « La prison d'Evin ressemblait à un champ de bataille »

Narges Mohammadi, célèbre avocate iranienne, incarcérée dans la sinistre prison de Téhéran où sont détenus de nombreux prisonniers politiques, raconte dans une lettre à « l'Obs » la nuit d'affrontements du 15 octobre où l'établissement a été incendié.

Parce qu'elle se bat contre la peine de mort et défend les jeunes filles qui se sont dévoilées, Narges Mohammadi, 50 ans, est enfermée depuis de longues années dans la sinistre prison d'Evin. Elle y a été sévèrement battue, a fait des grèves de la faim. Elle aurait pu choisir l'exil comme son mari et ses enfants, réfugiés en France, mais elle a voulu continuer la lutte. Aujourd'hui, la militante des droits de l'homme est en passe de présider l'ONG Defenders of Human Rights Center autrefois dirigée par la lauréate du prix Nobel de la paix Shirin Ebadi.

C'est dans cet établissement de Téhéran que sont enfermés de nombreux détenus politiques. Bon nombre y sont morts sous la torture et les coups. Le 15 octobre, la prison a été la proie d'incendies, d'affrontements et de tirs. Encore aujourd'hui, on ne sait pas ce qu'il s'y est passé. Certains ont craint que le régime iranien dont les capacités carcérales ont été dépassées par le soulèvement n'ait provoqué une mutinerie pour tuer des prisonniers. Voici le récit de la nuit que Narges Mohammadi nous a livré, via une lettre obtenue par le biais de son mari :

« Ce samedi, les transferts matinaux vers l'hôpital ont été annulés sans explications. A midi, l'alarme de la prison a retenti



trois fois, c'était sans précédent. A 21 heures, soudain, une succession de coups de feu provenant de l'intérieur de la prison a glacé le sang de tous les prisonniers. Partant de tous côtés, ils ont duré plus de deux heures et ont fait trembler bâtiments et vitres.

Les détenus se sont mis à crier *"mort à l'opresseur"*, y compris dans les cellules de la section des femmes. Nous aussi, les femmes, nous avons scandé des slogans. Nos cris et chants résonnaient dans la prison. Juste en dessous de la colline, les motos des gardes antiémeutes circulaient dans un terrible vacarme.

Tout autour de nous, on pouvait clairement entendre les voix des forces de sécurité : *"Si vous redressez la tête, nous allons tirer !"* Des gardes hurlaient : *"Si tu ne rentres pas à l'intérieur, j'explose ton cerveau"*, et soudain des coups de feu ont retenti... A l'idée qu'on était en train de tirer sur des détenus enchaînés, mon

cœur s'est serré, ma respiration s'est arrêtée. Les explosions, les menaces de mort, le bruit des balles tirées à bout portant, les cris terrifiants des gardes envahissaient toute la section.

Je suis allée dans la cour des gardes, où se trouvaient quelques-unes de mes codétenues. Le chef de la sécurité et ses forces étaient postés au-dessus du mur de la cour. Et puis, tout à coup, la garde antiémeute a pénétré dans la cour et fermé la porte. Le chef de la sécurité criait : *"Vous n'avez pas le droit d'entrer dans cette section."* La situation était épouvantable. Les forces de répression rivalisaient de violence. Ces gardes antiémeutes ne semblaient même pas connaître les responsables de la prison et n'obéissaient pas à leurs ordres. Des flammes se sont élevées. Des gaz lacrymogènes ont été tirés juste derrière la porte de la section des femmes. Démunies, nous avons dû utiliser des sprays, des cigarettes et brûler des journaux pour tenir.

La prison ressemblait de plus en plus à un champ de bataille. Les forces de sécurité et militaires avaient encerclé les sections situées au rez-de-chaussée, les prisonniers se retrouvaient sous le feu nourri des tirs ; d'énormes explosions se sont produites. Des incidents étaient survenus auparavant, qui laissent penser que l'administration pénitentiaire était au courant de ce qui allait se passer. Une semaine plus tôt, la porte entre le couloir de la prison et celui du personnel, toujours ouverte, avait été fermée et verrouillée. Trois jours avant, les extincteurs avaient été retirés sur ordre du directeur.

Le flou subsiste sur les causes de cette nuit. La mort de dizaines de détenus a été annoncée par les autorités carcérales. Plus de 900 ont été transférés dans d'autres établissements. Ils sont désormais soumis à des conditions de sécurité strictes. Il faut qu'Amnesty International, les rapporteurs spéciaux pour les droits de l'homme, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et la Commission européenne des droits de l'homme se penchent sérieusement sur la situation des prisonniers et obligent le gouvernement iranien à garantir leur vie et leur sécurité. Il est à craindre que certains membres des forces gouvernementales les accusent d'être à l'origine des troubles et mettent en danger leur vie. »

Iran : « On est face à un mouvement féministe qui traverse toutes les classes sociales »

Des slogans : « Femme, vie, liberté » ; « Mort au dictateur ». Et puis, partout, sur des poteaux, des pancartes, sous des vidéos Twitter, sur tout ce qui se partage, le cri de ralliement #MahsaAmini, du nom de la jeune femme de 22 ans, morte le 16 septembre, trois jours après avoir été arrêtée pour « port de vêtements inappropriés ». En visite avec sa famille à Téhéran, Mahsa Amini avait été interpellée par la police des mœurs, pour un voile mal ajusté, quelques mèches de cheveux qui dépassaient. Elle en est morte. Battue pendant son arrestation, elle serait décédée à l'hôpital selon sa famille.

Depuis, le pays s'embrase : sur les vidéos qui nous parviennent, malgré les restrictions d'internet imposées par le gouvernement, des femmes jettent leur hidjab au feu, les cheveux au vent. Le mouvement, durement réprimé, s'est répandu dans tout le pays, étendu à environ 150 villes, jusqu'à Qom, au sud-ouest de Téhéran, pourtant très religieuse ; il mobilise tous les âges, toutes les classes sociales, il enrôle aussi les hommes. D'après l'ONG d'opposition Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, en Norvège, la répression des forces de sécurité aurait fait au moins 54 morts.

Ces derniers mois, sous la présidence de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, au pouvoir depuis août 2021, les interventions de la police se sont considérablement musclées. En juillet par exemple, les autorités ont interdit aux femmes ne portant pas le voile d'accéder au métro dans la ville sainte de Machhad, au nord-est. Et fin juin à Chiraz, dans le Sud, à l'occasion du Go Skateboarding Day, journée in-



A Téhéran, le 22 septembre 2022. Les Iraniennes sont en première ligne lors des manifestations de colère qui font suite à la mort de Mahsa Amini, survenue le 16 septembre 2022 après son arrestation par la police des mœurs. (SalamPix / ABACA)

ternationale de promotion du skateboard, la police a arrêté cinq personnes vêtues de manière « occidentalisée ». Mais cette fois, la mort tragique de Mahsa Amini ne passe plus. « Ces manifestations sont peut-être le début d'un grand changement », a déclaré Mahmood Amiry Moghaddam, le directeur de l'ONG IHR.

Farhad Khosrokhavar, sociologue franco-iranien et directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS), a enseigné plusieurs années à l'université iranienne de Buali et écrit plusieurs ouvrages sur l'Iran, dont « L'Islamisme et la mort. Le martyr révolutionnaire en Iran » (L'Harmattan) et « Iran : comment sortir d'une révolution religieuse » (Seuil). Il analyse ce mouvement inédit.

Comment qualifier ces émeutes ?

Farhad Khosrokhavar Ce qu'il se passe actuellement, c'est un soulèvement national qui a pour origine la mort d'une jeune femme, violemment arrêtée par la Gasht-e Ershad, le nom officiel de la « patrouille d'orientation

». Elle existe depuis maintenant quarante-trois ans et ne cesse de réprimer, humilier et agresser les femmes en raison de leur tenue. Il faut rappeler qu'en Iran, le port du voile est obligatoire pour les femmes et les petites filles dès l'âge de 9 ans depuis l'instauration de la République islamique. Elles doivent par ailleurs porter des vêtements amples et des pantalons. Juridiquement, une femme vaut la moitié d'un homme. Elle n'a pas le droit de voyager seule sans autorisation de son père, mari ou tuteur. Certaines professions lui sont toujours interdites.

Il s'agit là d'un mouvement non organisé et totalement spontané, qui continue de s'exprimer malgré le fait qu'internet a été coupé dans de nombreuses villes par les autorités. Ce que ces révoltes dénoncent in fine, en plus de la répression de la police du voile, c'est la brutalité et la corruption d'un régime qui asservit le peuple iranien depuis trop longtemps. Et le voile en est l'un des symboles depuis quarante ans : noir au lendemain de la révolution islamique de 1979 et l'arrivée au pouvoir de Khomeini, légèrement plus coloré dans les années 1990 avec le « réformiste

» Khatami puis vert en 2009, pendant les manifestations de masse au lendemain de la réélection à la présidence de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad.

Il semble qu'en brûlant leur voile, fondement du régime, dans des feux de joie, en se coupant les cheveux, les femmes manifestent avec beaucoup de force et de courage leur volonté de vivre dévoilée. Est-ce nouveau ?

Le 8 mars 1979, dès le lendemain de l'accession au pouvoir du guide spirituel de la révolution, l'ayatollah Khomeini, qui imposait le port du voile islamique aux femmes et leur soumission à la charia, des centaines de milliers de femmes étaient descendues dans les rues manifester contre le port obligatoire du hidjab et pour l'égalité. Elles furent agressées à coups de bâton par des religieux. D'autres leur jetèrent des pierres en leur disant « ou bien le voile sur la tête, ou bien un coup sur la tête ». C'était la première occasion pour elles de formuler leurs revendications, tête nue. Ce fut la dernière jusqu'à aujourd'hui. Ensuite, jusqu'à la fin des années 1980, en raison d'une forte répression, on n'entendit plus aucune voix d'opposition, et encore moins celle des femmes.

Après l'arrivée d'un pouvoir réformiste en 1997 avec Mohammad Khatami, les mouvements féministes ont pu commencer à s'organiser. La célébration de la Journée mondiale de la Femme, le 8 mars 1999, fut la première manifestation depuis la révolution islamique d'une période nouvelle pour les activités civiques des femmes. La formation en 2004 d'une « Coalition

de réflexion » des femmes puis, en 2006, face à l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad nouvellement élu, la campagne Un million de signatures, ont permis aux femmes de peser publiquement.

Le mouvement féministe iranien, plutôt constitué de femmes de la classe moyenne et supérieure, au niveau intellectuel élevé, réclamait d'abord l'égalité des droits dans le mariage, le divorce, l'héritage, la fin des discriminations... En 2009, pour protester contre les fraudes électorales massives lors de la re-conduction à la présidence d'Ahmadinejad, les femmes étaient au premier plan dans la « révolution verte ». Mais à ce moment-là, les revendications vestimentaires étaient encore vues comme marginales. Or, maintenant, on est face à un mouvement féministe lancé par des femmes, qui traverse toutes les classes sociales et prend une dimension nationale. Et ça, c'est inédit.

Ce qui semble aussi inédit, c'est la forte présence des hommes aux côtés des femmes...

En 2009, le mouvement vert était une vraie révolution de genres, où femmes et hommes manifestaient côte à côte, mais c'était une révolte plus sociale et politique que féministe. Il ne faut pas oublier qu'en Iran, 52 % des quatre millions d'étudiantes sont des étudiantes. C'est dire le niveau d'éducation des femmes dans la société civile en décalage total avec le niveau de répression qu'elles subissent de la part des autorités. Les hommes ne pouvaient rester longtemps à l'écart de cet état de fait. Ne serait-ce que parce qu'ils sont les fils et petit-fils de femmes qu'ils ont vues se faire humilier, opprimer, et résister depuis une dizaine d'années.

Soutenir les femmes n'est plus une question de manque de virilité. C'est une affirmation de soi qui vient de l'intérieur et qui n'est pas inspirée par l'Occident.

Les femmes et les hommes qui manifestent à leur côté ne suivent pas un modèle venu de l'extérieur mais expriment un ras-le-bol général. C'est une rupture avec l'islamité hypothétique de ces sociétés, dans laquelle le religieux et la foi sont complètement dissociés. En quelques jours, le geste inouï de courage de toutes ces femmes qui brûlent leur hidjab et se coupent les cheveux est parvenu à ringardiser et à ridiculiser un régime qui s'est coupé de son peuple. Et ce mouvement sécularisé et non religieux pourrait inspirer d'autres pays, justement parce qu'il exprime le besoin de légitimité d'une liberté fondamentale : celle de se vêtir comme on veut sans risquer de mourir.

Peut-on espérer un vrai changement de la part du régime ?

A ce stade, il est impossible de prédire ce qui va advenir de ces révoltes. Depuis les manifesta-



Manifestation à Téhéran le 20 septembre 2022. (SALAMPPIX / ABACA)

tions de 2009, le système répressif n'en finit plus de se durcir : 150 personnes avaient alors été tuées par les forces publiques, des milliers arrêtées, torturées ou même violées en prison par les agents du régime. Les images de la mort de Neda Agha Soltan, jeune Téhéranaise abattue en pleine rue, avaient fait d'ailleurs le tour du monde.

Plus tard, entre 2017 et 2019,

les Iraniens ont à nouveau manifesté pour protester contre la hausse du prix de l'essence et l'augmentation du coût de la vie, liées aux restrictions imposées par Donald Trump à l'Iran. Derrière les revendications, c'était aussi l'écrasement de toute la classe moyenne du pays qui s'exprimait. Au fil des mois, les révoltes sont devenues nationales et se sont étendues à 184 villes, au point que le régime a envoyé des chars qui ont tiré à vue pour faire taire les protestataires. Bilan des manifestations : 1 500 morts. Toutes les émeutes qui ont suivi ensuite ont été étouffées de la même façon : dans le sang.

Faut-il craindre la même réaction de la part du régime aujourd'hui ?

Malheureusement oui. Il y a déjà eu 31 morts [*l'entretien a été réalisé le 23 septembre 2022. le 27, on dénombre 76 morts, NDLR*], d'après certaines estimations, et ce n'est que le début. Ce qu'il faut bien avoir en tête, c'est qu'on est ici face à un régime qui ne craint pas de tuer et de torturer pour se faire obéir et qui a supprimé tous les embryons d'organisation sociale depuis dix ans. Aujourd'hui, le système répressif du régime iranien est très proche de celui de la Syrie. C'est en outre une kleptocratie, où des tribunaux complètement arbitraires condamnent des femmes à un an de prison ferme pour une simple mèche de cheveux, alors que des hommes politiques accusés de corruption et détournement de fonds s'en tirent avec quelques mois de prison.

L'Iran est une société injuste, dans laquelle la seule réponse du pouvoir envers ses citoyens est la répression. Les femmes – et les hommes – qui manifestent en ce moment risquent leur vie. Ils seront sans doute arrêtés et emprisonnés. Si le pouvoir arrive à réprimer le mouvement, il y aura, comme il y eut avant, une grande vague d'arrestations ciblées. Dans chaque ville, chaque rue, les autorités répli-

queront et s'acharneront jusqu'à ce que la population plie. Jusqu'à la fois prochaine.

Un député iranien vient d'évoquer la question de l'abolition de cette brigade des mœurs. Peut-on espérer une évolution législative dans les semaines ou mois à venir ?

Les députés peuvent dire ce qu'ils veulent, un assouplissement des règles est très peu probable à mon sens. Le pouvoir est pris en étau dans ses propres normes répressives. S'il y renonce, la société civile prise à la gorge depuis des années explosera, avec le risque d'une vraie révolution. Oter son voile dans l'espace public est un crime en Iran. Certains tenants du régime proposent timidement d'en faire un délit. Mais le ras-le-bol du voile est tel que cela ouvrirait en grand la boîte de Pandore : dans les grandes villes, les femmes sortiraient sans voile, préférant prendre le risque de payer une amende. Et le régime perdrait complètement toute légitimité car maintenir les femmes sous le voile, c'est maintenir la société sous le joug du droit islamique traditionnel.

Cette élite corrompue et répressive a besoin de ce bouclier de l'asservissement des femmes pour conserver son pouvoir. Faire aujourd'hui des concessions serait un aveu de faiblesse. Le début de sa fin. Le régime s'est autopiégé dans le tout-répressif et c'est toute la société iranienne qui en paie le prix.

D'où peut venir le changement alors ?

La colère de la société civile iranienne ne redescendra pas, malgré les coups, malgré la répression. Malgré les morts même. La seule certitude, c'est qu'un régime qui ne tient que par le tout-répressif ne peut pas durer éternellement. Les dirigeants finissent tous par mourir et les dissensions internes ne peuvent pas être étouffées indéfiniment. Le temps est le seul allié du peuple iranien.

Par Hasan Hayri ALKAN

L'AVENTURE STAMBOULIOTE DU BEUREK KURDE

L'expression « la terre et les cailloux d'Istanbul sont en or » remonte probablement au 19^e siècle. La pauvreté dont souffraient les populations de notre région de Kigi (Gêxi) durant ces années-là les poussaient à partir travailler dans les provinces de l'ouest, plus particulièrement à Istanbul. Des époques sans routes ni voitures, où parvenir à ces lointaines destinations demandait des jours entiers de marche. Nos aînés nous racontaient leurs allées et venues lors des longues soirées d'hiver. Ils nous récitèrent leurs voyages, leurs vécus et leurs difficultés comme des contes. Ils y décrivaient leurs luttes, parfois contre les "qol", groupes de bandits qui pouvaient les dévaliser à leur retour d'Istanbul, leur laissant la vie sauve mais comme tout bagage quelquefois seulement leurs sous-vêtements.

Depuis Kigi et le village de Bilece leur route passait par Pulumur (Plemoriye). Ils empruntaient ensuite le pont de Muti pour, une fois à Erzincan, poursuivre jusque Trabizon (Trébizonde). Le pont de Muti et ses alentours, en particulier, avec ses auberges et ses cafés, constituait pour eux une halte importante où ils pouvaient se reposer et s'abriter. Ils expliquaient comment s'y créaient des liens d'amitié et comment ensuite ils devenaient « kirve[2] » avec les commerçants.

Une fois à Trabizon (Trébizonde), en attendant le bateau, ils enduraient la faim et la misère. Leur joie immense éclatait d'autant plus lorsqu'arrivait enfin leur na-

vire, probablement marchand. Ainsi commençaient les aventures des habitants de notre Kigi (Gêxi) et de Bilece pour Istanbul. Qu'y trouveraient-ils ? Ni travail, ni métier, et pas d'éducation. Des emplois reposant sur la force physique tels que porteurs, homme de ménage ou encore concierge les y attendaient. Des cargos chargeaient et déchargeaient leurs marchandises dans deux de ses quartiers portuaires, Eminönü et Kasimpasha. Nos



villageois y étaient embauchés comme dockers sans que cette activité ne leur permette de sortir de leur condition misérable.

Le village de Bilece appartient au district de Kigi (Gêxi), situé au nord-est de la région du Dersim dont la population est kurde de confession « kizilbache »[3] (alevis). En automne notamment un nombre important d'entre eux partait à Istanbul pour n'en revenir qu'au printemps.

L'un d'eux, Mehmet Efendi, tout en travaillant sur les docks,

commença pendant son temps libre, à préparer des « parxaç » (sorte de pain à base de farine, de sel et de beurre), également appelés « kombe ». Il les découpait en tranches, les mit dans des « kuleng », caisses vitrées portées à la main » ou sur le dos, et les vendit sur les quais d'embarquement en criant : « Parxaaaaaç, parxaaaaaç ». Au bout d'un certain temps, devant l'intérêt suscité et le bon nombre croissant des ventes, il décida d'abandonner son em-

ploi de porteur pour se consacrer à sa nouvelle activité. L'affaire continua de s'agrandir. Il commença alors à recruter du personnel. Les « kuleng » ne suffirent plus pour contenir les quantités nécessaires à la demande. Ils les remplaça par des chariots roulants, appelés « tevla ». Les pousseurs de « tevla » étaient nommés « tevlakar ». Les « parxaç » ne furent bientôt plus préparés à la maison mais dans des fours, chauffés avec du bois et de la sciure, installés dans des locaux en ville qui prendront le nom de « maisons de beureks kurdes ». Ces nouvelles condi-

tions d'élaboration entraînèrent la modification de la forme du beurek. Préparé et cuit désormais sur des plans de travail lisses et huilés puis tranchés au couteau avant d'être finalement saupoudrés de sucre, apparaît enfin le « beurek kurde » sous sa forme actuelle dont la dégustation délicieuse nous appelle.

L'inventeur du beurek kurde se nomme Mehmet Efendi D'Alikan. Surnommé Rengo, il naquit à Alikan, un hameau de Bilece. Jeune homme turbulent, il perturbait la tranquillité des villages alentours. Un jour, il fit un rêve où il se vit très riche et effectuant un long voyage. Cela le concerna au point qu'il souhaita faire interpréter son rêve. Pour cela, il se rendit rapidement chez le père de Sela Efendi, un homme appartenant à la caste religieuse des Alevis. Le père de Sela Efendi l'emmena chez Mahmut le Grand. Ce dernier réfléchit et se dit à lui-même qu'il allait en profiter pour fournir une interprétation permettant de se débarrasser de ce jeune agité. Il appela Rengo Mehmet auprès de lui et dit : « Raconte mon fils, qu'as-tu rêvé ? » Après que Rengo Mehmet le lui eut décrit, Mahmut le Grand sourit et prononça un « Oh ! » de contentement. Puis il ajouta : « Tu as fait un très bon rêve mon fils. Ton chemin va au loin jusqu'à Istanbul. Ne reste pas ici, que ta voie soit ouverte. Ton pain se trouve là-bas. Tu seras très riche. Je te donne ma bénédiction. » Il conclut sa phrase en apposant sa main sur le dos du jeune homme. Voici donc comment l'aventure

de Mehmet Efendi débuta. Il semblerait qu'il soit arrivé à Istanbul autour des années 1890.

Mehmet Efendi gagna rapidement le cœur des pauvres de cette ville grâce à son beurek huilé. Très aimé et respecté, il y développa son influence dans le domaine des aliments à base de farine. Son commerce de beureks dura jusqu'à 1935. Pendant les années de la première guerre mondiale, du fait de la rareté de la farine, il interrompit un certain temps son activité.

Après sa mort, la fabrication et la commercialisation des beureks kurdes se perpétua grâce à une première génération, parmi laquelle on peut nommer Alişan Efendi, Delil Efendi, Düzgün Efendi (Gürbey) et Kamil Efendi. L'établissement de Kamil Efendi se trouvait à Kasimpaşa. Ses enfants et petits-enfants continuent encore à en vendre. Quant à la boutique d'Alişan Efendi, elle occupait à Unkapanı un immeuble entier servant également de lieu d'hébergement pour les arrivants depuis Bilece. Comme mes proches y travaillaient, c'est un endroit que je fréquentais durant mes études au lycée. Je ne pourrai jamais oublier le thé délicieux qu'oncle Tahir préparait tous les matins. Il l'apportait et tous ensemble nous faisons notre petit déjeuner avec les beureks sortis du four. C'était excellent. Le bâtiment d'oncle Alişan comprenait au rez de chaussé une entrée, petit hall où se trouvait le four. Au premier étage se tenait le lieu de fabrication. Une dizaine de chambres pouvant contenir de quatre à six personnes constituaient les paliers suivants.

Après la disparition des membres de la première génération de fabricants de beurek, une deuxième apparut. On compte parmi eux certains de nos compatriotes comme les frères Hakki et Ibrahim Gürbey, les frères Huseyin et Yahya Edeş, Süleyman Yazgili, Süleyman Daglayan, Şükrü Alkan et Aziz Serin (Aziz le Kurde). À une

époque, le beurek kurde s'est même répandu jusqu'à Izmit et Izmir. À Izmit, Tahir Ulu, Efendi Alkan et Mehmet Daglayan et ses frères poursuivirent cette production. Aujourd'hui, seulement les enfants et proches de Tahir Ulu et d'Efendi Alkan continuent à préparer le beurek. Quant à Izmir, les frères Enver, Hasan, Bekir et Mehmet Deniz



agissaient de même, mais ils ne purent se développer et cette activité s'y arrêta à leur décès.

Traditionnellement pain des pauvres et des travailleurs d'Istanbul, et bien qu'une clientèle appartenant à la classe moyenne existe de nos jours, le beurek kurde reste majoritairement un aliment populaire permettant de se nourrir pour peu cher,

Autrefois, sa cuisson répandait ses senteurs dans le voisinage. Très tôt le matin, les habitants faisaient la queue pour l'acheter et le vendeur criait : « Venez, venez, le beurek kurde vient de sortir, il est tout chaud, venez le prendre. » Il invitait ainsi les clients.

Ce beurek représente un secteur commercial important à Istanbul aujourd'hui, de près 4000 négociants. Je pense qu'après les fours à pain c'est la branche la plus gourmande en farine. Quant à la consommation d'huiles et de margarine ainsi que de matériaux d'emballage et de nettoyage, ce sont encore eux qui en détiennent le record d'utilisation. Une grande partie de ces commerçants sont nos proches

ou des gens de notre ville. Comme nous l'avons évoqué plus haut, le beurek kurde est né il y a au moins plus de cent ans selon un concept et des matières propres aux Kurdes. Comment a-t-il pu traverser ce siècle de répression et d'hostilité qui a marqué la société en Turquie ? Dans la période où toute expression rappelant l'existence

Néanmoins, les autorités turques ont certifié l'appellation « beurek kurde » grâce aux efforts de l'association de la région d'Istanbul KAY-DER^[4], qui depuis 5 ans organise pendant les mois d'été le Festival de « beurek kurde ».

Comment préparer le « beurek kurde » ?

Avec les ingrédients préparer la pâte et ensuite la laisser reposer une demie heure pour qu'elle lève. Puis l'étaler pour réaliser des feuilles aussi fines que possible. Disposer ces feuilles sur la plaque de cuisson en les superposant. Placer du beurre entre chaque feuille (ou de l'huile si vous le préférez). Enfournier le tout pour la cuisson. Au moment de consommer vous pouvez saupoudrer avec du sucre en poudre.

Crédits photos : Hasan Hayri ALKAN

^s
[1] Hasan Hayri ALKAN est expert comptable. Dans les années 1980-1990, il a ouvert plusieurs maisons de « beurek kurde » dans les quartiers historiques d'Istanbul comme Aksaray, Beyoglu, Taksim, Çemberlitas, Kadikoy. Ainsi il a beaucoup œuvré pour le faire connaître auprès du grand public.

[2] Kirve, kiriv ou kewra signifie parain et/ou marraine.

[3] Cf. Ziya AYDIN, *Contes kurdes de Dersim*, éd. l'HARMATTAN, 2021, p. 24-36

[4] KAY-DER est une association fondée dans les années 1990 à Istanbul par l'auteur de cet article avec d'autres personnalités des villes de Kigi (Gêxî), Adakli (Azapert), Yayladere (Xolxol) pour défendre et faire connaître aux Stanbuliotes la culture régionale kurde. Plus tard, la ville de Karakoçan rejoignit cette association.